

Le Genre dans la Gestion des Ressources en Eau, L'Approvisionnement en Eau et Assainissement

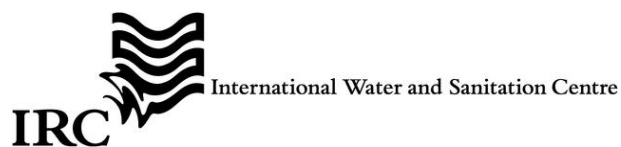
Revue des Rôles et Réalités



Le Genre dans la Gestion des Ressources en Eau, L'Approvisionnement en Eau et Assainissement

Revue des Rôles et Réalités

Christine van Wijk-Sijbesma
Centre International de l'Eau et l'Assainissement
La Haye, Pays Bas
1998 (traduction française 2005)



Traduction française par le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA), 2005. Coordination de la traduction au CREPA assurée par Kabou KAMBOU/KADIO

IRC International Water and Sanitation Centre

L'IRC facilite la création, le partage, et l'utilisation des connaissances à l'intention du personnel et des organisations du secteur de l'eau et de l'assainissement. Ceci, pour leur permettre d'aider les pauvres, femmes, hommes et enfants des pays en voie de développement, à acquérir des services d'eau et d'assainissement, qu'ils devront utiliser et rendre durables par eux-mêmes. L'IRC le fait en améliorant la base d'information et de connaissance dans ce secteur et en renforçant les centres de documentation de ce secteur dans les pays du Sud.

Le personnel de l'IRC travaille en tant que personnes ressources, pour aider les populations dans la prise de leurs propres décisions, et dans un partenariat égal avec les professionnels de ce secteur, au Sud, Ils stimulent le dialogue entre toutes les parties pour créer la confiance et promouvoir le changement. Ils créent un environnement d'apprentissage pour développer des meilleures possibilités.

IRC International Water and Sanitation Centre

Boîte Postale 2869

2601 CW Delft

Pays Bas

Tel. +31 (0) 15 2192939

Fax. +31 (0) 15 2190955

E-mail: general@irc.nl

Internet: <http://www.irc.nl>

Table of Contents

| | |
|--|------------|
| Avant Propos | vii |
| Remerciement | ix |
| Préface | xi |
| 1. Le Genre et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau | 1 |
| 1.1 Mise en Valeur et Gestion des Ressources en Eau | 1 |
| 1.2 Genre et Approche genre | 3 |
| 1.3 Un cadre d'analyse du genre | 10 |
| 2. Le Nouveau Consensus Politique et ses Aspects genre | 13 |
| 2.1 Principes d'une politique internationale émergente sur la gestion de l'eau | 13 |
| 2.2 Le genre dans les forums internationaux sur la gestion des ressources en eau | 16 |
| 2.3 Les nouveaux principes politiques rendent le genre spécifique | 21 |
| 3. Le Genre et la Gestion Indigène de l'Eau et des Déchets | 39 |
| 3.1 Travail Physique des femmes et des hommes | 39 |
| 3.2 Les Implications pour la santé et le développement socio-économique | 41 |
| 3.3 La Gestion de l'approvisionnement en eau et l'évacuation des déchets du foyer | 44 |
| 3.4 La Gestion des ressources en eau du domaine public | 52 |
| 4. Opérationnalisation d'une approche genre dans l'approvisionnement en eau potable | 63 |
| 4.1 Genre et réponse à la demande | 63 |
| 4.2 La Participation genre aux décisions, à la mise en œuvre et à la gestion | 73 |
| 4.3 L'Opérationnalisation de la gestion de la demande spécifique au genre | 95 |
| 4.4 Approches Holistiques de l'eau, participation et genre | 102 |
| 5. Cendrillon et le chausson manquant: Assainissement et genre | 109 |
| 5.1 L'assainissement est à la traîne | 109 |
| 5.2 Comblent les insuffisances en assainissement | 111 |
| 5.3 Mise en œuvre des programme sous l'approche genre | 120 |
| 6. Travailler à une Meilleure hygiène – Partager les Tâches | 139 |
| 6.1 Education à la santé et changement de comportement | 139 |
| 6.2 Réduction de l'isolement des femmes et des filles | 144 |
| 6.3 Un Programme qui reconnaît et réduit les limitations des femmes | 152 |

| | |
|--|------------|
| 7. Agences d’Habilitation | 167 |
| 7.1 De la mise en œuvre à l’habilitation des agences | 167 |
| 7.2 Expertise pour une participation équilibrée | 169 |
| 7.3 Appui Organisationnel | 178 |
| Epilogue | 187 |
| Publications de l’IRC | 191 |

Schémas

| | |
|--|-----|
| Schéma 1. La répartition du travail dans la collecte de l’eau: les hommes collectent l’eau avec des moyens de transport pour des entreprises commerciales, les femmes collectent l’eau à pied pour la famille | 8 |
| Schéma 2. Cadre d’analyse et approche genre | 11 |
| Schéma 3. Niveaux de la prise de décision : Qui décide et influence les décisions dans les quartiers et les ménages ? | 23 |
| Schéma 5. La répartition des coûts de raccordements rend les robinets plus accessibles | 32 |
| Schéma 6. La gestion de la demande sans la participation des consommateurs peut avoir des impacts socio-économiques négatifs | 43 |
| Schéma 7. Le comité de l’eau signe le contrat d’un système d’approvisionnement en eau à gestion communautaire dans un bar local | 56 |
| Schéma 8. Equipement amélioré de lessive et de lavage conçu et géré par les consommateurs dans un kampung Indonésien | 70 |
| Schéma 9. Sans une approche genre les hommes prennent les décisions et les femmes font le travail et gèrent la ressource..... | 74 |
| Schéma 10. Le vote indirect permet aux hommes et aux femmes de donner des points de vue autonomes | 79 |
| Schéma 11. Participation des femmes à l’entretien local: réparations d’une des nombreuses pompes manuelles par une opératrice au Bangladesh..... | 85 |
| Schéma 12. Les projets de collecte des eaux pluviales, tels qu’ici à Tonga, tendaient à être ceux des femmes plutôt que des projets communs, avec groupes de femmes assurant toute la construction et le financement | 93 |
| Schéma 13. Les femmes formées comme plombiers dans les zones à faible revenu de Santiago De Chili, peuvent gagner un revenu et réduire l’eau non mesurée au compteur..... | 98 |
| Schéma 14. Couverture des approvisionnements en eau et assainissement par la population de 1980 à 2000 | 110 |
| Schéma 15. Réduction de l’incidence de la diarrhée par type d’intervention | 111 |
| Schéma 16. En utilisant la carte du village comme outil de gestion, les comités de quartier discutent le progrès et les lacunes de l’assainissement avec le chef du village.. | 117 |
| Schéma 17. Inventaire de la demande en latrines spécifique au genre grâce à des modèles de petite taille flexibles à EL Hormigiero, Cali, Colombie..... | 123 |
| Schéma 18. Confection de blocs par des maçonnes..... | 129 |

| | |
|--|-----|
| Schéma 20. Avec une approche genre les femmes et les hommes participent aux sessions d'éducation à l'hygiène et déterminent comment le travail, les responsabilités et les ressources sont partagés..... | 151 |
| Schéma 21. La première et la deuxième version du matériel de promotion de l'hygiène..... | 162 |
| Schéma 22. L'évaluation rurale participative a été utilisée à Karnataka pour identifier et analyser les répartitions genre et classe dans la quantité d'eau recueillie..... | 165 |
| Schéma 23. Formation des travailleurs de l'assainissement du village d'Orissa en Inde..... | 172 |
| Schéma 24. Les promotrices de la Guinée Bissau ont été efficaces à travailler avec les femmes et les chefs de femmes..... | 180 |

Encadrés

| | |
|--|-----|
| Encadré 1. Les paysans et les constructeurs assèchent l'Inde, par Tara Patel..... | 7 |
| Encadré 2. Intérêts des différentes parties prenantes dans le bassin fluvial de Felidia, Valle, Colombie..... | 9 |
| Encadré 3. Droits de l'eau, lutte contre la pauvreté et genre au Burkina Faso et au Bangladesh..... | 32 |
| Encadré 4. Outil Participatif pour évaluer les pratiques de gestion des ressources en eau dans les petits bassins et gérer les ouvrages..... | 104 |
| Encadré 5. Projet de système d'égouts d'Orangi à Karachi, Pakistan..... | 115 |
| Encadré 6. Communication de santé publique pour un changement de comportement choisi..... | 159 |
| Encadré 7. Action d'apprentissage sur le genre et l'approvisionnement en eau au Malawi ... | 183 |

Tableaux

| | |
|--|-----|
| Tableau 1. Principes actuels sur la gestion des ressources en eau et leurs aspects genre..... | 22 |
| Tableau 2. Comment surmonter les contraintes à la participation des femmes..... | 77 |
| Tableau 3. Les corrélations de Pearsons de la participation globale et de la participation des femmes avec les avantages des 121 projets d'approvisionnement en eau du milieu rural cofinancés par la Banque Mondiale..... | 95 |
| Tableau 4. Facteurs genre sous-tendant la demande en latrines dans le programme d'assainissement à Kerala..... | 119 |
| Tableau 5. Impacts de l'approvisionnement amélioré en eau, assainissement, et l'hygiène sur la morbidité et la mortalité des six maladies communes: résultats de 144 études..... | 140 |
| Tableaux 6. Conditions préalables spécifiques genre et classe pour la gestion communautaire..... | 168 |

Avant Propos

Les femmes constituent la moitié de la population du monde. Elles sont les gardiennes des enfants, de la santé et du bien-être de la famille et fréquemment les administratrices des ressources. Dans le monde en développement où des millions de familles manquent encore d'eau potable et d'assainissement adéquat, les femmes invariablement doivent veiller à ce que la famille ait l'eau. Cependant, malgré leurs nombres et leurs rôles et responsabilités, les femmes n'ont pas souvent eu la parole. Elles n'ont eu ainsi aucun mot dans les décisions sur les types de services-- approvisionnement en eau, assainissement, santé — offerts pour le bien-être de leurs familles.

Au cours de la Décennie Internationale de l'Approvisionnement en Eau et Assainissement (1981-90), la communauté de développement a reconnu qu'une plus grande implication des femmes était un élément décisif pour la réalisation des objectifs de l'Eau pour tous de cette Décennie. Le système des Nations Unies et les agences bilatérales qui visaient les femmes et cherchaient à accroître leur implication dans la planification et la mise en oeuvre des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont lancé de nouveaux programmes. Les femmes ont été formées comme exploitantes de pompes manuelles et constructrices de latrines. Leur participation a été exigée dans les comités d'eau. Par conséquent, leurs devoirs se sont accrus et elles sont devenues plus occupées. Suite aux expériences de la Décennie de l'Eau et à la préparation du Sommet Mondial de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, un ensemble de principes a vu le jour, et cela pour apporter des changements drastiques au développement du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. En tant que bien économique, l'eau a une valeur économique et les usagers doivent en payer le prix. Si les usagers payent, les services doivent répondre à la demande pour laquelle ils payent. Tant les femmes que les hommes utilisent l'eau, et doivent ainsi pouvoir exprimer leurs besoins réels en services. Pendant que les services devraient répondre à la demande en eau, les promoteurs de la participation des femmes s'apercevaient que cette promotion de l'implication des femmes n'était pas suffisante et n'était peut-être pas désirable. Ils ont abandonné l'approche féminine et adopté l'approche genre qui consistait à examiner les rôles et responsabilités des femmes et hommes ainsi que le processus de prise de décision.

Nous comprenons maintenant que les approches équilibrées en genre convergent avec les approches de réponse à la demande: lorsque les améliorations de service sont prises en compte, tous les usagers doivent être consultés sur les types de services qu'ils veulent et pour lesquels ils sont disposés à payer, y compris la manière dont ces services seront gérés et financés une fois qu'ils sont installés.

Le défi à relever à présent consiste à utiliser ces principes et à inclure ceux-ci dans les programmes de développement. Les connaissances et les outils nous aident à passer des principes à la pratique. Le présent livre, incontournable est un véritable condensé des connaissances acquises depuis plus de deux décennies sur les femmes, l'eau et

maintenant le genre. Initialement publié en 1985 sous le titre de *Participation des femmes dans l'Approvisionnement en Eau et Assainissement : Rôles et Réalités*, la présente version actualisée rend compte de ce que nous avons appris depuis lors, déplace le centre d'attention du niveau des femmes au genre, et enfin ajoute en perspective la gestion des ressources en eau. Il offre une richesse d'expériences et de connaissances utiles aux praticants, décideurs et académiciens.

Puisque nous cherchons à intégrer le genre dans les projets de développement, nous ne devons pas oublier, comme le fait remarquer Christine van Wijk-Sijbesma dès le premier chapitre, que les gens diffèrent à plus d'un titre. Cette différence d'intérêts entre femmes et hommes pauvres et ensuite femmes et hommes riches d'une communauté, par exemple, pourrait même être plus grande que les intérêts divergents des femmes et des hommes. Comme le faible revenu, le genre n'est qu'un des nombreux aspects de l'hétérogénéité à laquelle nous devons être sensibles. Il nous faut être également vigilant pour ne pas nous enfermer dans nos théories, et lorsque nous agissons par rapport à celles-ci, à ne pas créer des différences où il n'en existe pas.

Bruce Gross

Programme Eau et Assainissement PNUD- Banque Mondiale

Remerciement

Ecrire un livre requiert de créativité et de la persévérance. Plusieurs personnes y ont contribué d'une manière ou d'une autre. Wendy Wakeman, coordonnateur de PROWWESS au Programme PNUD – Banque Mondiale, est intervenue à la phase initiale de la planification, au moment où nous avons discuté de ce qui avait changé depuis "Participation des femmes dans l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement", une publication conjointe de l'IRC et de PROWWESS en 1985. Elle a décidé que le Programme co-financerait la suite de cette publication. Elle a aussi revu le résultat final, à son nouveau poste du Groupe Genre de la Banque. Rekha Dayal a bien voulu réviser le premier livre lorsqu'elle était encore en poste à la Banque Mondiale et a fait la même chose depuis son poste avec le Programme en Inde. Comme par le passé, ses commentaires ont été un mariage heureux de louange stimulante et de critique réfléchie. Nilanjana Mukerjee, à présent en Indonésie, a apporté des suggestions pratiques sur la manière d'utiliser le livre comme ressource pour atteindre les décideurs des gouvernements et les objectifs politiques. Mon ancien professeur de troisième cycle en science publique, Niels Röling, a aussi commenté la valeur du manuscrit sous forme de recommandations pour une formulation de politique. Il m'a encouragé à rattacher la présente revue à une théorie plus générale du développement et du genre, et à l'étude de terrain sur le rôle du genre dans les services d'eau et assainissement déjà viables, travail planifié à l'occasion de la phase suivante du Programme Eau et Assainissement PNUD – Banque Mondiale. A l'IRC Stephen Parker s'est occupé de l'édition du manuscrit et a suggéré le sous titre du livre. Theodora Olsthoorn a vérifié et corrigé les nombreuses références avec l'appui des bibliothécaires de l'IRC, Bettie Westerhof, Cor Dietvorst et Nigel Browne. Comme toujours, la microédition a été faite avec efficacité et rapidement par Lauren Houttuin. J'adresse mes sincères remerciements et appréciation à toutes ces personnes au grand cœur qui ont apporté leur contribution.

Christine van Wijk

Préface

La nature confinée et la distribution déséquilibrée des réserves mondiales en eau douce ainsi que les demandes croissantes et concurrentes pour ces réserves nécessitent que nous gérions ces ressources humaines indispensables avec plus de sagesse et d'intelligence. L'attention accordée à tous les aspects humains de l'utilisation, de la mise en valeur et de la gestion de l'eau douce est devenue coutumière. L'attention accordée aux aspects genre de la mise en valeur, la gestion et l'utilisation des ressources en eau prédomine beaucoup moins. Le genre est encore souvent interprété comme l'implication des femmes. Les rôles et responsabilités des hommes de même que les relations changeantes entre les hommes et les femmes concernant le travail, l'influence et les profits ne sont pas traités en général.

Le présent livre est une co-publication de l'IRC et du Programme Approvisionnement en Eau et Assainissement PNUD – Banque Mondiale. C'est une revue de la littérature dans le contexte du nouveau programme du PNUD/BM sur le genre, la réponse à la demande et la pérennité et en outre une contribution au travail du réseau sur les questions genre (GEN NET) du Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et Assainissement.

Ce livre est l'édition révisée et actualisée d'une publication précédente par l'IRC, PROWWESS et le PNUD, *Participation des femmes dans l'Approvisionnement en Eau et Assainissement : Rôles et Réalités*, (1985), qui est épuisée à présent. Dans l'édition révisée un certain nombre de chapitres qui sont encore valables ont été retenus. Cependant, le texte a été placé dans le contexte d'une gestion globale des ressources en eau et genre, au lieu d'être spécifique aux femmes. Ce livre a été édité pour prendre en compte la littérature récente et pour offrir un panorama des développements genre dans l'approvisionnement en eau et assainissement dans le contexte de la gestion des ressources en eau de 1980 à 1997.

Le but et la structure du livre répondent à trois choses. D'abord, le but consiste à présenter un cadre simplifié d'analyse genre pouvant être utilisé dans les évaluations rapides et participatives ainsi que dans la planification. Ce cadre se trouve en fin du 1er chapitre. Deuxièmement, ce livre vise à offrir un panorama de ce qui se passe au niveau politique en gestion intégrée des ressources en eau, et pour rattacher cela à l'analyse genre. C'est l'objet du chapitre 2. Enfin, ce livre résume et analyse l'opérationnalisation du genre dans les principes de gestion des ressources en eau dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement.

Le chapitre 3 décrit la présence du genre dans la gestion indigène des ressources en eau. Les chapitres 4, 5 et 6 analysent et justifient l'opérationnalisation des principes de gestion des ressources en eau basés sur le genre dans les projets d'approvisionnement en eau potable, assainissement, et promotion de l'hygiène. Ce cadre d'analyse genre est utilisé pour voir comment dans ces opérationnalisations, le travail, l'influence et les bénéfices du

projet sont répartis entre femmes et hommes de différentes classes et origines socioculturelles. Dans le dernier chapitre, le chapitre 7, le processus de décentralisation et de dévolution dans le secteur de l'approvisionnement en eau et assainissement est décrit et un rapport a été présenté sur les mécanismes par lesquels les agences du secteur développent la sensibilité et les approches genre dans leur travail.

Le contenu se base sur des publications et des rapports sur le genre dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène par plusieurs collègues femmes et hommes du terrain. Les résumés de la plupart de ces documents se trouvent dans *Woman, Water, Sanitation : annual abstract journal*, que l'IRC publie conjointement avec le Programme Eau et Assainissement PNUD – Banque Mondiale.

Une seconde source importante a été le travail effectué par les Départements Genre et Eau de l'Agence suédoise de Développement International (ASDI), le Département Genre de la Direction Générale de la Coopération Internationale (DGIS) du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères, le Groupe de Travail sur les Questions Genre du Conseil de Concertation coordonné par le Programme Eau et Assainissement PNUD – Banque Mondiale et l'Institut des Etudes de Développement à l'Université de Sussex.

1. Le Genre et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

La reconnaissance de la nécessité d'une gestion intégrée des ressources en eau se fait de plus en plus grande. Cependant, on reconnaît moins universellement qu'une telle gestion nécessite aussi bien une vision genre qu'une approche genre. Ce chapitre résume d'une part, l'attention internationale accordée à la Mise en Valeur et à la Gestion intégrée des Ressources en Eau et d'autre part, explique, ce qu'est le genre, et pourquoi une approche genre est nécessaire et comment elle pourvoit à la lutte contre la pauvreté. Ce chapitre s'achève sur un cadre d'analyse stratifié genre sur lequel la préparation, les évaluations et les révisions de programme peuvent se baser.

1.1 Mise en Valeur et Gestion des Ressources en Eau

Puisque qu'il n'y a ni vie ni développement sans eau, le thème de l'eau a été souligné comme axe prioritaire dans l'agenda international. En 1996, la Conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains à Vancouver, Canada a invité les Etats membres '... à adopter des programmes contenant des normes réalistes de qualité et de quantité pour offrir de l'eau aux zones urbaines et rurales d'ici 1990 si possible'. La même Conférence a recommandé '... d'adopter et accélérer les programmes d'évacuation sanitaire des excréta et des eaux usées dans les zones rurales et urbaines' (Nations Unies, 1976 : Ch. II). Sur recommandation de la Conférence des Nations Unies sur l'Eau à Mar del Plata, en Argentine en 1977 (Nations Unies, 1977) l'Assemblée Générale des Nations Unies de 1980 a par la suite fait de la période 1981 à 1990 la Décennie Internationale de l'Approvisionnement en Eau et Assainissement (IDWSSD).

L'intérêt et la préoccupation pour l'avenir des ressources en eau douce se sont également accru. La menace de la pénurie d'eau et les actions de lutte ont constitué le thème de quatre grandes Conférences interrégionales : la Conférence Internationale sur l'Eau et l'Environnement à Dublin en 1992 ; la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement : Agenda 21, à Rio de Janeiro en 1992 ; la Conférence ministérielle sur l'eau potable et l'assainissement environnemental, 'Mise en Œuvre du Chapitre 18 de l'Agenda 21' à Noordwijk en 1994 et la Réunion du Comité d'Assistance au Développement de l'Organisation pour la Coopération Economique et le Développement sur la Gestion des Ressources en Eau OCDE /DAC à Paris, en 1994 aussi.

Les intérêts de même que les préoccupations humaines pour l'approvisionnement en eau et assainissement et la mise en valeur et gestion intégrée des ressources en eau sont bien fondés. En 1981, lorsque la Décennie IDWSS a commencé, 25 % de la population urbaine et 70 % de la population rurale du Sud n'avaient pas accès à une eau potable adéquate en outre 42 % des citadins et 86 % des habitants en milieu rural n'avaient pas d'assainissement adéquat (Watters, 1989 : 23). En 1990 des progrès considérables ont été réalisés mais dont la plupart ont été absorbé par la croissance démographique. En

1990 les pourcentages nets des citoyens qui n'ont pas de services améliorés ont baissé de 5 % seulement pour l'approvisionnement en eau et de 3 % pour l'assainissement. Dans les zones rurales, les progrès d'ensemble étaient meilleurs. Au total 33 % de plus de personnes avaient accès à un approvisionnement en eau amélioré et 12 % à un assainissement amélioré (Banque Mondiale, 1993 : 39).

L'accès accru ne signifie pas nécessairement que chaque ménage dans une communauté ayant des services améliorés le peut et les utilise vraiment. Plusieurs plans et conceptions n'avaient pas été suffisamment adaptés aux besoins des usagers et aux pratiques des personnes pour qu'elles commencent à utiliser ces installations. Plusieurs autres installations ne pouvaient pas être utilisées parce qu'elles étaient hors d'usage pendant de longues périodes (Nations Unies, 1990: 3, 44).

Sans la Décennie, la situation aurait été probablement pire en ce moment. Néanmoins, le travail pour satisfaire le minimum requis de 50 litres d'eau par personne et par jour pour les premières nécessités de la vie, et afin d'assurer de manière sûre l'évacuation des excréta humains et autres types de déchets reste essentiel (Postel, 1996 : 51).

Pendant ce temps, la disponibilité d'ensemble de l'eau douce nécessaire non seulement pour l'approvisionnement en eau potable, mais aussi pour l'agriculture, les écosystèmes naturels, les industries (y compris le tourisme) et l'hydroélectricité est de plus en plus menacée. La quantité d'eau douce est fixée, c'est à dire, elle constitue 2,5 % de toute l'eau du monde. Une partie de cette eau est stockée comme nappe phréatique dans les couches souterraines. Le reliquat de 110.000 kilomètres cubes est une eau de surface, dont deux tiers entre dans le cycle de l'eau pluie évaporation pluie et un tiers s'écoule dans la mer. La demande exprimée en eau douce disponible croît constamment et nécessite donc une mise en valeur, une utilisation et une gestion beaucoup plus parcimonieuse de cette ressource capitale.

Un facteur essentiel à la pression croissante sur les ressources en eau douce limitées est la croissance démographique. La pression démographique s'accroît parce que les taux de mortalité baissent, mais les forts taux de natalité prennent beaucoup plus de temps à baisser. Un autre facteur clé qui l'accélère est la forte réduction de l'éducation des femmes (Falkenmark et Surapto, 1992). Globalement, l'éducation et l'alphabétisation des femmes sont encore à la traîne loin derrière celles des hommes. Sur une estimation de 100-130 millions d'enfants qui en 1990 ne fréquentaient pas l'école primaire, plus de 60 % étaient des filles. Et sur les environ 948 millions d'adultes non alphabétisés dans le monde aujourd'hui, deux tiers sont des femmes (Borba, 1997).

L'urbanisation rapide accroît la pression sur les ressources en eau par les grandes villes et les villes géantes. La population urbaine du monde était de 2,4 milliards en 1990 et croîtra probablement jusqu'à 3,2 milliards en 2000 et 5,5 milliards en 2025. 80 % de cette population vivent dans le monde en développement et plus de la moitié de cette population passera de pauvre à très pauvre. Les défis pour trouver des sources d'eau adéquate pour

approvisionner les populations des villes bourgeoises, le commerce et les industries sont énormes. Déjà certaines grandes villes doivent construire des pipelines de plusieurs centaines de kilomètres pour apporter l'eau douce nécessaire. D'autres grandes villes, telles que Bangkok, Jakarta et Shanghai pompent excessivement la nappe aquifère de la ville, provoquant un épuisement et un affaissement de la nappe phréatique de certaines parties de la ville. La concurrence entre ressources en eau et agriculture autour des grandes villes grandit (PNUE/UNESCO, 1990 : 21 ; Nations Unies, 1996).

Il faut plus d'eau douce aussi en raison des styles de vie changeants. Lorsque le développement socio-économique et la stratification sociale entrent en ligne, l'utilisation de l'eau par les groupes à revenu élevé, pour l'assainissement, l'hygiène et les agréments augmente (White, 1977). Ces groupes consomment aussi de la nourriture, et utilisent des produits qui demandent une grande quantité d'eau. Les changements de modèles de consommation alimentaire ont un grand impact sur l'utilisation de l'eau. Il faut, par exemple, environ 1000 tonnes d'eau pour produire une tonne de grains et 2000 tonnes pour produire une tonne de riz (Jordaan et al. 1993: 11). La plantation de canne à sucre et la croissance rapide d'arbres pour la production de bois d'œuvre réduit l'eau disponible pour la production alimentaire et la boisson. Les cultures à forte production, mais aussi les besoins d'eau élevés, remplacent les cultures à faibles demandes en eau (Shiva, 1985, 1988). La canne à sucre et les bananes, par exemple, ont besoin presque de quatre fois plus d'eau que le sorgho et les légumes à gousse, et le brinjal et les tomates ont un rendement par volume d'eau utilisée qui est de six fois celui du riz (Lundqvist, 1994: 12). L'utilisation de fertilisants augmente davantage la demande en eau pour les cultures (Sontheimer, 1991).

Les développements généraux ont non seulement un impact sur l'utilisation et la disponibilité de l'eau ; ils affectent aussi la qualité de la ressource en eau. Des systèmes onéreux de traitement de l'eau sont introduits pour traiter de la forte turbidité de l'eau, l'érosion des sols ainsi que leur contamination biologique et chimique par les déchets humains et animaliers, les industries et le secteur agricole. Tant le transport de grandes quantités d'eau que les fortes exigences de traitement accroissent le coût de l'eau et la rendent moins accessible pour l'utilisation domestique et le développement économique.

1.2 Genre et Approche genre

Les ressources en eau sont gérées et mises en valeur par des Hommes pour des Hommes. Toutes ces deux activités sont une partie essentielle et une condition au développement global social et économique. Mais les responsabilités, le pouvoir et les intérêts des personnes impliquées et concernées ne sont pas les mêmes. Les différentes catégories de personnes ont des intérêts différents et un contrôle différent dans l'utilisation de l'eau pour des utilités différentes: agriculture, approvisionnement en eau potable domestique et évacuation des déchets, utilisation et évacuation de déchets industriels, aquaculture, transport, énergie, écosystèmes. Les groupes d'intérêt impliquent les

politiciens, les administrateurs de société, les industriels, les paysans riches et pauvres, et les usagers domestiques.

Souvent aucune autre distinction n'est faite dans les groupes d'utilisateurs. Cependant, dans les catégories d'utilisateurs finaux, les hommes et les femmes ont tout à fait des intérêts et des ressources différents. De ce fait, les deux catégories d'utilisateurs ne peuvent être traitées comme un seul et même groupe. Des distinctions doivent être faites pour ce que l'une ou l'autre catégorie sait, fait et décide et quels en sont les effets pour elles, leurs familles ainsi que les communautés et le programme. Une attention équilibrée à toutes les catégories d'acteurs optimise le développement social et économique autant qu'il réduit la compétition et les conflits pour l'eau. La mise en Valeur et les pratiques de Gestion des Ressources en Eau qui ont un impact négatif sur les femmes, ont aussi un impact négatif sur le développement. Les projets de mise en œuvre et de gestion de l'eau qui excluent les femmes en tant qu'acteurs et groupes d'intérêt négligent la moitié de la population et par conséquent réduisent l'efficacité et l'effectivité du projet.

1.2.1 Définition

Qu'est-ce que le genre et qu'est-ce que l'équilibre genre? Contrairement à ce qui se trouve encore dans la littérature, le genre concerne non seulement les femmes, mais aussi les femmes et les hommes. Comme le dit l'Institut d'Etudes du Développement de l'Université de Sussex, «l'approche basée sur le genre, plutôt que de prendre en compte séparément les femmes et les hommes, est distincte en ce sens qu'elle porte sur les femmes et les hommes» (IDS, 1995: 1). Un groupe de femmes et d'hommes travaillant dans les projets de ressources en eau en Asie a défini le genre comme suit: «le genre...est le résultat du processus de socialisation qui affecte certains rôles, attitudes, et responsabilités [aux femmes et aux hommes], aboutissant à certaines formes de comportement' (Bolt, 1994: 3). Le groupe a insisté sur le fait que puisque le genre est une construction sociale, il change avec le temps. Ils ont aussi relevé que dans les rôles et responsabilités traditionnels, les femmes tendent à former un groupe désavantagé dans la plupart des pays asiatiques. Une approche genre met en évidence ces différences et changements. En particulier une approche genre porte attention sur:

- les différences entre les intérêts des femmes et des hommes même dans le même ménage et comment celles-ci sont démontrées;
- les conventions et hiérarchies qui déterminent la position des hommes et femmes dans la famille, la communauté et la société en général, et par lesquelles les femmes sont généralement dominées par les hommes;
- les différences entre les femmes et les hommes, basées sur l'âge, la richesse, l'origine ethnique et autres facteurs;
- la manière dont les rôles définis par le genre et les relations changent, souvent très rapidement en conséquence des forces économiques, la migration pour le travail et autres tendances sociales (IDS, 1995: 1).

1.2.2 Contexte Historique

L'adoption d'une approche genre, fait qui signifie encore des changements pour les femmes, et non pour les hommes, a un contexte historique (Hannan, 1995: 1). L'expression de la première préoccupation pour les femmes et de leur implication dans le développement a émergé dans les années 1960. Les femmes étaient reconnues comme groupe désavantagé pour lequel des aspects spécifiques de femmes devraient être élaborés. Dans les projets généraux, tels que l'approvisionnement en eau, les femmes étaient perçues principalement comme les bénéficiaires des ouvrages.

Vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, les femmes ont commencé à être reconnues comme acteurs et administrateurs naturels de l'eau et il a été démontré que l'implication des femmes dans la planification, la construction et la gestion a généré des avantages pour le développement général, pour les projets, pour les ménages et pour les femmes elles-mêmes (Comparer par exemple la première édition de ce livre et les publications faites par Elmendorf (1982), Narayan (1988), PRG (1980), Schmink (1984), Schoeffel (1982) et du Toit (1980).

Dans la seconde moitié des années 1980 et au début des années 1990 il est devenu évident que l'implication concrète des femmes nécessitait qu'elles s'unissent et se renforcent et prennent confiance en elles-mêmes. Ceci leur permettrait de donner un sens à leurs vies, orienter les circonstances et encourager les hommes à rechercher la participation des femmes, non pas en compétition, mais dans le cadre du droit naturel de celles-ci à s'occuper et prendre des décisions relatives aux ressources matérielles et non matérielles qui leur sont essentielles. Sans de tels changements on en serait encore à voir les femmes faire le travail physique du transport, du creusage, du nettoyage et de l'exploitation mais sans avoir un mot à dire ou sans une participation au contrôle des ressources dont dépendent leurs moyens d'existence (Groote, 1990; Hannan, 1984, 1995; Mlana, 1994; Wijk, 1985).

Carolyn Moser (1989) a appelé ces étapes dans les programmes de développement l'approche bien-être, l'approche équité ou anti-pauvreté, l'approche efficacité et l'approche habilitation. L'approche bien-être porte exclusivement sur les rôles reproductifs des femmes. L'approche perçoit les femmes exclusivement comme mères, épouses et femmes au foyer. Elle identifie les femmes elles-mêmes comme le problème et place la solution du bien-être de la famille dans leurs mains: si les femmes changent de comportement domestique, il s'ensuivra une meilleure hygiène, santé, nutrition, etc.

Par contre, les approches efficacité et anti-pauvreté constatent qu'en plus d'être mères, épouses et femmes au foyer, les femmes sont aussi des producteurs économiques et des acteurs du domaine public. Pendant les temps coloniaux et néo-coloniaux ces rôles n'étaient pas reconnus et la situation des femmes était dépréciée. Ceci a abouti, non seulement en une perte de statut, mais aussi en une perte de sources de revenus ainsi

qu'en une plus faible efficacité des projets qui ont négligé les rôles de production des femmes.

L'approche *habilitation* cherche à identifier le pouvoir moins en termes de domination, qui porte l'hypothèse implicite qu'un gain pour les femmes implique une perte pour les hommes, mais plutôt en termes de droit des femmes, comme les hommes, à déterminer leurs choix dans la vie et à influencer la direction du changement. L'approche défie les femmes à chercher une nouvelle prise de conscience et de nouvelles situations dans les codes civils et juridiques, ainsi que dans les économies, institutions et les systèmes de gestion de leurs pays.

Tandis qu'une approche genre devient acceptée en théorie, le concept d'implication parallèle des femmes comme 'plus' persiste encore sur le terrain comme le prouve la citation suivante sur un projet d'ouvrage salin d'un montant de 80,2 millions de dollars US à Uttar Pradesh en Inde :

'Sur instruction de la Banque Mondiale, le projet a été conçu de nouveau pour cibler les femmes. Au nom du genre dans le développement, les femmes du village ont été rassemblées pour former des groupes d'intérêt économique, pour qu'un jour elles aussi puissent acheter la terre. Pour les administrateurs du projet, la composante femmes –et c'est encore un peu plus qu'une composante – semblait être une attraction. lorsque j'ai dit à un responsable du gouvernement que j'étais intéressé à voir les champs aménagés au lieu d'une réunion de théâtre de femmes, il répondit: "je suis si content d'entendre cela. Vous savez, nous sommes réellement des hommes de technique. Les activités sociales, celles-ci sont un plus ". Il insista sur le mot, « plus » (Stackhouse, 1996: 15).

1.2.3 Genre et Lutte contre la Pauvreté

Dans une approche genre, il faut reconnaître que les intérêts des hommes riches et des femmes riches ne sont pas les mêmes que ceux des femmes pauvres et des hommes pauvres (IDS, 1995; Shira et Bandyopadhyay, 1990; Sida, 1994; Wijk et al., 1996). L'encadré 1 illustre ceci au niveau macro en Inde, où les groupes de parties prenantes aisées ont été en mesure d'éviter le resserrement du contrôle de l'extraction de la nappe phréatique depuis 1970. l'encadré 2 illustre les différents intérêts dans la gestion des ressources en eau au niveau micro, dans un petit bassin dans les montagnes hors de Cali, la seconde plus grande ville de Colombie.

Encadré 1. Les paysans et les constructeurs assèchent l'Inde, par Tara Patel

Dans la première semaine de novembre 1996 la Cour Suprême de l'Inde a ordonné au gouvernement central de développer des plans pour réglementer l'utilisation de la nappe phréatique. La décision est intervenue suite à un procès intenté par un juriste environnementaliste qui a prévenu que l'absence de réglementation faisait baisser dramatiquement les niveaux de la nappe phréatique et asséchait les puits. En conséquence des centaines de milliers de personnes vivaient des pénuries d'eau tandis que le gouvernement inondait de millions de Roupies le développement de l'approvisionnement en eau en milieu rural. Une étude, pour laquelle la cour a commis le NEERI, l'Institut National de la Recherche en Génie Environnemental a confirmé que dans certaines régions les niveaux de la nappe phréatique tombaient à un rythme alarmant. Dans certaines parties de Delhi, Punjab, Haryana, Rajasthan et Gujarât les baisses se situent entre 2 et 4 mètres ces dernières années.

Le juriste a porté le cas devant la cour parce que dans la plupart des régions il n'y a pas de lois contrôlant le nombre de puits ou leur profondeur. Trois années auparavant le gouvernement précédent a produit un projet de loi qui durcirait les contrôles sur l'utilisation de la nappe phréatique, mais son vote par le parlement a été arrêté, suite à l'obstruction semble-t-il des riches, des entrepreneurs et des groupes de pression des paysans. Seuls quelques Etats de l'Inde ont entrepris les démarches pour contrôler la construction de puits. Mais même ces initiatives n'ont pas été en mesure d'empêcher les riches paysans, constructeurs, et industriels de construire les puits dans les zones critiques, rapporte le NEERI. Cet Institut a produit une série de recommandations pour des contrôles plus durs. Pendant ce temps à Delhi, un rapport récent du Ministère des Ressources Hydrauliques a trouvé que non seulement les niveaux de la nappe phréatique baissaient mais aussi que l'eau devenait dangereusement polluée. Dans certaines zones de la grande ville, la concentration en nitrates dans la nappe phréatique est d'environ 1 gramme par litre - 10 fois plus que le niveau permis pour l'eau de boisson. *New Scientist*, Issue 47, novembre 1996.

Suivant le *Rapport sur le Développement Humain*, de 1995, le développement s'il n'est pas fondé sur le genre est menacé (PNUD, 1995). Mais autant le genre est important, les différences entre hommes et femmes ne peuvent être séparées des autres différences sociales, notamment celles du statut marital, la classe et le revenu. Les projets d'eau domestique illustrent clairement de tels avantages différentiels pour les différentes classes et les groupes d'âge de femmes et d'hommes.

Age et statut matrimonial

Dans la famille, les facteurs culturels, tels que l'isolement, la composition du ménage et la répartition du travail influencent la répartition de la corvée de collecte de l'eau. Les filles s'impliquent dans cette activité à un âge précoce, selon la charge de travail et la mobilité de leurs mères. Les hommes collectent l'eau principalement pour des entreprises et avec des moyens de transport (Wijk, 1985 et Schéma 1). Dans les ménages polygames, les tâches les plus ardues tendent à être déléguées aux femmes les plus jeunes (Boserup, 1970). Ceci est aussi le cas dans les familles élargies où la majeure partie de la charge de travail revient à la belle fille (Abdullah et Zeidenstein, 1982; Evers, 1981; Stanbury, 1981). Mais avec le temps, ces femmes auront des filles et des belles filles, et deviendront la dame d'honneur connue comme 'celle qui fait puiser son eau dans sa vieillesse' (Laurentin, 1963).

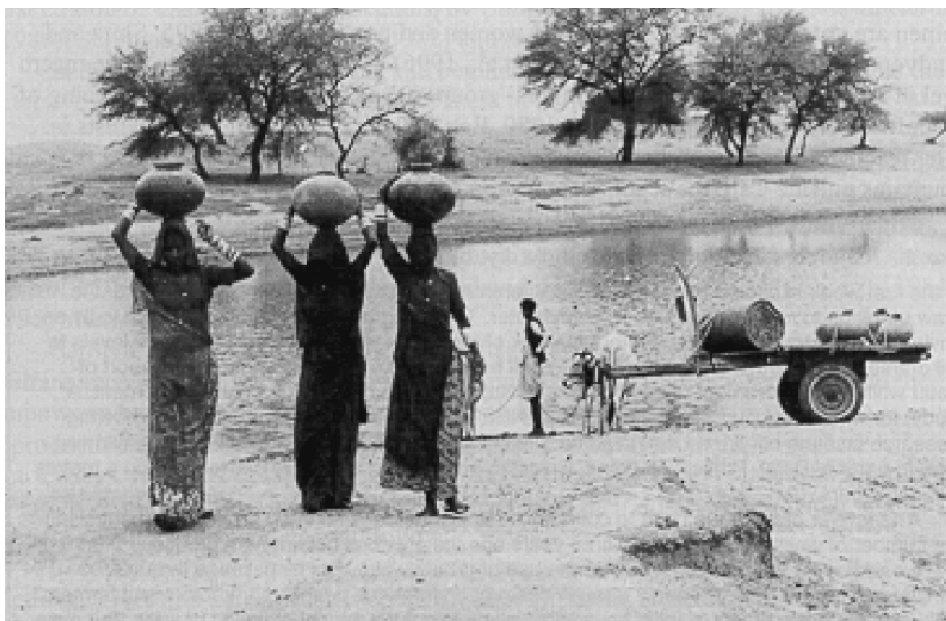


Schéma 1. La répartition du travail dans la collecte de l'eau: les hommes collectent l'eau avec des moyens de transport pour des entreprises commerciales, les femmes collectent l'eau à pied pour la famille (Photo OMS par A.S. Kotchar)

Les personnes seules, femmes et les hommes, sont dans la situation la plus difficile, en particulier les vieux et les femmes chefs de ménage qui n'ont aucune assistance de la part d'enfants ou de parents âgés. De ce fait, ils bénéficient le plus des services améliorés. Cependant, ces distinctions peuvent être mitigées par les facteurs économiques.

Statut Economique

Les différences entre ménages pauvres et ménages riches apparaissent à travers tous les aspects de la vie et affectent le type et la quantité de travail ainsi que les profits d'un système amélioré d'approvisionnement en eau. Dans les familles pauvres, aussi bien les hommes que les femmes doivent travailler (Senders, 1983; Souza, ca. 1997; Spindel, 1981). Ceci fait qu'elles ou les enfants doivent puiser toute leur eau elles-mêmes et disposent de moins d'ustensiles pour le stockage de l'eau, explique pourquoi les femmes pauvres en milieu rural de Java, Indonésie, passent moins de temps à des tâches ménagères que les femmes plus riches. Une étude de deux communautés de Tamil Nadu en Inde, a trouvé que les femmes pauvres travaillaient la plupart de la journée à des emplois rémunérés hors du foyer, et ainsi avaient moins de temps pour la collecte de l'eau et l'hygiène. 'Dans la zone harijan, les rues sont encombrées des fèces d'enfants. Une raison à cela, est peut-être que toutes les femmes harijan travaillent de longues heures loin de leurs foyers et avaient beaucoup moins de temps pour leurs enfants que les autres femmes du village ' (Chauhan et Gopalakrishnan, 1983: 23). Un approvisionnement en eau rapproché et fiable offre à ces ménages plus de temps pour travailler et l'opportunité d'une meilleure hygiène. D'un autre côté, les femmes pauvres en milieu rural obtiennent un travail rémunéré pendant de courtes périodes de l'année, dans les périodes faïtières du

travail agricole (Mankuprawira, 1981; Reining, 1979; Stanbury, 1981). Leurs possibilités d'utiliser les gains de temps de manière productive ne sont de ce fait, inégalement réparties sur l'année.

Encadré 2. Intérêts des différentes parties prenantes dans le bassin fluvial de Felidia, Valle,

La petite ville de Felidia dans la Province de Valle en Colombie, utilise un ruisseau de montagne comme source de son système d'eau, conduite par gravité. Pour le traitement des eaux de surface la communauté a installé un système de traitement biologique à multiples étapes. Le bassin du ruisseau de montagne est utilisé pour la foresterie et l'agriculture irriguée, pour lesquelles les fertilisants et les pesticides sont utilisés. Il y a aussi les lacs de pêche, remplis à l'eau du ruisseau.

Cette zone est habitée par 100 familles. Celles-ci utilisent le même ruisseau pour l'eau potable, qu'elles puisent soit par des systèmes par gravité individuels soit par de petits systèmes de groupe. Elles ne sont pas raccordées à l'approvisionnement principal par gravité, car cela impliquerait du pompage. Le bassin devient davantage populaire avec la population de la petite ville de Cali (2 millions d'habitants) pour des activités de récréatives en plein air au cours des week-ends. Les habitants aisés construisent aussi des maisons d'été dans la municipalité.

Les modes d'utilisation de l'eau et des terres de ces différents groupes d'intérêt affectent à la fois la qualité et la quantité de l'eau. Les maisons dans le bassin disposent de latrines et de porcheries qui déversent directement leur excréta dans la zone du fleuve. L'érosion des sols due au défrichage des terres pour la foresterie et l'agriculture a augmenté la turbidité de l'eau jusqu'à un point où le système de traitement s'est bouché. Il devient de plus en plus difficile de traiter la pollution chimique et bactériologique. En particulier les femmes de la petite ville ont des problèmes dus à la mauvaise qualité de l'eau. Les ménages dans le bassin ne veulent cependant pas changer puisque cela affecterait leur moyen d'existence et ils ne bénéficieraient pas directement de ce changement. La disponibilité de l'eau ne s'accorde pas non plus à la demande dans la petite ville. Les propriétaires de maisons d'été utilisent beaucoup d'eau puisque plusieurs maisons ont des piscines. Etant les plus grands bénéficiaires d'un prix fixe de l'eau, ils ont jusque là résisté à toutes les tentatives de la population autochtone de la petite ville, unie en commission locale de l'eau pour changer le système de prix. En cela ils ont été aidés par leurs fortes relations de la sphère économique et politique de la grande ville. Les femmes des ménages ordinaires de la petite ville, qui ont initié et construit l'approvisionnement, sont les plus affectées femmes. Leur eau est insuffisante en quantité et en qualité parce que contrairement aux visiteurs du week-end, elles ont besoin d'eau sept jours par semaine et n'ont pas de gros réservoirs pour le stockage et la sédimentation. En outre le faible tarif ne permet pas l'extension de la capacité de l'ouvrage. Les efforts commencent à trouver des compromis vers une gestion plus intégrée du bassin versant dans laquelle tous les groupes d'intérêt seront impliqués. (Wijk et al., 1996: 96).

Dans les ménages de la classe moyenne ou supérieure la présence de main d'œuvre à bon marché permet aux hommes de gagner le revenu de la famille, tandis que leurs épouses restent au foyer. Cependant, souvent ces femmes travaillent de plus longues heures dans leurs ménages, parce qu'elles ont plus d'ustensiles et de vêtements à laver, d'animaux à soigner et des travailleurs agricoles dont il faut assurer la nourriture et la boisson à l'occasion de leurs traitements. Les servants et les approvisionnements en eau

privés permettent à ces familles de réduire les tâches assommantes et non prestigieuses relatives à l'eau (Jakobsen et al., 1971; Pala, 1980; Sajogyo, 1978; Schenk, 1982).

Plusieurs familles plus aisées ont leurs propres ressources en eau (Mankuprawira, 1981). A Coimbatore en Inde les femmes qui ont des raccordements de maison dans les groupes à revenu élevé utilisent presque deux fois autant d'eau que les femmes dans les autres groupes de revenu, payent cependant le même prix fixe (Bergh et Nordberg, 1996). Une étude de Laguna, les Philippines, a trouvé que la propriété des approvisionnements en eau privés était significativement élevée dans les ménages à revenu élevé. Les femmes dans ces ménages passaient seulement huit minutes par jour à collecter l'eau contre 30 minutes pour les autres femmes. Dans plusieurs villages des plateaux, l'approvisionnement en eau était si éloigné que beaucoup se lavaient une ou deux fois par semaine (Popkin, 1978).

Les femmes appartenant aux ménages de la classe moyenne avaient de plus grandes opportunités économiques dans l'utilisation de l'eau et des déchets. Dans la réforme foncière vietnamienne la terre a été partagée entre toutes les familles qui avaient la capacité de travailler la terre et également au sein de la famille, la terre a été allouée aux femmes. Cependant les ménages plus riches ont reçu plus de terre et ainsi de meilleures perspectives parce qu'ils avaient plus de main d'œuvre, pas de dettes et pouvaient s'offrir de payer la taxe foncière. Les femmes devaient travailler plus dur aux dépens des soins qu'elles devaient porter aux enfants, des réunions de femmes et de leadership, mais aussi acquéraient une part égale de mot à placer dans les décisions du ménage (Hitchcox, 1992). A Cajamarca, Pérou, et en Colombie australe, les femmes des ménages plus aisés passaient plus de temps à des activités économiques, de soins aux animaux (Deere et Leon, 1980) et à la restauration des travailleurs agricoles qui étaient payés en partie en nourriture (Senders, 1983). A partir de son étude au Tamil Nadu en Inde, Heyink (1989) conclut que les deux classes extrêmes de femmes (les femmes de la classe moyenne supérieure et les plus pauvres) bénéficient économiquement d'un système d'approvisionnement en eau amélioré, mais que les coûts d'opportunité justifient les dépenses additionnelles aux prix, lorsque les femmes ont des opportunités économiques.

Les études de budget de temps dans les villages des districts ruraux de Dodoma en Tanzanie (Kirimai, 1981), et New Delhi en Inde (Chawdhari et Sharma, 1961) ont aussi trouvé que les femmes dans les ménages plus riches travaillaient plus d'heures à des activités génératrices de revenus associées à l'eau et l'assainissement. Dans de telles circonstances, ces femmes et leurs familles bénéficieront plus de l'utilisation économique des économies de temps et de la disponibilité accrue de l'eau.

1.3 Un cadre d'analyse du genre

Au sens large, le secteur de l'eau comprend l'approvisionnement domestique en eau et l'assainissement, l'irrigation, la gestion des zones humides, le drainage et le contrôle des crues, la production d'hydroélectricité, la navigation et la prévention de la pollution (Sida,

1994). Lorsque l'on traite du genre, les principales questions consistent en : comment le travail, le contrôle et les profits sont répartis entre les femmes et les hommes de différentes classes et groupes d'âge.

Pour la formulation, l'évaluation et la révision des politiques, des projets, et programmes et des documents, comme la présente revue de littérature, les six questions suivantes peuvent former la base de l'analyse genre dans la Mise en Valeur et la Gestion des Ressources en Eau :

1. Comment les hommes et les femmes utilisent-ils la ressource et à quelles fins?
2. Comment sont réparties les contributions (main d'œuvre, temps, paiements et contributions en nature) à la mise en valeur et à la gestion des ressources en eau, entre les hommes et les femmes ?
3. Qui prend les décisions et contrôle leur mise en œuvre, à divers niveaux?
4. Qui obtient les ressources du projet ou du programme, telles que les emplois et la formation?
5. Qui bénéficie des profits et du contrôle des profits, tels que le statut, l'eau, les produits générés avec cette eau, le revenu résultant des produits et fonctions et les décisions sur la manière dont ce revenu sera utilisé ?
6. Comment se fait la répartition de ces avantages entre femmes et hommes de richesses, âges et répartitions ethniques et religieuses divers? En d'autres termes: des femmes et des hommes profitent-ils plus que d'autres?

Les indicateurs pour l'élaboration et évaluation de cette approche genre sont la répartition entre hommes et femmes, riches et pauvres, de l'accès à l'information; les contributions à la mise en œuvre et la gestion; le pouvoir de prise de décision; le partage des ressources et des profits du projet; et le contrôle des profits (Schéma 2).



Schéma 2. Cadre d'analyse et approche genre

Une approche genre analyse les répartitions actuelles en genre et se bat pour une répartition plus équilibrée entre les hommes et les femmes de différents âges, statuts socio-économique et marital en termes de:

- accès à l'information
- quantité de travail physique
- répartition des contributions en temps et en numéraire
- degré de prise de décision
- accès aux ressources et profits: eau, formation, emplois, revenu
- contrôle des ressources et profits.

L'application d'une approche genre dans un contexte global de lutte contre la pauvreté signifie que les hommes et les femmes de catégories sociales et classes économiques diverses partagent plus équitablement le travail et les revenus, les décisions et le contrôle des décisions. Cela signifie que les deux groupes obtiennent un accès plus équitable aux ressources, aux profits et au contrôle de l'utilisation des profits, sans que l'un ou l'autre ne profite de manière disproportionnée ou que d'autres groupes ne soient marginalisés ou exclus. Le Schéma 2 qui rend compte de sa notion inhérente de justice sociale et économique dans le partage des responsabilités et profits, forme le concept sous-tendant le prochain chapitre du présent livre.

2. Le Nouveau Consensus Politique et ses Aspects genre

A la lumière des changements rapides, l'utilisation et la mauvaise utilisation des ressources en eau est un sujet permanent des réunions internationales. Ceci aboutit à l'élaboration d'une vision commune au sein des organisations gouvernementales nationales et internationales, au moins au cours de ces forums sur ce qui constitue la meilleure politique des ressources en eau. Bien que les femmes soient mentionnées séparément dans toutes ces politiques, les principes eux-mêmes n'ont pas été rendus spécifiques au genre. Nous essayons de rendre cette spécificité dans ce chapitre, à partir des travaux d'un groupe de travail initié par l'Agence Suédoise de Développement International (ASDI) au nom des femmes, et du Groupe de Développement coopérant avec l'OCDE /DAC. Les chapitres subséquents passent en revue opérationnalisation de ces principes dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable et assainissement.

2.1 Principes d'une politique internationale émergente sur la gestion de l'eau

Les efforts des hommes et des femmes pour mieux contrôler leur ressources en eau sont aussi vieux que l'humanité elle-même. La capacité à porter de l'eau en utilisant de grandes coquilles, des gourdes ou tout simplement en la prenant dans un melon succulent a considérablement augmenté la marge de la collecte et de la chasse des premiers hommes et femmes qui ont vécu près de ce qui est maintenant le Lac Turkana au Kenya. L'eau transportable peut aussi être la raison pour laquelle les gens ont pu migrer de l'Afrique à l'Asie et l'Europe à travers la bande de terre aride qui joint les trois continents.

On indique aussi que les premiers hommes de l'Afrique Orientale se sont installés près des grandes étendues de sable où ils pouvaient creuser des puits. C'est encore une spéculation s'ils ont utilisé ces sites et puits en saison sèche et transhumé vers des terrains plus élevés lorsque venaient les pluies ou s'ils ont entrepris une chasse et une collecte de nourriture en migration lorsque les pluies remplissaient les poches d'eau temporaires. Dans les soubassements des maisons qui étaient occupées pendant de plus longues périodes, les excavations révèlent que ces premiers humains faisaient des efforts systématiques pour évacuer les amoncellements ; ce qui constituait les premiers procédés d'évacuation de déchets (Leakey et Lewin, 1977). Si cela a été arrangé par les femmes, les hommes ou les deux il n'est pas possible de le dire bien que l'analyse genre des chasseurs et des cueilleurs qui vivent encore dans cette région peut fournir une indication non conclusive.

L'urgence de la nécessité d'une action corrective se fait plus pressante alors que demeure le défi d'une gestion fiable de l'eau. Les pressions démographiques, la surexploitation de la nappe phréatique et la pollution augmentent la pression sur la quantité et la qualité de l'eau (OCDE /DAC, 1994). Les ressources en eau ou en 'eau douce dans un sens large,

disponible pour les besoins et l'action humains' (Initiative Nordique de l'eau douce, 1992) sont... 'épuisées et vulnérables', cependant... 'essentielle pour pérenniser la vie, le développement et l'environnement' (WMO, 1992). Pour préserver et protéger cette ressource essentielle on s'accorde généralement qu'une meilleure gestion est nécessaire à la fois transversale et dans tous les secteurs qui utilisent cette ressource précieuse.

La gamme de secteurs qui dépendent, utilisent, partagent et influencent l'eau douce est large: agriculture irriguée, les mines et industries, l'approvisionnement en eau et assainissement en milieu urbain, l'approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural, la récréation et la préservation de la nature, l'hydroélectricité, pêche. Le temps est révolu lorsque chacun de ces secteurs pouvait faire ce qu'il voulait des ressources en eau et de l'utilisation foncière affectant ces ressources, puisque toute action a des répercussions, non seulement dans chaque secteur lui-même, mais aussi dans d'autres secteurs. Ainsi, la gestion intégrée des ressources en eau devient une nécessité. A l'Initiative Nordique de l'Eau douce ceci a été défini ainsi qu'il suit:

'la gestion intégrée des ressources en eau signifie la gestion des ressources en eau en ce qui concerne leur mise en valeur, utilisation et protection et prenant en compte tous les secteurs et institutions qui utilisent et affectent les ressources en eau' (Initiative Nordique de l'Eau Douce, 1992).

Comment les ressources en eau peuvent-elles être mieux gérées par tous les secteurs impliqués? Dans la Déclaration de Dublin sur l'Eau et l'Environnement, les participants à la conférence internationale ont convenu quatre principes directeurs sur la gestion intégrée des ressources en eau :

- Approche holistique : 'puisque l'eau c'est la vie, la gestion efficace des ressources en eau exige une approche holistique, qui rattache le développement social et économique à la protection des écosystèmes naturels. La gestion efficace associe les utilisations foncières et de l'eau à l'ensemble d'un bassin ou la nappe aquifère de la nappe phréatique'.
- Approche participative, décentralisée: 'la mise en valeur et la gestion de l'eau devra se baser sur une approche participative, impliquant les usagers, les planificateurs et les décideurs politiques à tous les niveaux. Les décisions sont prises au plus bas niveau approprié avec une consultation publique totale et l'implication des usagers dans la planification et la mise en œuvre des projets hydrauliques '.
- L'eau comme bien économique: 'l'eau a une valeur économique dans toutes ses utilisations et devra être reconnue comme bien économique. Dans ce principe, il est vital de reconnaître d'abord le droit fondamental de tous les êtres humains à avoir accès à l'eau potable et l'assainissement à un prix abordable'.
- Allocation efficiente et équitable: 'comme la demande augmente pendant que les ressources diminuent, les priorités sont à fixer en tenant compte de l'amélioration de la santé, les désirs de sécurité alimentaire, la protection environnementale et la croissance économique. Les priorités économiques, sociales et environnementales à

établir devront prendre en compte la disponibilité et la pérennité des ressources en eau, assurant comme priorité numéro un la disponibilité d'approvisionnements domestiques, suffisants et abordables, pour la satisfaction des besoins fondamentaux des très pauvres, en particulier au cours des sécheresses. Par conséquent, la tarification de l'eau est essentielle et les coûts globaux des subventions (y compris les coûts d'opportunité) devront être portés à la connaissance du public'.

Ces principes ont été détaillés davantage à la 661^e réunion de la Commission d'Assistance au Développement de l'Organisation pour le Développement Economique et la Coopération, qui a été consacrée à la gestion des ressources en eau. Appelée 'nouveau consensus politique', ce consensus combine les principes formulés à Dublin et Rio, la déclaration politique de la Banque Mondiale sur les ressources en eau et les nouveaux éléments des programmes de certains donateurs dans le secteur (OCDE /DAC, 1994). Le nouveau consensus politique s'inspire de plusieurs éléments liés entre eux et interdépendants:

- Une approche cohérente des ressources en eau et de la demande comme force motrice;
- L'eau traitée comme bien économique mais couvrant les besoins fondamentaux à un coût abordable;
- Un secteur de l'eau fragmenté agissant unitairement avec les bassins fluviaux comme milieux naturels;
- Les gouvernements centraux ne mettent plus en œuvre mais habilitent;
- La participation des usagers, y compris dans la prise de décision, à tous les niveaux et un plus grand rôle pour les finances et la gestion privée.

2.2 Le genre dans les forums internationaux sur la gestion des ressources en eau

Comment les aspects genre se manifestent dans les considérations qui ont conduit à la formulation du nouveau consensus politique émergeant? A New Delhi, où les résultats et le suivi de la Décennie Internationale de l'Approvisionnement en Eau et Assainissement (1981-1990) ont été discutés, les ressources en eau constituaient l'un des sujets qui s'annonçaient comme essentiel pour la génération future. Dans le document de contexte de la Consultation Globale, les organisateurs relèvent l'importance de la préservation et de la protection des ressources en eau douce. En même temps, ils avertissaient que les services d'approvisionnement en eau potable et assainissement devraient continuer à se développer pour que l'approvisionnement en eau et l'assainissement ne soient pas réservés à quelques privilégiés, mais que tous aient au moins un service de base qui couvre leurs besoins minimums (Nations Unies, 1990).

2.2.1 *New Delhi*

Dans le document de New Delhi aucune mention n'est faite du genre, mais les femmes sont mentionnées plusieurs fois. En rapport avec la gestion de l'eau, les auteurs attirent l'attention sur le phénomène qui tandis que le ménage est le niveau auquel un meilleur approvisionnement en eau et en assainissement se destinent, les projets et les programmes ont habituellement la communauté comme leur niveau d'analyse et de travail le plus bas.

Dans le contexte de la gestion des ressources en eau ce document attire l'attention en ce qui concerne le ménage et les rôles des femmes, mais seulement dans une capacité *domestique*, comme gestionnaires de la collecte de l'eau et de l'évacuation des déchets domestiques et en tant qu'éducatrices des enfants. Les rôles publics des femmes indigènes restent non mentionnés, tout comme les responsabilités des hommes et les relations hommes – femmes qui co-déterminent la gestion des déchets et de l'eau. Ce document reconnaît qu'on en sait très peu sur la gestion de l'eau dans le ménage: 'on en sait très peu de la vie quotidienne des femmes, comment elles choisissent et ce qui les influence' (Nations Unies, 1990).

Sur le plan environnemental, les femmes sont décrites comme celles dont le comportement dans la collecte de bois de chauffe et l'évacuation des déchets doit changer pour réduire les dégâts environnementaux. Ces accusations contre les femmes laissent sans solutions les raisons pour lesquelles ces femmes entreprennent ces pratiques destructrices de l'environnement: elles ne collecteraient pas de bois de chauffe ou ne jetteraient les déchets si elles avaient accès à de meilleures alternatives. Cela ne traite pas non plus les rôles des hommes dans ces dégâts au niveau micro et macro, par exemple, le pâturage, la production de charbon, le défrichement des terres pour l'établissement, l'agriculture, et l'exploitation minière.

Les rôles productifs des femmes et la nécessité d'une participation publique sont évoqués à l'occasion de la gestion communautaire des services d'approvisionnement en eau

potable et en assainissement. On insiste sur la collecte de l'eau par les femmes comme travail productif, ayant une valeur économique. C'est en ce moment que la validation du travail de la collecte de l'eau a lieu, taux interne de rendement peut être d'environ 14 %, rendant possible le projet d'approvisionnement en eau potable compétitif pour des fonds dans le cadre de l'économie productive. Les auteurs concluent, 'si l'on adoptait une approche plus que de marketing au secteur, l'attention se concentrerait sur la raison pour laquelle le service est demandé.... le centre de la demande est la clé et dans le secteur de l'eau cette clé est la femme dans le ménage' (Nations Unies, 1990: 26).

La participation communautaire et la gestion communautaire de services décentralisés dit-on sont essentielles à un secteur de l'approvisionnement en eau et assainissement plus efficace et plus durable, ne sont cependant pas associées à l'utilisation locale de l'eau douce à d'autres fins. Les organisations communautaires ou de consommateurs, qui gèrent les services publics d'approvisionnement en eau potable et assainissement et prennent part dans leur planification et établissement, devraient représenter toutes parties prenantes locales: 'En particulier, les femmes devront être représentées de manière à ce qu'elles puissent influencer la conception et la mise en œuvre du projet et aient l'opportunité d'acquérir de l'expérience en gestion et leadership' (Nations Unies, 1990: 27).

Alors qu'il est louable de demander aux femmes de participer à la prise de décision et à la gestion des services publics, la déclaration ne dit rien de la base genre des anciens et nouveaux systèmes d'eau. Cette base genre n'est pas chose nouvelle. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, à la fois les femmes et les hommes jouent souvent des rôles publics et privés dans la prise de décision et la gestion autochtone de l'eau et des déchets. Et dans les systèmes modernes c'est le partage équitable des femmes et des hommes de différentes classes et catégories de consommateurs qui est requise pour un service bien équilibré, et non 'la représentation des femmes en général'.

2.2.2 Dublin et Rio de Janeiro

L'isolement des rôles des femmes dans la gestion des ressources en eau sans prêter attention aux rôles des hommes ainsi que les interrelations et l'équilibre entre les droits des hommes et des femmes, les responsabilités et les opportunités, est aussi évident dans les rapports de Dublin et de Rio. La Déclaration de Dublin mentionne le rôle central des femmes dans l'approvisionnement, la gestion et la sauvegarde de l'eau. Elle invite à la réflexion du rôle pivot des femmes en tant que fournisseurs et usagers de l'eau et gardiennes de l'environnement vivant dans les dispositions institutionnelles pour la mise en valeur et la gestion des ressources en eau (WMO, 1992).

Dans l'Agenda 21, Accord de Rio, le chapitre 18 est consacré à la protection de la qualité et de la quantité des ressources en eau douce. Il insiste sur l'intérêt multisectoriel dans l'utilisation des ressources en eau et les impacts mutuels que l'action dans un secteur peut avoir sur la disponibilité, l'utilisation et la qualité de l'eau dans les autres secteurs. La

question à savoir à qui appartiennent ces activités, quels en sont les impacts et sur qui portent-ils reste sous silence.

Le chapitre 18 contient sept zones de programme d'action définies pour le 21^e siècle et qui sont: Mise en Valeur et Gestion Intégrée des Ressources en Eau en elle-même; évaluation des ressources en eau ou la collecte de données nécessaires à une meilleure Mise en Valeur et Gestion intégrée des Ressources en Eau ; la protection des ressources en eau, la qualité de l'eau et les écosystèmes aquatiques; l'approvisionnement en eau potable et assainissement ; l'eau pour un développement urbain durable; l'eau pour une production alimentaire durable, le développement rural et les impacts du changement climatique sur les ressources en eau. Les femmes apparaissent dans quatre des sept domaines de programme: Mise en Valeur et Gestion Intégrée des Ressources en Eau ; l'approvisionnement en eau potable et assainissement; développement urbain et production alimentaire et développement rural. Elles ne sont pas mentionnées par rapport aux thèmes : évaluation des ressources en eau, protection de la qualité de l'eau et changement climatique.

Les chapitres sur l'évaluation des ressources en eau et la protection de la qualité tendent à recevoir une faible attention et une forte note technique. Plus de meilleurs systèmes de collecte de données, plus de programmes de recherche et de développement et de meilleurs cadres institutionnels sont recommandés pour mieux prévoir et gérer les sécheresses et les inondations et permettre une meilleure mise en valeur et une gestion intégrée des ressources en eau. L'attention aux facteurs sociaux et économiques sous-tendant les changements dans la situation des ressources en eau est absente de manière remarquable dans les recommandations sur l'utilisation et la collecte de données. Les auteurs tels que Vandana Shiva (1985, 1988) et Jan Lundqvist (1994) ont fait remarquer que ce sont les actions humaines qui influencent les changements de situations des ressources en eau. Ils insistent que la collecte de données est non seulement un exercice de technique mais devrait comprendre des informations sur les facteurs socio-économiques et comment ceux-ci affectent les conditions environnementales. Shiva démontre que beaucoup de ces facteurs socio-économiques ont un fort penchant genre et macro-économique.

Le chapitre sur la qualité de l'eau contient une liste extensive des actions qui provoquent une détérioration des zones du bassin hydrographique, de la qualité de l'eau et des écosystèmes aquatiques (Nations Unies, 1992: 172). Les questions à savoir : qui sont les auteurs de ces actions, qui en est le gagnant ou le perdant restent sans réponse. Dans tous les rapports de Conférence cités plus tôt, là où les femmes sont mentionnés les messages sont les mêmes : les femmes devront être impliquées dans la gestion de l'eau et dans la formation. Ceci est introduit comme quelque chose de nouveau. Il faut attirer l'attention sur les technologies et pratiques autochtones et traditionnelles saines dans l'approvisionnement des communautés en une meilleure eau potable et en assainissement ainsi que la prévention et la lutte contre la pollution de l'eau, mais ceci se fait à la manière genre neutre. (Nations Unies, 1992: 166, 173). Les rôles séparés pour les hommes et les

femmes dans la gestion de l'eau et l'utilisation foncière, qui existent par exemple, déjà dans l'approvisionnement en eau domestique en Afrique de l'Est, au Sri Lanka et au Burkina Faso (Wijk, 1985); dans l'agriculture pluviale et irriguée (Bissiliat et Rambaud, 1982; Brain, 1976; Hitchcox, 1992; Koppen, 1990; Palmer et al., 1983) et dans la pêche artisanale (Matiza, 1994; Sida, 1995), sont inaperçus. De nouveaux rôles pour les femmes dans la gestion et la formation ne sont pas associés non plus pour changer les rôles des hommes et les implications d'une domination hommes - femmes.

2.2.3 Noordwijk et Paris

La Conférence de Noordwijk et la Réunion de l'OCDE /DAC qui ont suivi les Conférences de Dublin et Rio sur l'eau et la gestion des ressources en eau insistent aussi sur l'implication plus équitable des femmes dans les organes de prise de décision, de gestion et la formation. La Déclaration politique et le plan d'action de Noordwijk déclare que '... les programmes d'eau et assainissement doivent se baser sur les partenariats impliquant toutes les parties prenantes (les usagers - en particulier les femmes, les associations communautaires, locales, régionales et le gouvernement central, les agences du secteur privé et public, les organisations non gouvernementales)' (VROM, 1994a: 1). Dans le plan d'action les gouvernements participants ont promis de '... d'améliorer le partenariat et la participation et de ce fait... impliquer les communautés locales, les organisations d'usagers, les femmes et les organisations non les gouvernementales dans les procédures de planification et de prise de décision à propos de ces systèmes'. Ils ont aussi recommandé '...l'élaboration de plans pour renforcer les capacités de toutes les parties prenantes, y compris l'habilitation des communautés, en particulier les femmes, par une formation et une éducation appropriées au niveau communautaire....' (VROM, 1994b:1).

La plus grande partie de la déclaration de la Conférence de Noordwijk préconise la communauté indifférenciée ou le ménage comme le plus bas niveau dans la Mise en Valeur et la Gestion des Ressources en Eau, et sépare les parts des femmes des contributions et des responsabilités des hommes, et des changements dans les relations hommes - femmes. Cependant les deux déclarations reconnaissent que les communautés et les ménages n'ont pas des centres d'intérêt, des besoins et des connaissances homogènes. De ce fait les différents groupes d'intérêt en termes d'âge, de sexe et de statut socio-économique doivent être identifiés et avoir leur mot à dire dans les décisions et la gestion locales:

'nous devons attacher une attention particulière à... la formation de partenariats au sein de toutes (accent CvW) les parties prenantes, qui reflètent les différents besoins des hommes, des femmes et de la jeunesse et qui impliquent toutes les sections de la société dans la résolution des problèmes qui les affectent' (VROM, 1994a: 4);

Et 'rehausser, à partir d'une bonne analyse genre, le rôle des femmes dans la planification, la gestion, et l'exploitation et accroître l'implication active des

femmes dans la prise de décision concernant les questions de l'eau et de l'assainissement environnemental au niveau micro et macro' (VROM, 1994b: 7).

La participation de toutes les parties prenantes imputables et efficaces dans la formulation politique et le développement d'organisations de secteur constituait un des cinq principes du nouveau consensus politique sur les ressources en eau identifiées par la Conférence de l'OCDE/DAC à Paris. Une approche unifiée et transversale dans la mise en valeur et la gestion des ressources en eau nécessite que toutes les parties prenantes soient impliquées et que les différences dans les rôles, besoins et droits doivent être comprises généralement. Les parties prenantes comprennent non seulement les autorités au plus haut et au plus bas niveau, les sociétés d'eau, les usagers industriels, les agriculteurs, mais 'comprennent les sans terre, les pauvres, les femmes et les populations autochtones' (OCDE, 1994: 6). Ces groupes ont leur propre eau et une utilisation foncière liée à l'eau et leurs besoins et intérêts tendent soit à être laissé complètement de côté ou considéré comme représentés par ceux de l'autorité.

La Conférence a déclaré notamment que l'implication des femmes nécessite d'abord une déségrégation genre pour que les rôles particuliers, les besoins et les droits des femmes puissent être distingués de ceux des hommes et deviennent plus visibles pour les décideurs politiques et les planificateurs. Elle recommande des inventaires sensibles au genre de tous les groupes d'usagers et leurs rôles, les responsabilités et droits, une procédure standard dans toutes les actions de Mise en Valeur et Gestion des Ressources en Eau.

Grâce aux nombreuses idées générées en genre, classe et répartitions ethniques ou religieuses il est possible de consulter, planifier et gérer les ressources en eau plus efficacement et avec un meilleur impact de développement. L'analyse genre et sensible au genre révélera aussi les inégalités genre et de classe dans les cadres juridiques actuels, tels que les droits de l'eau et de la terre et les droits d'adhésion et de vote des associations d'usagers de l'eau et dans les politiques du secteur.

2.2.4 Des femmes au genre

A partir de ce qui précède, nous constatons que dans les forums internationaux sur les ressources en eau, une attention accrue est accordée aux aspects genre. Cette approche change lentement de la distinction faite auparavant des femmes dans leurs fonctions domestiques prédominantes pour les amener au partage du pouvoir (mais pas encore au travail) dans la planification et la gestion de l'eau et les structures entre femmes et hommes. Concernant les secteurs respectifs des ressources en eau, cette attention est encore plus élevée dans le secteur de l'eau potable et l'assainissement. Le genre dans le développement urbain et l'agriculture, l'élevage et la pêche reçoivent moins d'attention, bien qu'il existe une preuve contraignante que comme les hommes, les femmes ont certains rôles productifs dans ces domaines.

Les déclarations plus récentes attaquent le mythe de l'homogénéité au sein des femmes et des hommes. Dans toutes les sociétés, les femmes et les hommes de différentes catégories socio-économiques et culturelles ont différents besoins, intérêts et moyens d'utilisation, de mise en valeur et de gestion des ressources en eau douce. Ainsi, les principes de Mise en Valeur et de Gestion intégrée des Ressources en Eau doivent être spécifiés suivant les intérêts de ces catégories, les rôles qu'elles jouent et devront jouer et les impacts que des changements dans l'utilisation et la gestion de l'eau ont sur elles. En d'autres termes, chaque principe doit être compris dans le contexte de ce qu'il signifie pour les pauvres, et non dans le sens hommes et femmes pauvres de différents âges, rôles économiques et origines ethniques et religieuses.

2.3 Les nouveaux principes politiques rendent le genre spécifique

Une politique commune de l'eau émerge mais les objectifs de cette politique sont encore théoriques et généraux, et le genre n'en fait pas partie. Dans les rapports de ces forums les recommandations intéressent principalement plus la collecte d'informations pour arriver à une formulation sensible et discernant le genre dans un proche avenir. Dans la préparation de la Conférence de l'OCDE/DAC, l'ASDI a rassemblé un groupe de spécialistes internationaux en genre qui a préparé un cadre de réflexion pour cette perspective genre dans 'le nouveau consensus politique' sur la Mise en Valeur et la Gestion des Ressources en Eau (Lunoe et al., 1994). La discussion des cinq principes du nouveau consensus politique ci-dessous dérive en partie de ce cadre et en partie du travail de l'auteur lui-même et de l'examen du travail des autres. Le tableau présente un sommaire des principaux points de ce cadre.

2.3.1 Genre, demande et gestion de la demande

A présent, la Mise en Valeur et la Gestion des Ressources en Eau sont fragmentées dans plusieurs secteurs et chacun de ces secteurs développe son propre système d'infrastructure et de gestion, souvent avec des principes différents de gestion et de cadres juridiques. Les interdépendances entre agences, juridictions et secteurs existent mais ne sont pas reconnus et pris en compte. Des cadres et stratégies de politique nationale constituent les premières étapes pour apporter une cohérence dans ce chaos (OCDE, 1994).

L'eau est un bien rare et vulnérable. De ce fait, l'eau ne devra être approvisionnée de manière illimitée mais limitée aux quantités pour lesquelles il existe une demande 'économique'. De même, des efforts devront être faits pour gérer cette demande pour garantir que l'eau que l'on peut s'offrir ne soit plus utilisée au regard de la disponibilité et de la capacité de renouvellement totale, mais que l'eau qui est utilisée le soit au mieux des avantages et ne soit pas gaspillée.

Comme discuté en détail dans les chapitres ci-dessous, les principes d'une approche cohérente basée sur la demande peuvent devenir spécifiques au genre en prenant en compte ce qui suit:

- Les hommes et les femmes dans différentes classes et communautés socio-économiques ont des demandes différentes pour différentes utilisations de l'eau;
- L'importance de ces demandes est correctement valorisée;
- Les outils utilisés pour réguler la demande affecteront les hommes et les femmes de différents groupes de revenus différemment;
- Les hommes et les femmes de différentes classes socio-économiques peuvent exprimer leurs demandes et les voir honorées.

Les différentes demandes

Si la gestion et l'approvisionnement des ressources en eau se basent de plus en plus sur la demande économique, qu'est-ce que la demande économique, et de qui vient cette demande? Plusieurs agences considèrent encore les communautés et le ménage comme la plus petite cellule homogène de la prise de décision (Schéma 3).

Tableau 1. Principes actuels sur la gestion des ressources en eau et leurs aspects genre

| <i>Principe</i> | <i>Justification</i> | <i>Aspects genre</i> |
|--|---|---|
| Projets répondant à la Demande; gestion des demandes | Les gouvernements qui offrent des services gratuits ne peuvent les maintenir. les usagers ne sont pas plus heureux avec un service qui les satisfait, accessible et qui n'épuise pas les ressources en eau. Les demandes en quantité d'eau douce, d'approvisionnement en eau, l'assainissement, l'agriculture, le bétail, les industries, etc. sont gérables par des politiques de prix et de taxation, le rationnement de l'eau, la réduction de l'eau non mesurée au compteur, et l'éducation publique. | Les femmes et les hommes ont des demandes différentes en eau et services liés à l'eau. Une analyse spécifique à la classe et au genre est requise. La tarification accrue ne devra pas réduire la consommation d'eau pour la cuisine et l'hygiène. Les outils de tarification et de rationnement manquent le but lorsqu'ils ne sont pas compensés par des services fiables et prévisibles qui reconnaissent que les femmes gèrent le temps autant que les hommes. Les campagnes pour réduire le gaspillage de l'eau doivent viser les femmes et les hommes, puisque l'un ou l'autre groupe gaspille l'eau. Une plus grande attention à la lutte contre la pollution profite aux ressources en eau. Les femmes, qui collectent l'eau domestique, s'occupent de santé et souffrent d'un pauvre assainissement. |
| L'eau comme bien économique | L'eau douce est limitée. Sa desserte coûte cher. Son utilisation pour évacuer les déchets provoque des dégâts, qui coûtent aussi de l'argent. Ceux qui utilisent l'eau douce devront de ce fait payer. Devant payer cela limite l'utilisation et la pollution. | Dans l'évaluation de l'eau douce, les utilisations domestiques et productives de l'eau par les femmes sont négligées ou sous-estimées. Leurs droits à l'eau et à la terre touchent aux avantages sociaux et économiques. La mise en valeur de l'eau affecte négativement les moyens d'existence des femmes et des hommes pauvres. Dans les ménages, les hommes, les femmes ou les deux peuvent payer des charges. Les charges payées par les femmes pèsent souvent durement sur elles puisque leurs revenus sont plus faibles. |
| Approche holistique à la gestion de l'eau | Il faut de la gestion holistique parce que les actions de gestion et de mise en valeur entreprises dans un secteur des ressources en eau ont un impact sur la disponibilité, la quantité et la qualité de l'eau dans les autres secteurs de ressources en eau. | Les impacts ne s'arrêtent pas au niveau du ménage, mais affectent les membres des ménages différemment, suivant leur sexe, âge et position. Différents types d'usagers peuvent aussi contribuer différemment à la gestion d'ensemble de l'eau. |
| Les rôles des gouvernements changent de | Les gouvernements ne devront pas s'imposer la mise en œuvre totale des services. Ceci se fait | L'habilitation et le suivi des gouvernements agissent de manière particulière pour protéger les intérêts des groupes du fait que les |

| | | |
|---|--|---|
| celui de fournisseur à celui d'habilitateur | de manière plus efficace et effective par les personnes qui ont un enjeu direct (utilisation et profit) dans la prestation de service. Les rôles des gouvernements restent essentiels pour pourvoir à l'environnement, suivre les acquis et contrôler et prévenir les abus. En tant qu'habilitateurs, la responsabilité des gouvernements dans le renforcement des capacités devient plus importante. | secteurs à but lucratif ne prendront pas en compte les ménages à faible revenu, les usagers d'eau domestique et ceux qui utilisent les sources d'eau et les zones du bassin hydrographique pour les premières nécessités de la vie. Les femmes sont lourdement représentées dans ces catégories. Le renforcement de capacités devra profiter aux femmes et aux hommes également et préparer les femmes à représenter les intérêts économiques et sociaux négligés dans la gestion/ mise en valeur des ressources en eau. |
| Participation des parties prenantes; le partenariat civique | Une plus grande participation des parties prenantes sociales et économiques mène à une meilleure gestion de l'eau. La gestion devra représenter tous les intérêts à assurer que dans des conditions données et étant donné les impacts futurs les meilleurs choix se font. Il appartient au plus bas niveau approprié de veiller à ce que les décisions soient appuyées par ceux qui les mettent en œuvre. | Les rôles traditionnels des femmes dans la gestion des ressources en eau sont sous représentés et sous estimés. Dans les nouveaux systèmes de gestion, les femmes sont sous représentées à tous les niveaux où les décisions sont prises et qui affectent cependant leurs vies et leurs moyens d'existence. Une plus grande participation des femmes dans la gestion ne devra pas conduire à plus de travail et de responsabilités pour les femmes et exempter ou ignorer les hommes, mais distribuer équitablement les avantages et les charges entre les sexes. |

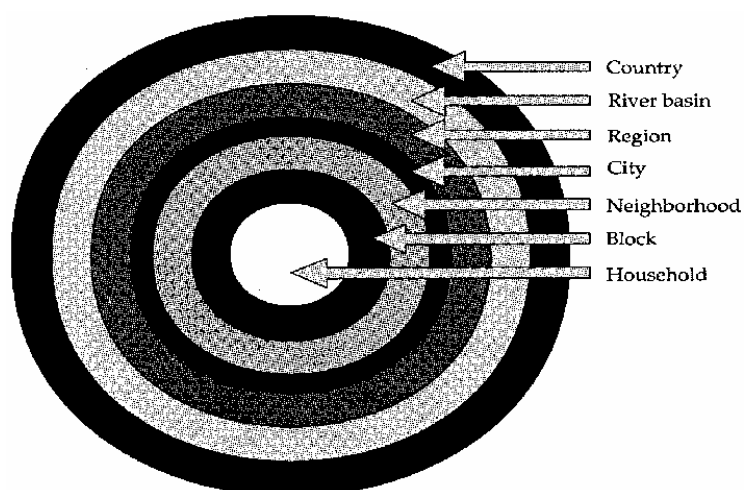


Schéma 3. Niveaux de la prise de décision : Qui décide et influence les décisions dans les quartiers et les ménages ? (source: Serageldin, 1994)

Dans les communautés, les groupes diffèrent dans la nature des services ou des installations qu'ils voudraient avoir et peuvent s'offrir (demande économique). Au sein des ménages de ces groupes, les hommes peuvent vouloir dépenser les ressources à d'autres services ou produits ou encore conceptions de produits que les femmes. En outre, ce ne sont pas les hommes qui décident toujours non plus. Dans certaines cultures, les décisions sont prises conjointement et les points de vue et les besoins des femmes ont une grande influence sur ceux des hommes (Rogers, 1980). Il arrive que les femmes possèdent leurs propres ressources individuellement ou en groupe qu'elles utilisent pour

obtenir par exemple leur système d'irrigation à elle (Povel, 1990) des barrages (Soon, 1983), des réservoirs d'eau de pluie (Wacker, 1990) ou pour la brasserie (Nelson, 1980). Là où les hommes contrôlent les investissements, les femmes ont trouvé des moyens de leur faire financer leurs demandes (Wijk, 1985). D'autre part, celles qui n'ont pas d'avantages auront une demande insuffisante et ne contribueront pas facilement. Les femmes et les jeunes n'étaient pas volontaires pour participer à la construction et à la maintenance des barrages d'infiltration dans le cadre d'un programme de conservation des sols et des terres au Burkina Faso. Les jeunes hommes n'avaient pas le droit d'utiliser la terre du lit du barrage; les femmes devaient dépendre de leurs maris et perdaient du revenu de commerce au cours de cette construction (Vlaar et Brasseur, 1992). Dans une stratégie basée sur les demandes économiques, les agences ne pouvaient se confiner ainsi elles-mêmes à offrir une option standard à tous les ménages à travers l'homme chef de famille. Des études de faisabilité et la recherche en marketing devraient se baser sur une coupe transversale de la population, par classe, sexe et autres caractéristiques importantes ainsi qu'une plus large gamme d'options offerte aux femmes et aux hommes. Il ne faudrait pas supposer non plus qu'en demandant et en s'adressant aux hommes, les femmes seront également touchées, puisqu'il sera montré au chapitre 3 que les sujets et canaux de communication sont souvent spécifiques au genre.

L'Evaluation

Pourquoi une demande économique? En observant les utilisations de l'eau, on ne donne pas souvent une valeur économique à son utilisation par les femmes. Ceci est le cas de l'approvisionnement en eau domestique, où les femmes et les enfants sont perçus comme ceux devant se charger de cette corvée. Les implications économiques et les coûts de ce travail – en termes de production alimentaire faible, mauvais traitement des enfants, nutrition, hygiène et santé, participation réduite à l'éducation et faible qualité de travail – sont rarement pris en compte dans la valorisation de l'eau. Ceci a des conséquences particulièrement pour les femmes pauvres, qui n'ont aucun moyen d'ajustement.

A Maharashtra et Andhra Pradesh, par exemple, l'utilisation de la nappe phréatique pour les cultures de rente irriguées a généré des profits économiques aux familles concernées. Les groupes de femmes propriétaires terriens ayant des pompes pour l'irrigation sont capables d'utiliser cette eau aussi à des fins domestiques. Les femmes pauvres ont trouvé que leurs puits domestiques peu profonds s'asséchaient (Baldwin et Bhatnagar, 1996; Gandhigram Rural Institute, 1994; Rao, 1991) et elles devenaient dépendantes des fermiers mieux nantis pour ce qui est de l'utilisation des puits d'irrigation plus distants à des fins domestiques.

Mais les femmes aussi utilisent l'eau de manière *productive*, dans des industries domestiques telles que la brasserie et la production alimentaire (Nelson, 1980; Rogers, 1980; Wijk, 1985), la production agricole et la production de bétail (Boserup, 1970) ainsi que la pêche (Matiza, 1994; Sida, 1995). L'utilisation économique est particulièrement pratiquée par les femmes à moyen ou à faible revenu et est d'une importance significative pour elles et leurs familles. Ces utilisations sont ignorées et exclues des inventaires de

demande, de fonctionnement des systèmes de gestion de la demande. Dans la pénurie qui s'ensuit, les femmes doivent rivaliser contre d'autres pour des ressources limitées. Bien qu'au Banaskantha, une zone prédisposée à la sécheresse à Gujarât, en Inde, l'approvisionnement en eau soit conçu aussi pour abreuver le bétail, les femmes pauvres qui gardent 1-2 vaches à lait pour une génération de revenu pourraient lutter avec d'autres usagers pour obtenir la dernière goutte d'eau pour leurs animaux lorsque le flot d'eau s'arrête en raison du rationnement par la Commission de l'Approvisionnement en Eau et des Egouts de Gujarât.

Lorsque l'utilisation rationnelle de l'eau et de la terre est correctement évaluée, il y a de fortes chances qu'elle soit prise en compte dans la conception des projets hydrauliques. Cox et Annis (1982) rendent compte d'un cas au Guatemala dans une zone où la petite production irriguée de fraises était une entreprise lucrative. Si l'approvisionnement en eau domestique dès le départ avait été conçu pour une utilisation combinée avec l'irrigation, le coût total aurait pu être couvert par le profit généré par cette culture. Des réglementations strictes n'ont pas permis une telle utilisation combinée et ainsi l'ouvrage une fois construit n'est pas utilisé pour l'eau potable uniquement. Il en résulta une compétition entre deux utilisations importantes de l'eau.

Le défaut de conception pour une utilisation multisectorielle de l'eau peut rehausser la compétition basée sur le genre dans laquelle les femmes sont habituellement perdantes. A Nalgonda, localité d'Andhra Pradesh en Inde, où la forte teneur de fluorine dans les puits traditionnels a un impact négatif sur la santé humaine et animale, les hommes propriétaires de bétail ont chassé les femmes qui collectaient l'eau potable sans fluorine à partir des systèmes courants non conçus à des fins d'élevage (expérience personnelle de l'auteur). On rapporte une compétition similaire pour l'eau entre les humains et le bétail ou l'irrigation à Shinyanga, Tanzanie (Boesveld, 1994). A Gujarât en Inde, Schenk (non daté) rend compte de la manière dont les hommes leaders ont décidé d'utiliser pour l'irrigation, l'eau destinée à une utilisation domestique. En conséquence les femmes devaient retourner au lac contaminé du village. Schenk commente: 'ceci est un exemple évident de relations de pouvoir patriarcales... dans lesquelles une technologie nouvellement mise en œuvre n'est d'aucun profit pour les femmes, parce qu'elles n'ont aucun pouvoir de prise de décision sur celle-ci' (p. 17). Les études de cas dans l'agriculture irriguée montrent que la négligence de l'utilisation de l'eau et de la terre par les femmes à des fins productives et domestiques abouti à des plans et modèles erronés et plus tard à des impacts socioéconomiques négatifs non désirés (Carney, 1988; Dey, 1990; Hanger et Moris, 1973; Jones, 1986; Zwartveen, 1995).

Par contraste, la reconnaissance de l'utilisation de l'eau et de la terre par les hommes et les femmes a entraîné l'utilisation de systèmes d'irrigation par les hommes et les femmes à Orissa au Népal et au Burkina Faso (Dalwai, 1997; Martin et Yoder, 1982; Zwartveen, 1995, 1997). Au Burkina Faso, ceci a abouti en une plus forte productivité agricole et de la main œuvre. L'activité des femmes a augmenté mais aussi leur revenu. Il a été estimé que 95 % des systèmes d'irrigation sont en pratique aussi utilisés pour l'approvisionnement en

eau domestique (Wijk, 1985: 32). Un certain nombre de programmes d'irrigation prennent en compte cette utilisation. Le suintement de l'eau des canaux non alignés par exemple, a augmenté le niveau hydrostatique et des pompes manuelles ont été installées en Asie du sud le long de la source d'eau pour pomper une eau saine pour la boisson dans les ouvrages (Agarwal, 1981; Jayewardene et Kilkelly, 1983; Palmer et al., 1983) et en Afrique (Pacey, 1977). Au Sri Lanka, le projet Gal Oya a fourni de l'eau domestique pendant trois jours sur dix lorsque les canaux sont normalement secs. Dans un ouvrage aux Philippines, un système de tuyau à petit diamètre a été ajouté au réseau d'irrigation pour offrir un accès facile à une quantité limitée d'eau supplémentaire à des fins domestiques (Yoder, 1981).

La gestion de la demande

Les outils utilisés pour réglementer et réduire les demandes en eau comprennent la tarification (habituellement en rapport avec le métrage), le rationnement, la réduction de l'eau non mesurée au compteur, les mesures techniques pour réduire la perte d'eau et l'éducation publique (La Banque Mondiale, 1993). Chacun de ces outils pourrait avoir des conséquences différentes pour les hommes et les femmes de différents niveaux socio-économiques.

La mesure de la consommation d'eau et l'augmentation de prix sont des outils de réglementation importants pour réduire la consommation d'eau. Cependant, elles comprennent le risque que les groupes à faible revenu soient exclus des services fondamentaux de l'eau. Les femmes seules chefs de ménage sont une catégorie importante dans ces groupes, en particulier dans les zones urbaines. Un autre risque est qu'il oblige les femmes les plus pauvres à réduire certaines utilisations de l'eau, par exemple, l'utilisation domestique de l'eau pour l'hygiène. Dans une étude du Royaume Uni, Cunninghame et Laws (1996) ont trouvé que 70 % des familles à faible revenu interviewées dans la région externe de Londres avaient réduit leur facture d'eau en réduisant l'utilisation de l'eau pour l'hygiène. Les collègues travaillant dans l'approvisionnement en eau en Asie, Afrique et Amérique latine ont exprimé des préoccupations concernant l'effet du mesurage au compteur de l'eau sur les habitudes d'hygiène. Le mesurage au compteur de l'eau est également coûteux pour les ménages à faible revenu: au Royaume Uni il représente 15 % de la facture d'eau. Les subventions transversales et le mesurage au compteur de l'eau au profit des communautés et des groupes plutôt que des ménages (Kwaule, 1985) ont le mérite de réduire le coût pour les ménages pauvres tout en gérant toujours la demande.

Le rationnement tend à avoir des impacts différentiels. Dans les systèmes linéaires il peut frapper plus durement ceux qui sont dans la position la plus faible. Ce sont les hommes et les femmes pauvres vivant à l'extrémité des systèmes d'eau et les femmes qui utilisent l'eau pour des usages non reconnus, tels que les cultures et la production laitière domestique par les femmes qui perdent.

Le rationnement de l'eau sans informer les femmes sur les programmes de rationnement traduit un manque de respect pour les usagers, car il suppose que les femmes ne gèrent pas leur temps. Cette pratique ne fait pas qu'indisposer les femmes, mais produit aussi des impacts socio-économiques dans toute situation où les femmes doivent gérer leur temps de manière économique. A Banaskantha au Gujarât, en Inde, l'Association des Femmes Indépendantes a aidé les femmes à former des coopératives de production lorsqu'un ouvrage hydraulique a apporté plus d'eau et plus de temps pour les activités de production. Ne sachant pas quand l'eau rationnée coulera et ne souhaitant pas réduire leur revenu, ces femmes envoient maintenant leurs jeunes filles et fils attendre au pied des robinets jusqu'à la venue de l'eau, les privant de ce fait de la chance d'aller à l'école.

L'eau non mesurée au compteur. La réduction de l'eau non mesurée au compteur comprend habituellement la coupure des raccordements illégaux. Ici encore il est utile de regarder les effets différentiels. Dans les secteurs ruraux, de tels raccordements illégaux peuvent bien être ceux des ménages plus riches. Ceux-ci utilisent plus d'eau que l'ouvrage ne peut en fournir et en paient rarement le prix réel.

Dans les zones urbaines cette politique frappe souvent les personnes dans les secteurs de taudis. Cependant, la conception de beaucoup d'approvisionnements en eau urbains est telle que les ménages concernés n'ont souvent aucune alternative réaliste. D'une part, les raccordements privés de maison ne sont pas approvisionnés dans ces secteurs et sont trop chers. D'autre part, les fontaines publiques sont peu nombreuses et éloignées et signifient des coûts sociaux et économiques élevés, de longues heures d'attente, le transport de l'eau sur de longues distances, alors que l'eau achetée chez les fournisseurs est contaminée et coûteuse (Adrianza et Graham, 1974; Zaroff et Okun, 1984). Là où la conception se base sur la demande et/ou des solutions de rechange réalistes sont données, telles que dans l'approvisionnement en eau au Malawi et le système d'égouts à Karachi au Pakistan, la demande économique a émergé et est honorée (IRC, 1991).

Les systèmes basés sur la demande qui servent chacun et dans lesquels l'eau n'est pas gaspillée, exigent que les institutions responsables étudient les demandes économiques de toutes les catégories de consommateurs - hommes et femmes de toutes les catégories de revenu et d'habitations qui utilisent l'eau à toutes les fins. Cela exige également qu'elles offrent des gammes d'options, des critères de conception et des dispositions administratives pouvant satisfaire ces demandes, et que les consommateurs aient les mécanismes pour s'assurer que le service pour lequel ils payent est fourni réellement. Le gaspillage de l'eau ne s'explique pas seulement par le bas prix de l'eau. Les critères de conception erronés des quantités et des utilisations de l'eau, la conception et l'emplacement des équipements peuvent mener à un gaspillage inutile. De telles erreurs peuvent être évitées lorsque les différents groupes de consommateurs peuvent participer dans la prise de décisions avisées sur les conceptions. Les demandes des consommateurs à faible revenu en meilleurs équipements peuvent être satisfaites quand la gamme des technologies et des niveaux de service offerts sont adaptés à ce que les personnes à faible revenu veulent et peuvent payer.

Mesures techniques Les problèmes de gaspillage d'eau tendent à être traités par des mesures techniques. De telles mesures ne fonctionneront pas fréquemment lorsqu'elles se basent sur la réalité et le point de vue de l'étranger au lieu de la réalité des groupes de consommateurs. Les consommateurs locaux ont montré une grande ingéniosité en trouvant des moyens pour réparer les robinets à fermeture automatique, quand il devenait incommode d'utiliser ces robinets (Fritschi, 1984). Une promptitude des consommateurs à communiquer et à comprendre la situation, d'autre part, peut également apporter d'autres solutions que celles de la technologie. Dans les montagnes des Andes en Colombie, l'eau prise à la sortie d'un système de traitement d'eau reposant sur des filtres de sable lents a été contaminée par des excréta de bétail. Les ingénieurs ont proposé d'abord de clôturer cette zone. Les villageois ont fait remarquer que le fil de fer serait volé. Les ingénieurs ont alors proposé que les villageois guident ou fassent paître leur bétail dans les pâturages clôturés. Les villageois ont fait savoir que les enfants devraient aller à l'école et qu'ils n'ont aucune terre convenable, ni des fonds pour des pâturages clôturés. Les ingénieurs ont alors expliqué le problème et demandé aux villageois de faire une proposition. Les villageois ont en ce moment perçu le problème et proposé que les hommes plantent une petite végétation épineuse qui ne serait pas broutée par leur bétail au point de captage. Ceci a obligé le bétail à boire en aval et le problème était résolu (Wijk et Heijnen, 1981).

Education publique et mobilisation Bien que les femmes puissent souvent jouer un rôle important dans les campagnes de réduction du gaspillage et de la pollution de l'eau, une attention devra être accordée au fait que ces charges ne reposent pas unilatéralement sur les femmes. Il arrive souvent que dans des programmes d'approvisionnement en eau en milieu rural, que les femmes seules deviennent les gardiennes des points d'eau locaux, pour réduire le gaspillage, empêcher la pollution et signaler les problèmes. Ce travail est habituellement volontaire, nécessitant du temps et du travail physique, principalement du type nettoyage, et les femmes n'ont aucune chance d'accéder à des positions plus élevées.

Satisfaire la demande

Dans l'approche basée sur l'approvisionnement, les services sont offerts selon les règles et les procédures de l'Etat ou de l'agence de financement. Quand les consommateurs payent à peine, il n'est pas nécessaire d'étudier la demande économique. Cette situation change grâce à l'approche basée sur la demande. En conséquence, les consommateurs sont consultés et on conduit des études sur la volonté des usagers à payer. Il devient de plus en plus courant aussi que les consommateurs aient une plus grande gamme d'options à prendre en compte afin d'assortir les différents niveaux de la demande.

Dans les ménages il est encore courant de voir que seuls les chefs de famille masculins sont consultés lors des investigations et des consultations sur la demande. Pour certaines utilisations et certains équipements les femmes dans le ménage, auront cependant, plus grand besoin d'un certain service (tel que l'assainissement et l'évacuation des déchets solides) que les hommes. Lorsqu'elles sont informées et consultées ces femmes peuvent influencer considérablement la demande. D'ailleurs, nous avons déjà vu que quand les

différentes utilisations parmi les femmes et les hommes ne sont pas distinguées, certaines utilisations liées à la gestion des ressources en eau tendent à être négligées. Ceci peut conduire plus tard à une concurrence âpre pour l'eau et à d'autres conséquences néfastes. Quand les consommateurs payent, satisfaire la demande ne s'arrête pas à l'installation du service. Si les organisations, à quelque niveau et de quelque nature, ne fournissent pas le service et ne peuvent pas être jugées responsables, les consommateurs n'ont aucun autre choix que de cesser de payer. Créer un système à responsabilité fait donc partie d'une approche basée sur la demande. Ce n'est pas toujours que ceux qui ont un intérêt direct ont également l'occasion de tenir le prestataire de service responsable. Par exemple, pour les services d'approvisionnement en eau domestique et l'irrigation, il se peut que la participation et le vote dans les assemblées soient réservés aux chefs de ménage masculins, alors que les femmes ont un plus grand intérêt direct dans le service domestique ; les femmes font aussi de l'irrigation (Cloud, 1994; Jacomé et Krol, 1994; Whitaker, non daté, ca. 1993; Philippines, non daté; Schmink, 1984).

2.3.3 L'eau comme bien économique : genre et coûts, droits et attributions

L'eau en tant que bien économique est un des principes adoptés à Dublin. Ceci signifie que ceux qui obtiennent l'eau transportée jusqu'à eux ou qui déversent les déchets dans un cours d'eau devraient payer pour le service qu'ils obtiennent ou les dommages qu'ils causent. Pourtant l'eau est également un besoin fondamental et doit rester accessible à tous. Ceci implique que l'eau est également un bien social. La quantité d'eau distribuée pour les besoins fondamentaux de la boisson, de la cuisine, de l'hygiène essentielle et de la production de nourriture de subsistance devrait demeurer accessible aux ménages à très faible revenu, dont beaucoup sont dirigés par des femmes.

Des coûts viables

Tarifs de l'eau. Un tarif plus élevé compense une utilisation plus économique de l'eau. Il comporte aussi le risque que le prix de l'eau soit hors de portée pour les groupes à faible revenu et que dans les ménages de paysans les femmes ne puissent plus utiliser l'eau pour leur propre activité de production. Un tarif social pour les 20-40 premiers litres d'eau potable par personne par jour et pour la plus petite agriculture irriguée empêche une augmentation de la pauvreté. Cela allège également les tâches domestiques des femmes pauvres. Dans les secteurs à faible revenu de la ville de Querétaro à Mexico les femmes ont une journée de travail 40% plus longue que celle des hommes, en raison de l'absence d'approvisionnement en eau et d'assainissement de base. Elles payent également 25 fois plus pour l'eau qu'un ménage aisé et dépensent en moyenne 7 % du revenu de la famille à cela (Chant, 1984). A Onitsha au Nigeria, les hommes et les femmes pauvres veulent bien payer pour l'eau courante, qui dessert en ce moment peu de gens en raison des tarifs bas de manière irréaliste. Annuellement ces ménages pauvres payent en ce moment aux fournisseurs plus de deux fois les coûts d'opération et d'entretien d'un système à tuyau, dépensant environ 18 % de leur revenu pour l'eau (Whittington et al., 1991). En juillet 1997 à Ceara au Brésil, tous les consommateurs ruraux sont programmés pour être facturés pour l'approvisionnement en eau en vrac afin de réduire la forte consommation dans cet

Etat aride. Seuls les fermiers les plus pauvres ne seront pas facturés pour l'eau. Ceci comprend les femmes qui utilisent l'eau des réservoirs à des fins domestiques et pour les activités de petite production. L'eau dans les villes est traitée et tous les consommateurs sont facturés pour son utilisation. Le prix augmente avec l'utilisation et les plus petites quantités utilisées par les ménages à faible revenu sont fortement subventionnées (Kelman, communication personnelle).

Qui paye dans le ménage? L'accessibilité ne s'arrête pas au niveau du ménage. Il y a plusieurs cultures où, dans le ménage, les sphères de femmes et d'hommes sont fortement isolées. Dans ces cultures, les femmes pourvoient et payeront certaines marchandises, et les hommes pour d'autres. Les ressources des femmes pour ce type de paiements sont, cependant, habituellement inférieures à celles des hommes. Il y a de ce fait une différence quant à qui dans le ménage doit payer pour quoi (Wijk, 1985).

Système de paiement ajusté. Un autre aspect de financement qui exige un ajustement aux différences genre et classe se trouve dans le système de paiement. Une des raisons du grand succès de la Banque Grameen, où beaucoup de prêts vont aux femmes pauvres et 98 % des prêts sont remboursés, en ce qui concerne les réalités des ménages à faible revenu (Stenvang et al., 1990). Cela explique également les bons résultats de la Société des eaux et de l'assainissement de Santiago du Chili, où la couverture totale a été réalisée grâce à la subvention transversale et les femmes qui peuvent payer sur place à un bureau mobile (Schéma 4).

Les ménages à faible revenu peuvent, par exemple, rarement payer de grandes sommes forfaitaires, telles que l'exigent les raccordements d'eau, et même des tarifs mensuels. Permettre aux consommateurs de payer de plus petites sommes, permet aux familles à faible revenu d'y accéder également. Dans plusieurs pays latino-américains, les Philippines et à Kerala en Inde, la répartition des coûts de raccordement dans le temps a rendu les raccordements privés plus accessibles (schéma 5) et donné à plus de femmes l'avantage d'un robinet de maison (Serageldin, 1994; Wijk, 1989). Une autre contrainte, particulièrement pour les femmes, est la distance à parcourir pour effectuer les paiements. Scotney (1977) a trouvé que cela était une des raisons du mauvais règlement des factures d'eau dans un projet du Kenya où les femmes effectuaient les paiements. La Banque Grameen a été sensible à cet aspect aussi et permis que les paiements soient effectués à des banques intermédiaires dans le voisinage (Stenvang et al., 1990).

Les droits de l'eau

Quand l'eau devient un bien économique, les droits fonciers, associés à ces droits de l'eau prennent également une valeur économique. Les femmes et les hommes peuvent avoir des droits fonciers et de l'eau différents. Dans les systèmes traditionnels les femmes sont plus susceptibles d'avoir le droit d'usage que le droit de propriété. En transférant les droits traditionnels aux formes juridiques modernes, tels que les titres de propriété, les droits de consommateur tendent à être négligés. Là où les femmes avaient autrefois une part de droits traditionnels, tous les droits légaux ont depuis lors fini dans les mains des hommes

aussi bien dans les ménages que dans les clans (Brain, 1976; Pala, 1980; Rogers, 1980). Dans ses études de cas sur la lutte contre la pauvreté au Burkina Faso et au Bangladesh, Barbara van Koppen (1997) a montré la nécessité d'étudier et de préserver les relations genre existantes dans les droits fonciers et de l'eau qui soutiennent le développement socio-économique. Au Burkina Faso, le gouvernement n'a pas réussi à identifier la division traditionnelle basée sur le genre dans l'agriculture et a perdu de vue la contribution des femmes jusqu'à ce que l'erreur ait été perçue et corrigée. Là où de tels droits sont absents, ils peuvent être créés. Au Bangladesh, les familles et les femmes sans terre n'ont aucun droit sur l'eau mais, aidés par les ONG, elles ont réussi à s'organiser pour obtenir des droits sur l'eau et aussi à vendre de l'eau (Encadré 3).



Schéma 4. Un bureau mobile rapproche les services des usagers (photo: EMOS S.A., Santiago de Chili)

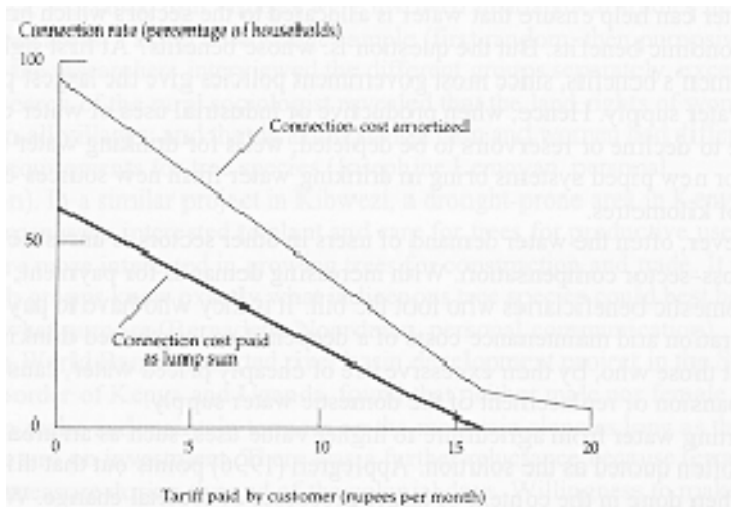


Schéma 5. La répartition des coûts de raccordements rend les robinets plus accessibles
Source: Banque Mondiale, 1992

Encadré 3. Droits de l'eau, lutte contre la pauvreté et genre au Burkina Faso et au Bangladesh

Au Burkina Faso les femmes et les hommes ont chacun leur propre organisation avec des droits fonciers et de l'eau pour l'agriculture : les femmes dans les vallées de fleuve, les hommes sur les plus hautes terres. Quand l'Etat a repris la terre pour l'irrigation il a seulement donné des lopins de terre et des droits sur l'eau aux chefs de famille masculins et seuls des groupes de consommateurs masculins de l'eau ont été créés. Ceux-ci n'ont pas entretenu le système d'approvisionnement en eau, puisque contrairement aux femmes ils étaient habitués à l'agriculture sèche. Les femmes ont perdu leurs droits de production et de moisson, elles comprirent que leur organisation traditionnelle n'était pas reconnue et perdirent leur motivation à dépenser beaucoup d'énergie dans l'agriculture. Quand le gouvernement a réalisé cela, de nouvelles parcelles de terrain ont été données également aux femmes ; ainsi la productivité, de même que l'exploitation et l'entretien des cours d'eau se sont améliorés.

Au Bangladesh, avec des eaux souterraines abondantes, les grands fermiers étaient les premiers à tirer profit des subventions d'Etat pour installer des puits profonds à pompes mécaniques. Quand les puits peu profonds et les plus petites pompes sont devenus disponibles la technologie de l'irrigation fut à la portée des plus petits fermiers. Ces derniers utilisaient l'eau plus efficacement que les grands fermiers, par nécessité de survie, et gagnèrent ainsi un surplus. Ils vendirent ce surplus à d'autres. Maintenant même les fermiers et les femmes sans terre se sont unis pour acheter des pompes afin de vendre de l'eau pour l'agriculture. Van Koppen : 'Au Bangladesh les agriculteurs ont accès à la technologie de l'eau et de la terre, mobilisent la main œuvre, arrangent les apports et ont le dernier mot ultime sur la moisson. L'exclusion continue des femmes dans les développements de la technologie de l'eau a agrandi l'écart. Mais comme fournisseurs d'eau les femmes ont trouvé des occasions de tirer profit de la nouvelle technologie' (Koppen, 1997 : 6).

La tarification de l'eau peut aider à s'assurer que l'eau est assignée aux secteurs qui apportent les plus grands avantages économiques. Mais la question est: qui sont les bénéficiaires de ces avantages? A priori on pourrait dire les avantages des femmes, puisque la plupart des politiques gouvernementales accordent une plus grande priorité à l'approvisionnement en eau potable. Par conséquent, quand les utilisations de l'eau à des activités productives ou industrielles font baisser la nappe phréatique ou puisent dans les réservoirs, les puits pour l'approvisionnement en eau potable s'approfondissent ou de nouveaux systèmes à tuyau apportent l'eau potable à partir de nouvelles sources à des distances de centaines de kilomètres.

Cependant, la demande en eau des consommateurs dans d'autres secteurs est souvent sans restriction et sans régulation entre les secteurs. Avec l'augmentation des demandes de paiement, ce sont les bénéficiaires domestiques qui supportent en dernier leur facture. Ce sont eux qui doivent payer les coûts élevés d'exploitation et d'entretien du système d'approvisionnement en eau potable profonds et longs, et non ceux qui, par leur utilisation excessive de l'eau moins chère, ont provoqué le besoin d'extension ou de remplacement de l'approvisionnement en eau domestique.

Le détournement de l'eau de l'agriculture vers des utilisations de plus grande valeur, telles que l'approvisionnement en eau en milieu urbain, est souvent cité comme solution. Applegren (1996) précise que ceci n'est possible que lorsqu'il se fait dans le contexte de plus grands processus de changement social. Les économies et les gouvernements faibles ne pourront pas faire face à la perte de nourriture et au malaise social provoqués par les changements dans l'allocation de l'eau.

On peut en outre se demander si, dans la tarification de l'utilisation agricole de l'eau par rapport à d'autres utilisations, la valeur pour les femmes est suffisamment prise en compte. L'eau pour l'agriculture peut être sous-évaluée lorsque sa valeur dans les utilisations domestiques de l'eau et la production de récoltes pour la consommation domestique et la vente n'est pas prise en considération. Quand l'utilisation de l'eau et de la terre par les femmes n'est pas correctement évaluée, les femmes risquent d'y perdre, non seulement en tant que groupe (voir encadré 3), mais également dans le ménage.

Un cas en est la variation du genre dans l'économie au niveau des ménages fermiers d'Abaluyan de l'ouest Kenya. Dans la famille, le mari et l'épouse ont différentes responsabilités. Les maris s'occupent des frais scolaires, de l'habillement, des médicaments; les femmes, entre autres, produisent tous les légumes pour le repas. Quand la production de canne à sucre à petite échelle a été introduite dans le secteur, les femmes ont perdu leurs potagers contre la canne, mais la responsabilité d'acheter les légumes ou de fournir l'argent pour ces légumes n'est pas passée aux maris. L'effet des faibles ressources avec des devoirs basés sur le genre inchangés pour les mères s'est exprimé par la baisse de l'utilisation des légumes dans le régime alimentaire familial et la malnutrition des enfants, en dépit de l'accroissement global des revenus dans la région (Diocèse d'Eldoret, données non publiées).

2.3.4 Le Genre et l'approche holistique dans les bassins fluviaux

Ce qui se produit dans un secteur de l'eau affecte de plus en plus la situation dans d'autres. Considérer les frontières normales de la ligne de partage des eaux ou du bassin fluvial pour la mise en valeur et la gestion intégrée des ressources en eau est donc une étape logique. L'inclusion d'un angle genre dépendra des types d'utilisation de l'eau et de la terre et des catégories de consommateurs qui seront distingués. Puisque l'utilisation de l'eau et de la terre par les femmes fait partie de l'économie informelle et du système de gestion indigène, il y a risque que ces utilisations et consommateurs ne soient pas pris en compte, à moins que l'on ne les recherche consciemment au niveau de la communauté et plus bas (Bagchee, 1993; TIP, 1995).

Plusieurs expériences d'Afrique de l'est et de l'ouest confirment la valeur d'une analyse genre en vue de la protection du bassin et de la mise en valeur du bassin fluvial (Bruce et Fortman, 1992; Leach, 1992; Rocheleau, 1992). Dans un projet de conservation de l'eau et des sols de Hima à Iringa, en Tanzanie, quatre villages ont été impliqués dans des études analytiques de deux bassins d'alimentation principaux. Prenant un échantillon à deux étapes (le premier aléatoire, puis suivant l'âge, la classe et le sexe) les chercheurs ont interviewé les différents groupes séparément, excepté les jeunes. La recherche de ce sociologue rural a révélé que les droits fonciers des femmes n'étaient pas les mêmes dans tous les villages, et qu'en matière de reboisement les hommes et les femmes avaient différents intérêts et différentes exigences pour les espèces d'arbres (Josephine Lemoyan, communication personnelle). Dans un projet semblable à Kibwezi, une zone du Kenya prédisposée à la sécheresse, il a été constaté que les femmes étaient intéressées à planter et entretenir des arbres à des fins productives et énergétiques tandis que les hommes étaient plus intéressés à produire des arbres pour la construction et le commerce. On a également constaté que les deux groupes savaient exactement quelle espèce d'arbre indigène pouvait mieux produire et à quelle fin (Bernadette Noordman, communication personnelle).

Le personnel du projet de mise en valeur du bassin fluvial appuyé par la Banque Mondiale dans le bassin fluvial de Suam, à la frontière du Kenya et de l'Ouganda, a trouvé que ni les paysans ni les paysannes n'étaient disposés à faire et à entretenir des terrasses sur la pente de la montagne aussi longtemps que cela n'apporterait pas un retour direct de l'investissement. Il y avait une autre hésitation parce que la construction de terrasse a été une mesure contraignante pendant les derniers jours de l'ère coloniale.

La volonté de faire des terrasses pour contrôler l'érosion et accroître l'infiltration des eaux pluviales a changé quand le projet a analysé les divisions du travail et des ressources basées sur le genre et introduit des plants de fourrage. Pour le fourrage de petits plants ont été plantés à l'extrémité des terrasses avec une nouvelle variété de pâturage de Napier, qui avait été multipliée pour une plus grande valeur nutritive et pour éliminer ses bouts tranchants. Tandis que les hommes utilisaient les terrasses pour produire des

cultures de rente, les femmes fauchaient l'herbe pour nourrir une ou deux vaches à lait, utilisaient le lait pour la famille et vendaient le surplus aux clients de la ville la plus proche. Cette combinaison de la productivité additionnelle à faible coût d'entretien (les racines d'herbes de Napier tiennent les buttes en place) a rendu cette forme de lutte contre l'érosion attrayante tant pour les femmes que pour les hommes, et a fait adopter les plants de fourrage dans cette zone.

Bien que la mise en valeur et la gestion de ressources en eau peuvent bien se faire au niveau du bassin fluvial (Banque Mondiale, 1993; Mosley et Lincklaen, 1995; OCDE /DAC, 1994), Mollinga et Straaten (1996: 250) déclarent que 'la politique de gestion de l'eau doit être *spécifique au lieu* et se baser sur la compréhension *des processus locaux et des relations de pouvoir*'. Ils insistent sur le fait que le changement des moyens de gestion de l'eau devient des dispositions institutionnelles qui se basent sur l'influence et le pouvoir. L'accent actuel porte principalement sur les stimulants financiers, alors que le pouvoir et l'habilitation sociale sont négligés. Leur étude de cas du système d'irrigation de Karnap en Inde méridionale illustre les relations genre dans ce jeu du pouvoir.

'l'introduction de la canne à sucre et du riz dans la zone, deux cultures qui toutes deux demandent beaucoup d'eau, a provoqué une pénurie d'eau dans le milieu des paysans. La réponse administrative à cette pénurie a été la distribution d'eau par rotation. Bien que prévu pour être équitable, dans la pratique cela ne l'est pas, mais sert à entretenir un réseau de clientèle, par lequel les riches et les pauvres gardent chacun leur position actuelle. Mollinga et Straaten: ' les grands fermiers qui cultivent la canne à sucre et le riz dirigent ce système. Ils emploient leurs épouses et leurs filles dans leurs concessions et fermes alors qu'ils se servent de cet emploi comme pouvoir pour influencer les fermiers à l'autre bout pour qu'ils produisent des cultures 'sèches' moins rémunérées. En échange les femmes gardent leur emploi et les paysans pauvres obtiennent assez d'eau pour produire leurs cultures sèches (p. 247).'

Zwarteveen et Neupane (1996) démontrent aussi la nécessité d'examiner les politiques de gestion locale de manière spécifique au genre. Ils ont trouvé que dans un projet au Népal, les fermières des principaux villages profitaient du fait de leur non-appartenance à l'organisation de gestion pour puiser beaucoup plus d'eau qu'elles n'y étaient autorisées et pour apporter moins de main d'œuvre d'entretien que cela était requis. Puisque ces femmes n'étaient pas reconnues comme membres, l'organisation a eu du mal à leur appliquer ses règles.

2.3.5 Les Etats habilite les femmes et les hommes

Les rôles que jouent les gouvernements nationaux changent dans beaucoup de pays. L'Etat n'essaye plus de tout faire, jusqu'à l'installation et à l'entretien de la plus simple des pompes manuelles ou motorisées. La mise en œuvre, l'entretien, la gestion directs, ainsi que progressivement le financement, sont de plus en plus laissés aux autorités locales, aux nouveaux groupes civils et au secteur privé. Les rôles gouvernementaux s'orientent

vers la création d'un cadre législatif et institutionnel global, en gardant une vue d'ensemble des développements et des effets et en veillant à éviter les effets néfastes indésirables (OCDE /DAC, 1994; VROM, 1994b).

Tandis qu'une telle décentralisation permet une plus grande participation des consommateurs, elle ne s'assure pas que d'autres organisations soient plus sensibles au genre et à la classe que le niveau central ou que la participation des personnes par conséquent sera plus équilibrée en classe, âge et genre ou que les services résultants soient plus équitables et efficaces. Dans les ONG indiennes, par exemple, l'amitié genre n'est pas plus grande qu'ailleurs (Batliwala, 1993; Murthy, 1993). Morris (1996: 233) met en garde explicitement contre trop d'emphase sur la participation communautaire et la décentralisation du pouvoir au niveau du bassin et du groupe de consommateurs sans accompagner l'accès aux moyens et à l'autorité. 'La pratique a besoin de s'adapter pour convenir aux circonstances quand une grande partie des infrastructures est dilapidée, la solvabilité des consommateurs contrainte par des facteurs macro-économiques, les concepts et les institutions du marché sont naissants, la loi de l'eau et les droits de propriété insuffisamment définis, les capacités limitées et les risques sociaux et environnementaux de l'échec sont considérables '.

Déléguer la planification, la mise en œuvre, l'exploitation et l'entretien, et la gestion du projet aux organisations locales augmente l'importance du renforcement des capacités hors des cercles gouvernementaux directs. En Inde, par exemple, le soixante-treizième amendement de la constitution a placé totalement les responsabilités de contrôle et d'entretien de tous les services de base dans les mains des conseils locaux. La majorité des conseillers, avec au moins un tiers de femmes, n'ont jamais géré un service local et ainsi ont besoin d'un renforcement de capacités et d'un appui de départ.

La mesure dans laquelle les femmes dans de ces organisations locales, mais également dans le secteur privé de mise en valeur des ressources liées à l'eau, obtiennent des chances égales de renforcement de capacités et de fonctions que les hommes, dépendra de l'attention accordée à surmonter les contraintes socioculturelles et économiques pour participer à une telle formation. Cela dépend également si ces cours vont former les femmes à des rôles et des fonctions conventionnels ou nouveaux dans la mise en œuvre, l'entretien et la gestion financière. Par exemple, la prétention que la charge de travail physique d'entretien et de réparation est trop lourde pour les femmes et qu'elles ne peuvent pas de ce fait faire les travaux techniques est un préjugé de classe moyenne démenti par le dur travail physique effectué par les femmes pauvres dans les emplois non spécialisés (Koppen, 1997; Wijk, 1985). Un rapport sur le genre dans l'éducation et la formation dans le secteur de l'eau et l'assainissement présente des cas d'éducation et de formation sensibles au genre dans le secteur (Borba, 1997).

2.3.6 Femmes et participation, gestion et secteur privé

Avec le retrait du gouvernement central en tant que prestataires directs de services, les organisations civiques et le secteur privé prennent plus de rôles dans la gestion des projets et des systèmes d'approvisionnement en eau domestique et assainissement environnemental, d'agriculture irriguée, d'élevage et de pêche, de développement industriel, de tourisme et d'hydroélectricité. La même chose est vraie pour la mise en valeur et la gestion des bassins fluviaux, des lignes de partage et des zones humides (ASDI, 1994).

Plus de participation et de secteur plus privé sont acclamés comme meilleurs garants d'efficacité et de productivité (VROM, 199a; Banque mondiale, 1993). Pourtant ceux-ci ne donnent aucune garantie que les intérêts des femmes et des ménages pauvres seront pris en compte. Puisque être pauvre signifie devoir être inventif les ménages pauvres ont développé des systèmes ingénieux pour survivre dans les zones rurales et dans les villes (Bhatt, 1995; Boesveld et Postel, 1991; Rodda, 1991; Sontheimer, 1991). Faisant partie de l'économie informelle, beaucoup de ces systèmes ne sont ni bien documentés ni pris en compte dans la planification, quand le secteur privé formel est responsable de la mise en valeur des systèmes.

En plus de la question 'qui perd' il se pose la question 'qui en profite', et à quel prix. La tendance actuelle semble être que l'accès aux services du secteur privé va particulièrement à la classe moyenne et aux groupes plus riches, contre une proportion relativement faible de leurs revenus. Les groupes à faible revenu doivent apparemment compter davantage sur la mobilisation et l'organisation personnelle pour les services à gestion communautaire s'ils veulent un genre de service donné.

Ce dernier moyen est clairement meilleur à celui de dépendre de fournisseurs d'eau privés, réputés vendre l'eau à des prix élevés (Elmendorf et Kruidenink, 1983; Espejo et al., 1993; Theunynck et Dia, 1981). Les ménages pauvres de Lima, qui ont acheté auprès des fournisseurs, ont eu un septième de la quantité d'eau fournie aux ménages de la classe moyenne ou de l'aristocratie et payaient sept fois plus par litre (Adrianza et Graham, 1974). L'achat à des kiosques gérés par la communauté au lieu d'un fournisseur a permis aux ménages à EL Geneina, Soudan, de faire des économies sur les coûts de l'eau portés au facteur dix (Mathew, 1991). Un service géré par la communauté vaut mieux que l'absence de système amélioré. Pourtant il ne semble pas y avoir de comparaisons directes de la manière dont les ménages à faible revenu payent pour les services à gestion communautaire, en termes d'argent, de temps et de travail par rapport aux ménages ayant un raccordement régulier. Il n'y a pas de données disponibles non plus sur quels avantages l'une ou l'autre catégorie obtient du service en termes de quantité d'eau fournie, de régularité et de fiabilité de service.

Le potentiel pour les hommes et les femmes de participer équitablement à la mise en valeur et à la gestion de ressources en eau est influencé par des différences

culturellement déterminées. Dans beaucoup de cultures les femmes et les hommes diffèrent dans l'accès à l'information, dans leur degré de participation aux décisions et au poids donné à leurs points de vue (Hannan, 1995; Mitchell, 1995; Versteyleen, 1991). Pour la mise en œuvre de la participation des consommateurs en vue d'avantages maximum pour les projets et les consommateurs, l'organisation du projet doit connaître et apprécier l'importance d'une approche genre. Elle doit avoir en outre adopter des mesures pratiques et stratégiques qui rendent possible une approche genre.

En plus de la participation des hommes et des femmes en général, il y a aussi la question de *l'équilibre* entre la participation masculine et la participation féminine et entre les femmes de classes et de groupes d'âges différents. Une plus grande participation des femmes peut être salubre au projet, pour le développement et pour les intérêts stratégiques des femmes, comme l'ont montré Narayan (1993), Koppen (1997) et Versteyleen (1991). Elle peut, cependant, en rajouter aussi à leur charge en termes de temps, de travail et de financement (Hoffman, 1992; Kwaule, 1994; Lunoe et autres, 1994; Wijk, 1985; Yacoob et Walker, 1991) ou aboutir à plus de travail physique pour les femmes et au contrôle des décisions et des profits par les hommes (Mlama, 1994). Ce ne sont pas toutes les femmes non plus qui ont des chances égales de participer aux processus et aux avantages du projet. Les femmes pauvres n'ont toujours pas le temps et les fonds requis pour participer aux projets et aux services du projet et ainsi pourraient en bénéficier moins ou pas du tout. L'étude de Narayan est une illustration à cet égard, qui n'a pas vérifié la participation représentative selon la classe socio-économique, la participation bénéficiaire avait le moins d'impact sur l'égalité d'accès (Narayan, 1993: 4). Seule une analyse, en termes de classe, sexe et groupe d'âge, de qui participe à quelles décisions, quel travail, quels fonctions et profits et à quels niveaux pourra indiquer si la participation et la gestion sont spécifiques au genre et à la pauvreté.

3. Le Genre et la Gestion Indigène de l'Eau et des Déchets

Le chapitre précédent a discuté la nécessité de la mise en valeur et de la gestion intégrée des ressources en eau basées sur le bassin fluvial avec une approche genre. D'un point de vue historique ceci n'est pas un développement. Les divisions genre dans la gestion indigène de l'eau et des déchets existent dans toutes les cultures et ont des conséquences importantes pour la santé et le développement socio-économique. Les femmes gèrent non seulement l'eau et les déchets au niveau domestique, mais aussi de manière productive. Elles sont en avant dans la gestion publique de l'eau et des systèmes de connaissances liés à l'eau plus que cela n'est généralement connu. Les divisions genre dans les systèmes de gestion indigènes méritent plus d'attention comme base d'une nouvelle gestion de l'eau et pour éviter une situation où les ressources indigènes et l'influence des hommes sont capitalisées en négligeant ou en dépréciant celles des femmes.

3.1 Travail Physique des femmes et des hommes

Dans les pays en voie de développement, les femmes passent plus de temps à travailler et moins de temps à d'autres activités que les hommes C'est la conclusion de plus de quinze études de budget temps effectuées dans des communautés rurales où les femmes participent activement à l'agriculture et à d'autres activités génératrices de revenus (Wijk, 1985). Cela a été révélé aussi dans les zones urbaines, par exemple dans les études récentes de Moser (1996).

Comparées aux hommes, les femmes travaillent davantage à des activités de dépenses-épargne et les femmes passent également moins de temps aux soins personnels et au repos entre deux activités. Les femmes ont également moins de loisirs de type formel que leurs maris (Farouk et Ali, 1975: 44).

3.1.1 Genre, collecte de l'eau et manque à gagner en développement

Dès l'âge de six ans environ, les filles commencent à aider aux tâches quotidiennes de collecte d'eau (CPHEU, 1988; Robinson, 1995). Dans les sociétés dans lesquelles les femmes sont occupées dans le ménage et à des activités économiques, telles que le commerce et l'agriculture ou dans lesquelles elles ne sont pas autorisées à se montrer en public les jeunes filles peuvent contribuer tout à fait de manière substantielle à la collecte de l'eau (Wijk, 1985).

Les garçons peuvent être impliqués quand ils n'ont aucune autre tâche de production (Chant, 1984). Cependant, en général ils aident moins, probablement parce que la présence à l'école est considérée comme plus importante pour eux que pour les filles, qui peuvent être retenues à la maison dès qu'elles atteindront l'âge d'aider leurs mères (Thomas, 1994 et Schéma 6).

L'eau recueillie par les enfants peut constituer une part substantielle de la quantité totale recueillie. Dans le sud tanzanien les enfants ont recueilli 40 %, en Sierra Leone 60 % de toute l'eau domestique (Tanzanie, 1987; Bah, 1988). Ces habitudes de collecte sont un obstacle sérieux à leur scolarité (Barot, 1994). Les filles en particulier sont sérieusement limitées dans leur développement par leur double handicap de l'âge et du sexe (Seaforth, 1995; Sohoni, 1995).

La distribution inégale des contributions en travail des filles et des garçons est illustrée par une étude dans huit communautés de différents secteurs socio-économiques au Népal. Dans toutes ces communautés, les garçons et les filles entre l'âge de cinq ans et de neuf ans participaient aux activités de main-d'œuvre et de ménage. Dans cinq communautés, les filles participaient à la main-d'œuvre beaucoup plus fortement que les garçons, et dans sept villages les filles passaient également de plus longues heures à des activités de subsistance et de travail domestique conventionnel. Dans une seule communauté, les garçons passaient plus de temps à l'éducation, pendant des durées variant de deux à 16 fois plus (Acharya et Bennett, 1983a).

Dès que les garçons grandiront ou iront à l'école, la collecte et le transport de l'eau deviendra une tâche féminine. Dans toute la gamme d'activités quotidiennes, celle-ci peut constituer une des corvées domestiques les plus longues (Sieber, 1996).

A part le petit nombre d'hommes célibataires qui doivent collecter l'eau pour leurs propres ménages, les hommes collectent l'eau principalement pour des entreprises, par exemple, de petits restaurants et bars ou pour la vendre (Wijk, 1985). Ils peuvent aider les femmes à collecter l'eau quand les sources sont éloignées ou difficiles d'accès (Chant, 1984; Hitchcox, 1992). Cependant, ils utilisent habituellement un certain type de transport, tel que des charrettes, des ânes, des brouettes ou de bicyclettes (Wijk, 1985).

3.1.2 L'Évacuation des Déchets: charges et impacts

Le travail nécessaire à l'évacuation des déchets change avec l'environnement local et la culture. Dans les zones fortement peuplées sans latrines ou décharges de déchets dans le ménage, les femmes sont les personnes les plus affectées par le manque d'intimité exigée pour l'évacuation des excréta. Elles doivent souvent marcher des distances considérables jusqu'à un site approprié ou employez d'autres méthodes, telles que 'le stockage en pot' pour le compostage (Shahin, 1984) ou 'envelopper et jeter' (Racelis, 1977; Shafiuddin et Bachman, 1983).

Pour éviter d'être vu, des femmes de certaines cultures doivent se rendre sur les lieux de défécation dans l'obscurité, au risque de leur sécurité, en particulier dans les zones urbaines (Kurup et al., 1996; Menon, 1980). Dans les cultures isolées, les femmes se sont même formées à ne pas aller aux selles pendant le jour, et à ne pas manger en milieu de journée pour cette raison posant des problèmes de digestion et de santé (Shafiuddin et Bachman, 1983; Banque mondiale, 1990). Pourtant les visites matinales aux

emplacements réservés aux femmes pour excréments peuvent aussi avoir la fonction sociale de réunion et d'échange d'informations (Joshi, 1983; Saubolle, 1980).

Les femmes sont habituellement responsables du nettoyage des latrines et forment les enfants à leur utilisation (Andersson et Hannan, 1981; Jeffery, 1979; Langedijk, 1984), et collectent l'eau pour le nettoyage personnel dans les endroits où cette coutume d'hygiène existe (Kanungo, 1957). Elles prennent également soin de l'évacuation des poubelles. A Dosso au Niger on a constaté que les femmes sont responsables des déchets domestiques autour de la maison, les hommes pour les déchets liés à leurs propres responsabilités et l'évacuation des déchets vers des endroits plus ouverts. Les hommes étaient moins disposés que les femmes à reconnaître cette division et à accomplir leurs responsabilités (Sy Koutou et Wijk, 1995).

3.2 Les Implications pour la santé et le développement socio-économique

3.2.1 Une forte demande énergétique et une mauvaise nutrition

Puisque le travail de la collecte de l'eau et l'évacuation des déchets revient aux femmes, celles-ci revendiquent directement une grande part de la prise quotidienne d'énergie. On rapporte que les femmes portent entre 18 et 25 kilogrammes d'eau sur la tête ou au dos en un seul voyage (Gill et Wahida, 1982; INSTRAW, 1984; Parker, 1973). A Alemi, en Ouganda, elles portaient 40,8 kilogrammes d'eau dans un seul récipient (White et autres, 1972). L'action de porter un poids de 3,5 kilogrammes (Fox, 1953) équivaut à la consommation d'énergie pour le travail agricole le plus dur effectué par les femmes Phillips, 1954), bien que tout le temps passé au travail agricole tende à être plus long. La proportion moyenne de prise quotidienne d'énergie dépensée à la seule collecte de l'eau varie d'environ 12 % dans les zones humides à 27 % ou plus dans les zones arides ou montagneuses (White et al., 1972). Seulement 17 % de leurs calories quotidiennes sont laissées aux femmes allaitant au sein qui collectent l'eau, le bois de chauffe et la nourriture, pour d'autres tâches (Ybañez, ca. 1995). Porter une charge sur une montée s'est avéré être la tâche qui consommait le plus d'énergie au Guatemala rural (Snively, 1979). Ces transports constituent des demandes en énergie et des exigences alimentaires supplémentaires pour d'autres objets, comparables à la prise d'énergie de 35 % requise pour allaiter au sein (Isely, 1981).

Les longs déplacements pour la collecte de l'eau et l'évacuation des déchets sont plus préjudiciables dans les zones et périodes de pénurie alimentaire. D'ailleurs, dans beaucoup de cultures, les polarisations genre dans les habitudes alimentaires exigent que les femmes et les filles mangent ce qui reste après que les hommes dans le ménage avaient été servis (Ansell, 1980; Chen et al., 1981; Souza, ca. 1996; Tanzania et al., 1983). Ceci peut avoir pour conséquence de plus grandes insuffisances d'énergie chez les femmes (Chapman, 1981; Gulati, 1978). Même leur utilisation de l'eau est limitée dans les zones et périodes de pénurie d'eau (Ansell, 1980). Souvent l'ingestion de nourriture par les femmes est inférieure pendant la saison de plantation où elles doivent travailler dans les

champs et que les stocks nourriture des ménages sont au plus bas (Brun et al., 1981; Whitehead, 1979).

3.2.2 Moins de temps pour le travail de production et de reproduction

Les fortes demandes de travail dans l'approvisionnement en eau et l'évacuation des déchets réduisent le temps et l'énergie disponibles pour les nombreuses autres tâches économiques directes et indirectes. Souvent ceci force les femmes à choisir entre leurs tâches de production et de reproduction ou à faire participer leurs enfants, en particulier les filles (schéma 6). Les auteurs dans au moins treize études rapportent que, en raison de leur lourde charge de travail, entre autres, la collecte de l'eau et de bois de chauffe, les femmes ont dû réduire le temps passé à la préparation de nourriture, l'eau chaude, et les soins aux enfants, y compris l'allaitement au sein (Wijk, 1985).

A Laguna, aux Philippines, une enquête de ménage a été effectuée dans 34 communautés rurales. Le travail de production réduit le temps consacré aux soins des enfants de plus de trois heures par semaine. Les enfants de mêmes parents plus âgés remplaçaient leurs mères, de sorte que tout le temps passé aux soins des enfants est resté le même, mais le statut nutritionnel des enfants soignés par leurs frères ou sœurs était sensiblement inférieur (Popkin, 1980). Dans ces villages, la collecte de l'eau prenait, en moyenne trois heures et 20 minutes par ménage par semaine. La réduction de temps passé à la collecte de l'eau permettrait à ces mères de poursuivre leurs tâches essentielles de génération de revenu, et de passer plus de temps aux soins des enfants.

La recherche en Tanzanie (Sieber, 1996) prouve que l'installation des systèmes d'approvisionnements en eau courante offre la plus grande réduction du temps de transport. Chaque ménage concerné passait 800 heures à la seule collecte de l'eau. Les femmes et les enfants faisaient 94 % des voyages. Même lorsque les femmes décidaient de recueillir plus d'eau pour l'hygiène et le travail de production après que l'installation du robinet, il y avait toujours un bénéfice net d'économie de temps. La valeur monétaire du temps économisé dans l'économie locale se situait entre USD 12 et USD 31 par ménage. Les réservoirs d'eaux pluviales à Kitui, Kenya économisaient plus de 1200 heures par an dans la collecte de l'eau. Les gains de temps ont profité particulièrement aux enfants scolarisés, les garçons mais également les filles (Schiever, 1989).

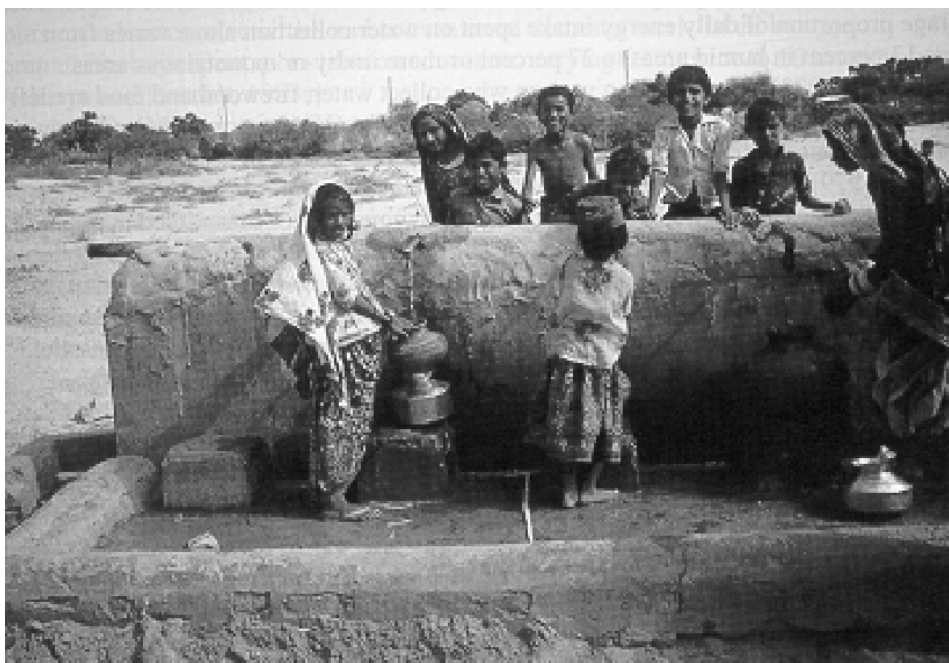


Schéma 6. La gestion de la demande sans la participation des consommateurs peut avoir des impacts socio-économiques négatifs, tels qu'une limitation de l'accès à l'éducation quand les enfants, en particulier les filles, qui partent pour la collecte de l'eau (photo: C. van Wijk, IRC)

Une étude comparative des endroits avec et sans approvisionnement en eau amélioré au Kenya a montré que dans le premier cas les femmes ont divisé en deux leur temps de collecte de l'eau et recueillaient encore plus d'eau pour l'hygiène et l'utilisation de production. La moitié des femmes employaient le temps économisé au travail domestique et de production et un quart d'entre elles ont accru leur commerce (Okoyo et Doran, 1995).

Le temps que les femmes doivent passer à des tâches domestiques limitait leur part de travail agricole pendant les périodes de haute activité. Ceci a eu un impact négatif sur la production agricole dans l'ensemble, comme on le rapporte, par exemple, en Tanzanie (Kirimbai, 1981; Mascarenhas et Mbilinyi, 1983), en Zambie et en Gambie (Rogers, 1980).

3.2.3 Une Forte Incidence de maladies liées à l'eau et aux déchets

Une des périodes de pointe pour le travail agricole, la saison des pluies, s'est avérée coïncider avec des crêtes dans l'incidence des diarrhées (Chambers et al., 1981). Ceci est probablement lié à la contamination accrue de l'eau de surface et des puits non protégés consécutive au drainage en surface des excréta humains, et en général, à une plus longue survie des germes quand la température et l'humidité sont élevées. D'autres facteurs, tels que le manque de temps pour bouillir l'eau impropre à la consommation, recueillir de l'eau de meilleure qualité à des sources traditionnelles plus éloignées, et pour

observer les règles d'hygiène alimentaire et du ménage, peuvent également contribuer à la forte incidence saisonnière de ces maladies.

Les enfants en bas âge, en particulier, sont plus exposés quand leurs mères vivent des demandes économiques et domestiques compétitives et ont une mauvaise alimentation (Nerlove, 1974; Chakravorty, 1975). L'allaitement au biberon et à la cuillère par les frères ou sœurs plus âgés peut remplacer l'allaitement au sein. On rapporte que les pics de diarrhée infantile se produisent en saison pluvieuse au Bangladesh, en Gambie, en Thaïlande et aux Philippines (Wijk, 1985). En Gambie et au Bangladesh, la forte incidence de la diarrhée était corrélée de manière significative à l'utilisation d'eau et de nourriture contaminée pour l'alimentation infantile.

3.2.4 La nécessité de solutions de rechange pour la communication et l'étude

Bien que le travail lié à l'eau soit pénible, il fournit aux femmes une occasion de se rencontrer et d'échanger les informations. Les femmes des cultures isolées, et dans les zones où elles sont activement impliquées dans le travail agricole, ont moins d'occasions de se réunir que les hommes. Les hommes se retrouvent entre eux seulement pour communiquer. Les femmes tendent à combiner la rencontre et la communication avec leur travail, par exemple dans la buanderie (Fagley, 1976). Par conséquent des moyens alternatifs de communication et d'apprentissage peuvent être nécessaires quand le nouvel approvisionnement en eau et les installations d'évacuation des déchets limitent les occasions de rencontre des femmes. La mise en place de solutions de rechange pour la communication et l'apprentissage peut être associée à l'éducation et à la formation des femmes et ainsi bénéficier dans les projets, à l'équilibre genre dans l'éducation et le développement en général.

3.3 La Gestion de l'approvisionnement en eau et l'évacuation des déchets du foyer

Les femmes font non seulement la plus grande part du travail de collecte de l'eau, mais prennent aussi la plupart des décisions de gestion. Elles décident quelles sources d'eau utiliser pour divers objets, quelle quantité d'eau utiliser, et comment transporter, stocker, et puiser l'eau. D'autre part, les hommes décident le lieu d'habitation, qui a un grand impact sur les efforts de collecte d'eau (White, 1977). Les études sociales prouvent que les femmes prennent les décisions attentives sur les modèles d'utilisation de l'eau. Dans leur étude classique, White et al. (1972) observent:

" nulle part nous n'avons trouvé de grandes évaluations occasionnelles ou indifférentes des sources d'eau. La plupart des consommateurs avaient des jugements évaluatifs et la plupart de ceux-là étaient intéressés par les manières d'améliorer leurs approvisionnements. Alors qu'ils semblaient agir contrairement au jugement d'un expert c'était pour des raisons de profonde conviction. L'écart entre les deux jugements ne semble pas venir du manque de motivation pour avoir des

approvisionnement salubres; il vient plutôt des différences dans l'information et son évaluation (White et al., 1972: 239).

Les projets et les programmes externes qui négligent la gestion indigène et traitent les femmes comme bénéficiaires et consommateurs, et non comme gestionnaires et décideurs dans les aspects eau et déchets, minimisent ainsi leurs résultats et négligent la situation des femmes.

3.3.1 Choix des sources d'eau pour différents usages

En tant que gestionnaires, les femmes ne choisissent pas les sources d'eau arbitrairement. Pour déterminer quelle source elles utiliseront pour quel but, trois types de critères jouent un rôle important, bien que l'on ne puisse exclure d'autres facteurs. Les critères principaux sont: les demandes économiques, la qualité perçue de l'eau et les relations sociales. Les femmes utilisent également ces critères pour juger les nouvelles sources. La connaissance de ces critères et la compréhension du processus de choix font partie de la conception de nouveaux services, si les programmes ne se préoccupent pas juste d'installer de nouveaux services mais aussi de les voir utilisés, entretenus et payés.

Demandes économiques

En raison de leur charge de travail, les femmes tendent à préférer les sources d'eau fiables à partir desquelles la collecte nécessite un minimum de temps et d'énergie. Wijk (1985) rapporte plusieurs études qui indiquent que l'insistance porte sur les critères économiques.

Cependant, ce n'est pas nécessairement le cas pour toutes les utilisations de l'eau. Dans des villages en Ethiopie, Nigeria en Inde, Bangladesh, Népal, Sri Lanka, Indonésie et Thaïlande, les femmes choisissent certaines sources pour l'eau potable et d'autres sources pour le lavage, le bain, et l'abreuvement du bétail (Wijk, 1985). C'est également le cas en Tanzanie (Drangert, 1993) et au Mexique (Whyte, 1976). La différenciation dans les utilisations de l'eau a augmenté quand les femmes ont le choix de plusieurs sources à des distances concurrentielles, par exemple dans les communautés des montagnes humides:

'trois quarts des femmes éthiopiennes dans un échantillonnage de cinq villages de montagne prenaient l'eau pour le lavage et le bain à une source autre que celle utilisée pour la consommation, la buanderie ou la vaisselle, alors que 40 % faisaient ainsi en saison sèche. Dans les cinq villages de vallée seulement 2 % des ménages utilisaient une source différente pour l'eau potable en saison sèche ' (Kebede, 1978: 37).

La qualité perçue de l'eau

Il y a de fortes indications que, en choisissant des sources pour l'eau potable, les femmes choisissent la source la plus proche de bonne qualité perçue, quoique ceci puisse ne pas être la source la plus proche. L'étude d'un échantillon représentatif de villages dans deux

régions de Tanzanie méridionale a prouvé que, dans les zones sèches, 11 % des femmes marchaient jusqu'à la deuxième source la plus proche parce qu'elles considéraient que l'eau y était d'une meilleure qualité (Tanzania et al., 1983). Les femmes dans le sud-ouest du Burkina Faso étaient disposées à aller plus loin chercher l'eau potable de meilleure qualité en saison sèche qu'en saison des pluies, où la priorité était donnée à la plantation et au sarclage (Roark, 1984). Dans un village du nord-ouest de la Tanzanie, les femmes étaient disposées à parcourir une distance supplémentaire de 30 à 50 % avec une limite supérieure d'environ 200 mètres de supplément (Andersson, 1984). Une étude au Botswana préconise l'augmentation de la distance acceptable, c'est à dire de 25 %, mais aucune limite supérieure n'est mentionnée (Kjaer, 1980).

Les rapports sur les critères de sélection des sources d'eau dans les communautés en Afrique de l'est et de l'ouest (Wijk, 1985) et en Papouasie Nouvelle-Guinée (Feachem, 1973) prouvent que les concepts locaux de qualité de l'eau se basent principalement sur des perceptions sensorielles, telles que la clarté, la couleur, le goût, et la température. L'effet de purification du flot ou du débit continu de l'eau s'est également avéré un critère de sélection important. Les autres critères sont associés aux concepts magico-religieux, y compris les craintes d'ensorcellement et d'empoisonnement (Feachem, 1973; Ploeg, 1979; Kelles, 1983).

La source d'eau domestique préférée par le clan de Raiapu Enga dans une vallée des montagnes occidentales de la Papouasie Nouvelle-Guinée était un fleuve permanent. Les critères étaient sa permanence, un fort débit d'eau propre et froide et l'emplacement de la source sur le territoire du clan de sorte que d'autres clans n'aient pas pu empoisonner l'eau. Cependant, seuls ceux qui vivaient dans une zone marginale entre ce fleuve et un autre fleuve, légèrement moins acceptable, étaient disposés à parcourir la distance supplémentaire jusqu'à l'eau préférée. Un troisième, ruisseau permanent beaucoup plus petit a été presque totalement rejeté en raison de sa qualité perçue, même par ceux qui vivaient tout près (Feachem, 1973).

Le raisonnement logique des femmes en ce qui concerne la qualité de la source est illustré par cet exemple d'un village en Tanzanie:

' dans une discussion au sujet de la contamination éventuelle de l'eau du fleuve, source d'eau principale pour l'usage domestique, les femmes ont précisé que l'eau potable était toujours collectée tôt le matin, avant que les activités de pollution, telles que le bain et la lessive n'aient lieu. Elles ne prenaient pas en compte l'effet des activités des femmes dans les villages en amont et qui étaient inconnues d'elles. A travers les discussions, le groupe a conclu que ces femmes feraient la même chose qu'elles, et donc le matin leur eau n'était pas aussi propre qu'elles l'avaient pensé et qu'elles avaient besoin d'une source améliorée après tout ' (Tanzania et al., 1984).

Dans une autre étude en Tanzanie, les perceptions des femmes correspondaient aux mesures scientifiques (Tanzania et al., 1974) sur deux extrémités d'échelle de qualité de l'eau. Bien que le choix selon les perceptions sensorielles puisse signifier que les femmes choisissent des sources de mauvaise qualité bactériologique, leur évaluation des sources peut aussi être tout à fait correcte. Dans des études au Lesotho (Feachem et autres, 1978), Tanzanie (Drangert, 1993) et Papouasie Nouvelle-Guinée (Feachem, 1973), des estimations de sources d'eau par les femmes se sont avérées concordantes avec la qualité de l'eau prouvée par les essais bactériologiques.

La complexité des modèles d'utilisation de l'eau est illustrée par des investigations dans deux villages de Fula en Guinée Bissau. Dans ces deux villages, les femmes avaient le choix entre plusieurs sources d'eau permanentes. L'étude approfondie de leurs modèles de prise de décision a révélé que, en général, les deux groupes appliquaient les mêmes critères de bonne couleur, bon goût et bon débit de l'eau potable; une distance raccourcie pour l'eau de cuisine; un débit stationnaire et des occasions de se rencontrer pour l'eau de lavage; et l'intimité pour se baigner. Elles préféraient aussi utiliser cette eau pour la boisson, mais n'étaient pas tellement disposées à faire un effort supplémentaire à cet effet. Cependant, le poids relatif donné à ces critères différait selon les circonstances locales. Dans le premier village, deux tiers des femmes accordaient une grande priorité à la bonne eau potable. Elles puisaient cette eau dans un grand lac situé à 880 mètres. L'eau du puits le plus proche était utilisée seulement pour la lessive et la cuisine. Les autres femmes recueillaient l'eau à partir d'un puits ouvert pour tous les usages, quoiqu'elles considèrent cette eau pas aussi propre que celle du lac. Dans ce choix, cependant, elles dépassaient une autre source plus proche, en raison de la forte teneur en fer contenue dans l'eau. Dans le deuxième village, un plus grand effort était fait pour la lessive dans un lac alimenté par le fleuve. Les femmes étaient disposées à aller 800 mètres plus loin que la source d'eau alternative la plus proche.

La complexité des modèles d'utilisation de l'eau dans ces villages de Fula, dans lesquels la plupart des femmes filtrent aussi l'eau potable, et où l'on trouve des dispositions de drainage et des règlements sur l'utilisation, consiste dans le contraste important avec les communautés de Balanta de la même région. Les femmes dans ces communautés emploient le puits familial le plus proche pour tous les usages, y compris l'abreuvement du bétail, et les conditions sont réellement très peu hygiéniques (Ploeg, 1979).

Les efforts faits par les femmes pour purifier l'eau potable par filtration, pression ou traitement à l'alun, au sel ou l'argile indiquent également leur souci concernant la qualité de l'eau (Al Azharia, 1981; Wijk, 1985).

Les Relations Sociales

La complexité encore plus grande de l'environnement naturel et social au Bangladesh est reflétée dans une étude de village entreprise par le laboratoire de recherches sur le choléra (Briscoe, 1981).

' tout au long de l'année, les villageois de Panipur, Bangladesh, ont le choix entre plusieurs sources dans leur environnement direct. Ceci permet aux femmes de toutes les catégories socioculturelles et économiques de choisir l'eau potable de la source de meilleure qualité perçue, particulièrement en termes d'odeur et de goût. Pour tous les autres usages, la proximité de la source est le critère le plus important. Cependant, pendant la saison plus sèche avant et après la mousson, il y a moins de choix et alors " les familles plus pauvres tendent à choisir les sources qui sont d'une plus mauvaise qualité mais plus proches et où les querelles sont moins probables ". Pendant la mousson, les sources d'eau se fusionnent, et " c'est maintenant les groupes plus riches qui sont disposés à parcourir de plus grandes distances pour éviter les querelles ". Il en est de même pour les utilisations de l'eau autres que de boisson: "... dans tous les cas les riches sont disposés à aller plus loin pour obtenir l'eau de la plus haute qualité ' (Briscoe et al., 1981: 179).

Dans les communautés plus égalitaires, les conflits sociaux comme facteur déterminant dans le choix de la source sont également présents mais sont de moindre importance (Tanzania et al., 1982; White et al., 1972). La richesse des données explique clairement qu'à partir de leurs propres perspectives, et par rapport à leur environnement spécifique, les femmes font des choix raisonnables en décidant d'utiliser ou non une source d'eau particulière. Les projets externes qui supposent qu'un peu d'éducation à la santé et toute autre promotion entraîneront automatiquement l'utilisation exclusive, et le paiement pour l'approvisionnement en eau amélioré ne prennent pas en compte ces réalités de la vie et des décisions de gestion des femmes.

3.3.2 La réutilisation domestique

Le même comportement attentif et délibéré basé sur une expérience séculaire et d'apprentissage social est également évident dans la gestion domestique de l'eau et des déchets par les femmes. Ceci est particulièrement évident dans les secteurs en difficultés, comme les régions de la Somalie (Roark, 1984), du Soudan (Ali et al., 1981), du Guatemala (Buckles, 1980), de l'Égypte et du Yémen (Fong et al., 1996) et le Tamil Nadu en Inde (Chauhan et Gopalakrishnan, 1983). Dans la province de Mahweh, au Yémen, les femmes préservent l'eau la plus douce et la plus propre (de préférence d'une source) pour la boisson, les soins corporels, la cuisine, la vaisselle, la nourriture, et les pierres de meulage de farine. L'eau grise est réservée au lavage et au rinçage des vêtements et pour l'arrosage des plantes. L'eau utilisée pour laver la nourriture est donnée à la volaille et au bétail, et l'eau utilisée pour la lessive est réutilisée pour nettoyer les planchers et pour laver les plats (Ansell, 1980). Les habitudes de réutilisation des déchets et des eaux usées sont courantes et offrent une base solide pour la gestion de la demande (Bhatt, 1995; Dalmeyer, 1988; Wijk, 1985).

3.3.3 L'utilisation économique de l'eau

On suppose généralement que les femmes emploient et gèrent principalement l'eau douce au niveau domestique, et que l'utilisation de production est réservée aux hommes (agriculture irriguée, production de biens et de services, élevage et reproduction du bétail). Cependant, l'utilisation économique de l'eau par les femmes ne devrait pas être sous-estimée. Dans beaucoup de sociétés, les femmes sont impliquées dans le travail de soins aux animaux et elles élèvent également plusieurs animaux elles-mêmes pour la vente en vue de compléter le régime alimentaire familial (Wijk, 1985). La protéine animale fournie est essentielle, non seulement pour la croissance et le développement des petits enfants et des adolescents, mais également pour les adultes, parce que la protéine contenue dans les cultures d'étable est habituellement de mauvaise qualité.

Le revenu monétaire est généré dans les potagers, et le produit fournit aussi une source de suppléments essentiels et à moindre coût de nourriture pour les familles (Wijk, 1985). Cependant, il n'est pas toujours établi que les femmes ont des jardins en saison pluvieuse seulement, ou si elles recueillent également l'eau supplémentaire pour ces parcelles de terrain. Dans les pays africains, la brasserie de bière à domicile peut être d'une importance économique considérable dans les zones rurales et urbaines (Hannan, 1984), et constitue une des nombreuses manières par lesquelles les femmes chef de famille ont pu gagner leur vie pour elles-mêmes et leurs enfants (Wijk, 1985).

L'implication des femmes dans les autres secteurs d'utilisation de l'eau, tels que l'irrigation, les soins aux animaux et la pêche, est sous-estimée. Les études sensibles au Genre ont indiqué un rôle beaucoup plus actif des femmes dans l'agriculture irriguée, le soin au bétail et la pêche que cela a été supposé. On rapporte des cas, par exemple, au Burkina Faso (Koppen, 1990), Bangladesh (Thomas, 1994), Equateur (Jácome et Krol, 1994), Kenya (Povel, 1990), diverses régions de l'Inde (Dalwai, 1997; Gopinath et Kalro, 1985; Jain, 1980; Madhavan et autres, 1992; Mitra, 1983), le Népal (Bruins et Heijmans, 1993), le Vietnam (Hitchcox, 1992), la Zambie et le Zimbabwe (Carter, 1989; Matiza, 1994).

3.3.4 Utilisation Economique des déchets

L'Asie du sud-est, du sud et la Chine ont de longues traditions d'utilisation de production des déchets animaliers et humains. A Java en Indonésie, la plupart des villages ont des étangs publics ou privés de poissons pour les excréta et l'évacuation des poubelles, en outre dans certains villages, les déchets animaliers et humains sont également utilisés comme engrais (Smet, 1978). Les déchets humains sont nettoyés par les porcs et la volaille dans beaucoup de parties d'Asie. En Amérique latine et en Afrique l'utilisation des déchets humains impliquant le transport des excréta frais n'est pas pratiquée, mais on rapporte la plantation d'arbres fruitiers dans les vieux puits perdus et l'évacuation sélective des excréta dans les champs pour augmenter la fertilité du sol (Wijk, 1985).

Une tâche commune à beaucoup de femmes dans les zones arides du Moyen-Orient, d'Afrique, et d'Asie méridionale consiste à la transformation de la bouse animale pour la

combustion ménagère ou la vente (Wijk, 1985). En Inde, les femmes pauvres qui n'ont aucun bétail à elles sont traditionnellement autorisées à ramasser la bouse du bétail des riches propriétaires terriens (Briscoe, 1978). La bouse de vache est également employée pour plâtrer les murs et les planchers afin de les maintenir lisses et propres. C'est habituellement une tâche réservée aux femmes et elle peut changer en fréquence d'une fois à plusieurs fois par année (Copperman et al., 1978) à une fois par semaine (Schoustra, 1975) ou même une fois par jour (Bang et al., 1975).

Les femmes rassemblent ou trient aussi les déchets comme travail formel ou informel. Un exemple en est Zabaleen au Caire, dont l'économie est basée sur la collecte et le recyclage de déchets, activités déterminées par le genre et la religion. Cette entreprise privée comble efficacement un vide sur le marché ((Maan, 1995). Cette stratégie est aussi bien utilisée dans d'autres grandes villes, par exemple à Recife (Arrais, 1996).

Dans les zones urbaines beaucoup de gens peuvent trouver de l'emploi dans les types traditionnels de systèmes d'assainissement. On estime que le nombre de « ramasseurs de terre de nuit » employés dans quelques régions de l'Inde par les seules municipalités se situe entre 500.000 et 650.000. Bien qu'on ne puisse trouver un chiffre spécifique sur le nombre de femmes employées, elles sont bien représentées (Wijk, 1985). En outre, elles fonctionnent comme balayeuses privées dans les riches ménages parce que les hautes castes préfèrent que leurs femmes n'entrent pas en contact avec les balayeurs (Chatterjee, 1981). Ce travail est effectué en plus du travail avec la municipalité ou de l'ancienne relation patron à client par laquelle les femmes sont payées la plupart du temps en nourriture et en frusques (Mitra, 1992).

Les femmes formellement employées dans l'évacuation et la collecte des déchets sont protégées par les règlements professionnels du syndicat de l'assainissement et du gouvernement central. Parfois, comme dans les villes de Varanasi et de Karachi, elles obtenaient un travail garanti et relativement bien payé et elles travaillaient en tant que partenaires respectées et égales de leurs maris (Corrales et al., 1983). Cependant, leur forte position économique et sociale dépend de l'adhésion à la législation du travail. Les évaluations en Inde prouvent qu'une telle adhésion est plus une exception que la règle (Huysman, 1994; Trivedi, 1977).

Les systèmes de collecte des déchets et excréta à forte intensité de main œuvre sont très courants dans les villes à croissance rapide. On rapporte également cette tendance dans les villes d'Afghanistan et de Colombie (Etherton, 1980), d'Egypte (Haynes et EL Hakim, 1979), d'Inde (Huysman, 1994), d'Indonésie (Judd, 1995), du Mexique (Schmink, 1984) et du Vietnam (Bang, 1995). L'exploitation survient et s'est accrue à cause des intermédiaires qui vendent des droits de nettoyage à des ménages individuels. Néanmoins, ces systèmes, dans lesquels les femmes et les enfants jouent souvent un rôle économique important, offrent des moyens de subsistance à beaucoup de ménages pauvres qui n'ont aucune autre alternative.

Aussi bien au nord qu'au sud les nouveaux systèmes basés sur le genre dans la réutilisation des déchets solides ont été construits autour de pratiques par lesquelles les déchets solides sont séparés dans le ménage puis sont évacués ou collectés séparément pour être recyclés en tant que moyens de génération de revenus. A Recife, les municipalités donnent aux femmes des quartiers à faible revenu des tickets de restaurant ou des matériaux de construction pour leurs bâtiments communautaires quand elles trient et collectent les déchets ménager pour réutilisation. Elles donnaient également aux femmes et aux hommes qui travaillaient comme chiffonniers et collecteurs de déchets dans le secteur informel un travail reconnu dans la collecte de déchets solides et de meilleurs moyens plus sûrs de collecte et de tri (Arrais, 1994, 1996). L'expérience de collecte communautaire de déchets solides à Abidjan et Ouagadougou a enseigné que les services gérés par la communauté avaient la meilleure couverture de zone et de collecte que les entrepreneurs privés la meilleure couverture de coût. Dans les deux types d'ouvrages les femmes étaient instrumentales au lancement du service. A Abidjan les jeunes femmes, appelées aussi les 'Amazones' collectent les déchets solides. Un problème genre est que les maris ne veulent pas toujours payer le service, alors que ce paiement est mensuel et trop élevé pour être payé en sommes forfaitaires par les femmes seules (Meyer, 1993 et communication personnelle). En Hollande, en particulier les femmes dans les ménages ont réalisé que la moitié du papier utilisé, un quart des déchets biologiques de ménage, plus de trois quarts des bouteilles et des pots en verre et la moitié des batteries utilisées sont séparées dans les ménages, et évacuées séparément ou collectées pour recyclage par le gouvernement et le secteur privé. Le papier utilisé est collecté par des groupes de volontaires qui le vendent afin de générer des revenus (Broek et al., 1991).

3.3.5 Valeur dans le PNB

Puisque le travail non salarié des femmes n'est pas inclus dans le produit national brut (PNB), la valeur de leur travail dans l'économie nationale est énormément sous-estimée (Goutier, 1995; INSTRAW, 1984). La collecte de l'eau et la réutilisation des déchets seraient considérées activités économiques à coûts élevés de main-d'œuvre si elles étaient remplacées par le travail payé (McPherson et Jackson, 1975). Green (1996) conclut:

'l'économie a jusqu'ici presque totalement échoué d'incorporer une quelconque caractéristique du temps. La reconnaissance du temps comme contrainte sur la production, tout comme beaucoup les facteurs de production, a eu pour conséquence le développement de la recherche opérationnelle et c'est vers les chercheurs opérationnels plutôt que les économistes que les gestionnaires de la production se tournent pour avis sur la façon d'optimiser la production. Egalement, on pourrait dire que le temps agit comme contrainte sur la consommation, tout comme le revenu ' (Green, 1996: 217).

D'autres formes de travail de production par les femmes sont en train d'être très lentement reconnues dans l'économie formelle. Dans son document sur la pauvreté urbaine, Moser (1996) se réfère à l'absence totale de données, autres que l'évidence anecdotique des ONG, sur la façon dont les politiques d'ajustement ont affecté les ménages pauvres. Dix ans après à présent, de telles données émergent séparées selon le sexe et d'autres caractéristiques sociales et économiques. Dans les zones rurales, la recherche de Boserup et de Rogers a montré que les femmes sont souvent les contributrices prédominantes à la production de base. Cette contribution n'a pas été mentionnée dans les statistiques nationales et les projets de développement ont oublié les femmes en ne dirigeant les innovations agricoles que vers les hommes (Boserup, 1970; Rogers, 1977). Bien que cette situation change progressivement, les rapports sur la part des femmes dans la production et leur participation dans les projets de développement viennent toujours principalement des chercheurs féminins (Sida, 1995: 10) et toutes les statistiques ne sont pas encore couramment séparées pour les femmes et les hommes. Ceci indique que le genre n'a pas encore été clairement identifié dans l'ensemble global des variables du développement et de la recherche de développement.

3.4 La Gestion des ressources en eau du domaine public

3.4.1 La Gestion des systèmes locaux d'apprentissage

Chaque communauté a des systèmes d'apprentissage par lesquels la connaissance locale est adaptée à la lumière de nouvelles informations et transmise par le dialogue et la participation. Le plus souvent, les femmes sont les contrôleurs et les pourvoyeurs dans les systèmes locaux d'apprentissage liés à l'eau, la santé et l'assainissement (Roark, 1980). Rendre compte des systèmes locaux d'apprentissage remonte à plusieurs années aujourd'hui et indique la persistance et la validité de ces systèmes. Ulluwishewa (1994) et Bhatt (1995), par exemple, précisent que dans les zones arides du Sri Lanka et Gujarat, en Inde, les femmes continuent à employer les systèmes indigènes de connaissance dans la gestion de la quantité et la qualité de l'eau. Les membres de la famille (29 %) et les camarades villageoises (36 %) constituaient les principales sources d'information de santé mentionnées par les femmes dans trois villages dans la zone de Dhaka, Bangladesh (Laubjerg, 1984). Les contacts informels constituaient également les principaux canaux de diffusion de l'information de santé aux femmes dans les communautés rurales au Guatemala (Colle et Fernandez, 1978; McConahay, 1995), Tanzanie (Therkildsen et Laubjerg, 1982) et Philippines (Tiglao, 1963).

Dans les soins de santé primaire traditionnelle, les réseaux de femmes et de sages-femmes locales jouent un rôle important. Dans les communautés de la Haute Egypte (Most, 1982) et Java, Indonésie (Hull, 1981), ils se sont avérés plus efficaces pour répondre aux besoins des femmes mieux que les systèmes formels de santé. La recherche sur la connaissance de santé des sages-femmes de Java Est a prouvé qu'elles avaient une meilleure connaissance de l'hygiène alimentaire, de l'assainissement et de lutte contre les insectes et les rongeurs que les chefs de famille masculins. Ces derniers avaient un score légèrement meilleur dans la connaissance de l'approvisionnement en eau

et considérablement plus dans le logement (Amsyari et Katamsi, 1978). Ceci n'est pas étonnant puisque la plupart des questions discutées étaient de la responsabilité et l'expertise des femmes plutôt que des hommes.

Les groupes des femmes informels présentent de bons moyens de communication. Les sources d'eau où les femmes se baignent et lavent les vêtements et les ustensiles sont souvent beaucoup plus des endroits de réunion (Wijk, 1985). Dans une communauté rurale de Taiwan, il y avait cinq groupes de quartiers de district, et ceux-ci étaient liés à un réseau global de femmes de village (Wolf, 1979).

'c'étaient les femmes que l'on était susceptible de trouver en train de laver des vêtements ensemble, s'occupant des bébés les unes des autres, ou causant simplement ensemble. Chaque groupe comprenait des femmes de tous les âges, allant de la plus jeune mariée à une vieille grand-mère... Chaque groupe avait habituellement au centre une poignée de femmes d'un certain âge qui avaient résidé longtemps à Peihotien. Elles étaient, officieusement, les chefs, les femmes à qui les plus jeunes femmes se tournaient pour des conseils et de l'aide' (Wolf, 1979: 43).

Curtis et al. (1997) rapportent des réseaux semblables dans le milieu urbain de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso. Tandis que les systèmes locaux d'apprentissage de l'eau et la santé évoluent autour des femmes, les hommes ont leurs propres sujets et canaux de communication. Dans plusieurs sociétés ces deux systèmes de communication ne se mélangeront pas (Drangert, 1993; Karp et al., 1990; Olsson et al., 1990; Thomas, 1994; Tunyavanich et al., 1987; Wijk, 1985). Par conséquent il n'est pas correct de supposer, comme beaucoup de projets de développement le font, que l'information fournie dans les canaux de communications des hommes atteindra également les femmes et réciproquement. Plus d'orientation sur les systèmes locaux d'apprentissage peut rendre l'information et la communication plus efficaces.

3.4.2 La Gestion des ressources en eau

L'approche holistique

Dans les chapitres précédents, la division du travail entre les hommes et les femmes, ainsi que les rôles des femmes dans la gestion de l'eau et des déchets et dans les systèmes locaux d'apprentissage ont été discutés. Les études et les rapports de terrain sur les rôles des femmes et des hommes dans la gestion publique des ressources en eau prouvent que les femmes sont également impliquées dans cette gestion. La gestion indigène des ressources en eau est présente particulièrement là où la pénurie d'eau exige une manipulation soigneuse ou encore là où une culture fortement développée de l'eau existe en association avec des connotations et fonctions religieuses de l'eau et de ses sources (Wijk, 1985).

Là où plusieurs sources d'eau existent, une telle gestion tend à être holistique, c'est à dire que les sources d'eau disponibles sont perçues comme un ensemble. Les sources de cet "ensemble" ont une utilisation universelle ou chaque source ou emplacement de source reçoit un but particulier, tel que la collecte de l'eau potable, de bain, de lessive, d'abreuvement du bétail et d'irrigation.

La gestion intégrée des ressources en eau n'est donc pas une nouvelle invention mais faisait partie de systèmes indigènes depuis longtemps, ne serait-ce que sur le plan local et pas tout à fait à l'échelle du bassin fluvial (Rebers, 1990). Dans la description du système d'utilisation de l'eau et de la terre dans la zone soudanienne de l'Afrique occidentale, Kortenhorst (1980) distingue trois systèmes de culture (fermes familiales, les champs des garçons et les champs des femmes); deux systèmes de bétail (grand bétail possédé par les hommes et que les garçons conduisent au pâturage et le petit bétail possédé et soigné par les femmes), trois systèmes de collecte de la nourriture (la chasse par les hommes, le ramassage des fruits et des racines les femmes, et la pêche), et trois types de génération de revenus à partir de la ferme (la transformation et le commerce domestique par les femmes, la main-d'œuvre saisonnière par les hommes). En Zambie, Matiza (1994) subdivise la pêche en pêche dans les eaux profondes par les hommes et pêche en eau peu profonde par les femmes. Un système si holistique d'utilisation des ressources est mis en place pour maximiser la production et réduire au minimum les risques. Kortenhorst (1980) critique l'approche unique de secteur, qui se concentre étroitement sur la macro économie et néglige la contribution économique substantielle des femmes. Il plaide en faveur d'une approche qui

'fait de la place... à des besoins familiaux et communautaires tels que l'inclusion des récoltes "mineures" de subsistance, les "champs spéciaux des femmes", le bétail comme partie intégrée du système, l'occasion de production pour le petit commerce, les récoltes qui conviennent aux petites industries de transformation offrant de l'emploi à la ferme et enfin et pas des moindres la propriété foncière' (Kortenhorst, 1980: 130).

Kathleen Cloud précise les traditions semblables d'utilisations holistiques de l'eau et de terre:

'historiquement, les systèmes d'irrigation traditionnels ont été employés pour fournir l'eau à des buts domestiques, y compris la boisson, à des endroits tels que le Sri Lanka, l'Inde du sud, la Syrie et l'Assyrie, la Grèce, Rome, la Vallée fluviale du Nil, la Méso-Amérique et les hautes terres des Andes. Aujourd'hui, les systèmes d'irrigation sont employés pour fournir l'eau potable au Népal, au Pakistan, en Jordanie, au Mexique, au Guatemala et en Californie, entre autres secteurs. D'autres utilisations non agricoles de l'eau d'irrigation, pratiquées différemment, sont le bain des personnes ou du bétail, la natation, la lessive, l'arrosage des jardins domestiques et le lavage et la cuisson des aliments, la production d'énergie pour la meunerie et l'électricité... Pourtant l'expression du génie traditionnel des

systemes se limite à la fourniture d'eau pour les récoltes (Ault, 1981 in Cloud, 1994).

Ulluwishewa (1994) fait une description détaillée de la gestion intégrée de ressources en eau dans la zone aride du Sri Lanka. Les petits réservoirs d'irrigation servaient à cultiver le riz et aussi sources pour l'eau domestique. Les femmes employaient les moyens botaniques pour améliorer la qualité de l'eau et géraient sa quantité et la végétation d'arbres dans le bassin pour préserver la source. En Inde du sud, une ONG employait l'évaluation participative spécifique au genre pour faire un état des lieux d'une telle utilisation multisectorielle des ressources au niveau du village. Cependant, l'état des lieux a été arrêté à mi-chemin par les autorités de financement, car il n'y avait aucun grand soutien pour une telle recherche participative et transversale (Down to Earth, 1992, 1994).

La littérature indique ainsi que, dans diverses cultures et régions, les femmes et les hommes sont tous les deux impliqués dans la gestion informelle des ressources en eau. Les méthodes employées sont les règles et les règlements du consommateur, la gestion des groupes de consommateurs, souvent ceux des femmes, et la gestion commune par les femmes et les hommes. Négliger la gestion des systèmes existants veut dire souvent que dans la gestion de nouveaux systèmes, seuls les hommes sont principalement impliqués (schéma 7).

Les Règlements du consommateur

Parfois la gestion des ressources en eau est exécutée conformément à des règlements et au contrôle social de l'utilisation, de l'entretien et de l'hygiène des ressources, comme dans les communautés de diverses régions d'Afrique de l'Est et de l'Ouest (Wijk, 1985), de l'Indonésie (Smet, 1978) et de la Papouasie Nouvelle-Guinée (Feachem, 1973).

'des restrictions dans l'abreuvement du bétail aux sources traditionnelles d'eau potable et de lessive en aval ont été rencontrées dans au moins six tribus africaines de l'est. Cependant, ces restrictions ne s'appliquent pas nécessairement à l'utilisation en amont au-delà de la marge de vision, et les hommes n'empêchent pas toujours leur bétail d'entrer, puisque leur seul intérêt est que le bétail obtienne assez d'eau' (White et al., 1972).

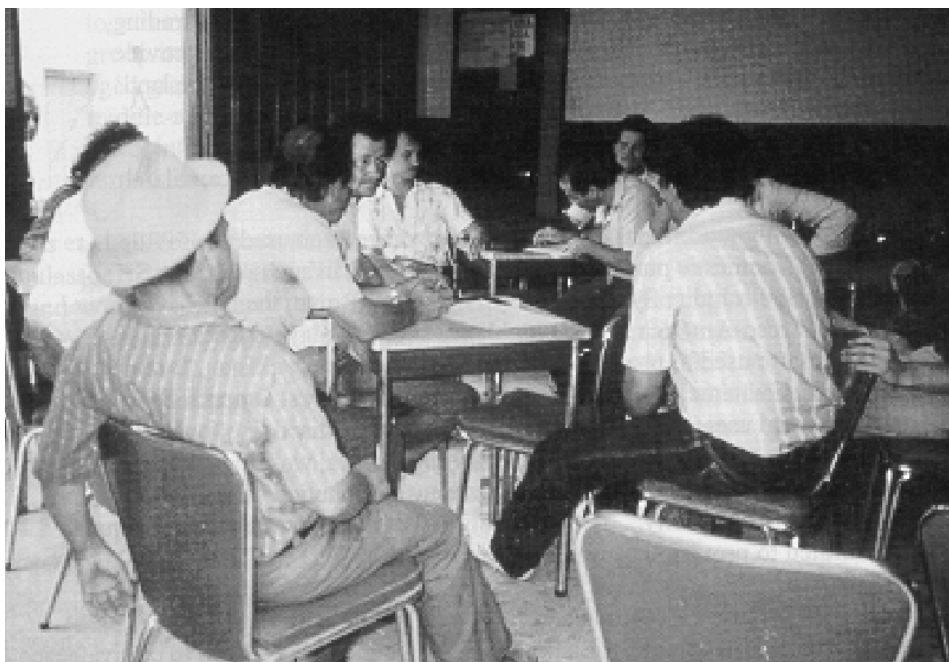


Schéma 7. Le comité de l'eau signe le contrat d'un système d'approvisionnement en eau à gestion communautaire dans un bar local (photo: C. van Wijk, IRC).

Les conflits autour de l'utilisation et de la gestion de l'eau sont plus susceptibles de se produire là où les hommes et les femmes utilisent les mêmes rares sources d'eau et là où la propriété peut être contestée (Groote, 1990; Jácome et Krol, 1994: 48; Wijk et al., 1996: 96). Dans la zone sahéenne du Niger, il y avait un système par lequel les propriétaires de puits privés partageaient leurs puits avec les propriétaires de bétail et les consommateurs domestiques grâce à un système de négociation. Quand les puits publics ont été introduits, la gestion de la source a décliné et les conflits pour l'eau ont augmenté (Bayard, 1991). Dans les régions arides de la Tanzanie et du Kenya, les femmes font des puits peu profonds d'eau potable dans les lits secs du fleuve. Bien que ces puits sont destinés à l'eau potable pour les hommes, il n'est pas toujours possible d'empêcher leur utilisation pour le bétail et ou celui-ci s'y aventure. De même au Malawi, les femmes détestaient l'utilisation par les hommes de l'eau et de l'argile autour des points d'eau pour la briqueterie, quand ceci crée des puits profonds qui se remplissent d'eau stagnante et fait généralement du maintien de l'hygiène et de la sécurité des petits enfants un problème (Wijk, 1985). En Equateur les conflits se produisent la plupart du temps à propos de vol d'eau pendant les étés secs. Jácome et Krol n'ont trouvé aucune indication que l'on volait les irrigatrices plus souvent que les irrigateurs. D'ailleurs les femmes ont un rôle actif dans la gestion de l'eau au champ et elles essaient de résoudre le problème directement. C'est seulement quand la résolution directe du conflit échoue qu'elles inviteront des niveaux de gestion plus élevés, dans lesquels elles sont moins bien représentées.

D'autres régions du monde témoignent également de la situation des femmes arbitres dans les conflits autour de la gestion de l'eau. La citation d'Illo (1988: 42-43), Cloud (1994:

10) signale que, dans l'ouvrage d'irrigation disposé sur le fleuve Aslong, l'adhésion des consommateurs d'eau à l'Association, aux Philippines se faisait au nom du ménage, et non celui du chef masculin. Ceci a permis aux femmes et aux jeunes de participer aux assemblées des consommateurs et de jouer un rôle de médiation. Les engagements financiers étaient alors mieux organisés. Cet auteur cite également un rapport de l'Indonésie, où les paysans des versants supérieurs ont demandé à leurs épouses de servir d'intermédiaires dans les conflits de l'eau qui les opposaient aux paysans des versants inférieurs. C'est seulement quand aucun accord ne pouvait être conclu de cette façon informelle qu'ils sont allés demander de l'aide à des agents de l'irrigation. Les responsables de la Commission de l'Approvisionnement en Eau et des Egouts du Ghana ont mentionné à l'auteur de ce livre des rôles semblables joués par les femmes dans la médiation et la dépolitisation des conflits dans les projets d'approvisionnement en eau domestique.

La Gestion par les groupes de consommateurs

Dans un certain nombre de cas l'entretien des sources d'eau et l'hygiène du village sont sous la responsabilité des femmes spécifiques ou des organisations féminines. Les facteurs principaux semblent être une société matrilineaire, une forte culture de l'eau et la propriété (par ménage ou groupe) de la source.

Un exemple en est Samoa où les sociétés traditionnelles des femmes étaient chargées de l'entretien des sources d'eau et de l'assainissement domestiques (Schoeffel, 1982). Au Tonga, un projet d'approvisionnement en eau et assainissement a d'abord considéré seulement les rôles de gestion des hommes et négligé les rôles des femmes. Le projet a de ce fait échoué. Apporter une approche genre s'est avéré apporter une meilleure vision, et le projet maintenant efficace a été répliqué dans 18 autres villages (Fanamanu et Vaipulu, 1966). Au Sri Lanka l'entretien traditionnel efficace est ici associé à la propriété de la terre sur laquelle le puits est situé. Les femmes et les enfants dans le ménage du propriétaire effectuaient l'entretien des puits de quartier partagés.

'le nettoyage du puits est une tâche importante. Toute l'eau est écopée dehors et les murs sont rincés et frottés avec une pierre ou une cosse de noix de coco. La boue est sortie avec un seau ou une coquille de noix de coco, les trous sont plâtrés, et le bord est dégagé de la végétation. Des fleurs et un chant religieux complètent le travail' (Kelles, 1983).

Chez les Lango en Ouganda, les Wasukuma en Tanzanie et dans le sud-ouest du Burkina Faso, la gestion des sources d'eau est associée aux activités et décisions des femmes pour améliorer leur approvisionnement en eau (Drangert, 1993; White et autres, 1972; Roark, 1984).

'où il y a un partage des sources, il y a habituellement un certain sentiment de responsabilité pour maintenir les équipements propres et en état de marche. Les Gogo [qui vivent en Tanzanie centrale, sur un plateau aride aux étangs et lits de

puits boueux] n'améliorent pas beaucoup les sources, et ainsi il n'est aucune organisation forte à cet effet. Une femme peut, cependant, utiliser le trou creusé par quelqu'un d'autre dans un ruisseau asséché. Le même étang peut être employé pour la boisson, la lessive, le bain et l'abreuvement du bétail. Chez les Lango [qui vivent en Ouganda, sur les rives d'un fleuve marécageux avec des points d'eau creusés le long de son cours], il y a un grand sentiment de responsabilité. Un groupe de femmes creusera et nettoiera le petit trou formant le puits et le maintiendra propre. Elles n'empêcheront pas d'autres femmes d'utiliser ce puits, mais elles peuvent faire des commentaires au sujet de la paresse de ces dernières pour n'avoir pas réussi à construire leurs propres puits ou à entretenir le puits commun' (White et al., 1972: 240).

Les différences dans la gestion et l'entretien traditionnels des sources d'eau peuvent se produire dans un secteur géographique relativement petit. Une étude de l'utilisation de l'eau dans la Division de Kibwezi, une zone aride du Kenya central, a montré une grande variété dans les pratiques des consommateurs. Les gens et le bétail utilisaient certains étangs aléatoirement et simultanément. À d'autres étangs, l'abreuvement du bétail et la collecte de l'eau domestique avaient lieu à des extrémités opposées. Pourtant à d'autres étangs, de petites clôtures en argile avaient été construites, et à travers lesquelles l'eau propre filtrait dans un petit réservoir au-delà, mais malheureusement aucun détail n'est fourni par rapport à qui était responsable de ces ouvrages (Oendo, 1983). De même, aucune information n'est fournie sur les ouvrages dans les sources naturelles utilisées par les femmes dans une communauté montagnarde au Guatemala (Buckles, 1980). Cependant, il est probable que les femmes avaient été impliquées puisqu'on rapporte qu'elles font des ouvrages semblables ailleurs en Afrique de l'Est (Tanzanie et al., 1984; White et al., 1972) et au Burkina Faso (Roark, 1984).

Gestion partagée

Dans d'autres sociétés il est de la responsabilité des chefs communautaires ou des propriétaires masculins de l'approvisionnement en eau d'entretenir les sources d'eau domestiques (Wijk, 1985). Cependant des descriptions il n'est pas clairement établi que les femmes agissent de manière informelle pour s'assurer que ces fonctions de gestion sont accomplies. Au Ghana et au Burkina Faso, les puits sont creusés par les hommes mais ce sont les femmes qui décident quand construire un nouvel approvisionnement en eau permanent' (Jørgensen, 1980) et qui contribuent à l'entretien (Boesveld, 1982). Davantage d'expérience du Burkina Faso présente l'évidence pour appuyer la double fonction des femmes dans l'entretien et la mobilisation des autorités masculines.

'le besoin d'un nouvel approvisionnement en eau est discuté premièrement à la réunion des femmes. Ensuite, les chefs de femmes reconnues approchent le chef et les aînés pour organiser une réunion. La présentation lors de la réunion varie entre villages, les représentantes de femmes présentent les informations ou elles restent silencieuses tandis que leurs maris et frères présentent leur cas. Leur demande est toujours entendue mais parfois les chefs sont lents à organiser une

réunion. Alors les femmes demandent au conseil de passer en revue le progrès accompli. C'est une réprimande implicite qui marche toujours. Les femmes décident également de l'entretien de la source. Elles effectuent le travail elles-mêmes ou quand des ressources économiques ou de travail sont nécessaires, communiquent le problème au conseil.' (Roark, 1984).

3.4.3 Visibilité du système de gestion indigène

Il est tout à fait probable que la participation traditionnelle des femmes dans la gestion publique des ressources en eau, et à un moindre degré dans l'hygiène du village, sera plus répandue que l'on ne le réalise actuellement. Cette revendication se base sur plusieurs arguments et aussi sur l'expérience.

D'abord, la nature informelle de la plupart de l'entretien et la gestion traditionnels signifie qu'il n'est pas toujours évident aux techniciens impliqués dans l'introduction de nouveaux équipements. Ils sont encore contraints par l'écart et les restrictions socioculturels de la communication entre hommes et femmes et on ne s'attend pas à ce qu'ils accordent du temps et de l'attention aux équipements et aux structures existants. Quand, le cas échéant, le personnel masculin discute les questions avec des femmes, on s'attend à ce que les femmes de Zambie et du Zimbabwe les reçoivent comme invités avec de la nourriture et de la boisson, et ne discutent pas les questions de fond (Muller, 1976; NCU, 1991).

En second lieu, les études des femmes se sont concentrées principalement sur les tâches domestiques et économiques des femmes et de leur exclusion de la sphère publique formelle, et n'ont pas souligné leur participation traditionnelle dans la gestion.

Troisièmement, les attitudes des femmes et des chefs locaux eux-mêmes contribuent au manque de conscience de leur participation. Dans les exemples cités du Sri Lanka et du sud-ouest du Burkina Faso, les femmes ont pris des décisions et mené à bien les travaux, mais dans les deux cas, les hommes et les femmes se sont référés seulement à la participation des hommes. C'était la même chose pour en Equateur (Jâcome et Krol, 1994: 40) et la Tanzanie (Drangert, 1993: 213).

'Au Sri Lanka, on donne le crédit aux hommes qui sont censés effectuer ce travail parce qu'ils sont rituellement plus propres que les femmes, qui font des menstrues et des enfants. En réalité, les hommes aident seulement quand les puits sont très profonds, difficiles à nettoyer, ou rituellement très importants. Autrement, ils prétendent qu'ils n'ont pas le temps et que seules les femmes utilisent les puits' (Kelles, 1983).

Un facteur mentionné par Drangert est l'abolition des systèmes traditionnels de leadership. Les femmes comptent peu de représentantes dans les conseils modernes vers lesquels elles peuvent se tourner et parfois elles ne connaissent même pas le nom de ces

représentantes. Des voix portent que les femmes ne devraient pas élever la voix dans le conseil ou le village. Toute question concernant l'eau ne peut être soulevée que par les hommes. De plus, les hommes et les femmes n'échangent pas sur l'eau. En conséquence, quand les questions d'eau sont soulevées, elles concernent l'eau pour le bétail plutôt que l'eau pour les ménages. Le droit de placer l'eau à l'ordre du jour 'est exercé principalement par les paysans bien nantis et principalement en rapport avec l'eau pour le bétail ' (Drangert, 1993: 143).

Drangert continue pour décrire comment à Sukumaland la norme traditionnelle disparaît. Cette norme prescrit que les ' hommes doivent mettre en valeur des sources d'eau mais ne coopéreront pas pour puiser l'eau excepté dans les cas d'urgence. En conséquence, les femmes sont plus disposées à agir par elles-mêmes:

'nous ne pouvons pas dire aux hommes de creuser quand le lambo s'est asséché. Chaque femme doit trouver sa propre manière de collecter l'eau. Nous devons rechercher toutes sortes d'endroits et à la fin nous devons creuser un puits dans le lambo lui-même pour extraire l'eau de suintement. Habituellement c'est la tâche de l'homme parce qu'enlever les grosses pierres est un travail dur. Mais, hélas, il ne le fait pas. En lieu et place il ne réagit pas en attendant que nous allions chercher l'eau et nous sommes aussi obligées de compter sur nos propres efforts à la houe, la pelle et le pied-de-biche. Si l'eau est complètement finie les hommes s'y mettent, mais les efforts coopératifs traditionnels ont été réduits. Il n'est plus certain que les hommes pourront s'assembler et convenir une action et ils ne veulent pas recevoir des ordres de la part des chefs.' (Drangert, 1993: 207).

Le plus grand rôle des femmes n'a pas émergé avant que les observations des participants aient été effectuées par une anthropologue au Sri Lanka (Kelles, 1983) et Equateur (Jácome et Krol, 1994). En Tanzanie du nord-ouest Jan Drangert a utilisé des entretiens détaillés avec les femmes et les hommes pour avoir des idées sur la négociation souvent cachée qui a lieu avant qu'une source d'eau ne soit améliorée ou une nouvelle source mise en valeur. Au Burkina Faso, on a compris la question quand le processus de la gestion a été discuté lors d'une réunion de femmes séparées au cours de la planification de projet (Roark, 1984).

'les questions au sujet des décisions de gestion actuelles de l'eau étaient de manière décevante vagues pour les deux groupes (femmes et chefs de village). Les questions posées étaient des variations de " qui a la responsabilité du choix d'une nouvelle source d'eau?" ou " qui décide et effectue l'entretien?". Toutes les réponses étaient générales en nature, "le village, le chef, le conseil ", et ils n'ont pas clarifiés ou n'ont pas indiqués comment les décisions au sujet de l'utilisation et la gestion étaient prises et mises à exécution réellement. D'autre part, les interdépendances et la hiérarchisation complexes qui étaient évidentes dans la discussion des critères d'utilisation (avec les femmes) ont semblé indiquer l'existence d'un groupe reconnu de prise de décision. Par conséquent, à la réunion

des femmes la question a été reformulée de nouveau en utilisant l'interrogatif "comment " plutôt que "qui ". Cette différenciation a permis aux femmes de déclarer " comment " les tâches et les responsabilités étaient exécutées et gérées réellement plutôt que " qui " avait le leadership culturel ou politique ultime.' (Roark, 1984: 58-59).

Puisque les divisions genre dans la gestion des ressources locales sont souvent très subtiles, elles peuvent facilement être négligées. En conséquence on a raté des occasions d'intégrer les systèmes locaux et externes d'exploitation et d'entretien (Burton, 1974). Une meilleure appréhension de la gestion indigène de l'eau basée sur le genre permet aux projets de capitaliser ce qui existe, et valider, plutôt qu'annihiler, de tels systèmes dus à l'ignorance.

4. Opérationnalisation d'une approche genre dans l'approvisionnement en eau potable

À la suite de la discussion précédente sur la place du genre dans la pensée politique actuelle par rapport à la gestion des ressources en eau, ce chapitre récapitule les expériences dans l'opérationnalisation d'une approche genre dans le secteur de l'eau potable. Les évaluations de la demande spécifique au genre ont donné aux femmes la chance d'influencer la demande au sein du ménage et de la communauté. Un changement prudent vers un choix conscient du consommateur, couplé à un éventail d'options à choisir, peut être remarqué. En principe, ceci devrait également permettre aux communautés et aux ménages plus pauvres d'installer et utiliser un service qu'ils peuvent gérer et entretenir, et être moins dépendants du gouvernement. Une stratégie genre est plus commune dans la conception locale. Elle a permis aux femmes pauvres d'accéder à un service rehaussé. Les autres résultats consistent en une conception de meilleure qualité et de performance de système, une utilisation plus générale du système, et une reconnaissance des décisions des femmes dans la gestion de l'eau. La connaissance sur les manières de surmonter les contraintes pratiques de genre s'est développée. Le changement stratégique est plus rare: l'essentiel de la participation des femmes à l'entretien et à la gestion consiste en fait, en contributions de travail et de temps libres, sans beaucoup de contrôle. Avec plusieurs systèmes d'eau participatifs qui ont été mis depuis dix années ou plus, il est possible maintenant d'évaluer pour voir si le travail ou le contrôle fait une différence à la durabilité des services. Le chapitre présente des cas de gestion de la demande sensibles au genre dans les projets d'eau. Une mise en valeur et une gestion plus holistiques de l'approvisionnement en eau qui reconnaît les intérêts multiples commence, mais souffre d'un compte rendu neutre au genre. Par conséquent il n'est pas toujours établi comment les femmes et les hommes contribuaient et tiraient bénéfice des succès rapportés.

4.1 Genre et réponse à la demande

Il est d'une évidence accablante que les services d'approvisionnement en eau qui ne répondent pas à la demande ne sont pas correctement soutenus et utilisés (Abdullah et Boot, 1989; Andersson, 1984; Fernando, 1985; Jayasinghe et al., 1983; Job et Shastry, 1991; LBDA, 1983; Oendo, 1983; Tunyavanich et al., 1987; Versteylen, 1991; Wijk, 1985). De telles réactions ne peuvent pas être attribuées simplement à un manque d'intérêt, aux barrières culturelles ou au conservatisme inhérent des populations rurales pauvres. Au contraire, leur comportement est souvent le résultat de décisions de conception unilatérales de l'agence sans prêter attention aux processus par lesquels les hommes et les femmes dans les ménages choisissent. Le raisonnement pour ces choix est différent et plus complet que de celui des 'experts' (Golloday, non daté). Si les agences de l'eau veulent voir leurs équipements utilisés et devenir durables elles doivent être sensibles à ce que les consommateurs veulent et peuvent se permettre d'utiliser et d'entretenir - en termes socio-économiques, financiers, techniques et de gestion.

4.1.1 La Demande en services améliorés de l'eau de la part des hommes et des femmes

Ayant des responsabilités et des intérêts différents, les hommes et les femmes n'ont pas nécessairement la même demande en système d'approvisionnement en eau amélioré. Parfois les femmes et les hommes ont une seule demande en services domestiques de qualités (Colburn, 1981; Kebede, 1978; Tanzania et al., 1982). Cependant, dans d'autres cas, les hommes ne sont pas intéressés à dépenser à cet effet (Chachage et al., 1990; Gondwe, 1984; Mukherjee, 1990; Sumbung, 1984; Sundararaman, 1986). Au Mexique, les maris et les pères ne considéraient pas trois heures de collecte quotidienne de l'eau comme excessif (Miller et Cone, 1984). Alternativement, les hommes sont intéressés parce qu'ils comptent bénéficier économiquement à travers l'irrigation, l'abreuvement du bétail, etc. (Boesveld, 1994; Agarwal et Anand, 1982; Groote, 1990; Schenk, 1984; Talbert, 1984). Par ailleurs, les femmes peuvent avoir une demande en meilleur approvisionnement en eau pour l'usage domestique et économique (Carr, 1981; Nieves, 1980; Bissiliat, 1978).

L'approvisionnement en eau n'est pas non plus toujours une priorité. D'autres équipements économiques en temps et en travail, par exemple, un moulin à grain, peuvent avoir de plus grands avantages sociaux et économiques perçus qu'un approvisionnement en eau amélioré (Sieber, 1997; Wijk, 1985). Il peut arriver aussi que ni les hommes ni les femmes n'aient une demande en approvisionnement en eau amélioré, par exemple, parce qu'il n'y a aucun problème de convenance et la connaissance des risques sanitaires est absente ou non appliquée localement. Les projets sont aussi mis en œuvre parce qu'ils sont assignés d'en haut ou lancés par des individus influents pour des raisons professionnelles ou politiques (Cardenas, 1979), et non pas parce qu'il y en a une vraie demande dans la communauté dans son ensemble.

La littérature de bonne heure a confirmé déjà que quand les femmes sont informées et consultées, ceci a un impact positif sur la demande en infrastructure domestique améliorée. Les enquêtes de ménage à Chan Kom, Mexique (McGarry et Elmendorf, 1982), Bangladesh (Laubjerg, 1984), Indonésie (Dian Desa, ca. 1990) et Pakistan (Kishwar et Barq, 1990) ont mis en évidence l'intérêt des femmes pour l'amélioration du système d'approvisionnement en eau et d'infrastructures d'assainissement. Au Kenya, les membres d'un groupe de femmes Masai ont réussi à rassembler des fonds à partir de la vente de perles traditionnelles puis à attirer l'appui financier des organisations de femmes urbaines. Sur ce leurs maris ont apporté une grande donation au projet d'eau (Gachukia, 1979). En Amérique latine, qui a une longue histoire d'approvisionnements en eau à gestion communautaire répondant à la demande, un rôle courant des femmes consiste à mobiliser cette demande. Les ménages consommateurs payent alors environ 20 à 40 % des charges d'investissements et de tous les coûts récurrents directs, en temps, main œuvre et argent comptant (Edwards et al., 1989; Espejo, 1989; Jaeger et Mattson, 1989; Meehan et Viveros, 1982; Wijk, 1985).

Dans les zones urbaines, l'intérêt pour les ouvrages d'approvisionnements en eau et autres infrastructures est habituellement fort en raison du manque ou de l'excès d'eau, les conditions insalubres et les problèmes d'intimité et de sécurité pour les femmes (Espejo, 1994; Schmink, 1984; Seaforth, 1995). Pour obtenir et appuyer ces services de base, les communautés ont exercé une pression sur les autorités urbaines, avec des femmes impliquées comme incitatrices (Espejo, 1994; Kinley, 1991b; Racelis, 1977). Les facteurs contribuant au déclenchement et à la participation des femmes dans les projets urbains d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont été la prise de conscience du risque de mauvaise hygiène environnementale concernant la santé de la famille (Brasileiro et al., 1982; Schmink, 1984); les occasions de loisirs pour les enfants et l'embellissement de leur environnement (ADC, 1982) et les intérêts économiques issu de l'approvisionnement en eau adéquat, par exemple, pour la brasserie (Nelson, 1980) ou la lessive (Agarwal, 1982).

4.1.2 Satisfaire les obligations dans le ménage

Dans une approche répondant à la demande l'agence installe le système et le niveau de service qui conviennent le mieux à la demande et la bonne volonté des consommateurs à payer (Wijk et Walle, 1995). Les femmes sont responsables de l'approvisionnement en eau et de l'évacuation des déchets et obtiennent des avantages domestiques et économiques occasionnels des installations améliorées, et sont ainsi motivées pour les améliorer (Read et Kudat, 1992). Mais les hommes doivent également être impliqués car habituellement ils contribuent en finances et main œuvre. Les hommes locaux ont moins d'appréciation que leurs épouses plus souvent que les concepteurs de projets ne le supposent. Plusieurs rapports du sous continent indien déclarent que les hommes se sont opposés à la réduction du temps et de l'effort de collecte d'eau par leurs épouses et leurs enfants, parce qu'ils voulaient préserver ce rôle traditionnel (Golloday, non daté; Kumar, 1993; Misra, 1975; O'Kelly, 1982). Les hommes craignaient que moins de travail n'incite les femmes et les enfants à devenir oisifs et leur offre des occasions de comportement indésirable. Dans les villages de Guinée Bissau et de Tanzanie, d'autre part, les hommes accueillent favorablement un approvisionnement en eau situé plus près, non pas parce qu'il réduisait la charge de travail des épouses, mais parce qu'ils pourraient voir ce que leurs épouses faisaient, et les garder ainsi sous domination (Ploeg, communication personnelle).

La participation des femmes à la prise de décision financière augmente avec leur rôle économique ou la reconnaissance de leur rôle domestique. Wijk (1985) rapporte trois modèles. Dans certaines zones, par exemple, dans la majeure partie de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de l'Asie méridionale, les maris contrôlent et décident toutes les questions financières. Les contributions domestiques et économiques des épouses semblent ne pas se refléter dans la prise de décision. Dans d'autres zones, telles que l'Afrique de l'Est et le Maroc, les épouses ont des activités génératrices de revenus séparées. Toutefois les bénéfices sont réduits ("argent de poche") et souvent en nature, que les femmes les dépensent vite. Dans certaines parties de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest et de l'Afrique australe les épouses et les maris ont et contrôlent chacun leur propre revenu. Les revenus des femmes sont habituellement faibles parce que les récoltes

de rente sont développées par les hommes, et les femmes dépensent une plus grande proportion de leur revenu à des produits de première nécessité pour la famille. En conséquence, et bien qu'elles aient moins de revenu que les hommes, on s'attend à ce que souvent les femmes payent l'eau et d'autres produits de premières nécessités (Huysman, 1994; Oenga et Ikumi, 1991; Valera, 1987). Cependant, les normes culturelles concernant le genre peuvent empêcher les femmes de révéler qu'elles, plutôt que leurs maris, effectuent les paiements. Officiellement les hommes sont responsables et les épouses qui aident à financer les besoins de la famille ne devraient pas le dire pour éviter ainsi d'humilier leurs maris (Mottin, 1991).

La contribution importante des femmes au revenu dans les ménages à faible revenu de l'Inde (Huysman, 1994, Safilios, 1980), le Bangladesh (Marum et autres, 1983), le Népal (Diamanti et Heyn, 1985), la Thaïlande (Tunyavanich et al. 1987) et les Philippines (Res, 1983) est cohérente avec leur influence dans l'attribution domestique de fonds. La migration accrue de main d'œuvre masculine a également abouti à de plus grandes responsabilités et contributions à l'économie du ménage par les femmes (Souza, ca. 1997; Gray, 1982; Naveed-i-Rahat, 1981).

4.1.3 Plus d'options pour satisfaire une demande variable

Bien qu'importants, de forts intérêts et besoins prioritaires ne garantissent pas que chacun pourra participer aux projets d'eau et d'assainissement. Les ménages dirigés par les femmes ont été exclus de l'infrastructure améliorée, non seulement parce qu'ils n'avaient pas les finances exigées pour justifier leur demande, mais aussi parce qu'ils ne pourraient pas assurer la main œuvre exigée pour la construction (BMB, 1990; Tanzania et al., 1984). Dans certains projets, des dispositions spéciales ont été prises pour de tels cas. Dans un projet urbain au Panama, les femmes qui ne pouvaient pas s'offrir des frais de plombiers étaient formées pour faire leur propre plomberie (Girling, 1983).

Le Choix du niveau de technologie et de service

Dans certains projets, les futurs consommateurs sont impliqués dans le choix de la technologie (Anafu, 1996; Attanayake et Jayasiriwardana, 1996; Livingstone, 1994; Sansom, 1996; Visscher, 1982). Déjà dans les années 80, la question a été soulevée de savoir si les consommateurs futurs devaient être plus directement impliqués dans le choix de la technologie ou non, si la grande partie de la responsabilité de ces charges d'entretien, de gestion et le financement du fonctionnement de ces technologies devaient leur incomber. Une liste de contrôle pour aider à choisir les systèmes d'approvisionnement en eau courante durables a été éditée en 1991 (IRC, 1991). Elle a été remplacée par un guide complet en 1997 (Brikké et al. 1997). L'amélioration des sources existantes ou l'accroissement du nombre de puits creusés à la main peut être la meilleure solution pour certains villages plutôt que l'introduction de puits à pompe manuelle ou des forages à pompes motorisées, dont l'entretien ne peut pas être garanti (Andersson, 1984; Andersson et Hannan, 1984; Roark, 1984).

Donner aux communautés un choix, implique que les divers groupes de consommateurs devraient recevoir toute l'information nécessaire pour prendre des décisions avisées. Dans une communauté qui utilise moins de 10 litres d'eau par personne et par jour, les informations sur le type d'améliorations sanitaires qui pourraient être attendues de l'augmentation de la quantité à plus de 20 litres par jour peuvent être tout aussi cruciales que la décision de choisir un plus faible niveau de technologie. Un tel niveau peut offrir un approvisionnement plus fiable mais de moindre qualité (Roark, 1984). Quand Dian Desa, une ONG indonésienne en eau et assainissement, a consulté les consommateurs sur le choix de la technologie, elle a constaté que les consommateurs en milieu rural préféraient les puits creusés, puisqu'ils sont meilleur marché, permettent un partage des coûts en main d'œuvre et pouvant être approfondis si nécessaire. Les familles périurbaines, qui avaient moins d'espace et de temps et plus d'argent comptant, ont préféré les puits forés. Tous préféraient les pompes privées aux pompes communes ou publiques, pour éviter les conflits dans l'utilisation, la consommation et le paiement de l'eau. Quand cette demande a été observée, les ménages payaient une partie de la construction et tout le fonctionnement et l'entretien. Les raisons principales à la panne d'un quart des pompes ne sont pas la mauvaise utilisation et le mauvais entretien, mais la mauvaise qualité des pompes et la corrosion (Dian Desa, ca. 1990; Sudjarwo, 1988).

Le fait de devenir plus sensible à la demande s'est révélé positif pour le projet d'approvisionnement en eau courante IKK dans l'Ouest Java. À l'origine le projet a fait la promotion de conceptions faites par le personnel technique sans consulter les consommateurs et sans leur offrir des choix. Son personnel de district encourage maintenant les études communautaires par la communauté elle-même, mises en œuvre principalement par les femmes, pour augmenter et évaluer la demande. Le personnel ajuste alors les conceptions d'ouvrages à cette demande. Le changement d'approche a augmenté le nombre de raccordements de maison et amélioré l'accès, bien que cela ne soit pas allé aux personnes plus pauvres (Mikkelsen et al. 1993).

Dans le programme de pompe manuelle au Sud de la Guinée Bissau, les villageois pouvaient choisir entre deux nouveaux puits protégés portant l'un, une poulie et un seau et l'autre une pompe manuelle. Une stratégie genre a permis aux femmes de participer à ce choix. Un tiers des villages a opté pour les puits protégés (Visscher, 1982). Les études en Guinée Bissau et Sierra Leone prouvent que, bien que n'étant pas complètement exempts de la contamination aux coliformes, les puits protégés étaient une amélioration considérable des sources traditionnelles (Visscher, 1982; Wright, 1985). D'autre part, en Thaïlande, les ménages n'entretenaient pas les pompes manuelles parce qu'elles fournissaient un trop faible niveau de service aux yeux des consommateurs. 'Tout système qui voudrait offrir une amélioration supplémentaire devrait être exposé et perçu comme apportant une meilleure qualité, une plus grande quantité ou plus de convenance' (Dworkin et al. 1980: 12).

Une plus grande gamme de choix de technologie et de niveaux de service prend en compte la variation des capacités de financement, d'entretien et de gestion des ouvrages.

Elle rend également les services plus accessibles aux pauvres. Les projets d'eau courante qui offrent seulement des raccordements privés ou de concession ne sont pas accessibles aux groupes de très faible revenu (Chetwynd et al. 1981; Dworkin al. 1980; Huysman, 1994). Les ménages plus riches, d'autre part, qui sont disposés et peuvent payer les investissements et les coûts de fonctionnement supplémentaires pour un niveau de service plus élevé, ont été empêchés de le faire. La raison était que soit la politique de l'eau autorisait seulement des robinets publics soit la capacité de la source était insuffisante en raison de la mauvaise gestion des ressources en eau (Wijk, 1989).

Ajustements des conceptions

L'ajustement des conceptions aux demandes du consommateur est plus courant après que les niveaux de technologie et de service ont été choisis. L'expérience prouve que beaucoup de systèmes qui ne répondent pas à la connaissance et aux demandes du consommateur comportent des erreurs de conception et ne sont donc pas utilisés et entretenus. De tels ajustements exigent souvent une attitude sensible et un cadre d'esprit créateur de la part du personnel d'agence, plutôt que des ressources supplémentaires. Etant donné les différences entre les hommes et les femmes au travail, les zones de communication et d'apprentissage et les avantages attendus, une approche genre joue un rôle important en permettant de s'assurer que le système d'approvisionnement en eau peut satisfaire les demandes et les conditions locales. Une longue expérience de gestion de l'eau signifie que les femmes ont des connaissances et des exigences particulières pour les nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau. Dans le choix des sources d'approvisionnements en eau par gravité, les avis des femmes sur la qualité de l'eau ont été importants au Malawi et en Tanzanie (Malawi, 1977; Tanzania et al. 1983). Aux Philippines, les femmes ont aidé à choisir le meilleur emplacement et le meilleur itinéraire pour un approvisionnement gravitaire (Glasgow, 1984).

D'autre part, les réalisateurs en Inde ne sont pas arrivés à consulter les bénéficiaires sur leur choix de la qualité de l'eau et des emplacements des points d'eau, et ceci a affecté négativement l'utilisation (Mukherjee, 1990). L'absence de consultation des femmes dans un projet d'eau au Malawi a abouti à un mauvais emplacement et à une conception inconfortable des équipements et ainsi en la non utilisation ou l'utilisation incorrecte des équipements (Kwaule, 1994). S'inspirant de l'expérience du Burkina Faso, du Népal, du Malawi et du Pacifique, Ball (1991) et Roark (1994) remarquent que les projets tendent toujours à consulter seulement les chefs masculins, bien qu'ils aient souvent moins de connaissances concernant les sources d'eau que les femmes n'en acquièrent par leur utilisation quotidienne. Sans stratégie genre, seuls les hommes, particulièrement ceux qui disposent de richesse et de l'influence, décident souvent de l'emplacement des points d'eau. L'emplacement leur profite à eux et à leurs familles et d'autres membres de leur classe en particulier. Les femmes pauvres n'y ont aucun accès pour leurs ménages, parce qu'elles vivent dans des quartiers non desservis ou les plus riches monopolisent la source (Job et Shastri, 1991; Mlana, 1994; PRED, 1991). Les familles riches du Bangladesh (Imam, 1983) et de l'Inde (Dhawan et Wijk, 1980; Huysman, 1994) ont monopolisé les systèmes d'eau subventionnés.

Une étude de quinze villages de Tanzanie a montré que les femmes dans les ménages plus riches parcouraient une distance sensiblement plus courte jusqu'aux robinets publics (Wijk, 1985). La Commission nationale de planification de l'Inde a étudié l'efficacité du programme national des besoins minimum de 99 villages dans 17 états. 80 % des points d'eau étaient publics, mais seulement 16 % étaient situés dans les zones pauvres. Les zones pauvres formaient un tiers des habitations visitées (Inde, 1980). Une autre étude indienne, conduite en 1991 à Andhra Pradesh a constaté que 11 % des plus pauvres n'étaient pas desservi. Pendant ce temps, 19% des autres ménages avait un robinet privé, dans un ouvrage qui était seulement conçu pour des robinets publics et construit sur 100 % de subvention (PRED, 1991).

Quand on les consulte, les demandes et les expériences des femmes jouent des rôles importants. En Tanzanie et au Zimbabwe, les femmes de certaines communautés voulaient que les points d'eau soient situés en dehors du village sur la terre commune, pour qu'elles puissent utiliser l'excédent pour du jardinage (Wijk, 1985). Les emplacements des puits à pompe manuelle ont été changés parce que l'emplacement proposé exigeait une pente raide (Malawi, ca. 1983) ou la source d'eau avait un mauvais goût (Ploeg, 1979). En Guinée Bissau, la teneur en sel acceptable de l'eau de puits pour un groupe ethnique était de moins de 200 mg/l. Puisque la teneur en sel était inférieure dans les vallées entre les villages que dans les villages eux-mêmes, les femmes ont proposé de placer les puits là, quoique cela signifie une distance de marche supplémentaire (Ploeg et Wijk, 1980).

Déjà dans les années 1980 et plus tôt, les rapports d'évaluation des projets ont indiqué que, dans une approche genre, les femmes évoquent des questions pertinentes de leurs propres domaines de connaissance et de responsabilité. Aux Philippines, les femmes ont précisé que l'emplacement choisi pour le robinet forcerait les enfants à traverser une route très fréquentée (Racelis, 1979). Au Mexique, les femmes ont rejeté les raccordements de maison en faveur des robinets de patio, parce que le drainage et la fuite, entraîneraient moins de problèmes (Kelly, 1953). Quand le plan de partage des réservoirs de collecte d'eau pluviale à l'Ouest Java, Indonésie, a été soumis aux ménages concernés, ils l'ont changé et reposé sur des critères sociaux (Segaar, 1979). Une expérience semblable d'usage collectif du système d'approvisionnement en eau courante a été rapportée dans les communautés rurales du Guatemala (Buckles, 1980).

La connaissance et les soucis des hommes diffèrent de ceux des femmes. Ceci a déjà été démontré dans des cas où les hommes préféraient les emplacements où ils pouvaient surveiller les femmes. D'autres cas concernent l'emplacement et l'utilisation de l'eau pour le bétail contre l'utilisation domestique (Boesveld, 1994; Hemmings, 1979; Murre, 1989) ainsi que la construction d'équipements de lessive et de baignade. En Tanzanie (Hannan, 1984; Tanzania, 1984) et au Ghana (Harkness, 1983) les hommes préféraient se baigner à la maison avec l'eau que leurs épouses avaient recueillie et chauffée. Ici et dans d'autres cas, les femmes et les enfants se baignaient à la source pour réduire la lourde tâche de collecte de l'eau (Carter et Mends, 1982; Copperman et al. 1978; Ministère fédéral

allemand de la coopération économique et l'UNICEF, 1983; Kauzeni, 1981; Therkildsen et Laubjerg, 1982). Les agences de l'eau ne tiennent pas toujours compte du genre, soit parce qu'elles ne sont pas dans le rayon du projet soit parce que la lessive et le bain à la source sont considérés comme aboutissant à des conditions peu hygiéniques et à la contamination de la source. L'interdiction de la lessive et du bain à la source en est cependant rarement la solution. Une interdiction imposée n'est pas efficace ou mène à plus de travail de transport ou à moins d'eau collectée pour l'hygiène (Andersson, 1984). Pour satisfaire aux exigences des femmes, les communautés au Guatemala (Buckles, 1980; McEachen et al. 1983), l'Indonésie (Sumintardja, communication personnel et Schéma 8), Ghana (Harkness, 1983), Saint Lucia (Celestin, 1977) en Inde (Clinard, 1966) et Iran (Atelier de développement, 1976) se sont unies pour construire et gérer des équipements communs de bain et de lessive. Parfois, les femmes étaient les bénéficiaires passives (Atelier de développement, 1976), mais leur fonction de gestionnaires domestiques de l'eau leur a permis aussi de devenir des conceptrices et des gestionnaires actives, en Tanzanie (Tanzania et al. 1983), au Bangladesh (Laubjerg, 1984), en Indonésie (Parwoto, 1989 et schéma 8) et Zimbabwe (Toit, 1980).



Schéma 8. Equipement amélioré de lessive et de lavage conçu et géré par les consommateurs dans un kampung Indonésien (photo: Sumintardja, institut d'établissement humain)

Adapter les conceptions aux demandes et besoins des consommateurs ne coûtent pas davantage. Souvent, par une approche genre, on peut trouver une bonne solution. A Kerala, la participation des hommes et des femmes au choix de l'emplacement a abouti à une meilleure couverture de services à des coûts inférieurs par tête d'habitant (SEUF, 1994). Les équipements de lavage additionnels mentionnés ci-dessus étaient financés en

partie ou entièrement par les communautés elles-mêmes. La décision peut conduire à de vives discussions entre les femmes et les hommes, comme l'a vécu cet auteur en Zambie. Ce cas concernait un choix entre les points d'eau situés au centre à une altitude élevée, donc avec une plus basse pression, et les points d'eau dans la vallée ayant une plus grande pression. Les chefs masculins et féminins convenaient tous que la deuxième option était la meilleure. Mais puisque l'emplacement impliquerait un transport pénible de l'eau, les femmes ont suggéré un équipement de lessive et de lavage pour réduire les charges de transport. Les hommes en étaient d'accord, mais voulaient que les femmes financent les surcoûts. Les femmes ont évoqué le fait que, bien qu'elles utilisent et gèrent le service, les hommes bénéficieraient aussi bien du travail réduit des femmes et d'une hygiène plus grande de la famille, donc devraient tous partager le coût. À la fin, ils sont parvenus à un accord de partage des coûts qui reflétait la capacité financière différentielle des deux sexes et les avantages des deux groupes

4.1.4 Evaluation de la demande des femmes et des hommes

Les auteurs de demandes et la manière de les évaluer dépendent des conditions genre et de la présence d'une stratégie genre stratifiée dans l'agence. Les évaluations ont lieu par des études socio-économiques, par la consultation et la négociation de groupe, ainsi que par l'utilisation de techniques participatives. Dans les programmes à faible participation, les données d'évaluation sont utilisées par le personnel du projet de développement pour décider de la meilleure solution selon leurs perceptions. On fait la promotion plus tard de ce choix parmi les futurs consommateurs. Dans les programmes à forte participation, l'évaluation est la première étape d'un processus décisionnel commun, dans lequel les diverses possibilités et leurs implications (technique, socio-économique, institutionnelle, environnementale) sont discutées avec les parties prenantes. Ici les décisions sont prises ensemble, sur la base de la connaissance et des qualifications communes à tous les participants.

Des études socio-économiques ont été faites pour évaluer les intérêts généraux et la capacité des gens dans la zone du projet (Wijk, 1985). Parfois ce sont des études communautaires individuelles, servant à identifier l'intérêt, la volonté et la capacité de chaque communauté à participer, habituellement dans un type normalisé de projet. Plus récemment, les études de la volonté de payer présentent plusieurs technologies et des niveaux de service en réponse aux différentes capacités et à la volonté de payer (Mu et al. 1990; Singh et al. 1991; Whittington et al. 1992). L'évaluation des perceptions des consommateurs sert également à améliorer les conceptions (Mujtaba, 1988).

Alternativement les agences obtiennent l'information et consultent les groupes de consommateurs. Ceci se fait par des discussions directes ou à l'aide de techniques participatives. Les techniques telles l'Evaluation Rurale Participative (PRA) et à l'aide du SARAR (conduisant à l'Amour-propre, la Force associative, les Ressources, la Planification de l'action et la Responsabilité) aident les futurs consommateurs à analyser

leur situation et revoir leurs options en utilisant des jeux et des activités de groupe (Chambers et Guijt, 1995; Srinivasan, 1990, 1992).

Évidemment, une section transversale des hommes et des femmes de différents groupes socio-économiques et culturels doit participer à de telles évaluations. Les femmes ne sont pas toujours reconnues comme une catégorie distincte de participants. Dans des évaluations au Ghana, Nigeria, Tanzanie, en Inde, Thaïlande et Indonésie, seuls les chefs de familles hommes et les autorités ont été interviewés, même au sujet des questions de femmes, telles que les besoins en eau, le transport et l'utilisation de l'eau, les équipements de lessive, et la préférence pour une pompe manuelle ou à pédale (Wijk, 1985). Une distinction entre les sexes n'est pas toujours faite non plus dans l'analyse et le compte rendu (Macharia, 1992; Madanat et Humplick, 1993; Mu et al. 1990; Zafar, 1994). Dans un certain nombre de cas, les chefs de famille masculins étaient consultés sur des matières en dehors de leurs domaines de compétences ou des matières sur lesquelles les femmes ont des connaissances, des points de vue et des demandes différents de ceux des hommes. Même lorsque la femme est présente, la culture ne lui permettra pas souvent de contredire son mari en sa présence (Andersson et Hannan, 1984; Jayewardene et Kilkelly, 1983).

Bien que le personnel masculin puisse parfois être utilisé dans les évaluations des femmes (Abdullah et Boot, 1989) il faudra avoir un personnel féminin et des sessions séparées avec les femmes (Wijk, 1985). Une approche séparée est particulièrement nécessaire dans les sociétés exigeant l'isolement des femmes (Azad et UNICEF, 1983; Jilani, 1985) ou dans lesquelles les femmes ont des responsabilités et des lieux de travail séparés (Visscher, 1982). Une approche de dialogue, d'entrevues de groupe et des activités participatives dans des groupes séparés aident les participants à réagir plus librement que dans les entrevues formelles (Swantz et Troil, 1984). Plusieurs auteurs insistent sur la nécessité de différencier les hommes et les femmes de différentes catégories d'âge, de différentes classes socio-économiques et de différents groupes ethniques et religieux. Seule une telle approche transversale garantira que les résultats reflètent toutes les différences locales importantes (Gianotten et al. 1994).

Dans un certain nombre de projets, les membres de la Communauté ont été formés pour évaluer leurs propres besoins et ressources communautaires et effectuer des études socio-économiques pour des projets d'approvisionnement en eau, bien que n'utilisant pas toujours une approche genre (Karlin, 1984; Mikkelsen et al. 1993; PSWS/IRC, 1981). Une expérience dans cinq communautés aux Philippines a constaté que ceci réduisait considérablement les coûts, alors que les études étaient aussi fiables que celles du personnel d'agence. Elle a prouvé également que les études sophistiquées contenant beaucoup de questions et un traitement approfondi des données et une rétroaction insuffisante réduisent l'effet de l'apprentissage et de la motivation (Cross et al., 1980). Ces problèmes ont été évités à Olancho, Honduras et au Bangladesh, où les techniques participatives ont permis aux promotrices de la santé avec peu ou pas d'instruction de mesurer le progrès de leur travail (Vigoda, 1994). Comme l'a dit une femme: 'Nous ne

voulions pas d'une évaluation que nous ne pourrions pas comprendre et qui ne nous aurait pas aidées à comprendre notre problème - comme répondre simplement à des questionnaires' (Feuerstein, 1979: 64).

Après des évaluations spécifiques au genre, les groupes de femmes et d'hommes ont parfois été réunis et chaque groupe a été invité à expliquer ses résultats à l'autre. Ceci assure non seulement que les distinctions entre femmes et hommes seront maintenues mais permettra aussi à chaque groupe de provoquer une plus grande compréhension de leurs demandes et rendra plus logique le rapport des femmes sur leur travail aux hommes comme les hommes le font aux femmes (Wijk, 1997).

Les évaluations participatives axées sur le genre peuvent mener à des solutions de compromis acceptables pour tous. Dans un projet au Ghana, les jeunes femmes, les hommes et les vieilles femmes étaient en désaccord sur l'emplacement des réservoirs et des puits. Les jeunes femmes, qui recueillent l'eau les voulaient plus proches. Les hommes, qui ont du bétail, les voulaient près de leurs terres de pâturage. Les vieilles femmes se sont ralliées en partie aux femmes et en partie avec les hommes. Une solution qui satisfaisait les demandes des hommes et des femmes a été trouvée: de nouveaux points d'eau voisins et une réfection des barrages pour le bétail (Murre, 1989).

4.2 La Participation genre aux décisions, à la mise en œuvre et à la gestion

La participation des parties prenantes à la mise en valeur et l'entretien des ouvrages d'approvisionnement en eau constituent un des principes généralement acclamés à présent dans le secteur de l'eau. Grâce aux expériences élargies de ce principe, on en sait plus sur les contraintes qui maintiennent les femmes à l'écart ou répartissent les charges de façon disproportionnée entre femmes et hommes. Nous en savons également plus sur la façon dont ces contraintes peuvent être surmontées et ce que sont les effets de la bonne participation sur la pérennité et l'utilisation des différents ouvrages d'approvisionnement en eau.

4.2.1 La prise de décision

Dans beaucoup de cas, les relations genre et les procédures de projet expliquent le fait que les femmes aient moins d'occasions que les hommes de participer aux discussions et aux décisions, malgré leurs rôles d'utilisatrices et de gestionnaires de l'eau, de protectrices de la santé familiale et d'éducatrices de la nouvelle génération (schéma 9). Les contraintes stratégiques à cela sont fondamentales : absence de répartition équitable des droits, des rôles privés et publics, des restrictions pour les femmes de disposer de leurs propres corps, l'accès et la gestion des ressources, les choix indépendants dans la prise de décision, et les droits à la reconnaissance et à l'amour-propre.

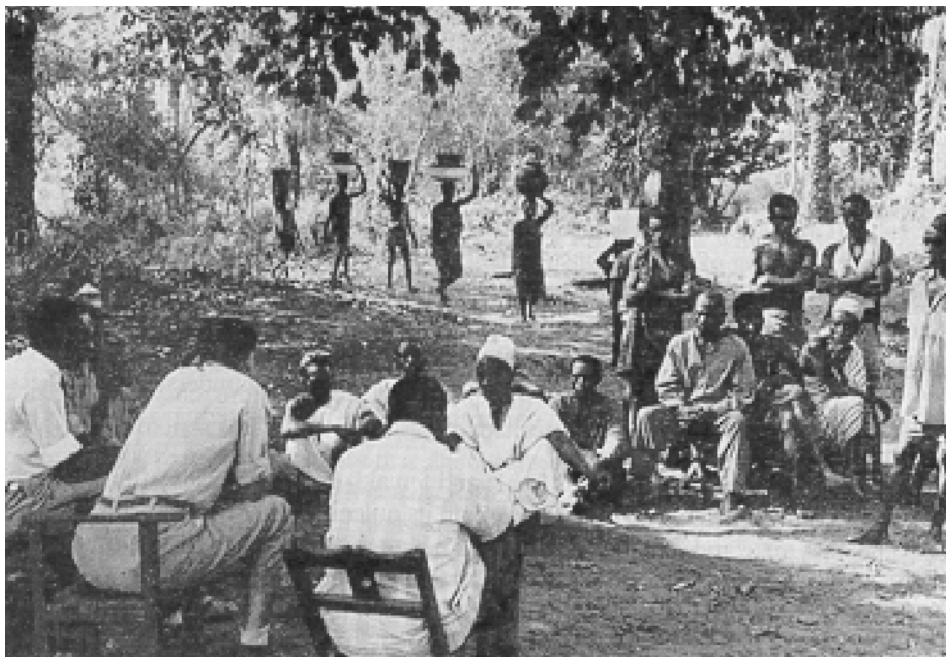


Schéma 9. Sans une approche genre les hommes prennent les décisions et les femmes font le travail et gèrent la ressource (photo OMS par D. Henrioud)

La participation aux réunions publiques

En assistant aux réunions, les femmes sont gênées par le manque de temps, d'information et de libre circulation. Les femmes sont souvent moins informées au sujet des projets techniques parce que les hommes du village et du projet considèrent cela comme une affaire d'hommes (Drangert, 1993; Sundararaman, 1986). Dans les sociétés isolées et reculées, il est souvent difficile ou impossible qu'elles assistent aux réunions principalement masculines, en particulier dans les lieux de rencontre entre hommes (Bissiliat et Rambaud, 1982; Naveed-i-Rahat, 1981; Sepulveda et Mehta, 1980). Les chefs de famille masculins représentent la famille et on suppose que les femmes sont informées par leurs maris (Bourque et Warren, 1981; Naveed-i-Rahat, 1981), quoique la recherche rapportée dans le chapitre précédent prouve que la plus grande partie de la communication se base sur le genre et qu'ainsi les membres masculins de la famille garderont l'information pour eux-mêmes.

Là où les femmes peuvent assister aux réunions, elles ne parlent pas souvent que la langue nationale et se sentent limitées par le manque d'éducation et en raison des barrières culturelles (Andersson et Hannan, 1984; Bernard et Gayter, 1983; Mathew, 1990). Les configurations coutumières des lieux limitent également l'accès des femmes à l'information:

'la scène se passe dans un petit village de la Région Nord du Ghana. Le personnel d'éducation communautaire du projet d'utilisation de l'eau a accepté de visiter le village et de faire une présentation publique sur la protection de l'eau. Ils arrivent,

sont salués par le chef et attendent dans sa cour en conversant avec lui, alors que les villageois sont convoqués à la réunion par les aînés. La réunion a lieu à la place des réunions du chef. Le personnel d'éducation communautaire doit, par tradition, s'adresser au chef et aux aînés. Les hommes occupent les sièges les plus en avant et les plus proches des visiteurs. Les femmes, cependant, s'asseyent à l'arrière de la place des réunions, certaines incapables d'entendre ou de voir distinctement. Le message est entendu et perçu clairement par les hommes, mais un nombre de femmes ne reçoivent pas le message complet. Pourtant ce sont les femmes qui sont les premières utilisatrices de l'eau dans la cour et au site de pompage ' (Jackson et Palmer, 1983: 259).

Expression de points de vue

Lors des réunions publiques, le rôle admis à une femme est souvent d'écouter l'entretien des hommes; on ne s'attend pas à ce qu'elle s'exprime (Oenga et Ikumi, 1991; Poluha, 1993; Sumbung, 1984). Les femmes sont également moins familières avec la sphère publique. Elles ont peu d'expérience des débats publics, et même les conseillères de femmes se sont avérées s'exprimer moins librement ou fréquemment que les hommes (Wiley, non daté). Les hommes se déplacent plus librement pour des affaires et assistent aux réunions politiques et religieuses, alors que la mobilité des femmes se limite en grande partie aux visites des parents, au dispensaire, au marché ou au moulin à grain (Marum et al. 1983; Villalobos, 1978). Cependant, même sans s'exprimer directement, leur participation aux réunions leur donne l'accès à l'information du projet comme première étape importante à la participation au projet (Hannan, 1984; Clinard, 1966).

Représentation dans les organes de prise de décision

Les réunions des conseils et des comités de développement locaux se limitent principalement aux hommes. Une étude de 18 communautés de Tanzanie a prouvé que le nombre moyen de conseillères est de deux membres sur 25 (Wiley, non daté). Le nombre le plus élevé (Smet et al. 1993) trouvé en Tanzanie du Nord était de quatre. Dans deux provinces de Colombie, la représentation des femmes dans environ 3.500 comités de développement communautaire est de 8 % et de 17 % respectivement (Santacruz, communication personnelle). On rapporte aussi l'absence des femmes dans les organes de prise de décision au Kenya, en Thaïlande, en Corée du Sud et au Guatemala (Brandt et Cheong, 1980; Colburn, 1981; Mbithi et Rasmussen, 1977; Sepulveda et Mehta, 1980). Les membres féminins des conseils ou des comités ne participent pas nécessairement aux décisions ou n'agissent pas en tant que représentantes des intérêts de toutes les femmes (Muller, 1991; Sundararaman, 1986). En Egypte, on exige que tous les conseils locaux aient un membre féminin, mais la lacune de communication entre les hommes et les conseillères ainsi que la communauté est très grand (Abdel, 1983).

Selon la loi indienne, les membres élus au conseil local doivent compter un tiers de femmes. Une étude de trois villages de Madhya Pradesh en Inde rapporte que: 'souvent ces femmes ne savaient pas qu'elles avaient été élues' (Stanbury, 1984). Plus récemment l'auteur a eu la même expérience au Gujârât. Les femmes de la zone du Lac en Tanzanie

ont dit que souvent elles n'étaient pas informées des élections et n'avaient pas de cartes électorales (Smet et al. 1993). Au Malawi et au Sri Lanka, la représentation minimum des femmes aux conseils locaux de développement a été obtenue par la représentation fonctionnelle de tous les présidents d'organisations locales, y compris les sections féminines des partis, des organisations traditionnelles de femmes et de cercles de mères. Les femmes autochtones ont été impliquées automatiquement par leurs clubs et organisations (Fernando, 1984; Kandawire, 1981).

Bien que de telles mesures augmentent la chance de compter plusieurs représentantes de femmes expérimentées, les ménages pauvres ne sont pas toujours inclus, soit parce qu'ils n'ont aucune organisation soit parce que leurs organisations ne sont pas reconnues (Karunadasa, 1984). En outre, la représentation au niveau communautaire ne donne pas aux femmes le droit de vote dans les décisions prises à un niveau supérieur. Dans le programme de mise en valeur de l'eau de Harispattuwa au Sri Lanka, toutes les décisions, y compris du choix des villages à inclure dans le projet et les emplacements de puits, ont été prises par un comité du projet d'eau entièrement masculin au niveau de district (Kelles, 1983).

Consultation des femmes par les hommes

L'absence des femmes aux réunions locales et dans les conseils d'administration signifie que l'information et la prise de décision sont une affaire d'hommes, même sur les questions pour lesquelles les femmes ont des connaissances spécifiques et de l'intérêt. Ceci aurait une importance si elles étaient consultées par les hommes. Cela s'est produit de temps en temps, par exemple dans un projet d'eau au Guatemala, où le chef local masculin avait mis en place une association de paysans avec six sous-commissions nommées, y compris une autre pour la construction de maison. Toutes celles-ci ont été consultées sur le projet d'eau (Buckles, 1980). Cependant, la discussion entre hommes et femmes en ce qui concerne ce qui est considéré comme affaires d'hommes est plus une exception plutôt que la règle (Dey, 1983; Hannan, 1984; Huston, 1979; Olsson et al., 1990). Dans deux villages de Andhra Pradesh en Inde, les membres d'une organisation de femmes ne savaient pas qu'un projet d'eau était mis en œuvre dans leurs communautés. D'autre part, le conseil local et le comité de développement du village (tous les deux entièrement d'hommes) étaient entièrement informés (Wijk et Dhawan, 1980). Dans le village de Majengo, en Tanzanie, les femmes ont indiqué soit qu'elles n'avaient pas été informées à l'avance au sujet de l'emplacement inapproprié des nouveaux puits soit que le conseil n'avait pas écouté leurs objections (Wiley, non daté).

Surmonter les contraintes

Bien que la littérature contienne beaucoup d'histoires de femmes exclues de la planification et de la prise de décision locales, elle suggère également des mécanismes pour surmonter ces contraintes au niveau communautaire (tableau 2). De telles contraintes sont surmontées quand les agences créent et mettent en œuvre des stratégies genre en tant qu'élément de leurs activités pour créer 'un environnement favorable' aux nouvelles formes de gestion de l'eau.

Initiation. Pour une participation plus équilibrée des hommes et des femmes dans les réunions et les organes de prise de décision, la sensibilisation et l'appui des chefs de village sont des conditions primordiales (Abdullah et Zeidenstein, 1982; Hoque et al., 1994; Tabotu, 1991).

Communication. Les différents besoins et canaux d'information des femmes et des hommes exigent une approche genre en communication. Pour permettre aux femmes d'assister aux réunions publiques, les femmes aussi bien que les hommes doivent être informées et encouragées, à l'aide des voies de communication typiques à l'un ou l'autre groupe, telles que les organisations de femmes (Mujeni, 1975) les réseaux et les autorités communautaires (Hannan, 1984). Atteindre les hommes est important pour s'assurer que les femmes auraient la liberté de participer. Au Bangladesh et en Inde, la participation des femmes à l'accroissement de la demande s'est accrue quand les programmes ont commencé à utiliser une approche genre (Abdullah et Boot, 1989; Sundararaman, 1986).

Tableau 2. Comment surmonter les contraintes à la participation des femmes

| Activité | Mécanisme |
|-------------------------|--|
| Initiation du projet | Les programmes établissent des contacts avec le leadership masculin pour comprendre et appuyer également la participation des femmes |
| Information et dialogue | Les programmes utilisent des canaux et des matériaux d'information qui atteignent également des femmes |
| Réunions | Les programmes facilitent la participation et la prise de parole pour les femmes aux réunions de projet: <ul style="list-style-type: none"> • Temps et lieu appropriés · • Connaissance de la réunion et invitation à y participer • allocation des places appropriées· (pas à l'arrière) • facilitation de la parole (langue vernaculaire, pauses de discussion, choix de porte-parole, etc..) • séparer la réunion avec les femmes en cas de besoin |
| Planification | Les projets d'eau et assainissement sont associés aux programmes de développement économiques et éducatifs, afin que les femmes puissent utiliser l'eau et les gains de temps pour une nouvelle réunion et des occasions d'apprentissage au moment où les occasions traditionnelles de réunion et d'apprentissage sont réduites |
| Prise de décision | Les programmes permettent également aux femmes de participer aux choix avisés sur: <ul style="list-style-type: none"> • les opérateurs et les mécaniciens • les membres du comité • la conception et l'emplacement des équipements • les dispositions locales de gestion • le système local de financement |
| Représentation | Les femmes choisissent leurs propres représentantes selon la confiance, la facilité de contact, la capacité de leadership, la faisabilité (temps et appui familial) |
| Gestion | Les programmes capitalisent les tâches, les qualifications et la connaissance traditionnelles des femmes pour de nouveaux rôles dans l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion de l'eau (sans exclure les hommes): <ul style="list-style-type: none"> • gestion de l'eau, des déchets et jouissance foncière • entretien et réparation des points d'eau • éducation à l'hygiène avec des camarades femmes • construction de latrines et suivi de leur entretien et utilisation • gestion des fonds |
| Formation | En outre les femmes sont formées pour les tâches techniques et administratives. Le personnel et la direction du programme connaissent les raisons et sont formés sur les détails pratiques de la participation équivalente des femmes et des hommes |

Réunions publiques Pour permettre aux femmes d'assister aux réunions le projet doit satisfaire leurs besoins pratiques en genre. Ceci s'applique à la fois aux deux types de réunions conventionnelles où seules des discussions sont utilisées, et les réunions qui utilisent des techniques participatives. Les besoins pratiques du genre sont satisfaits quand les réunions sont tenues aux heures et aux endroits appropriés pour les femmes (Bingham, 1984; Oenga et Ikumi, 1991). Des efforts spéciaux doivent être faits pour faire participer les femmes pauvres, qui souvent ne sont pas représentées dans les organisations de femmes (Wijk, 1985). Les délégations ou les réunions de quartier peuvent aider à cet égard, parce que souvent les ménages pauvres et les ménages riches sont situés dans différentes parties de la communauté (Damen, 1993; Lobo, 1995; Zafar, 1994). Les petites réunions de quartier facilitent également la participation des femmes (Clinard, 1966).

Lors des réunions, l'utilisation de la langue locale ou le dialecte et les dispositions des places appropriées au genre permettent également aux femmes d'entendre et de comprendre ce qui est discuté. La rétroaction des femmes et des hommes peut être améliorée par l'attitude des facilitateurs de la discussion et par les discussions antérieures avec les femmes.

Aux réunions formelles, une pause dans les débats pour que les hommes et les femmes discutent les questions, et l'utilisation de porte-parole pour exprimer les avis de chaque catégorie peut également aider (Mbithi et Rasmussen, 1977). Lors des réunions où des outils ou méthodes participatifs et des techniques sont employés, il est souvent plus facile aux femmes de participer en nombre égal avec les hommes. Le vote indirect, par exemple, est une technique par laquelle les participants masculins et féminins ont des chances de participation égale et des voix égales. C'est une technique dans laquelle les résultats peuvent être rapportés de façon spécifique au genre (schéma 10). Mais on a trouvé plus efficace de faire un état des lieux séparé pour les femmes et les hommes, suivi du compte rendu des résultats et décisions par chaque groupe en session plénière pour une prise de décision commune (Wijk, 1997). L'utilisation de modèles, de photographies et de schémas a également stimulé la participation des femmes à la prise de décision ainsi qu'une bonne rétroaction (IRC/PNUD-Banque Mondiale, 1994; Kwaule, 1994; McGarry et Elmendorf, 1982; PRG, 1980)..



Schéma 10. Le vote indirect permet aux hommes et aux femmes de donner des points de vue autonomes

Les femmes autochtones formées comme sages-femmes, infirmières et professeurs, se sont révélées des intermédiaires appropriés pour les femmes dans leur ensemble, à condition qu'elles discutent les questions avec les femmes concernées. Leur statut professionnel rend leur participation plus acceptable au leadership masculin dans les sociétés qui exigent l'isolement des femmes (Kamal et Maspero, 1978; Kanaaneh, 1979). En Amérique latine, les enseignantes ont souvent joué un rôle important dans les projets d'eau en milieu rural en tant que promotrices et porte-parole locaux (Haratani et autres, 1981; Talbert, 1984). Les représentantes des organisations locales de femmes, telles que les clubs de femmes et les aîlées féminines des partis politiques ont joué le même rôle, bien qu'ici le risque de représenter seulement des intérêts sectaires soit grand (Hannan, 1984; Muller, 1983; Sumbung et al., 1984).

L'utilisation des approches genre en tant qu'élément des procédures régulières permet d'obtenir des résultats spécifiques au genre sans frais supplémentaires. Là où de telles stratégies sont insuffisantes, une deuxième réunion séparée avec les femmes locales, pour une discussion plus détaillée des questions de planification associées à leurs responsabilités et connaissances, s'est avérée très efficace (Mathew, 1990; Roark, 1984). Une autre méthode employée efficacement dans les sociétés séparées mais non isolées a été de contacter les femmes à leurs lieux de travail. Ceci a été pratiqué en particulier parce qu'elles n'avaient pas le temps de se réunir ailleurs (Karp et autres, 1990; Visscher, 1982). Ces approches peuvent ne pas être appropriées aux zones où les femmes vivent dans l'isolement et les contacts sociaux confinés à la famille. Dans ces cas-ci, les intermédiaires d'agences ou les agents du développement organisaient des visites de domicile et des

réunions dans les domiciles des dirigeantes locales (Bakhteari et Wegelin, 1992; BLG/RDD, 1994; Schuurmans, 1994 *Organes décisionnels*). Une représentation plus équilibrée en genre dans les organes décisionnels exige l'appui des hommes et des femmes dans la communauté. La participation des femmes est plus aisément acceptée par les hommes si les responsabilités sont partagées suivant les lignes directrices du genre, par exemple, si les femmes membres des comités de gestion de l'eau sont responsables de la santé (Chimuka, 1984; Siboe, 1983; Ybañez, ca. 1995).

Souvent les femmes locales elles-mêmes font le meilleur choix raisonné de leurs représentantes (Abdullah et Zeidenstein, 1982; Tanzania et al., 1982). Une expérience rapportée indique plusieurs critères de sélection qui sont d'importance capitale dans ce choix (Wijk, 1985). Les femmes choisies devaient représenter les intérêts des divers groupes socio-économiques dans la communauté. Elles devaient avoir suffisamment de temps et de mobilité pour mener à bien les travaux. Leur position doit être respectée à la fois par les deux hommes et les femmes et elles devaient avoir l'appui de leurs parents. Souvent, les femmes célibataires sont choisies en raison de leur plus grande liberté de circulation. Une forte personnalité et une expérience dans le travail organisationnel constituaient aussi des avantages.

Plusieurs femmes membres du comité peuvent apporter un autre appui mutuel (Hannan, 1984). La participation aux premières réunions par un conseiller agricole, qui devrait peut-être être une femme, encourage aussi (Kirimbai, 1985; Soon, 1983; Tanzanie et al., 1982). Cependant, dans de nombreux cas, les représentantes de femmes auront besoin d'une formation spéciale, en particulier dans les domaines du leadership, du renforcement de l'assurance et de la communication avec celles qu'elles représentent (Gordon, 1982; Seslar Svendsen et Wijetilleke, 1983; Tanzania et al., 1983). De même, cette formation doit être donnée aux hommes pour éviter qu'ils se sentent contournés (Souza, ca. 1997; Gordon, 1982; Jackson et Palmer, 1983).

Dans les zones où le rapport homme femme est beaucoup plus accentué, une approche genre est plus généralement pratiquée par l'organisation parallèle des hommes et des femmes (Hannan, 1984; Muller, 1983). Dans les régions de Mélanésie et de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, les organisations de femmes ont une longue tradition et un statut considérable sur les questions liées à la femme, telles que la santé, le nettoyage, l'embellissement du village (Fanamanu et Vaipulu, 1966; Schoeffel, 1982) et le financement des activités des femmes par les sociétés d'investissement et de crédit immobilier par exemple (Boesveld, 1982; Soon, 1983). Les nouvelles organisations ou comités de femmes ont été mis en place à l'aide des femmes de terrain et de l'appui des hommes locaux (Azad et UNICEF, 1983; Jilani, 1985).

4.2.2 Mise en œuvre des projets d'approvisionnement en eau

Contributions du ménage à la construction

Dans une approche basée sur la demande, les consommateurs sont souvent invités à contribuer à la construction du système. Les contributions peuvent se faire sous forme de main œuvre, par exemple pour le désencombrement de l'emplacement et le creusage de fossé ou de puits ou des contributions en espèces dans les coûts d'investissements locaux, le raccordement au système ou un fonds renouvelable sur lequel les coûts de fonctionnement sont payés. Une main-d'œuvre locale rémunérée est également embauchée pendant cette phase.

En Amérique latine, les contributions des ménages de futurs consommateurs signifiaient une réduction de coûts pour les agences dans l'ordre de 3 % à 40 % (Cox et Annis, 1982; Mora et Salazar, 1979; Saunders, 1976), le taux le plus élevé étant pour la construction des systèmes par gravité grands consommateurs de main-d'œuvre. En Afrique et en Asie, ces valeurs se situaient de 14 % à 44 % du coût total (Feachem et al., 1978; Mbithi et Rasmussen, 1977; Miller, 1978; Msukwa et Chirwa, 1981; Merlans et Kristall, non daté; Glasgow, 1983). On devra déduire de cette épargne, les apports supplémentaires exigés pour l'organisation et la supervision. Puisque le coût de ces apports est rarement suivi, peu d'information est disponible. Cependant, les évaluations au Cameroun (Müller, 1978) et en Zambie (Bamberger et al., 1982) ont estimé ce coût moyen à un tiers de la valeur de la contribution communautaire.

L'Équilibre genre dans le travail et les avantages

Dans les régions où les femmes effectuent la majeure partie du travail agricole, elles fournissaient également la plupart des contributions en main œuvre des projets d'eau (Edwards et al., 1989; Fernando, non daté; Olsson et al., 1991). Même dans la région Nord du Ghana et en Mauritanie, où toutes les deux ont une forte influence musulmane, les femmes contribuaient en main-d'œuvre non qualifiée aux projets d'eau (Jackson et Palmer, 1983; Theunynck et Dia, 1981). Dans les zones ayant une culture genre différente, les hommes creusent et les femmes et les enfants s'occupent du transport, de la restauration ou organisent d'autres activités de soutien, telles que les kermesses et les loteries (Abeywardena, 1977; Jaeger et Mattson, 1989; Mc Eachem et al., 1983; NCU, 1991).

La part des femmes dans le travail physique n'implique pas nécessairement qu'elles ont une part équitable dans la prise des décisions. Une étude de 311 projets autonomes au Kenya a constaté que 41 % des contributeurs étaient des femmes, et qu'elles contribuaient à la majeure partie de main œuvre (5.000 heures dans deux seuls projets d'eau). En revanche, seulement 6-7 % des chefs étaient des femmes (Mbithi et Rasmussen, 1977). En Tanzanie, les femmes de la communauté Misalai utilisaient la danse Kibwebwe comme moyens culturellement admis pour exprimer leur mécontentement sur les répartitions genre. Elles se sont portées volontaires pour creuser les tranchées d'un

approvisionnement en eau et se sont présentées en plus grand nombre que les hommes. Mais quand les tuyaux ont été posés et l'eau raccordée, les personnes qui disposaient de raccords étaient les responsables gouvernementaux. Les femmes disaient que tant que ce problème ne serait pas résolu, elles ne participeraient pas à des travaux de développement (Mlama, 1994: 62). La même situation s'applique à d'autres projets. Malgré leur participation active au travail physique, la participation des femmes dans les décisions et la gestion locales étaient minimales dans les projets, par exemple, au Honduras (Espejo et al., 1993), Niger (Groote, 1990), Tanzanie (Binamungu, 1994), Thaïlande (Tunyavanich et al., 1987) et Zimbabwe (NCU, 1991).

On remarquait que les femmes jouaient un plus grand rôle dans la gestion après les travaux de construction dans les zones de forte migration masculine et dans les projets adoptant une stratégie sensible au genre. Au Lesotho, les femmes font non seulement la majeure partie du creusage, mais également l'essentiel de la gestion, quoique beaucoup d'hommes s'emploient comme main-d'œuvre saisonnière en Afrique du Sud (Mokoahoane, non daté; Worldwater, 1983). La question est de savoir si les hommes accepteront de laisser la gestion ou décideront de la partager avec les femmes une fois de retour. Dans d'autres pays, tels que le Mozambique et le Vietnam, l'acceptation masculine d'un rôle équivalent à celui des femmes était forte pendant la période de la guerre et de la crise politique, mais a disparu après la stabilisation de la situation (Hasna, 1986; Hitchcox, 1992).

Il est difficile de se prononcer également sur la mesure dans laquelle de plus grands rôles dans la gestion ont augmenté la charge de travail des femmes ou dans quelle mesure cette augmentation comporte des avantages. En Ethiopie, l'association nationale des femmes a aidé les femmes à s'impliquer plus au lieu de creuser simplement (Haile, 1981). Dans la région de Dodoto, 100 femmes ont été formées en gestion et entretiens techniques, et elles ont acquis l'expérience pratique en technologie et en gestion pendant la construction d'un ouvrage d'approvisionnement gravitaire pour 48 villages (Wolde, 1984). Les questions relatives à la charge de travail supplémentaire que ceci comporte, et la mesure dans laquelle les résultats justifient les apports, n'ont pas été évaluées. Il y a des indications que la participation augmente la charge de travail des femmes (Yacob et Walker, 1991). D'autre part, les femmes elles-mêmes trouvaient que ceci était un moindre problème aussi longtemps qu'elles avaient une influence sur le système d'eau (Whitaker, non daté). Lorsqu'elles avaient l'occasion de faire un choix avisé, les femmes tendaient également à choisir celles d'entre elles qui avaient assez de temps, de liberté et de respect à faire le travail sans être surchargées, pour les postes d'entretien et de gestion (Wijk, 1985).

Le partage du travail entre les hommes et les femmes ne se limitait pas aux contributions des ménages pendant la construction. D'autres formes se faisaient en nourriture pour les programmes de travail et la construction de l'infrastructure par le secteur privé *Travail contre nourriture*. Les femmes constituaient une proportion élevée de la main-d'œuvre dans de ces projets : par exemple environ 80 % dans les projets d'infrastructure

au Lesotho (Nook et al., 1983) et en Ethiopie (Holder et al., 1982). Au Bangladesh un tiers du blé distribué en nourriture pour le travail est allé aux ouvrières (Marum et Kaneez, 1981). En Tanzanie plus de femmes voulaient s'y joindre, mais les chefs de village et de gestion ont trouvé le travail trop laborieux. Néanmoins les femmes qui se sont jointes ont eu toutes sortes de tâches à exécuter (Tomoda et al., 1987).

Les évaluations au Bangladesh et en Tanzanie ont prouvé que la plupart des femmes participant à ces projets appartiennent aux ménages pauvres et souvent sans terre. Bon nombre d'entre elles étaient des chefs de ménages (Chen et Ghuznavi, 1977; Tomoda et al., 1987). Ces résultats ont abouti à un nombre limité de projets séparés pour les femmes, avec des niveaux de travail adaptés à leur capacité physique. D'autres exigences consistaient en un emploi plus égalitaire de travail, de même que des crèches et des latrines, et la formation pour des emplois plus permanents (Marum et Kaneez, 1981; Tomoda et al., 1987).

En outre, des changements structurels ont été recommandés, comme une politique nationale des prix plus réaliste pour que les cultures vivrières locales stimulent la production et réduisent le besoin d'aide alimentaire, des apports de développement agricole à long terme (Euronaid, 1984).

Secteur privé. Les documents de stratégie pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement soulignent l'efficacité du secteur privé, mais sans prendre en compte le genre. Deux aspects qui apparaissent dans les histoires de construction de système d'approvisionnement en eau sont le genre dans la participation en main d'œuvre et le contrôle de la main œuvre. En particulier en Asie, la participation des femmes en main d'œuvre dans l'infrastructure privée est forte. La participation réelle est plus forte, parce que beaucoup de groupes de travail de femmes sont inscrits au nom du chef masculin (Dhjamia, 1983). En Inde les femmes pauvres travaillent en particulier comme main d'œuvre non qualifiée dans la construction, comme aides maçons (Kurup et al., 1996). Parmi les femmes employées aux travaux d'infrastructure à Maharashtra en Inde, 80 % étaient des paysannes sans terre ou marginalisées, 18 % étaient des chefs de famille, et 40 % soutenaient leurs familles (ISS, 1979).

Contrôle de qualité. L'intérêt genre dans la construction ne se limite pas à la participation en main d'œuvre. Les futurs consommateurs et donc ceux qui en payeront le prix, des systèmes d'eau améliorés prendront également un intérêt direct dans la qualité du travail. Là où les agences reconnaissent de tels intérêts et que les consommateurs savent quoi rechercher, ils ont suivi de près tous les travaux locaux de construction des entrepreneurs (Cumberlege, 1993; Williams, 1980; Kelles, 1983). En référence à la pratique des ouvriers et des surveillants locaux qui s'approprièrent leur part des matériaux dans un projet d'approvisionnement en eau et de logement dans les bas quartiers de Colombo au Sri Lanka, les comités locaux de gestion ont exigé plus de contrôle sur la construction. Ils déclarèrent que même (si) les femmes pouvaient témoigner que le mélangeur de ciment prenait 5 sacs de ciment contre huit doses de sable au lieu de cinq

contre trois ' (UNICEF, 1983 : 135). En fait, les femmes étaient considérées comme les plus appropriées pour vérifier la qualité de la construction parce qu'elles sont à la maison pendant la journée, et peuvent prendre des dispositions pour diriger le travail.

4.2.3 L'exploitation et l'entretien

Avec la décentralisation aux plus bas niveaux appropriés, plusieurs des tâches d'opération, d'entretien et de réparation sont déléguées aux communautés. Dans le partage de ce travail les perceptions et les relations genre ont une forte influence. Au début les tâches étaient perçues comme purement technique et de prérogative masculine (Poluha, 1993).

Des raisons diverses ont été avancées par les hommes sur la participation des femmes au fonctionnement et à l'entretien (Harkness, 1983; Kelles, 1983). 'Les femmes ne veulent pas effectuer un travail non rémunéré' [mais les hommes le veulent-ils ?]. Et 'Elles partent souvent au marché' [Mais que diriez-vous de la mobilité des hommes ?] 'Elles doivent être à la maison et ne peuvent pas se permettre d'aller et de venir au village' [Mais elles vont aux sources d'eau]. Elles ont peur de sortir la nuit pour réparer une pompe '[Mais est ce nécessaire ?].

Un examen des tâches quotidiennes et mensuelles des opérateurs de pompes manuelles et des préposés d'ouvrages n'indiquait aucune tâche qui ne pourrait pas être faite ou organisée par les femmes (Wijk, 1985). Les principaux problèmes signalés au Bangladesh et en Guinée Bissau étaient que des boulons n'avaient pas été serrés et des roulements non huilés (Germany et l'UNICEF, 1983; Ploeg, 1980). La résistance physique des femmes rurales accoutumées aux lourdes charges de travail dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires ne devrait être sous-estimée non plus. Prenez le cas du programme nourriture contre travail en Tanzanie mentionné ci-dessus. Les chefs de projet employaient moins de femmes que d'hommes, contre une rémunération inférieure et à des tâches féminines, puisqu'elles étaient perçues comme le sexe faible. En pratique ce sont les femmes qui ont fait tout le travail au chantier et se sont portées à la formation pour l'entretien (Tomoda et al., 1987). Avec des outils et une formation adéquate, elles devraient pouvoir accomplir toutes les tâches régulières d'entretien et elles pouvaient obtenir l'aide d'autres pour les tâches occasionnelles plus difficiles. Les nouvelles pompes manuelles légères qui permettent le remplacement des pièces internes par le haut de la tête de la pompe facilitent aussi leur entretien par les femmes (Iddamalgoda et Dharmasili, 1987; Mauluka, 1981; Srivastava, 1990, 1991 et schéma 11).



Schéma 11. Participation des femmes à l'entretien local: réparations d'une des nombreuses pompes manuelles par une opératrice au Bangladesh (photo IRC par Akil Khan).

Tous les hommes non plus, n'ont pas une expérience plus technique que les femmes. Beaucoup d'hommes qualifiés en entretien de pompe manuelle dans la région Nord, Ghana n'avaient aucun savoir-faire ni expérience techniques précédents (Harkness, 1983). Une étude de quatre villages du Sri Lanka a indiqué qu'une proportion considérable de femmes manipulait les tournevis et les clés (Gunaratne, 1976). On rapporte aussi la familiarité des femmes avec les outils et la construction en Tanzanie (Drangert, 1993).. Les avis selon lesquels les femmes ne peuvent pas accomplir ainsi les tâches d'entretien et de réparation semblent se baser plus sur des concepts genre stéréotypés que sur toute incapacité avérée. Dans la confrontation de ces stéréotypes genre, (Wijk, 1985 : 33) cite neuf publications qui démontrent que les femmes peuvent bien faire un meilleur travail d'entretien et de réparation des ouvrages que les hommes. Les raisons qui ont été avancées sont :

- la préoccupation directe et l'intérêt personnel des femmes envers l'approvisionnement en eau ;
- leurs visites régulières aux points de distribution;
- la compatibilité de l'entretien préventif et de l'éducation du consommateur avec les tâches spécifiques aux femmes;

- la communication plus facile entre le personnel féminin d'entretien et les consommateurs féminins;
- une plus grande sensibilité des femmes à la pression sociale des autres femmes qui les pousse à faire un bon travail;
- l'importance des aspects sanitaires;
- la faible orientation de carrière et la mobilité de la main-d'oeuvre féminine et ;
- la formation des femmes en technologie moderne en reconnaissance de leur ancienneté de service dans la gestion des systèmes de desserte.

En reconnaissant la valeur d'une approche genre, la plupart des programmes font maintenant participer aussi les femmes à l'entretien local. Une distinction doit être faite à ce niveau entre les travaux volontaires d'entretien ('soins ') et les travaux payés (mécanique ou fonctions similaires). Les modèles produits signifient que femmes et hommes jouent le rôle de gardiens et effectuent le même travail; homme et femme travaillent en équipe d'entretien. Seules les femmes jouent le rôle de gardiennes, alors que ce sont les hommes qui font les travaux mécaniques rémunérés, etc. et que les travaux de mécanique sont repris par les femmes aussi bien que les hommes.

La situation la plus courante est que les femmes deviennent les gardiennes volontaires des points d'eau de leurs quartiers. En tant que telles, elles ont des tâches principalement environnementales et préventives : maintien des sites propres et secs, empêchement de la pollution et du gaspillage de l'eau, réduction des abus et du vandalisme, particulièrement par les enfants, diagnostic et signalisation des problèmes. Le travail est purement physique. La formation, si elle est donnée, tend à se concentrer sur la santé et l'hygiène, plutôt que sur le savoir-faire technique pour un diagnostic précoce et un entretien préventif.

En regardant ce développement à partir d'une perspective genre de la répartition hommes femmes du travail, de la formation et de la prise de décision discutée au chapitre 1, plusieurs déséquilibres attirent l'attention. Il semble que pour le travail d'entretien, les villageois et les agences utilisent les modèles genre prévalant pour donner les tâches volontaires du nettoyage, de la prévention aux femmes seules. Au cours de discussions sur la planification de l'entretien au Malawi, par exemple, et quand l'on a interrogé les villageois ceux-ci n'ont pas trouvé d'objection à l'implication des femmes, mais ont demandé pourquoi il fallait y avoir des hommes (Mauluka, 1981). Des situations semblables ont été rapportées dans des projets de Guinée Bissau (Visscher, 1982), Togo (Hoffman, 1984; Pillsbury et al., 1988), d'Indonésie (McGowan et al., 1991), des Philippines (Ybañez, ca. 1995) et dans plusieurs états de l'Inde (une expérience personnelle de l'auteur). Madsen, au Zimbabwe en 1988, rapporte la même chose, en remarquant que les femmes '... n'ont ni assez de temps ni de revenu pour travailler comme gardiennes volontaires. Il s'est produit des cas au Bhutan où des comités locaux exerçaient des pressions sur leurs femmes pour qu'elles s'investissent dans un entretien volontaire (EU et al., 1995).

La formation à toutes les tâches est parfois liée à l'absence d'hommes. Le Lesotho a beaucoup de gardiennes parce que beaucoup de garçons adultes travaillent en Afrique du Sud (Clark, 1982; Gray, 1982). Au Kenya et au Soudan les projets se sont tournés vers la formation des femmes qui cultivaient dans les villages, parce que les gardiens quittaient fréquemment le village (Hoffman, 1992; Sclafani, 1981). En outre ailleurs la migration et la mobilité masculines sont des raisons pour former les femmes (Munthali et Kamwanja, 1981; NCU, 1991). Les femmes sont également formées à toutes les tâches quand l'approvisionnement en eau fait partie d'un programme de femmes (Wijk, 1985). Le travail physique exigé dans l'entretien est souvent quotidien et s'ajoute à la charge de travail des femmes concernées. Comme on l'a vu au chapitre trois, cette charge est souvent plus forte que celle des hommes. En dépit de leur lourde charge de travail, les indications sont que, là où les hommes et les femmes travaillent comme gardiens, les femmes sont plus stables et efficaces dans leur travail que les hommes (Binamungu, 1994; Devadas, 1984). Les hommes voyageaient davantage et y perdaient de l'intérêt quand l'attrait de la nouveauté de la fonction disparaissait (DHV, 1982; Gopalakrishnan, 1984; Visscher et Werff, 1995). Il est probable cependant, que la raison n'en est pas que les hommes ne peuvent pas contribuer à l'entretien, mais que les critères de sélection étaient erronés (les jeunes hommes orientés vers la technique, dont le but était de trouver un travail étatique) et l'angle genre de l'entretien n'était pas considéré.

Le déséquilibre augmente quand le travail effectué par les femmes est volontaire, alors que le même travail ou un travail semblable fait par les hommes est payé. A Samoa, les sources d'eau étaient gérées par les groupes de femmes sur une base volontaire, sous la supervision d'une infirmière de santé publique plus âgée. Quand la politique de santé publique a changé, le travail des femmes n'a pas été reconnu mais a été repris par des inspecteurs de santé salariés. Le résultat a été une détérioration des conditions environnementales, à des coûts très élevés pour le gouvernement (Schoeffel, 1982). On rapporte des tendances semblables au Kenya et en Inde. Dans la province occidentale, au Kenya, le projet a remplacé les dépanneurs rémunérés par des préposées de pompe volontaires pour des raisons de mauvaise conduite et parce que les hommes partaient à la ville (Finnida et al., 1987; Hoffman, 1992). A Rajasthan le projet a formé des mécaniciens, mais également 72 mécaniciennes (Datta et Friese, 1993). Les femmes n'ont pas obtenu les mêmes conditions de travail et de paiement que les hommes et les conseils locaux n'ont pas accepté de supporter le paiement de leurs salaires (CDS, 1994). Des rapports semblables sur les femmes formées et effectuant le travail, sans être reconnues, viennent de Karnataka en Inde (Devi, 1998).

Un autre aspect de l'analyse genre est lié à la répartition du travail payé dans le ménage. En d'autres termes, qui obtient le travail et reçoit la formation requise mais qui effectue réellement le travail. Il semble, particulièrement que là où le personnel masculin réside sur place qu'il peut aussi gagner un revenu ailleurs en déléguant une partie de son travail sur place à une épouse ou à une fille non formée (Kelles, 1983; Kumar, 1989; Ma et Elmendorf, 1984). La formation et le travail vont au premier, alors que le travail réel est effectué par le second, souvent sans une compréhension et des qualifications suffisantes.

D'autre part, au Bangladesh, où les femmes ont été formées, les entrevues ont indiqué que, contrairement aux attentes, seuls 8 % recevaient de l'aide de leurs maris ou fils. Si les parents masculins aidaient, cette aide se situait principalement dans le déplacement pour acheter les pièces de rechange (Ma et Elmendorf, 1984).

Dans la dernière décennie, les femmes avaient de meilleures occasions de se former aux travaux d'entretien autre que le nettoyage et d'être ainsi rémunérées. En particulier, les mécaniciennes de pompe manuelle prédominaient. Les effets que l'entretien par les femmes d'une part ou les hommes de l'autre, ont sur l'état et la performance du système d'eau, et sur les ouvriers eux-mêmes, n'ont pas encore été profondément explorés. La recherche disponible tend à indiquer que techniquement les femmes s'acquittent de leurs tâches aussi bien ou mieux, et que les coûts d'entretien de l'agence sont par conséquent réduits. On rapporte ceci par exemple, dans des projets en Tanzanie, au Bangladesh, au Zimbabwe et Uttar Pradesh en Inde (Binamungu, 1994; Hoque et al., 1994; INSTRAW et UNICEF, 1988; Madsen, 1990; Sharma, 1989). Dans le cas du Rajasthan rapporté plus haut, la fréquence et la durée de panne de la pompe manuelle pour les mécaniciennes étaient inférieures à celles des mécaniciens. Cependant, les coûts d'opportunités sont élevés (Jonsson et Rudengren, 1991; Madsen, 1988). A Rajasthan le temps passé à l'entretien préventif par les femmes était presque de sept fois supérieur à celui des hommes. Devant toujours exécuter leurs travaux domestiques, elles font de ce fait face à une double charge de travail.

Au Bangladesh deux programmes séparés de pompe manuelle ont été évalués spécifiquement au genre. L'équipe d'étude a visité un échantillon de 324 pompes manuelle entretenues par des hommes et 148 entretenues par les femmes. Ils ont constaté que 12 des 256 ou 4,7 % des pompes entretenues par les hommes, et 4 des 121 ou 3,3 % de celles entretenues par les femmes, ne fonctionnaient pas. Au cours des deux dernières années, 68 ou 21 % des pompes entretenues par les hommes et 27 ou 18 % des pompes entretenues par les femmes avaient eu un temps de panne de plus de six mois. La fréquence des pannes rapportées était sensiblement inférieure pour les pompes entretenues par les femmes. La durée de panne rapportée était également inférieure, mais pas significativement. 11 % de plus de femmes que d'hommes nettoyaient régulièrement la plate-forme. Parmi les personnes qui faisaient cela chaque jour, les femmes comptaient le double. Les points de vue des gardiens coïncidaient avec les résultats de l'étude. Presque trois quarts pensaient que les femmes seraient aussi efficaces à l'entretien de pompe que les hommes (Micro, 1984)

Ces résultats, quoique intéressants, doivent être examinés avec prudence parce qu'ils se basent sur un rappel d'expérience de deux ans et non sur un suivi. En outre, plus de 80 % des pompes manuelles se situaient sur la terre ou dans la concession des gardiens. Un facteur déformant éventuel est aussi l'âge des pompes, qui n'a pas été pris en considération dans l'analyse.

4.2.4 Le Genre dans la gestion des services de l'approvisionnement en eau

Le nouveau cadre politique de mise en valeur et de gestion des ressources en eau préconise que toute la gestion ait lieu au niveau le plus inférieur possible. Il insiste aussi sur le fait que la mise en valeur et la gestion doivent être holistiques, parce que les divers sous-secteurs ont un impact sur les mêmes ressources en eau. En outre la demande en eau dans les communautés est holistique plutôt que sectorielle. On insiste sur les bassins fluviaux comme le niveau le plus approprié pour une gestion intégrée de l'eau. Comment le genre est-il opérationnalisé dans la gestion de l'approvisionnement en eau potable et dans une gestion plus holistique des ressources en eau. Puis, que sait-on de ses effets sur la ressource en eau et sur la vie des hommes et des femmes autochtones?

Les hommes et les femmes dans les services à gestion communautaire

Par le passé, il était tout à fait rare de voir des femmes et des hommes dans les organisations qui gèrent des services améliorés d'approvisionnement en eau domestique. Maintenant ceci change rapidement. Les femmes membres des organisations locales de gestion sont le résultat de nominations par les chefs locaux ou d'interventions par les agences de programme. Alternativement elles sont choisies par les hommes et les femmes dans les communautés elles-mêmes. Une expérience rapportée suggère que cette dernière formule est plus efficace que la première. Quand le conseil de l'approvisionnement en eau et du système des égouts de Gujarât a envoyé un ordre du gouvernement aux chefs formels du village leur ordonnant de compter des femmes dans les comités d'eau, plusieurs des femmes n'étaient membres que sur papier. Le chef était allé à leur maison, avait noté leur nom et l'avait indiqué à l'encre sur un papier officiel, mais elles ne savaient pas exactement ce qu'elles étaient censées faire et n'avaient jamais participé à une seule activité de gestion (R. Nanavatti, communication personnelle). Là où les membres de comité de l'eau sont choisis par leurs camarades hommes et femmes, les barrières formelles peuvent empêcher l'élection des femmes. Puisque les membres du conseil sont habituellement choisis parmi les membres d'association, d'excellentes candidates qui ne sont pas chefs de famille ont été exclues. Les associations de consommateurs de l'approvisionnement en eau et de l'irrigation aux Philippines ne comptaient presque aucune femme dans la prise de décision et les fonctions de gestion, parce que seuls les chefs de famille étaient autorisés à devenir membres des associations de consommateurs (Cloud, 1994; Philippines, non daté). L'adhésion individuelle aux associations de consommateur pour les chefs de famille masculins et féminins donne aux femmes une meilleure chance d'une voix dans les décisions collectives et garantit que les hommes et les femmes contribuent au service (Zwarteveen et Neupane, 1996). Comme l'a dit une femme d'une association mexicaine de consommateurs ' parfois je pense une chose et mon mari pense différemment. Mais toutes nos deux voix comptent ' (Schmink, 1984: 6).

Dans des projets du Malawi, de l'Inde et du Sri Lanka les femmes sont devenues membres de conseils mixtes par la représentation fonctionnelle des présidents d'organisations locales, y compris la section du parti des femmes, les organisations traditionnelles des

femmes et des cercles de mères (Clinard, 1966; Fernando, 1984; Kandawire, 1981). Un inconvénient à cette approche est que les femmes pauvres ne sont pas toujours représentées soit parce qu'elles ne sont pas organisées soit parce que leurs organisations ne sont pas reconnues. Hale (1977) a constaté que les femmes des factions dirigeantes et des ménages à revenu élevé dominaient les clubs de femmes. Hannan (1984) rapporte la même chose. Dans les cultures plus isolées les femmes et les hommes tendent à avoir des organisations de gestion séparées (Wijk, 1985).

Les effets de la gestion communautaire

Que veut dire la gestion sensible au genre pour la gestion des services et pour les hommes et les femmes eux-mêmes? D'une façon générale, les rapports indiquent que les femmes membres des organisations locales de gestion de l'approvisionnement en eau font des efforts spéciaux pour établir ces services et les garder en état de marche. Au Panama, 'chacune des 26 communautés visitées comptait au moins une femme dans le sous-comité de l'eau...les femmes avaient des rôles importants dans l'entretien des systèmes d'eau. Dans plusieurs communautés qui avaient des problèmes pour recouvrer les coûts de l'eau, les femmes émergeaient comme chefs locaux et géraient avec succès le processus de recouvrement (Meehan et Viveros, 1982: 8). Hecht (1995) et Kwaule (1994) rapportent aussi sur une gestion plus efficace. Dans les systèmes d'approvisionnement en eau périurbaines du Malawi les femmes sont de tous les membres les plus longtemps actifs sauf dans trois comités de gestion de l'eau. Janssen, d'autre part, n'a trouvé aucune différence à travers les facteurs genre en l'absence d'autres conditions pour une bonne gestion, telle que la présence d'une demande du service, d'un emplacement accepté pour la pompe et d'un choix approprié et une formation des membres du comité (Janssen, 1988).

Néanmoins, comme dans la planification, il y a également des histoires des femmes membres par symbolisme, qui n'assistent pas aux réunions et n'ont aucune influence (Chachage et al., 1990; Groote, 1990; Kwaule, 1994; Madougou, 1995; Muller, 1991; Tanzanie et al., 1983) ou sont remplacées dès que les maris émigrés retournent (NCU, 1991). Dans le cas rapporté par Fong et al. (1996: 35) les femmes membres du comité recevaient principalement des tâches non qualifiées de nettoyage. En général il ne suffit pas de compter simplement des femmes dans les comités. En Tanzanie méridionale les membres féminins ne participaient pas aux réunions jusqu'à ce que le personnel de terrain ait travaillé plus étroitement avec les comités et qu'une femme membre du personnel soit formée et appuie les femmes membres (Tanzania et al., 1983). Dans le projet de New Delhi rapporté par Clinard (1966) l'agence a utilisé une représentation spécifique au genre à trois niveaux et des mesures spéciales pour faciliter la participation des femmes pour obtenir l'implication des femmes à trois niveaux de la prise de décision. La formation des représentants d'hommes et de femmes comprenait des discussions sur les femmes et le développement. Les représentants de femmes ont également eu des réunions séparées pour discuter les questions communes et obtenir la formation.

Dans les villages du Pakistan les comités de femmes n'ont pas décollé parce que les femmes devaient voyager, ce pourquoi elles n'avaient pas le temps, les moyens et la permission. D'autres comités ne se réunissaient seulement que sur l'initiative du comité des hommes (Azad et UNICEF, 1983). D'autre part, on dit que les comités de femmes de Gezira et Kordofan au Soudan fonctionnent bien, souvent mieux que ceux des hommes (INSTRAW et UNICEF, 1988; White, 1980). Dans un ouvrage Mexicain les femmes de l'association des consommateurs de l'ouvrage ont établi une Commission Gran séparée parce qu'elles étaient insatisfaites du travail du comité de direction, formé d'hommes, dans la gestion de l'approvisionnement en eau. En conséquence, le paiement local et la performance de l'ouvrage se sont améliorés (Schmink, 1984). A la fois ici et en Indonésie l'influence séparée des femmes a bien fonctionné, apparemment parce que l'approche était non seulement culturellement appropriée, mais également choisie par les femmes elles-mêmes.

Les effets de la participation féminine à la gestion sur les femmes et sur les hommes dans les communautés sont multiples. La reconnaissance des tâches de gestion et la formation des femmes aux nouvelles tâches et qualifications ont augmenté leur statut et la confiance en soi (Libatique, 1994). Les femmes de Visayayas aux Philippines ont rapporté que leurs points de vue sont de plus en plus respectés et leurs besoins satisfaits en ce qui concerne le temps des réunions, de la conception des latrines et de l'approvisionnement en eau. Elles pensent à présent qu'elles peuvent vraiment contribuer au bien de la communauté et être des partenaires du progrès' et non pas 'des objets décoratifs'. Certaines croient qu'elles ne sont plus subordonnées aux hommes. Les chefs masculins et féminins accueillent favorablement leur participation parce que les femmes ont un rôle dans le développement et ils ont besoin de capacités de femmes, quoique parfois limitée aux rôles féminines traditionnels (Ybañez, ca. 1995 : 17-18).

Dans un projet en Indonésie, les femmes ont développé leurs connaissances, la confiance en soi, le leadership et la gestion autonome des systèmes d'eau a accru (Narayan, 1989). La formation spéciale a donné aux femmes membres de comité au Malawi la confiance en soi pour prendre des décisions de gestion elles-mêmes. Les comités ayant plus de femmes ont aussi géré une plus grande couverture de latrines (896 latrines ou 95 % de couverture), dont 68 % étaient 'dans un état satisfaisant'. Sous le leadership masculin le résultat était de 632 latrines ou 67 % de couverture et de 43 % 'dans un état satisfaisant'. Les autres effets de la stratégie genre étaient: plus de raccordements, de meilleur paiement et de gestion des paiements et moins de gaspillage de l'eau et de mauvais drainage aux points d'eau communaux. Il y avait, cependant, aussi des effets négatifs: plus de tension entre les hommes et les femmes et le retrait des hommes face à leur responsabilité partagée sur un approvisionnement en eau communautaire (Kwaule, 1994). À New Delhi, 'plusieurs hommes se sont réconciliés par la suite à la participation des femmes à l'intérieur ou l'extérieur des zones du projet, et les femmes ont développé des sentiments d'indépendance.... Les attitudes des femmes plus âgées ont changé dans une certaine mesure, en particulier pour permettre à leurs filles et belles-filles de quitter la maison pour participer...' (Clinard, 1966: 272).

D' autre part, les femmes tendent toujours à participer à la gestion seulement au niveau le plus inférieur, par exemple dans les comités de gestion de point au niveau village. Au niveau supérieur, les représentants sont généralement des hommes. C'est à ce niveau que les plus importantes décisions de gestion sont prises. Comme exemple, on peut citer un programme du Sri Lanka (Kelles, 1983). De même, au Bhutan et au Zimbabwe les comités de district et de section dans lesquels les principales décisions sont prises sont exclusivement à composition masculine (Buringa et Lham, 1992; Olsson et al., 1990). Cette relégation des femmes à des niveaux inférieurs ne se retrouvait pas dans un projet urbain de New Delhi qui pratiquait la représentation en couche. Les femmes choisissaient leurs propres représentantes au niveau du quartier et du voisinage. Les niveaux se composaient de 15 à 100 familles et de 250-400 familles. Les représentantes de ces niveaux étaient appelés pour la première fois à des fonctions civiques et devenaient membres de conseils de quartier qui géraient les projets pour 1.500 à 4.000 familles. Les deux tiers de ces femmes participaient occasionnellement aux réunions de niveau supérieur contre un cinquième qui le faisait régulièrement (Clinard, 1966).

Parfois, les agences font la promotion de la gestion des approvisionnements en eau exclusivement par les femmes et ne traitent pas les responsabilités et les tâches masculines (Gopalakrishnan, 1984; Janssen, 1988). Il arrive aussi que les agences de projet accordent tellement d'attention aux femmes, par rapport à la participation des hommes, que le service vient à être perçu comme un projet de femmes, dont seules les femmes ont la responsabilité (Oenga et Ikumi, 1991; Kinley, 1991a; Liao et al., 1994; Valera, 1987). Les groupes de femmes qui construisent les réservoirs de collecte d'eau pluviale au domicile de leurs membres tendent aussi à financer ces équipements d'un seul coup, par exemple au Kenya, au Tonga et les Philippines (Cumberlege et al., 1994; Fleming, 1986; Libatique, 1994; Mbugua, 1994; Wacker, 1990 et schéma 12). Dans ces cas-ci les projets font porter aux femmes la charge d'un approvisionnement en eau communautaire dont les hommes membres du ménage profitent aussi, indépendamment de la plus forte charge de travail et de la faiblesse de ressources des femmes. La décision de le faire seule peut, cependant provenir aussi de la nécessité ou du choix. Dans son analyse de 24 groupes de femmes qui construisent des réservoirs d'eaux pluviales au Kenya, Wachter a constaté que la moitié des membres étaient des parents seuls et que les femmes craignaient de perdre le contrôle lorsqu'elles n'étaient plus seules responsable de toutes les tâches. En rendant compte de ses expériences, Kavita, dans Boesveld, 1994, rapporte comment les femmes étaient simplement disposées à associer les hommes quand elles sentaient qu'ils avaient suffisamment de qualifications et de confiance. 'Après environ dix ans de formation et d'activités séparées, les femmes ont estimé que les hommes devraient être impliqués également. " Que diriez-vous de nos maris?" ont-elles demandé. " Si nous avions la formation ainsi que nos hommes, nous pourrions partager les idées, les plans et les activités de développement dans nos villages "'.

Il y a d'autres cas où seules les femmes gèrent un service d'approvisionnement en eau. Les organisations de femmes des quartiers à faible revenu dans les capitales du Honduras et du Kenya achètent l'eau en vrac au service l'approvisionnement en eau de la ville et la

vendent aux ménages à des points de vente. Bien qu'ici, aussi, les femmes n'obtiennent pas l'appui des hommes, la différence est que ces services leur apportent des revenus financiers qu'elles contrôlent elles-mêmes. À Nairobi, au Kenya, les femmes utilisent l'eau pour brasser la bière et pour les salons de thé et ne dépendent plus des tenanciers de kiosques privés qui pratiquent des prix élevés. Les femmes de la côte kenyane utilisent les gains d'eau et de temps pour des projets économiques et utilisent une part inconnue de ce profit pour entretenir les pompes (Narayan, 1988). Au Honduras, le coût de dix litres d'eau est fixé à 10 cents tandis que par le passé les fournisseurs privés ne prenaient pas moins de 35 à 50 cent pendant la saison sèche (Elmendorf et Kruidierink, 1983).

L'absence de données de terrain comparatives spécifiques au genre

Jusqu'ici l'information sur la façon dont les hommes et les femmes participent à l'établissement et à la gestion de l'approvisionnement en eau, existe principalement sous forme d'études de cas. À la fin des années 70, deux grandes études terrain comparatives ont été effectuées pour évaluer la relation entre le degré de participation communautaire et la gestion et l'exécution financière et technique des approvisionnements en eau. La première a été effectuée par Imboden en 1977. Miller (1978) et Bennell (1979) ont analysé les données. Imboden a comparé 11 projets dans 7 pays en Afrique. Tandis que le degré de participation à la planification, à la construction, à l'entretien et au financement de l'entretien semblait n'avoir aucun effet sur le pourcentage total des installations en panne, la rapidité de la réparation était généralement plus grande dans les ouvrages à participation communautaire.



Schéma 12. Les projets de collecte des eaux pluviales, tels qu'ici à Tonga, tendaient à être ceux des femmes plutôt que des projets communs, avec groupes de femmes assurant toute la construction et le financement (Photo IRC par Akil Khan)

La deuxième étude a eu lieu sur 137 systèmes d'approvisionnement en eau en milieu rural du Mexique. Cette étude a montré qu'avec une certaine forme de participation dans les

phases précédentes, 71 % des ouvrages étaient en état de marche lorsqu'ils ont été visités contre 51 % des ouvrages sans participation. Là où les consommateurs avaient contribué en espèces, 71 % payaient les tarifs à temps. Dans les ouvrages sans participation des consommateurs, aucun de ceux-là n'a déclaré avoir payé à temps (Barra, 1978).

Au moment de ces études, le genre n'avait pas encore été reconnu comme variable affectant la gestion des systèmes d'eau. En conséquence, l'auteur a examiné simplement le genre dans la construction. Des personnes interviewées, seulement 7 % étaient des filles dont 24 % avaient participé au travail réel de construction. On ne rapporte pas l'appui qu'elles ont apporté à l'ouvrage en restauration et autres services. Aucune des deux études n'a essayé de voir si le genre a joué un rôle dans la forte ou la faible efficacité de la gestion du service.

Il a été montré aussi dans une étude documentaire de 121 projets financés par la Banque Mondiale en 1993 que les systèmes prévus, établis et gérés avec les consommateurs sont meilleurs que les systèmes sans une telle participation et gestion, dans les systèmes d'approvisionnement en eau en milieu rural. Deepa Narayan a constaté que, sur un total de 19 facteurs d'influence, la participation globale des consommateurs était la cause significative la plus déterminante de l'efficacité globale du projet. Dans le contrôle de 18 autres facteurs, la participation des consommateurs à la conception, la construction, l'entretien et la gestion ont augmenté l'efficacité du projet au facteur 1,5. La participation a également contribué sensiblement à la proportion des systèmes d'eau en bon état et aux avantages économiques et environnementaux (Narayan, 1993: 4).

La participation des consommateurs est un terme général, et n'énonce pas si ces consommateurs sont des hommes ou des femmes ou de quelles classes socio-économiques et catégories d'âge elles viennent. En examinant la participation femmes/hommes, Narayan a constaté que seulement 17 % des projets impliquaient à la fois des hommes et des femmes, et que des 20 projets les plus participatifs, seule la moitié avait aussi une forte participation féminine. Ceux qui ont utilisé une approche genre pour associer les femmes et les hommes ont obtenu des très bons résultats consistants sur tous les indicateurs de succès de projet excepté le partage des coûts et les qualifications (tableau 3). Les données, cependant, n'informent pas sur la façon dont les coûts et les avantages de la participation sont équilibrés entre les femmes et les hommes.

Tableau 3. Les corrélations de Pearsons de la participation globale et de la participation des femmes avec les avantages des 121 projets d'approvisionnement en eau du milieu rural cofinancés par la Banque Mondiale

| <i>Num éro</i> | <i>Catégorie</i> | <i>Participation globale</i> | <i>La participation des femmes</i> |
|----------------|---|------------------------------|------------------------------------|
| 1. | Efficacité du projet | 70 | 76 |
| 2. | Efficacité du système d'eau | 70 | 76 |
| 3. | Qualité de conception du projet | 66 | 72 |
| 4. | Qualité de la mise en œuvre du projet | 69 | 76 |
| 5. | Transition d'exploitation du système | 64 | 71 |
| 6. | Qualité de l'organisation SCIENTIFIQUE DU TRAVAIL du projet | 60 | 65 |
| 7. | Entretien après un an | 52 | 58 |
| 8. | % des coûts récurrents que les consommateurs payent | 57 | 46 |
| 9. | Fiabilité de système d'eau | 53 | 54 |
| 10. | Efficacité du projet | 51 | 59 |
| 11. | Habilitation Communautaire | 82 | 85 |
| 12. | Habilitation des femmes | 73 | 88 |
| 13. | Capacité accrue du client pour les tâches | 81 | 79 |
| 14. | AE Avantages Sanitaires | 51 | 57 |

4.3 L'Opérationnalisation de la gestion de la demande spécifique au genre

4.3.1 *La gestion de l'approvisionnements en eau*

Les cas où les compteurs limitent la consommation tout en permettant aux ménages pauvres d'avoir accès à une meilleure eau, en particulier dans les zones urbaines à faible revenu, sont nombreux. Dans tous les cas, la gestion des compteurs est spécifique au genre. A Villa de los Laureles dans la capitale du Honduras, à Ouagadougou (Bedek et al., 1987) et à Nairobi, les organisations locales achètent l'eau du service municipal en vrac et la revendent dans des kiosques à un prix de recouvrement de coûts aux femmes locales. Les avantages de ce système sont non seulement un meilleur rendement financier à l'agence d'eau avec moins d'administration et de gaspillage que les robinets publics; ils contribuent également à la justice sociale. Au Kenya, les femmes ne dépendent plus des entrepreneurs privés qui possèdent les kiosques à eau et dictent les cours de vente (Siboe, 1983). A Villa de los Laureles l'opportunité d'emploi est répartie entre ceux qui sont le plus dans le besoin. ' Les femmes se sont organisées pour que tous les trois mois une autre femme chef de famille soit affectée comme gestionnaire de l'eau afin de contrôler le robinet et de collecter 10 cent (un lempira) pour 10 litres d'eau. Avec ces honoraires, le

coût de l'eau du gouvernement est payé de même que le salaire de la gestionnaire de l'eau (Elmendorf et Kruiderink, 1983: p. 20).

Les femmes de Villa de los Laureles ont développé également un système de fonctionnement ajusté à la pénurie d'eau. Le matin, l'eau se vend au robinet dans la partie basse du quartier et dans l'après-midi dans la partie haute. Ceci s'est été fait pour contrer les problèmes de basse pression d'eau, provoqués par les pentes raides des habitations de squatters et de la demande excessive de la ville dans son ensemble. La justice sociale des tenanciers de kiosque vendeurs d'eau devrait être prise en compte à la lumière des circonstances particulières. Dans certains cas, le système peut être satisfaisant du point de vue de l'agence, mais en réalité pour les populations cela peut être une 'taxe de salubrité' (Scotney, 1977: 40). Ceci non seulement parce que les salaires des exploitants de kiosque augmentent le prix aux consommateurs, mais également parce que les femmes doivent encore porter l'eau. Ceci implique que de plus petites quantités d'eau sont utilisées et le risque de contamination très élevé (White, 1974). Dans ces cas-ci, les raccordements de groupe partagés et une organisation de femmes pour recouvrer le prix de l'eau peuvent être tout aussi rentables à l'agence et plus salutaires aux femmes. A Villa de los Laureles, une telle solution semblait techniquement impossible, mais la société d'eau a installé des raccordements partagés à gestion communautaire dans d'autres quartiers de la ville (Espejo et al., 1993).

Il existe un approvisionnement en eau compté plus proche avec des raccordements de groupe dans les quartiers à faible revenu des villes du Malawi. Chaque petit quartier forme une association des consommateurs d'eau comptant environ 20-30 familles. Chaque association obtient une borne fontaine à plusieurs robinets, des supports de seau et de lavage, de drainage et un compteur dans une boîte à soupape renforcé pouvant être verrouillé. Les consommateurs décident conjointement de l'emplacement. Un ingénieur donne son avis sur les sujets techniques, pendant que les consommateurs examinent les aspects sociaux principalement. Les consommateurs détiennent un compte conjoint auprès de l'agence d'eau. Chaque association des consommateurs a un comité de robinet, qui ouvre le robinet le matin et le soir et répartit la facture entre les membres du ménages. Après un bon début, les comités se sont heurtés à des problèmes parce qu'ils ne savaient pas gérer correctement leur borne fontaine. Les conflits tournaient autour des heures d'ouverture, de la répartition du prix (forfaitaires, même lorsque les hommes avaient deux épouses ou l'eau utilisée pour le lavage quotidien de taxis) et de l'utilisation non autorisée de l'eau. Quand les membres du comité ont abandonné, ils n'ont pas été remplacés, de sorte que les comités se sont retrouvés avec un seul membre et sans contrôle interne. En outre, la plupart des membres du comité de robinet étaient des hommes, mais étant partis la plupart du temps, le travail réel de gestion était effectué par les femmes. La recherche active a corrigé ces ratés initiaux et maintenant le système a été répliqué au niveau national (IRC, 1986; Kwaule, 1993, 1994).

En constituant les groupes de consommateurs, il faudra un soin particulier pour ne pas exclure les ménages pauvres. Dans le cas du Malawi, les groupes décidaient parfois que les ménages pauvres pourraient adhérer aux groupes de consommateurs et soit ne pas

payer du tout ou payer seulement une part réduite de la facture. A Shinyanga, les femmes ont dit qu'elles utilisent le même système pour les ménages pauvres qui n'étaient pas en mesure de payer une partie de la facture (expérience personnelle de l'auteur). De telles exemptions peuvent se produire, en particulier dans un quartier mieux nanti où vivent un ou deux ménages pauvres, et où la zone adopte une culture égalitaire. Dans les quartiers généralement pauvres, des mesures structurelles ont été employées pour rendre les raccordements de groupe et de ménage comptés accessibles. Le paiement des tarifs de raccordement était réparti sur une plus longue période, et l'introduction de tarifs en bloc a permis l'utilisation d'un tarif social et subventionné transversalement pour la consommation de base (Wijk, 1989).

4.3.2 Rationnement de la distribution

En cas de pénurie d'eau, beaucoup d'agences de l'eau retournent au rationnement comme moyen de gestion de la demande. Comme on l'a vu au chapitre 3 ceci mène à des conflits considérables pour l'eau entre les divers groupes de consommateurs. Il y avait également un impact négatif sur l'éducation des filles car elles devaient attendre aux robinets pour donner le signal quand l'eau viendrait. Les femmes se plaignent de l'approvisionnement irrégulier dans les systèmes d'approvisionnement en eau courante (Abdel, 1983). Apparemment les agences concernées ne prennent pas en compte le temps et le besoin de gestion du temps des femmes, en particulier ceux des femmes pauvres. D'autres agences d'eau ont une approche plus conviviale aux consommateurs, et une ration d'eau entre les différents secteurs selon un programme préétabli et annoncé, pour que les consommateurs puissent ajuster leur utilisation de l'eau à ces heures. La rotation du programme s'assure que chaque quartier obtiendra son tour à des heures commodes pour l'approvisionnement. Il existe également des exemples de consommateurs s'organisant pour résoudre les problèmes de rationnement, comme dans le cas des femmes de Villa de los Laureles.

4.3.3 Réduction de l'eau non mesurée au compteur

La perte d'eau sans recouvrement de coût se produit au niveau des tuyaux percés, les robinets fuyants, particulièrement les robinets publics et les raccordements illégaux. En outre des mesures techniques et des mesures sociales ont été également utilisées comme moyen de réduction de ces pertes dans le secteur de l'eau potable. Dans les communautés plus étroitement installées, les robinets publics ont été remplacés par des raccordements de groupe et des bornes fontaines de quartier, tels que ceux du Malawi. L'expérience a montré que ces raccordements ne peuvent être installés en utilisant uniquement des critères spatiaux. Puisque les femmes en particulier, doivent partager les raccordements elles doivent constituer leur propre groupe d'utilisatrices (Buckles, 1980; Muller, 1976; Scotney, 1977). Les comités locaux de l'eau veillent et rapportent également les pertes d'eau. Au Kerala, le programme promeut maintenant l'idée que les volontaires masculins devraient aussi devenir membres des comités locaux de robinet, afin de partager le travail avec les femmes (Kocharani Mathew, communication personnelle). À Santiago De Chili, EMOS a formé des femmes plombiers pour monter des raccordements

dans les zones à faible revenu et réduire l'eau non mesurée au compteur (schéma 13). Un comité colombien de l'eau a visité tous les ménages chez eux quand il a compris que l'addition d'une installation de traitement limitait la quantité d'eau dans leur système d'approvisionnement gravitaire. Comme un des moyens pour une meilleure gestion de la demande, chaque membre a visité des ménages pour voir s'ils avaient des robinets à fermeture appropriée et pour expliquer pourquoi il fallait consommer moins d'eau. Les visites ont indiqué que beaucoup de ménages n'utilisaient pas des robinets, mais laissaient couler l'eau dans leurs parcelles de terrain pour irriguer leurs légumes et cultures d'arbre fruitier (expérience personnelle de l'auteur). Plus tard, plusieurs de ces ouvrages ont été identifiés pour permettre une meilleure gestion de l'eau, en particulier où l'eau domestique était également utilisée journalière ment pour rincer les porcheries, irriguer et laver le café.

4.3.4 Paiements de l'eau

Quand les communautés payent, qui paye dans les ménages et à quelle fin? Comme on l'a discuté, dans beaucoup de domaines les femmes sont les gestionnaires ou les co-gestionnaires du budget du ménage. Elles devraient donc être impliquées dans les décisions financières. Dans certaines sociétés, où les femmes avaient des revenus en espèces indépendants, les agences les ont approchées directement pour les financements, par exemple au Cameroun (IRC, 1997), en Indonésie (Evans et Appleton, 1993) et au Niger (Niger, 1992). La forte motivation des femmes pour un meilleur approvisionnement en eau et l'attention accrue à la participation des femmes 'a également amené les hommes autochtones à percevoir un système d'approvisionnement en eau amélioré comme un projet de femmes et non pas un service communautaire partagé (Oenga et Ikumi, 1991).



Schéma 13. Les femmes formées comme plombiers dans les zones à faible revenu de Santiago De Chili, peuvent gagner un revenu et réduire l'eau non mesurée au compteur (photo: EMOS S.A.)

De tels développements renforcent l'inégalité qui a remplacé auparavant l'égalité entre les sexes. À l'origine dans ces cultures, les hommes et les femmes avaient des sources de

revenu séparées mais équitables, par exemple des récoltes de subsistance, et également une répartition équitable des responsabilités. D'une façon générale, les hommes étaient obligés de fournir le logis, l'habillement, la nourriture supplémentaire si nécessaire, et de supporter diverses dépenses, telles que les impôts et les frais scolaires. Les femmes fournissaient la plupart de la nourriture du ménage, les ustensiles du ménage, les vêtements et les médicaments pour elles-mêmes et leurs enfants, les frais de scolarité et les livres (Dey, 1983; Banque Mondiale, 1983).

De nos jours les hommes produisent des cultures de rente plus profitables à l'aide d'instruments modernes. Adhérant à la répartition traditionnelle des responsabilités, ils peuvent dépenser la plus grande partie de leurs revenus à un usage personnel, comme on le rapporte dans les études en Asie du Sud (Palmer et al., 1983), au Cameroun (Langley et Ngom, 1979), au Zimbabwe (Chimedza, 1984) et au Mexique (Nash, 1977). Pendant ce temps, les femmes continuent à produire des cultures vivrières ou à pratiquer des métiers traditionnels, tels que la fabrication de savon, sans outils et équipement modernes. Leur plus petit bénéfice ne va pas à des produits de luxe, mais est dépensé pour des produits de première nécessité, qu'elles ont toujours apportés au ménage (Wijk, 1985). Une autre demande sur leurs maigres gains serait une charge anormale, à moins que leur potentiel de génération de revenu soit augmenté, par exemple dans les projets intégrés d'utilisation économique de l'eau.

Mais là où à la fois les hommes et les femmes payent dans le ménage, une approche genre plus équilibrée est également pratiquée. Dans le programme d'approvisionnement en eau en milieu rural au Niger, par exemple, la politique est que tous les adultes payent pour l'entretien. Cependant, les femmes payent un tiers de ce que les hommes payent. Au Mali également tous les adultes payent. Les femmes payent généralement la moitié du montant que les hommes payent (Bolt, 1997). Les villageois de Bomono-Gare, Cameroun utilisaient la même stratégie et facturaient plus fort un volume d'utilisation plus élevé. Les hommes payent 500 FCFA, les femmes 300, mais ceux qui font les briques, arrosent les jardins ou qui ont l'eau dans la maison payent un tarif plus élevé. On ne peut cependant pas obliger les grands consommateurs plus influents à payer (IRC, 1997).

Les paiements locaux réussis dépendent également de la convenance du système local de paiement pour les hommes aussi bien que les femmes (Wijk, 1994). La convenance peut se rapporter au niveau du paiement, de la fréquence, de l'emplacement et de la gestion. Certaines sociétés et communautés utilisent un tarif 'social' bas pour la quantité nécessaire à la boisson, la cuisine et l'hygiène de base et ont aussi des règles d'exemption. Le tarif élevé pour les plus grands consommateurs subventionne parfois transversalement ce tarif social.

Parfois l'approvisionnement en eau n'est pas compté ou les raccordements sont partagés, et ainsi la facturation ne peut pas se baser sur la consommation réelle. Dans ces cas, les indicateurs locaux de prospérité, de taille et de composition du ménage ont été employés pour déterminer les grands ménages, les moyens ou petits consommateurs d'eau (Wijk,

1987). Dans un système de raccordement de quartier du Malawi, deux raisons pour lesquelles les consommateurs arrêtaient le paiement du tarif de leur groupe étaient qu'ils s'opposaient aux heures d'ouvertures fixes et aux taux forfaitaires pour leurs groupes. Certains ménages se composaient du mari et d'une épouse avec deux ou trois petits enfants, qui utilisaient l'eau au niveau domestique uniquement. Dans d'autres, il y avait deux épouses et un nombre considérable d'enfants âgés, et le mari pouvait conduire un taxi qu'il lavait chaque jour. Pourtant les deux ménages payaient la même part de la facture d'eau du groupe. La formation des comités de gestion de points d'eau sur la possibilité d'ajuster les heures d'ouverture et le partage de la facture aux différents modèles de demande et d'utilisation a aidé à surmonter ces objections (IRC, 1986). Les outils participatifs ont aidé les ménages à comprendre la nécessité des paiements et à décider des systèmes de paiement localement appropriés. En Colombie, CINARA a développé "le jeu de l'autobus". Dans ce jeu les participants comparent leur approvisionnement en eau à un service d'autobus, qui pour bien fonctionner doit payer divers articles, et où les passagers payent selon leur utilisation. L'état des lieux social est employé pour identifier les capacités différentielles de paiement des ménages (CINARA, à paraître).

Les agences qui répondent à la demande ajustent aussi la fréquence et le lieu du paiement aux conditions locales. Deux raisons (mais il y en a plus) pour lesquelles la Banque Grameen au Bangladesh a un si bon taux de remboursement sont que les clients peuvent payer de petits montants par semaine et à un agent dans leur propre quartier (Yunus, 1985). Les femmes, qui sont le principal groupe de clients, trouvent cela tout à fait commode parce qu'elles tendent à gagner un peu d'argent chaque jour et à avoir des problèmes à se déplacer trop loin de la maison (Stenvang et al., 1990). Ailleurs les ménages trouvaient plus commode de payer après la moisson ou à d'autres fréquences, selon leur flux particulier de revenu (Wijk, 1987). A Karnataka, un projet d'eau emploie des techniques rurales d'évaluation participatives pour évaluer de tels flux annuels de travail et de revenu (Vyasulu, communication personnelle).

En particulier, quand les femmes effectuent les paiements, l'endroit et la méthode de recouvrement des coûts sont tout à fait essentiels. Au Kenya, Scotney (1977) a constaté que les distances que les femmes devaient parcourir jusqu'à l'agence locale de l'eau constituaient une contrainte contre la régularité des paiements. C'est peut-être la raison pour laquelle, dans beaucoup d'approvisionnements locaux en eau, les paiements de l'eau sont recouverts à domicile et que cette tâche est effectuée par les femmes. D'autres raisons sont que les femmes sont des collecteurs de fonds et des trésorières plus dignes de confiance (Boesveld, 1994; Narayan, 1988; Niger, 1990, 1992) et que les maris préfèrent que, lorsqu'ils sont absents que ce soit les collectrices qui rendent visite à leurs épouses (Wijk, 1985).

On rapporte communément ce phénomène de préférence pour les trésorières. Les rapports viennent de : l'Amérique centrale (Espejo et al., 1993; Meehan et al., 1982; Schmink, 1984), la Colombie (CINARA, 1990, 1994), l'Éthiopie (Poluha, 1980), l'Indonésie

(Narayan, 1988, Sumbung, 1990), les Philippines (Valera, 1987), le Kenya (Oenga et Ikumi, 1991), la Tanzanie (Mjenga et al., 1992), le Soudan (Livingstone, 1994) et le Mali et le Togo (Bolt, 1997; Boucher, 1987). Au Niger, un séminaire national sur la gestion de l'approvisionnement en eau en milieu rural a révélé qu'au départ les communautés choisissaient des hommes d'affaires comme trésoriers. Lorsque ceci a provoqué le débat sur l'amalgame des intérêts financiers et des obligations sociales pour accorder des prêts à leurs camarades hommes, ce sont finalement les femmes qui ont été choisies. En raison de l'expérience positive de leur engagement et leur honnêteté, le manuel social pour l'approvisionnement en eau communautaire recommande maintenant de choisir des trésorières pour les comités d'eau. Dans la province de Dosso, où les petites villes fournissent l'eau par la vente aux kiosques, ce sont les vendeuses qui sont encore aux affaires.

Tandis que ces femmes reçoivent un salaire pour leur travail journalier, beaucoup de trésoriers de comités d'eau n'étaient pas payés. Ceci n'est généralement pas différent pour les exploitants d'agence. Cependant, cela devient un problème quand le travail de recouvrement des coûts et de la gestion financière devient très long et laborieux. Les femmes membres des comités d'eau en Ouganda ont remarqué que le temps qu'elles passaient précédemment à la collecte de l'eau elles le dépensaient maintenant au recouvrement de coûts (Yacoob et Walker, 1991). Dans un projet en Indonésie les femmes recouvraient les tarifs de l'eau, mais peu d'entre elles avaient un rôle dans la prise de décision financière (McGowan et al., 1991). Une comparaison genre de la charge de travail impliquée dans les diverses tâches peut révéler ces injustices et aboutir à une entente plus juste.

Quand les consommateurs payent un service, l'imputabilité d'une prestation et d'une gestion appropriée devient très importante. Là où cette imputabilité n'est pas assurée correctement, le risque que les consommateurs perdent confiance se développe, en particulier, quand le service n'est pas trop régulier. Les consommateurs ont généralement peu de discernement dans les types et la charge de dépenses requises pour la fourniture d'eau. La prise en compte des fonds disponibles, la manière dont ces fonds sont dépensés et la performance du système, ainsi que les budgets et tarifs pour couvrir les dépenses de l'année suivante, aidera les consommateurs à mieux discerner et à contribuer à un système de contrôle et donc, encouragera sa confiance (Wijk, 1985).

4.3.5 L'éducation publique

Des campagnes d'éducation 'Halte au gaspillage de l'eau ' sont entreprises sous plusieurs formes, parfois avec ou sans une attention aux différences genre. Dans un des précédents programmes participatifs d'approvisionnement en eau en milieu rural en Afrique, le programme d'approvisionnement en eau courante par gravité au Malawi, on a encouragé les hommes à s'organiser à ce que les canalisations restent indemnes et couvertes pendant les travaux de labour. Les hommes et les femmes ont été encouragés à installer des sentiers piétons parallèles aux itinéraires de la canalisation de sorte à pouvoir détecter

facilement les fuites. Les inaugurations de robinet comprenaient une séance d'éducation sur la perte d'eau et une démonstration sur le remplacement de rondelle. Des rondelles de remplacement étaient remises à cet effet aux hommes dirigeants seuls (Glennie, 1979). Dans le grand Caire, un programme de sensibilisation publique a utilisé des sessions séparées pour les chefs locaux et les femmes pour promouvoir la compréhension et accroître l'action préventive des menaces liées aux eaux souterraines. L'agence d'eau doit compter de plus en plus sur les eaux souterraines en raison de la forte croissance démographique, de disponibilité limitée et des coûts de traitement élevés de l'eau de surface. Les eaux souterraines sont actuellement polluées par les canalisations percées des systèmes d'égouts, les fossés d'assainissement, les puits peu profonds défectueux et la forte utilisation de pesticides et d'engrais. Les réunions ont enseigné que les gens connaissaient les problèmes en général, mais ne les avaient pas liés à leur propre comportement. Les femmes étaient au départ peu disposées à participer et des invitations de maison ont été lancées pour les rassembler. Une fois présentes et informées, elles devenaient d'un très grand soutien. Une jarre posée au côté gauche du point d'eau local pour recueillir les impuretés s'est révélée un outil de forte motivation. Les réunions ont décidé du partage des coûts de remise en état de la station des égouts, avec la clause conditionnelle que la station soit déplacée vers les périphéries de la zone. Ceci a fait l'objet d'un accord (Attia, 1996).

L'éducation publique et les incitations financières jouent également un rôle dans l'adoption des dispositifs qui ne consomment pas beaucoup d'eau. La campagne publique, visait en particulier les consommateurs de 100 mètres cubes ou plus ; elle a réduit la consommation d'eau à Bogor de 29 %. Les autorités de la ville de Mexico ont remplacé 350.000 grandes toilettes par de plus petits modèles d'une capacité de six litres. Ceci a permis d'économiser assez d'eau pour satisfaire les besoins ménagers de 250.000 personnes supplémentaires. L'utilisation de dispositifs qui ne consomment pas beaucoup d'eau constituait une des mesures qui ont permis à Jérusalem de réduire son utilisation d'eau de 14 % par tête d'habitant. A Waterloo, au Canada, des volontaires ont distribué des kits de conservation de l'eau à presque 50.000 foyers. Couplé à des prix très élevés et à l'éducation ceci a permis de réduire l'utilisation de l'eau de presque 10 % par tête d'habitant (Banque Mondiale, 1993 : 53). L'éducation publique et la promotion de têtes de douche et de toilettes qui ne consomment pas beaucoup d'eau en trois ans a réduit l'utilisation de l'eau en Hollande de 138 à 134 litres par ménage. Un tiers des ménages disposent maintenant de têtes de douche et de toilettes qui ne consomment pas beaucoup d'eau (Achttienribbe, 1996). L'information ne dit pas si ces campagnes ont employé une stratégie genre pour réaliser ces résultats.

4.4 Approches Holistiques de l'eau, participation et genre

Au niveau de la communauté et de la zone, le développement et la gestion des services respectifs de l'eau est encore communément compartimenté. Il y a quelques exemples d'ouvrages d'eau conçus et gérés pour une utilisation multisectorielle. Un certain nombre d'ouvrages d'irrigation ont été développés et sont gérés tant pour des activités de

production que pour des utilisations domestiques de l'eau (Agarwal, 1981; Jayewardene et Kilkelly, 1983; Pacey, 1977; Palmer et al., 1983; Jayewardene et Kilkelly, 1983; Yoder, 1981).

De même certains approvisionnements en eau domestique tiennent compte de l'utilisation à des fins de production de l'eau potable par les hommes et les femmes. Les ouvrages d'approvisionnement en eau domestique dans les zones de sécheresse et de forte teneur en fluor en Inde incluent des dispositions pour le bétail dans leurs critères de conception. Les études genre dans ces zones ont constaté que, alors que les hommes possédaient le bétail et étaient membres des coopératives laitières, les femmes effectuaient la plus grande partie du travail (Jain, 1980; Madhavan et al., 1992; Mitra, 1983; Samakya, 1989). Les organisations tels que SEWA (Association des Femmes Indépendantes), et l'Union des Coopératives de produits laitiers d'Andhra Pradesh ont de ce fait introduit des coopératives laitières spéciales pour les femmes. D'une façon générale, les coopératives créées et appuyées par les organisations professionnelles de femmes ont mieux réussi que celles créées par l'Union (Schenk, 1990).

En principe, le développement des ressources en eau pour une utilisation multisectorielle devrait empêcher les conflits entre consommateurs domestiques et producteurs. Cependant, les pénuries d'eau et la gestion de la demande qui s'en est suivie ont accru les tensions et la concurrence, comme on l'a discuté au paragraphe 2.3.1.

4.4.1 La gestion communautaire intégrée des ressources en eau

On peut remarquer une tendance à adopter une gestion plus holistique de l'eau dans certains programmes villageois. A Nalgonda à Andhra Pradesh, on a aidé des villages à faire l'état des lieux de leurs diverses ressources en eau et à élaborer leur propre plan global de gestion et d'utilisation des sources d'eau (Bliet, 1994). Les ONG de Kerala en Inde, ont utilisé des techniques d'évaluation participatives des ressources pour les inventaires de problèmes et commencer la planification de l'action. Cependant, l'appui du gouvernement a été retiré plus tard (Down to Earth, 1992). En Colombie, CINARA, un centre de documentation latino-américain pour le secteur de l'eau et l'assainissement, a élaboré un outil participatif avec lequel les communautés analysent l'utilisation de l'eau et de la terre par les différents groupes dans le bassin et dans les ménages et à tous les endroits entre les deux. Après l'analyse le même outil est employé pour identifier et planifier les ouvrages et pour suivre les effets. L'outil couvre toutes les formes possibles d'utilisations domestiques et à des fins de production de l'eau et de la terre par les femmes et les hommes (voir Encadré 4).

Encadré 4. Outil Participatif pour évaluer les pratiques de gestion des ressources en eau dans les petits bassins et gérer les ouvrages

L'outil d'évaluation, de planification et de gestion participatifs se compose d'un ensemble d'éléments à trichromes que les représentants des divers groupes de consommateurs fonciers et de l'eau emploient pour concevoir par terre l'image de leur système local de ressource en eau. En choisissant dans une boîte remplie d'éléments, les participants à l'activité dessinent d'abord une image de leur bassin fluvial local avec sa source, le bassin d'alimentation et le flot physique du fleuve et de ses affluents. En choisissant encore parmi les éléments, ils placent dans le bassin d'alimentation de petites images activités d'utilisations humaines foncières et de l'eau affectant la qualité et la quantité de l'eau. De la même manière ils dessinent le système d'approvisionnement en eau local, avec sa prise, sa desserte, sa station de traitement (s'il y en a), le réservoir de stockage et jeu de distribution. Un autre ensemble d'images dépeint les diverses utilisations de l'eau à l'intérieur et autour des foyers. Cette carte est alors utilisée pour identifier les pratiques qui ont un effet négatif sur la qualité et la quantité de ressources en eau dans ce système particulier de ressources en eau et la manière dont ces effets pourraient être éliminés ou réduits. Après avoir convenu des mesures à prendre, le même outil servira à définir et à répartir les responsabilités ainsi que les droits dans la gestion des mesures convenues entre les divers membres de la Communauté. Ceux-ci peuvent être l'opérateur de l'approvisionnement en eau, des membres du comité local de l'eau et des ménages de consommateurs dans le bassin d'alimentation. Enfin la carte aide à définir la circulation de l'information sur la gestion des ressources en eau entre les participants au système de gestion de ressources de l'eau (Antonio Rodriguez, CINARA, communication personnelle).

4.4.2 La protection et l'allocation de la source d'eau

Il existe des histoires de succès où grâce à un leadership local fort, les communautés ont considérablement amélioré la gestion de leurs ressources en eau et des bassins hydrographiques ou ont pu protéger les intérêts locaux de l'eau dans la lutte entre approvisionnements en eau en milieux urbains et ruraux. Sneha Palnitkar (1996) décrit le travail des comités de l'eau dans la zone de Purandhar Taluka prédisposée à la sécheresse dans l'Etat de Maharashtra en Inde. Les points saillants sont la conservation de l'eau au niveau du village, l'utilisation de l'eau conservée principalement pour l'irrigation et l'utilisation équitable de l'eau. *Les panchayats de Paani* (comités de l'eau) adhèrent à plusieurs règles. Un ouvrage profite à la communauté entière et non à des groupes spécifiques. L'eau conservée est redistribuée à un taux suffisant pour irriguer la moitié d'un hectare par personne. On ne permet pas les cultures qui ont de grandes et longues exigences d'eau. Les villageois sans terre ont le même droit à la consommation d'eau.

Palnitkar (1996) rend compte également d'un projet de mise en valeur de ligne de partage des eaux à gestion communautaire à Ralegoan Shindi. Les activités comprenaient la plantation de 400.000 arbres sur 250 hectares, la construction de 44 systèmes d'écoulement de bassin, cinq barrages de retenues à la surface et trois souterrains, et la plantation d'herbe pour la production fourragère sur 400 hectares. Des groupes de dix à vingt-cinq paysans s'unissent dans des sociétés enregistrées, creusent et gèrent des puits.

Chaque ménage dispose d'un ticket de ration d'eau lui offre un tour d'allocation en eau. Un homme ou une femme de chaque ménage contribue en main d'œuvre pour la construction et l'entretien ou encore paye une amende de Rs.50. En tenant compte d'une inflation de 10 % par an, la disponibilité et la distribution améliorées de l'eau a augmenté les revenus des ménages de plus de Rs 1600 ou 46 dollars US en 1997.

L'approche à Ralegoan Shindi a été suivie par Pimpalgaon Wagha, une communauté du même état, prédisposée à la sécheresse. Les conditions fortement détériorées de la ligne de partage des eaux dans cette zone ont causé un lourd tribut social. La pénurie d'eau a affecté l'agriculture, la sylviculture et l'eau potable. Les femmes parcouraient des miles pour chercher l'eau potable et le bois de chauffe. Les parents gardaient les écolières à la maison pour qu'elles les aident. Quand les récoltes ont échoué, les familles ont temporairement émigré en ville ou se sont endettées auprès de prêteur sur gages. Avec l'aide d'une ONG, les villageois ont formé un comité villageois de la ligne de partage des eaux. Celui-ci se basait sur la représentation géographique et représentait ainsi les pauvres, les moins pauvres et les riches, puisque chaque catégorie vivait dans son propre hameau. Le comité a publié une interdiction contre la divagation des animaux et la coupe du bois. Les paysans ont adopté les tranchées et les bottes de contour. Les villageois ont placé des caniveaux et construit des barrages de retenue et des barrages de percolation. Chaque famille contribuait en deux jours de main d'œuvre ou l'équivalent en salaires pour les hommes. Les femmes contribuaient en main d'œuvre pour les plantations d'arbre. Les propriétaires de bétail remplaçaient le bétail du type scrub par un bétail hybride et vendaient leurs chèvres. Les impacts sur l'environnement et la socio économie étaient forts. Les ménages pauvres participent maintenant aux décisions. Les couvertures du sol et les niveaux d'eau sont montés. Là où 35 des 70 puits d'irrigation précédents se sont asséchés après 8 mois, tous ont maintenant de l'eau jusqu'à 11 mois. Les femmes ont obtenu des puits domestiques dans le village. Elles ont mis en place leurs propres fonds de crédit permanent, rendant les prêts disponibles aux nécessiteux à un faible taux d'intérêt. L'horticulture et une coopérative de produits laitiers ont pu être montées. Les garçons et les filles qui gardaient les troupeaux de chèvres et aidaient leurs mères vont maintenant à l'école. Le taux d'instruction est monté à presque 80 % (Lobo, 1995).

Les ressources en eau sont également menacées par la compétition grandissante entre les zones rurales et urbaines pour la terre et pour l'eau. En l'absence d'une représentation équitable des intérêts de toutes les parties prenantes, les ménages en milieu rural ont dû lutter pour la préservation des ressources naturelles dont dépendent leurs moyens d'existence. Sen Lingampally, dans le grand Hyderabad, en est une telle communauté. Sa seule source permanente d'eau est le réservoir de Gopi Cheruvu (un réservoir d'eaux pluviales) qui sert aux hommes et au bétail. Une grande compagnie de construction travaillant dans cette zone a plusieurs fois cassé les rebords du réservoir. Son but était de drainer l'eau et ainsi de créer un nouveau chantier. Guidés par la jeunesse locale, les consommateurs du réservoir ont formé une société pour sauver leur réservoir. Après une protestation plus pacifique, l'administration du district a ordonné à la compagnie d'abandonner et de payer une pénalité (Palnitkar, 1996).

Comment le genre est-il présent dans la protection des ressources en eau et de leurs bassins hydrographiques? Dans son rapport de Pimpalgaon Wagha, Souza (non daté, ca. 1997) fait une description détaillée de la manière différente dont les femmes participent et sont affectées par ce programme par rapport aux hommes. En utilisant le cadre d'analyse genre du chapitre 1, ces rôles et impacts peuvent être classés comme suit:

Travail rémunéré et travail non rémunéré

Les occasions d'emploi rémunéré du programme dans la protection du bassin hydrographique ont augmenté pour les hommes et les femmes. Les femmes travaillent en particulier, dans les pépinières pour le reboisement. Puisque les interventions du programme entraînent une meilleure conservation de l'eau, la saison agricole s'est prolongée. Ce développement signifie aussi une augmentation des occasions de travail dans l'agriculture et dans les agro-industries. Le travail de la collecte de ressources naturelles augmente et diminue à la fois. Il augmente pour les femmes pauvres parce que l'interdiction du ramassage du bois de chauffe les frappe plus durement. En même temps cela réduit le travail des personnes mieux nanties, qui avec une plus grande production agricole obtiennent plus d'argent comptant à dépenser pour le bois ou pour acheter du kérosène et plus de déchets agricoles utilisés comme carburant alternatif.

Accès aux ressources naturelles

Les mesures de protection du bassin hydrographique ont une influence sur la disponibilité du bois de chauffe, du pâturage naturel et de l'eau. Comme avec le bois de chauffe, les changements dans les pâturages naturels affectent différemment les pauvres et les personnes mieux nanties, femmes et hommes. Avec l'interdiction des pâturages itinérants, les pauvres, en particulier les femmes pauvres, sont forcés de faire paître leurs animaux domestiques en dehors de la ligne de partage des eaux ou de payer une compensation pour le pâturage naturel. Quand elles ne peuvent pas répondre aux demandes en fourrage elles sont forcées de vendre leurs animaux. Dans les familles mieux nanties la disponibilité de fourrage et d'eau supplémentaires provenant d'une meilleure conservation et recharge de l'eau ainsi que d'une meilleure reproduction des pâturages fourragers a stimulé les hommes à entreprendre une tolérance zéro pour le pâturage itinérant. Ceci augmente le travail de leurs épouses, car c'est souvent elles qui rassemblent le fourrage et non leurs maris. Ceci est vrai en particulier, pour les petits exploitants qui n'ont aucun moyen de transport.

Grâce à une meilleure retenue de l'eau dans les bassins hydrographiques la disponibilité de l'eau potable s'améliore également. En conséquence les puits et autres sources s'assèchent plus tard dans la saison et les femmes doivent parcourir moins de distance pour recueillir l'eau domestique. Les bénéficiaires sont en particulier, les femmes et les filles, dans les ménages de classe moyenne, qui n'ont aucun domestique et utilisent pourtant plus d'eau. Les pauvres bénéficient également, mais à un moindre degré, car ils utilisent moins d'eau.

Plus d'arbres sont plantés dans cette zone. Cependant, comme en agriculture et en élevage, ce sont les hommes qui décident du type de culture, de la méthode d'élevage d'animaux et des espèces d'arbre. Puisque les hommes sont en particulier, intéressés par les arbres pour leur valeur marchande, ils produiront des arbres pour le bois de construction, la menuiserie et autres besoins de marché. Le choix de l'espèce par les femmes sera pour le combustible, le fourrage et les fruits.

Les profits

La plus grande disponibilité de travail rémunéré pour les femmes et les hommes et la forte productivité profite aux familles en général. La migration des hommes ou des familles entières à la recherche de travail saisonnier a baissé. Ceci a un impact direct sur le bien-être et la stabilité de la famille. Les parents envoient leurs enfants à l'école parce qu'ils demeurent maintenant dans le village toute l'année et ont assez de revenu pour vivre sans gain supplémentaire apporté par les enfants. Avec l'interdiction des pâturages itinérants, les garçons ne peuvent plus garder les troupeaux de bétail. Les filles doivent aider moins à la collecte de l'eau, puisque les sources s'assèchent moins. Plus d'argent comptant et une forte productivité améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition.

Il y a également des avantages spécifiques pour les femmes. Le fait qu'elles gagnent maintenant un revenu a amélioré leur statut à leurs propres yeux et aux yeux de leurs maris et cela leur donne plus d'influence dans la prise de décision familiale. Le meilleur état de l'approvisionnement en eau permet aux femmes d'économiser du temps et de l'énergie et au gouvernement le coût de l'approvisionnement par camion-citerne. Ce qui permet aux femmes de s'approprier l'éducation sanitaire et d'organiser l'épargne et des groupes de prêt, où certains apports supplémentaires (organisation de groupe, éducation sanitaire) ont été rendus disponibles. Puisqu'elles fonctionnent en groupe et ont leur propre revenu, elles obtiennent plus facilement des équipements et des prêts bancaires et deviennent progressivement moins dépendantes des prêteur sur gages privés qui les exploitent. Les changements sociaux et économiques permettent aussi aux femmes d'être progressivement admises dans la prise de décision publique. ' Partout où on a encouragé et donné un coup de pouce aux hommes dirigeants pour qu'ils fassent une plus grande place aux femmes – et cela est possible puisque les femmes contribuent à la majeure partie de la main-d'œuvre (60 à 70 % en moyenne), gagnent un revenu régulier et sont responsables d'environ 70 % des corvées agricoles –les femmes s'insèrent progressivement et de manière conflictuelle dans les mécanismes institutionnels de prise de décision du village et dans l'effort de mise en valeur de la ligne de partage des eaux ' (Souza, ca. 1997: 9).

Répartition et contrôle des profits dans le foyer

Les positions des femmes et des hommes se sont ainsi améliorées, mais en général la charge de travail de la femme est plus grande que celle de son mari, puisqu'en plus des 7-8 heures de travail de production, à l'entreprise ménagère ou dans le travail rémunéré, elle a toujours toutes les corvées domestiques à faire. Ceci amène normalement sa

journée de travail à 16-18 heures. Elle a également moins de temps pour les enfants, une tâche à laquelle les pères ne la remplaceront pas.

Dans le ménage, les hommes autres décident quels types de cultures seront développés au champs. Là où la disponibilité de l'eau dans le sol a augmenté, les paysans tendaient à y pratiquer des cultures de rente au lieu de cultures vivrières. Cela signifie que les femmes peuvent ne peuvent plus disposer d'une partie de la culture vivrière pour la consommation de la maison et doivent acheter cette nourriture ailleurs. Ceci se fait normalement et est payé par les femmes, puisque les hommes ne sont pas habitués à assumer la responsabilité des provisions alimentaires. La conséquence en est un déclin de la position financière des femmes et, dans un certain nombre de cas, un régime alimentaire familial de mauvaise qualité. D'ailleurs, la production accrue de cultures de rente épuise la disponibilité de l'eau améliorée, de sorte que l'approvisionnement en eau domestique, qui venait d'être aménagé, est encore sous menace, avec des conséquences négatives pour les filles et les femmes.

La nutrition et l'éducation forment deux autres secteurs où les profits obtenus sont répartis injustement. Bien que tous les deux parents veuillent que les profits atteignent les enfants en particulier, il est toujours courant dans les villages que les garçons obtiennent la préférence au détriment des filles dans la nutrition et l'éducation. Ainsi, alors que le niveau absolu de tous les deux s'élève, les garçons gagnent relativement bien plus que les filles. Quand une période de sécheresse revient ou que les revenus s'effondrent pour d'autres raisons, les filles sont les premières victimes, car elles sont les premières à être retirées de l'école et leur prise alimentaire réduite, de plus ce sont aussi les dernières dont on s'occupe des problèmes de santé.

Le profit le plus apprécié aussi bien par les femmes que les hommes est assurément le revenu accru. Pourtant les femmes qui gagnent ce revenu n'ont pas toujours ou partagent le contrôle et le mode d'affectation de ce revenu. L'auteur rapporte des cas où les hommes confisquent les revenus de leurs épouses ou encore exercent des pressions sur elles pour qu'elles liquident leur épargne afin d'acheter des biens dont ils s'approprient et contrôleront ou encore utiliseront cet argent pour d'autres intérêts personnels.

Tandis que les avantages directs sont si grands, c'est le déséquilibre dans le contrôle de ces avantages –nourriture, argent, éducation – qui signifie que les profits du développement venant de la gestion améliorée des bassins hydrographiques et qui sont si essentiels pour la meilleure gestion à long terme de l'eau, des familles plus saines, des femmes et des filles mieux instruites, une croissance démographique plus lente, ne peuvent être considérés comme acquis. C'est précisément ces avantages à plus long terme qui exigent le renforcement de la conscience genre et une approche genre dans les ménages, les villages et le programme.

5. Cendrillon et le chausson manquant: Assainissement et genre

L'assainissement s'appelle parfois le Cendrillon du secteur de l'eau potable: le pauvre parent dans un conte de fées allemand qui vient en deuxième lieu et doit rester caché.

Pourtant un meilleur assainissement a de grands avantages sanitaires, environnementaux et socio-économiques. Pour rehausser l'assainissement, les agences changent l'approche basée sur l'approvisionnement à l'approche guidée par la demande, en se concentrant directement sur les ménages ou en aidant les communautés à établir leurs programmes locaux de gestion d'assainissement. Si l'assainissement est le parent pauvre, le genre est son chausson manquant et la clef au dénouement heureux du conte de fées. Ce chapitre revoit où et comment les programmes d'assainissement comportaient des éléments genre et dans quel but.

5.1 L'assainissement est à la traîne

L'assainissement, tel que défini au cours de la Décennie Internationale de l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (1981-1990) comprend 'l'évacuation sanitaire des excréta [humains] et des eaux usées' (UN, 1990b: 1). Bien qu'il existe des définitions plus complètes, en ce qui concerne le genre la plupart des expériences ont été acquises dans les domaines d'évacuation hors site et en particulier sur site des excréta humains. Ainsi ce chapitre porte sur l'assainissement dans ce sens particulier.

Une comparaison de la situation au début et à la fin de la Décennie montre que les progrès réalisés dans l'amélioration de l'assainissement ont traîné derrière ceux de l'approvisionnement en eau. La faiblesse de l'assainissement sera considérablement aggravée d'ici la fin du siècle (Schéma 14).

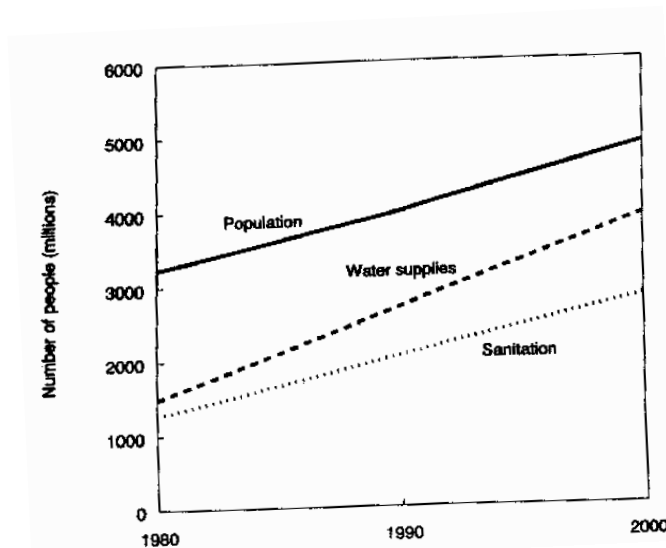


Schéma 14. Couverture des approvisionnements en eau et assainissement par la population de 1980 à 2000 (estimatif) (source: Esrey, 1994)

Ne pas disposer d'un moyen approprié pour l'évacuation d'excréta est un grand désagrément. Les femmes et les filles font face en particulier à des problèmes de distance, de manque d'intimité et de sécurité personnelle (Elmendorf, 1980; Kurup et al., 1996; Mukherjee, 1990; Wijk, 1985: 24; Banque mondiale, 1990). Un assainissement insuffisant est également une menace sérieuse à la propreté de l'environnement et des ressources en eau utilisées pour l'approvisionnement en eau potable. L'absence d'un assainissement approprié a abouti à des charges élevées de contaminants bactériologiques dans les ressources en eau de surface. On estime en Inde, que 70 % des eaux de surface sont polluées. Le suivi de la qualité de l'eau en Chine a prouvé que 54 des 78 principaux fleuves sont sérieusement pollués par les déchets humains et industriels (ONU, 1990b). Au Népal, la vallée de Katmandou est connue pour avoir une des plus mauvaises conditions d'assainissement du continent (Thacher, 1993). Les aquifères d'eaux souterraines sont également vulnérables à la pollution de déchets humains, puisqu'ils sont rechargés à partir de la surface. Puisque les eaux souterraines s'accumulent lentement, les contaminants sortent lentement également.

Les ouvrages d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène n'ont pas le même degré d'impact sur la santé humaine. Cela est valable en particulier pour les maladies diarrhéiques. Les diarrhées sont la maladie liée à l'eau et à un assainissement insuffisant la plus répandue et la première cause de mortalité pour les enfants de moins de cinq ans (WHO, 1993). Empêcher les excréta humains de polluer l'environnement par de meilleurs moyens d'évacuation, est la solution la plus efficace pour prévenir les diarrhées (schéma 15), ce qui a à son tour un impact salubre en particulier, sur le développement des enfants (Daniels et al., 1991).

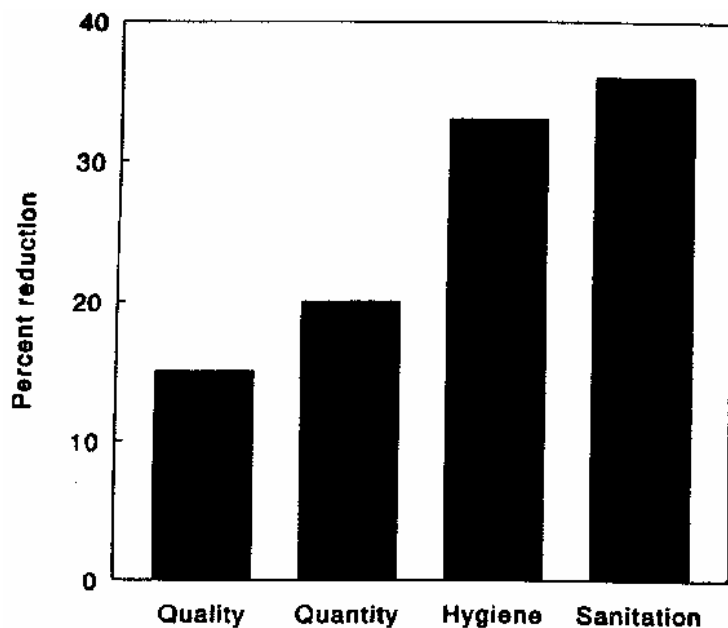


Schéma 15. Réduction de l'incidence de la diarrhée par type d'intervention (source: Esrey, 1994)

La figure montre qu'un assainissement amélioré entraîne une plus forte réduction des maladies diarrhéiques. La raison en est que les microbes pathogènes ne contaminent plus l'environnement. La deuxième principale réduction vient d'une meilleure hygiène, en particulier, le lavage des mains. Les microbes pathogènes qui pourraient transmettre des diarrhées par un itinéraire fécal oral sont éliminés par le lavage avant qu'ils ne puissent faire un mal quelconque. L'utilisation de plus d'eau pour l'hygiène générale est la mesure de réduction suivante la plus efficace, suivie de la qualité améliorée de l'eau potable. Le fait que beaucoup d'itinéraires autres que l'eau potable peuvent transmettre les diarrhées explique l'efficacité relativement faible de la qualité de l'eau améliorée. L'assainissement et l'hygiène améliorés réduisent la morbidité des diarrhées de 33 à 36 %, la mortalité des diarrhées de 65 % et la mortalité de l'ensemble des maladies liées à l'eau et l'assainissement de 60 % (Esrey, 1994).

5.2 Combler les insuffisances en assainissement

Les programmes d'assainissement, qui visent à combler l'insuffisance d'assainissement, ont été au départ guidés par l'approvisionnement, puis orientés par la construction. Les agences choisissaient une technologie d'assainissement à partir de diverses considérations, puis se fixaient des objectifs de construction. Puisque l'intérêt pour l'assainissement tend à être inférieur à l'intérêt pour l'approvisionnement en eau (Dian Desa, ca. 1990; Helvetas, 1991; Hoque et al., 1994; Laubjerg, 1984), les maîtres d'œuvre faisaient la promotion de leur programme à travers l'information et des subventions

sanitaires. Parfois ils faisaient de l'installation de latrines une condition pour l'approvisionnement en eau (Almedom et Chatterjee, 1995; Boot, 1995; Graham, 1990; Murphy et Perez, 1994; Smet et al., 1993; Williamson, 1984). D'une façon générale, les programmes de latrines précédents ont bénéficié aux personnes mieux nanties ; ceci est traduit par une forte corrélation entre propriété de latrines et statut socio-économique (Almedon et Chatterjee, 1995; Azad et UNICEF, 1983; Chen, 1969; Sundararaman, 1986; Schaik et al., 1995; Therkildsen et Laubjerg, 1982; Tiglao, 1963).

Les fortes subventions rendent les interventions coûteuses et affectent la portée et la durabilité des programmes (WSSCC, 1994). Dans les années 80 le programme rural d'assainissement de Waning'ombe en Tanzanie a été considéré comme un exemple de programme grandement réussi (Wright, 1983). La réplique de ce programme dans les autres régions du pays, à cette période, a coûté 500 millions de shillings Tanzaniens en subvention, coûts additionnels de main d'œuvre et en matériaux pour 10.000 millions de shillings, un total de 2,5 millions de briques cuites, avec de graves conséquences pour la couverture de la forêt et la collecte de bois de chauffe par les femmes, et 7500 kilomètres de tuyaux PVC importés pour les conduites de tuyau (Lium, 1983).

En Inde, un programme national d'assainissement installe des latrines à double fosse, déversoir égout avec une subvention de 80 %. Entre 1980 et 1992 le programme est parvenu à augmenter la couverture de latrines en milieu rural de 0,5 à 2,7 %. Le secteur privé a installé 8 % de latrines additionnelles (Ministère du développement rural, 1992). On rapporte aussi de fortes subventions au Botswana. En 1992, les latrines à fosses améliorées, ventilées, y compris les frais généraux coûtaient 200 dollars US chacune, desquels les ménages payaient 15 dollars US ou 7.5 % (Rajeswary, 1992).

En comparaison, le Bangladesh, avec des technologies simples et à faibles subventions, mais une stratégie de large promotion, a réalisé une couverture en latrines de 70 % dans les districts avec une stratégie intensive de création de la demande (UNICEF, 1993). Les ménages installent les latrines faites maison ou des latrines à eau plombées. Ils achètent les éléments des latrines dans les Centres ou marchés d'assainissement de village. En sept ans, 1000 centres de ce type ont été établis et chaque district en a à présent.

Considérant la demande en assainissement, environ 700 entrepreneurs privés ont aussi commencé des marchés d'assainissement. Avec 14 % de réduction de coûts de production de plus que les centres étatiques, les producteurs privés vendent les latrines au même prix. Dans quelques cas ils octroient également un crédit limité. Les ONG, notamment la Banque Grameen, ont élaboré leurs propres programmes de fabrication de latrines et aident leurs membres par contre à acheter auprès des producteurs locaux à un prix non subventionné. Avec un taux de croissance annuelle de 60 % par an, la couverture totale devrait être possible à la fin du siècle (Chandha et Strauss, non daté; Ikin, 1994; Luong, 1994; Brandberg, 1993).

Les programmes d'assainissement qui dépendent principalement des sources de financement et la mise en œuvre à l'extérieur des communautés ont un faible niveau de durabilité. À cet égard, l'assainissement en milieu rural diffère de l'approvisionnement en eau en milieu rural. En effet, un nouveau réservoir d'approvisionnement en eau, une fois conçu, installé, entretenu et géré, peut servir une population croissante pendant dix à trente années. Un programme de couverture en latrines s'arrête définitivement au moment où la construction s'arrête, à moins que l'on ne développe la capacité des nouveaux ménages à construire et à utiliser les latrines avec leurs propres ressources.

5.2.1 La nature changeante des programmes d'assainissement

En réponse à la situation ci-dessus, un certain nombre de programmes d'assainissement se recentrent et maintiennent la création de conditions dans lesquelles émergeront des programmes locaux d'assainissement auto pérennisés pour répondre à la demande. Les subventions externes directes pour les équipements ménagers sont absentes ou éliminées. Le financement est orienté vers promotion, l'élaboration d'une gamme des modèles ajustés aux différences de demande économique, et à la formation, au suivi et à l'évaluation. Le personnel d'agence et les membres de la communauté travaillent ensemble à mobiliser la demande en assainissement ou à créer la demande là où elle n'existe pas encore (Alferink, 1995). L'objectif global est de développer une stratégie d'amélioration de l'assainissement qui, une fois qu'établi, les ménages, les communautés et le secteur privé pérenniseront eux-mêmes. L'agence peut s'orienter alors vers d'autres zones pour répliquer cette approche (Samanta et Wijk, 1998).

Les Programmes guidés par la demande

Il y a un certain nombre de programmes d'assainissement guidés plus par demande que par l'approvisionnement. Un aspect important du programme national d'assainissement rural et urbain du Lesotho, commencé en 1983, est son orientation de secteur privé. Les candidats intéressés peuvent y entrer pour être formés comme maçons indépendants de latrines. Sur quatre stagiaires, on compte une femme. Indépendamment de leur formation technique, les stagiaires apprennent aussi à créer la demande et à tenir une administration. D'autres principes essentiels consistent en l'évaluation de la conception préférée, l'absence de subvention, la large promotion et une base institutionnelle appropriée. Les chefs de ménage contractant les services de maçons payent tous les coûts directs, y compris les matériaux et la main d'œuvre. Le programme supporte les coûts de formation et de promotion du programme (Blackett, 1994; PNUD /La Banque Mondiale, 1990).

Les ménages de Dosso au Niger peuvent choisir entre les latrines à fosses septiques et les 'sanplats' améliorés. Les Sanplats sont des dalles de petite taille concaves, placées au-dessus de la fosse des latrines. Quand la fosse se remplit ou elle est vidée ou encore quatre personnes décalent la dalle vers une nouvelle fosse. Le vieux puits est alors couvert de terre. Les ménages creusent la fosse, confectionnent les briques, payent le maçon et rassemblent ou achètent les matériaux locaux. Le programme fournit le moule

pour les briques et la formation pour les maçons et suit l'entretien et l'utilisation pendant la première période après l'installation. A Dosso le programme fournit un sac de ciment et des barres de fer pour le renforcement. Cette approche est depuis lors devenue si populaire que dans la province voisine une subvention en nature n'est plus nécessaire. Vivant dans une région semi désertique, la plupart des ménages préfèrent avoir une latrine en plein air entourée d'un simple mur en banco. Tant de ménages ont installé une combinaison de latrine et de douche améliorée (plancher cimenté avec le drain et puisard) que le programme favorise à présent ce concept de salle de bains comme formule (Nibakure et Wijk, 1996).

Une ONG, Mission Rama Krishna, met en œuvre un programme d'assainissement au Bengale occidental en Inde. Dans ce programme, les ménages obtiennent le choix de douze options de latrines. Aucune ne bénéficie d'une subvention. Les clubs locaux de jeunes forment le noyau du programme. Chaque club de jeunes compte 1 ou 2 membres qualifiés comme maçons et un autre groupe formés comme promoteurs de l'assainissement (1 pour 200 familles). Les promoteurs font des visites à domicile pour promouvoir les latrines et autres équipements d'assainissement. Pour chaque latrine installée, ils recevaient 30 Rs ou 1 dollar US en 1997. Le coût de la latrine la moins chère est de 250 Rs ou 8 dollars US. La plus chère coûte 3000 Rs. Pour davantage de promotion, le programme organise des réunions de groupe et des assemblées populaires les soirs. Une unité d'appui au niveau du groupe (les villages du programme sont groupés) forme les maçons et les promoteurs, fournit les matériels d'informations, organise les assemblées et procure les matériaux de construction aux groupes. Les ménages souhaitant installer une latrine ou tout autre service d'assainissement payent les honoraires au groupe de jeunes. Les frais couvrent les coûts directs de la latrine. Les frais généraux sont payés par l'UNICEF, l'Etat et le gouvernement central (Chakraborty, 1993). A Kerala, les *panchayats* (communautés) qui veulent le programme d'assainissement de la Fondation des Unités Socio-économiques (SEUF) doivent mettre en place des fonds de l'assainissement. Les ménages et les donateurs externes sont les autres contributeurs à ces fonds à travers le SEUF. Seuls les ménages ayant un revenu en dessous du seuil de pauvreté (en moyenne 26 dollars US par mois en 1996) peuvent faire une demande en latrine subventionnée par le fond. Les autres doivent payer le plein tarif. Les maçons masculins formés par le programme comme constructeurs de latrines fonctionnent en tant qu'artisans privés, alors que les maçonnes et les femmes briquetiers travaillent en coopérative. Les coûts de la latrine ont été réduits et la part des ménages à faible revenu dans l'investissement est passée de 25 % à 40 %. On envisage une autre croissance du partage local des coûts à 75 % (Kurup et al., 1996, Rural Development Department, 1997). Le coût des latrines n'était pas un facteur dont il fallait tenir compte pour ces ménages ruraux du Botswana qui construisaient des latrines avec leurs propres moyens. Les ménages du Projet d'Efforts Personnels pour l'Assainissement investissaient en moyenne 110 dollars US par latrine, dépassant de loin toutes les évaluations de bonne volonté et de capacité à payer (LaFond, 1994) et en contraste total avec les expériences de la stratégie guidée par l'offre.

Les exemples de programmes des égouts guidés par la demande comptent le programme d'Orangi à Karachi (IRC, 1988; Khan, 1983, 1985, 1992, voir aussi Encadré 5), le programme stratégique d'assainissement de Kumasi au Ghana (Alferink, 1995), le programme des égouts à Colombo au Sri Lanka (Sevanatha, 1993) et le programme du condominium au Brésil. Ce dernier comprend aussi une collecte de déchets solides et une autre composante recyclage (Arrais, 1994). La Tunisie a adopté une gamme de six solutions de rechange pour assortir l'approvisionnement avec la demande (Bendahmane, 1992).

Répartition de rôles et choix de technologie

Dans les programmes guidés par la demande tels que ceux cités ci-dessus, l'agence offre 'l'environnement favorable': préparation de la gamme à concevoir (souvent à partir de l'évaluation locale de la demande à laquelle les catégories de consommateurs aspirent, voir le chapitre 5.2.2), la formation de promoteurs et de constructeurs locaux (souvent, le secteur privé), l'approvisionnement en équipement essentiel comme les moules, l'apport de l'information et la promotion, le suivi évaluation des équipements installés, et l'élaboration d'une approche générale. Les ménages et les artisans locaux, et parfois le conseil ou le comité de l'assainissement font la mise en oeuvre. Les coûts directs de l'installation sont supportés entièrement ou en grande partie par les ménages bénéficiaires. Ils ont habituellement un choix de technologie et de conception, pour correspondre à une demande variable (Alferink, 1995). L'évaluation des ressources disponibles dans les ménages et les agences contribue à offrir une gamme d'options qui assortissent les capacités et les demandes de toutes les parties concernées (Larbi, 1990).

Encadré 5. Projet de système d'égouts d'Orangi à Karachi, Pakistan

Akhter Hameed Khan, un architecte de Karachi, a installé le projet d'Orangi en 1981. Il considère le projet comme une entreprise de recherches, qui vise à déceler les problèmes et apporter ainsi des solutions à travers la recherche active. L'activité principale du projet consiste à construire des lignes d'égout dans la zone de squatter d'Orangi. D'abord les promoteurs sociaux du programme vont vers les résidents et les informent au sujet du programme d'assainissement à faible coût. Ils apportent des maquettes en plastique de latrines déversoir à eau reliée à un égout pour expliquer le système. Ils montrent également des diapositives de construction dans les ruelles. Les promoteurs expliquent que si les résidents veulent un système d'égouts dans leur ruelle, le projet pilote d'Orangi (OPP) organisera une étude et un plan puis donnera aux résidents un devis de coûts. OPP apporte aussi la formation technique aux gestionnaires de ruelle, leur prête des chariots pour le transport et des outils pour creuser et emploie un plombier et un maçon expérimentés pour diriger le travail. Les gestionnaires de ruelle tiennent des réunions avec les résidents de la ruelle, créent le consensus, règlent les conflits, perçoivent les paiements des ménages et dirigent le travail. Les résidents apportent le coût total de matériel et de main d'œuvre et doivent s'organiser et exécuter le travail eux-mêmes. En 1991, le coût de la latrine, le raccordement au système d'égouts et la part d'égout secondaire était de 1000 Rs (70 dollars US) par ménage. Le PNB par tête d'habitant était de 370 dollars US. De 1980 à 1985, 41 % sur plus de 3.000 ruelles et 47 % sur plus de 43.000 maisons ont obtenu une ligne et un raccordement au système d'égouts (Alferink, 1995: 33).

Deux stratégies: mobilisation et vente et assainissement ménager à gestion communautaire

Dans l'opérationnalisation de l'approche guidée par la demande, on peut distinguer deux stratégies générales (Wijk et Murre, 1995; WHO, 1993). Dans l'approche promotion et vente, le programme d'assainissement porte directement sur les ménages. Le programme crée toutes les conditions nécessaires, qui permettent aux ménages qui ont une demande en latrine de satisfaire cette demande promptement et correctement. Il dépense également beaucoup d'effort à trouver quels facteurs créent la demande parmi les groupes cibles et quels canaux d'information atteignent et sont appréciés par chaque groupe cible: hommes et femmes de différentes catégories d'âge, situations matrimoniales et socio-économiques, milieux ethniques et religieux. Une fois que l'on connaît les facteurs de croissance de la demande en chaque catégorie, le programme développe une campagne sur mesure pour encourager la demande des groupes qui n'ont pas encore amélioré leur hygiène (Griffith, 1991; McKee, 1992; WHO, 1993).

Dans les programmes d'assainissement à gestion communautaire, l'agence aide une institution communautaire telle que le conseil local ou les comités d'eau et d'assainissement à organiser et gérer leur propre programme d'assainissement. Dans ces programmes l'organisation locale évalue qui dans les ménages veut une latrine, et fait la promotion ou encore organise la promotion, la demande des autres ménages. Une approche genre s'assure que l'information du programme reflète les différences dans la demande des femmes et des hommes, atteint et mobilise les deux catégories.

L'organisation communautaire peut gérer les fonds locaux de l'assainissement et acquérir des matériaux en vrac. Elle surveille aussi le progrès et la qualité de la construction, l'utilisation et l'entretien hygiéniques suivants des latrines réalisées (Kurup et al., 1996). Togone est une des communautés de Dosso, Niger, qui gère son propre programme. La communauté compte sept secteurs ou *quartiers*. Un homme et une femme de chaque quartier forment ensemble le comité de l'assainissement communautaire. *Les représentants de quartier* rivalisent entre eux pour améliorer les conditions environnementales de leurs quartiers. Les femmes membres font la promotion d'un meilleur assainissement parmi les femmes de leurs quartiers, et les hommes parmi les hommes. Puisque peu de villageois sont instruits, eux et les organisations de village dans les autres villages emploient une carte pour enregistrer les réalisations (schéma 16). Ils dessinent celles-ci eux-mêmes sur une carte, en utilisant des graines de haricot, des cailloux et d'autres ressources naturelles pour marquer la situation de l'hygiène et de l'assainissement environnemental, les conditions d'hygiène et les qualifications. Un membre du personnel du programme transfère plus tard les cartes sur papier. En gardant la première carte comme ligne de base, les organisations de village marquent chaque réalisation pendant le cycle annuel de sept mois du programme sur une deuxième carte, pour suivre le progrès et gérer le programme. Les femmes participent à la gestion de l'assainissement, mais pas encore à égalité totale avec les hommes (schéma 16).

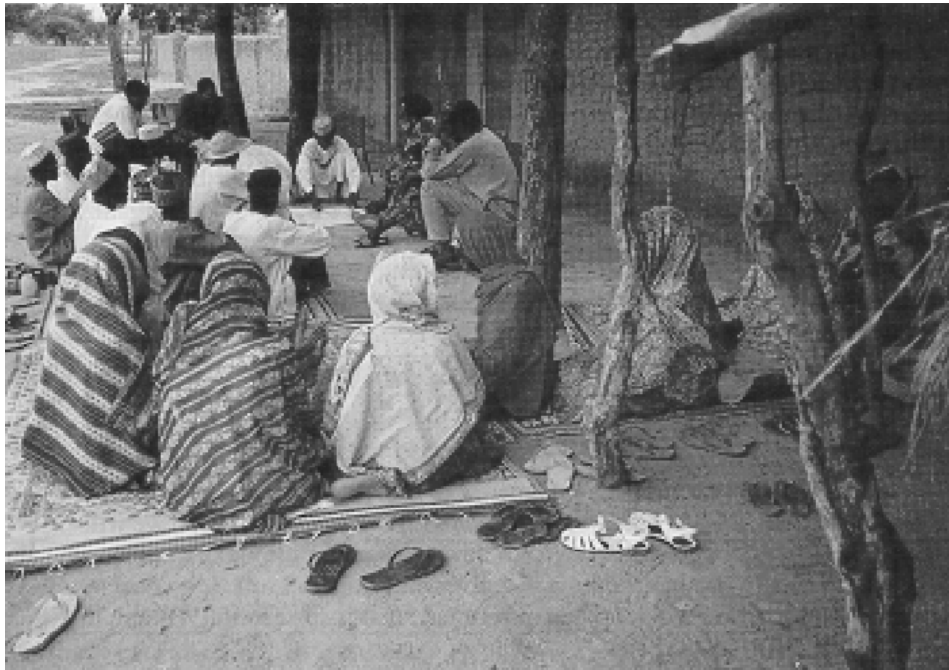


Schéma 16. En utilisant la carte du village comme outil de gestion, les comités de quartier discutent le progrès et les lacunes de l'assainissement avec le chef du village (photo: C. Wijk)

5.2.2 Créer et répondre à la demande

Le degré de demande en équipements pour évacuer les excréta humains est fortement lié à l'environnement physique et socioculturel local. Les demandes augmentent quand la situation locale crée des problèmes ou quand les consommateurs potentiels viennent au contact de solutions attractives ailleurs (Blackett, 1994; Bergh et Nordberg, 1996; Doucet, 1987; Dian Desa, ca. 1990; Elmendorf et McGarry, 1984; Mbere, 1983; PRG, 1980; Wellin, 1982). A Chitral au Pakistan, les hommes ont connu les latrines en visitant la capitale du district. Les femmes en ont connu localement, mais parfois seulement quand une latrine était construite réellement dans leur propre maison, car le programme n'a pas fait participer les femmes (Korput et Langendijk, 1993). Puisque les hommes sont moins gênés, et les femmes ont plus de problèmes avec l'absence d'intimité, la distance et la sécurité, les femmes ont généralement une demande plus élevée en latrines que les hommes (Laubjerg, 1984; Kishwar et Barq, 1990; Mitra, 1984; Mukherjee, 1990; Shafiuddin et Bachman, 1983; Sundararaman, 1986).

Après les enquêtes et les réunions de ménage avec à la fois les hommes et les femmes, l'initiative d'acheter des latrines est souvent venue des femmes, comme dans une campagne communautaire à Ainthapali, un village rural d'Orissa en Inde (Kanungo, 1957). On raconte d'autres expériences d'initiatrices ou de promotrices dans des projets de

latrines au Paraguay (Dick et Villar, 1984), en Inde (Kurup et al., 1996), en Indonésie (Evans et Appleton, 1993) et au Pakistan (Bakhteari et Wegelin, 1992).

Dans les communautés où les autorités locales sont responsables de l'eau et l'assainissement, les femmes ont pétitionné avec succès pour réclamer des ouvrages du système d'égouts, de l'assainissement et de l'enlèvement des ordures (Chapman, 1981; Kaithatara, 1982; Yusuf, 1992). Dans un village, les femmes ont creusé plusieurs puits de drainage dans la rue principale du village durant la nuit pour manifester leur besoin. De ce fait la canalisation du village a été aménagée (Arole, 1984). À Madras, beaucoup de zones de taudis qui étaient à l'origine des villages ruraux, ont été englouties par le processus de l'urbanisation. Les femmes de ces zones contribuent pour la moitié du revenu ménager par le petit commerce et de petites affaires. L'établissement des groupes de prêt des femmes par une organisation de femmes a eu des avantages économiques (2.800 nouveaux emplois, une augmentation moyenne de 50 % des revenus) et des effets sociaux. Une fois unies, les femmes ont fait la promotion de la construction de toilettes communales pour les femmes au marché et d'autres lieux de travail, et aussi un meilleur logement et la construction de latrines dans les bas quartiers (Chen, 1983).

La demande en assainissement des femmes a été exprimée de façon évocatrice lors d'une réunion à Chiuchin, Pérou:

' Il nous faut un grand espace, un système de drainage et de l'électricité. Je pense que ce serait mieux si nous pouvions créer un comité de femmes avec quelqu'un pour nous conseiller. Il me peine que ma ville régresse, et qu'il n'y ait pas de progrès. Bientôt il nous faudra du progrès pour qu'il y ait un certain développement pour les enfants, pour qu'il n'y ait moins de chômage. Tout le monde va à Lima. Il n'est pas possible que nous abandonnions notre terre qui est si belle ' (Bourque et Warren, 1979: 128).

Croissance de la Demande

Les autorités de santé environnementale et publique sont pré conditionnées pour traiter les conditions environnementales de l'assainissement dans les zones où les risques contre la santé publique et l'environnement sont les plus élevés. Les zones à haut risque sont caractérisées par une forte densité de peuplement et une faible présence d'équipements et de services pour l'évacuation sanitaire des excréta humains et autres types d'eaux usées. Par coïncidence ces zones tendent également à être celles-là où l'intimité est insuffisante et la demande en assainissement environnemental élevée. Les principales raisons à la volonté d'investir en équipements pour l'évacuation des excréta humains sont une plus grande convenance, l'intimité et la sécurité pour les femmes et la prise en compte de leur statut (Blackett, 1994; Chakravorty, 1993; Dian Desa, ca. 1990; Dalmazzo, 1990; IMRB, 1994; Kurup et al., 1996; Mbere, 1983; Murphy et Perez, 1994; Mukherjee, 1990; Rajeswary, 1992; Sundararaman, 1986; Wellin, 1982). Les raisons sanitaires, sur lesquelles les autorités et les éducateurs habituellement pour faire la promotion de l'assainissement valent peu pour la population.

Les demandes ne sont pas nécessairement les mêmes pour tous les ménages. En effet, à Kumasi au Ghana, les ménages qui avaient un raccordement d'approvisionnement en eau ou un revenu plus élevé étaient mieux disposés que les ménages qui n'en avaient pas à dépenser plus pour l'assainissement. La demande la plus élevée existait dans les ménages qui possédaient une maison, appartenaient aux groupes à revenu élevé, dépensaient déjà de l'argent sur le système d'assainissement dont ils étaient insatisfaits. Le genre et les autres facteurs socioculturels tels que la religion et l'éducation semblait-il n'avaient aucune influence (Whittington et al., 1992). A Maharashtra en Inde, les femmes plus riches avaient une plus forte demande en latrines que les femmes plus pauvres. Les femmes plus riches vivent au centre du village et doivent se rendre en plein air à la zone de défécation. Cette terre devient plus rare et les distances s'allongent. Les environs deviennent très dégoûtants. Les autres problèmes évoqués sont le risque de morsures de serpent et l'inondation des zones de défécation pendant la mousson. Les femmes pauvres combinent les visites de défécation avec la collecte de bois de chauffe. Pour elles, la collecte de l'eau est le problème majeur (Sundararaman, 1986).

Comme mentionné ci-dessus, les hommes sont moins gênés et tendent ainsi à avoir un intérêt et une bonne volonté moindres à installer et employer des équipements sanitaires pour eux-mêmes. Les facteurs de mobilisation masculine sont plutôt, leur responsabilité en tant que maris et pères, d'offrir la sécurité et l'intimité à leurs épouses et filles, les considérations économiques (plus grande valeur de la maison) et le statut rehaussé. Le tableau 4 énumère les facteurs genre sous-tendant la demande en latrines dans le programme d'assainissement à Kerala.

Tableau 4. Facteurs genre sous-tendant la demande en latrines dans le programme d'assainissement à Kerala

| <i>Raisons pour lesquelles les hommes construisent des latrines</i> | <i>Raisons pour lesquelles les femmes construisent des latrines</i> |
|---|---|
| J'ai toujours ressenti le besoin d'une latrine, mais j'ai pensé que je ne pourrais pas m'en permettre une | Les hommes peuvent aller 'dehors' à tout moment. Nous devons attendre l'obscurité pour nos besoins d'urines et de défécation et nous devons contrôler notre régime alimentaire pour cela. |
| J'ignorais les possibilités de latrines à faible coût. Les maçons locaux et autres ont toujours mentionné des latrines septiques de réservoir qui ne sont pas accessibles | Nous devons aller aux abords de la plage ou du canal pour 'la défécation à l'extérieur', mais quand on est sérieusement malade cela devient un problème réel |
| J'avais toujours voulu une latrine pour ma famille. Mais la technologie appropriée n'était connue ou pas facilement accessible | Ma fille adulte qui fréquente l'université a commencé à exiger une latrine. |

| | |
|---|---|
| Jusqu'à tout récemment il y avait eu assez d'espace à ciel ouvert près de ma maison. Maintenant les nouvelles maisons ont été construites et se rentre ' en plein air ' est devenu difficile. | La diarrhée et la dysenterie ont affecté plus d'une fois notre zone. Les membres du comité de l'eau continuent à insister sur le besoin de propreté et d'utilisation des latrines. La campagne de SEU sur la 'lutte contre les mouches' dans notre zone a également soulevé le besoin de latrines sanitaires. |
| Je suis davantage préoccupé par la sécurité de mon épouse et de ma fille. Elles font face à beaucoup de difficultés à trouver un endroit sûr pour uriner et déféquer pendant la journée. | Nous sommes allés à la maison de notre future belle-fille et avons vu une bonne latrine là. Ils ont indirectement posé des questions sur les équipements dans notre maison. |
| L'utilisation des latrines peut permettre de gérer les maladies diarrhéiques et l'argent pour les consultations médicales et les médicaments peut être économisé. | Nos amis dans le quartier ont des latrines appropriées. Nous sommes forcés de sortir pour aller déféquer. Cela est vraiment frustrant. |
| Avoir une bonne latrine augmente la valeur de la propriété. | Parce que les femmes sont plus directement/indirectement exposés à être taquinées quand elles sortent pour aller déféquer. |

Source: Kurup et al., 1996

Au Bangladesh, l'intimité et la convenance sont employées pour augmenter la demande sous la nouvelle mobilisation sociale du projet d'assainissement (Wan, 1992). La campagne d'assainissement au Botswana a fait remarquer que les latrines profitent à la santé du bétail, un argument qui était plus convaincant pour les chefs de ménage masculins, que celui de la santé humaine (Larbi, 1990). Pour le personnel du programme d'assainissement de Dosso au Niger, une demande a été créée en identifiant les facteurs d'adoption de latrines et a utilisé ceux-ci pour faire la promotion de la demande en latrines parmi les personnes qui n'en avaient pas adopté. Dans les cas ci-dessus, les facteurs socio-économiques et culturels étaient les plus influents dans le court terme, alors que les avantages sanitaires étaient perçus comme un effet de long terme.

5.3 Mise en œuvre des programme sous l'approche genre

Comment est-ce que les programmes évaluent et créent la demande, aident les communautés à planifier, gérer et faire le suivi de la mise en œuvre puis aident les ménages à installer, entretenir et financer les équipements d'une manière sensible au genre? Les paragraphes suivants récapitulent les approches et expériences courantes.

5.3.1 L'évaluation, l'information et la mobilisation

Les nouvelles approches guidées par la demande en assainissement impliquent que les programmes évaluent la demande des divers groupes de consommateurs et les facteurs affectant cette demande. Ceci a été fait à travers des études conventionnelles, la volonté de payer la recherche, des études de communautés par elles-mêmes, des évaluations rapides participatives (PRA), des visites suivies d'une revue de modèle, et enfin d'un appel à demandes en services communautaires et ménagers.

Les études et la volonté de payer les études, qui prêtent une attention au genre, reconnaissent que les expériences, les responsabilités, les points de vue et la motivation des femmes et des hommes tendent à différer. Les entrevues de femmes par les hommes ne sont pas toujours possibles, et dans certaines cultures les femmes ne peuvent pas parler en présence de leurs maris. L'âge des répondants joue un rôle dans les cultures où les belles-filles sont responsables des tâches d'assainissement, pendant que la belle-mère est responsable des décisions.

Les équipes d'interview au Yémen étaient formées d'autochtones, des hommes pour interviewer les hommes et des femmes pour les femmes. Malheureusement dans l'analyse des réponses, aucune distinction n'est faite quant au sexe et au statut des répondants (Crawford, 1990). Une étude à Coimbatore en Inde, a révélé que les hommes autant que les femmes étaient disposés à payer pour l'assainissement. Cependant, la politique et la stratégie municipales ne reflètent pas les demandes des consommateurs (Bergh et Nordberg, 1996). Whittington et al. (1992) ont utilisé un jeu d'enchères pour évaluer la demande en divers types de technologie de l'assainissement, dans lequel ils tenaient compte du sexe, de l'âge, de l'état civil, du revenu, de la religion et des caractéristiques du logement (propriétaire ou locataire, logement à un niveau ou plus élevé) des participants. Le revenu, le logement et la religion avaient un impact évident; le sexe, l'éducation et l'âge faisaient peu ou pas de différence dans ce cas particulier. À New Delhi, le projet a organisé des entrevues sur l'eau et l'assainissement avec les hommes chefs de familles et les femmes plus jeunes, mais seulement après présentation par la belle-mère (Clinard, 1966). Ginanotten et al. (1994) ont utilisé des méthodes stratifiées d'échantillonnage et de participation pour évaluer les demandes des vieux et des jeunes, hommes et femmes, ménages ruraux à faible ou à revenu élevé.

Guijt (1993) et Bhai (1994) sont parmi ceux qui critiquent les enquêtes formelles et les questionnaires extensifs. Ces méthodes de recherches placent les questions dans la perspective des chercheurs et risquent de ne pas pouvoir mettre en évidence les aspects importants pour les répondants, mais qui se retrouvent en dehors du cadre de référence des chercheurs ayant un statut différent et une polarisation souvent urbaine. Les techniques participatives telles que le PRA aident à la compréhension des conditions, de la demande et des possibilités à partir d'une perspective locale. Une condition était que les activités PRA tiennent compte des facteurs distinctifs de classe, de sexe et de dénomination ethnique ou religieuse. Pour les aspects genre, les répartitions du travail, la prise de décision, la position et les besoins des femmes et des hommes sont présentés (Bhai, 1994; Guijt, 1994; Ministère des Affaires étrangères de Hollande, 1995; Wakeman, 1995).

Les outils participatifs sensibles au genre se sont montrés efficaces à ressortir les demandes en assainissement. Quant à Haryana en Inde, cette demande était faible, l'éducateur présentait neuf images avec des schémas de travail quotidien de femmes. Les femmes rangeaient les cartes dans leur ordre approprié de l'ordre de séquence et puis

utilisaient des allumettes pour indiquer la durée de temps qu'elles passent à chaque tâche. Quand elles réalisaient combien d'heures elles passaient à l'assainissement et l'approvisionnement en eau, elles s'intéressaient à entreprendre des actions pour réduire cette charge de travail (Pfohl, dans Wakeman, 1995). Francis (dans Francis et Wijk, 1997) a utilisé un état des lieux spécifique au genre pour évaluer et mobiliser les demandes en latrines parmi les femmes et les hommes ruraux dans un projet du Burkina Faso. Elle a employé une série d'images qui dépeignaient les facteurs socioculturels de la demande en installations aménagées pour l'évacuation des excréta dans la région. En groupes séparés, les hommes et les femmes ont été invités à choisir les images appropriées et à les classer dans leur ordre de priorité. Ensuite, les hommes ont présenté leurs résultats aux femmes, et les femmes aux hommes. Les modèles de diverses combinaisons de toilette, les équipements de douche et de linge ont aidé à inventorier la demande et à offrir diverses options aux ménages urbains à faible revenu de Cali en Colombie. Le projet a invité aussi les hommes chefs de famille à expérimenter les modèles et à discuter des conceptions et du coût, puisque dans les couples, les hommes décident (conjointement) des investissements (schéma 17).

L'élargissement de la base d'information des consommateurs a suscité leur intérêt pour de nouvelles options. Dans une communauté eskimo du Canada, une représentante de femmes a participé à une visite d'orientation organisée par le Conseil à composition essentiellement masculine d'un projet d'eau et d'assainissement dans une zone voisine. Son rapport aux autres femmes, appuyé de photographies sur les diverses technologies, a abouti à l'addition d'une latrine de compostage aux latrines puisards que les hommes avaient choisies pour le test. (PRG, 1980). Les femmes rurales ont aussi manifesté leur intérêt, au Mexique (McGarry et Elmendorf, 1982) et au Honduras (Elmendorf et Kruidierink, 1983) pour les latrines de compostage après que le concept leur a été expliqué.

Les programmes d'assainissement se basent aussi sur la demande en en invitant les communautés et les ménages à soumettre des demandes d'équipements en même temps qu'une caution financière pour démontrer leur intérêt (Alferink, 1995; Kurup et al., 1996; Blackett, 1994;). Les premières questions sont alors de savoir si les femmes connaissent aussi la possibilité de soumettre une demande et si les conditions de candidature n'excluent pas certains groupes.

L'information

Comment s'assurer que l'information du projet atteigne les femmes et les hommes? Les brochures d'information du projet utilisées à Maharashtra en Inde n'atteignaient pas les femmes. Il fallait tenir des réunions séparées pour les femmes riches et pauvres, et initier des actions pour encourager leur participation et pour informer les femmes autour de ce projet (Sundaraman, 1986). Des résultats semblables nous viennent du Caire, Egypte (Attia, 1996). En Equateur, on utilisait la radio pour atteindre les femmes au foyer et des sessions de démonstration en ville pour atteindre les hommes (Spector et al., 1971). En raison du faible niveau d'instruction, l'information diffusée à travers les annonces était

inaccessible à beaucoup de chefs de ménage des quartiers à faible revenu de la ville de Panama. Les visites à domicile du personnel de l'agence n'étaient pas faisables non plus, car les chefs de ménage travaillaient loin de la maison pendant la journée.



Schéma 17. Inventaire de la demande en latrines spécifique au genre grâce à des modèles de petite taille flexibles à EL Hormigero, Cali, Colombie (photo: C. van Wijk, IRC)

Une approche à travers les organisations locales signifiait une polarisation masculine: les coopératives, les clubs et autres organisations sont à domination masculine (Girling, 1983). Dans les autres programmes, ce dilemme a été résolu avec l'implication des organisations de femmes et les femmes autochtones pour atteindre leurs camarades femmes au foyer (IRC, 1988; Rukh, 1984; Soepardjo, 1987; Schaik et al., 1995) ou à leurs lieux de travail (Visscher, 1982). Les visites à domicile et les réunions à domicile se sont révélées essentielles pour atteindre les plus jeunes femmes dans leur solitude (Abdel, 1983; Schuurmans, 1994).

Conditions de soumission de la demande

Dans la demande en assainissement, il y a d'autres contraintes pour les groupes et les femmes à faible revenu, en plus du manque d'information et de fonds. Girling (1983) mentionne les heures d'ouverture du bureau d'enregistrement incommodes, les formulaires raffinés exigeant un niveau élevé d'instruction, l'absence de documents officiels pour prouver le niveau de revenu, et les exigences en efforts personnels. Au Panama, ces contraintes ont été révélées quand les rapports de sexe et d'état civil portés sur les formulaires des demandeurs ont été analysés. Les causes fondamentales de la sous représentation de certains groupes ont pu ainsi être étudiées, et une mesure corrective a été prise (Buvinic, 1983). L'aide à remplir les formulaires dans le cadre de la procédure de candidature, et pour atteindre les femmes célibataires dirigeant des

ménages à travers les groupes de femmes, a rendu les latrines plus accessibles aux pauvres (CHF, 1993).

Mobilisation de la demande

Dans la mobilisation de la demande en assainissement, les contacts de femmes à femmes jouent un rôle important. Les demandes en latrines à Maharashtra en Inde, sont montées en flèche quand le programme a approché d'abord les femmes suivant leur classe et statut socio-économiques, et y ont associé les hommes ensuite (Sundaraman, 1986). Le bas quartier de Baldia à Karachi au Pakistan, est un conglomérat de quartiers à faible revenu, chacun avec sa propre identité ethnique. Un assistant social de l'université faisait des visites de porte à porte pour informer les femmes au sujet de latrines puisard de ménage et afin d'aider à organiser la construction. Une fois que la méfiance initiale était surmontée, les femmes locales allaient de porte-à-porte prospecter pour des latrines, autorisaient leurs filles à être employées dans les enquêtes sociales et le nettoyage de rue organisé. Le résultat fut une couverture en latrines à 80 % (Rukh, 1984).

Des expériences de mobilisation efficace de la demande similaire à travers les contacts féminins nous viennent de Hoque et al. (1994) au Bangladesh, Schmink (1984) au Mexique, Evans et Appleton (1993) en Indonésie, Khan au Pakistan (in IRC, 1988) et Schaik et al. (1995) au Vietnam. Sans les efforts de ces promoteurs volontaires, beaucoup de femmes et de familles pourraient être encore privées d'assainissement amélioré. Pourtant il y a de fortes raisons de voir au-delà des répartitions typiques genre par lesquelles les femmes font la mobilisation et l'éducation volontaires et les hommes font la gestion et les travaux de construction mieux payés. Tels sont entre autres les sujets présentés dans les chapitres suivants.

5.3.2 La Conception et la Construction Appropriées

Etre sensible aux demandes des consommateurs signifie aussi tenir compte des différentes exigences de conception pour les hommes, les femmes, les garçons et les filles. On rapporte communément des contraintes culturelles au partage des latrines ménagères par les hommes et les femmes ou les pères et les filles (Agarwal, 1982; Almedom et Chatterjee, 1995; Elmendorf, 1980; Green, 1982; Kinde, 1981; Langedijk, 1984; Munyibili, 1981; Shafiuddin et Bachman, 1983). Le symbole du statut dans la conception de latrines joue un rôle pour les femmes et les hommes. En Amérique latine, les propriétaires enorgueillis laissaient les portes des toilettes ouvertes pour montrer aux passants les cuvettes blanches et brillantes des toilettes. Une jarre d'eau avoisinante qui pouvait être rempli grâce à un raccord réduisait le travail de collecte de l'eau par les femmes (Pineo, 1984). L'absence d'odeur et l'usage sans danger par les enfants ont été décisifs en Bolivie (Murphy et Perez, 1994).

Pour les femmes, et aussi les hommes dans certaines cultures, l'intimité suffisante de l'endroit et la conception constituent un facteur important. L'intimité est réduite quand la conception permet au consommateur d'être visible aux autres, par exemple, quand les

portes de latrines sont ouvertes au fond pour la ventilation (Rodriguez et al., 1980; Mbere, 1983). Avoir à porter l'eau et être vu entrain de le faire, est une contrainte culturelle et pratique (Annis et Cox, 1982; Bhai, 1994; Mbere, 1983). L'intimité de l'emplacement des équipements est une autre considération (Korput et Langendijk, 1993). Dans un pays de l'Afrique de l'est, l'inspecteur de santé publique a ordonné à chaque ménage dans son district de construire une latrine ou payer une lourde amende. Pour faciliter l'inspection, toutes les latrines devaient être construites le long de la route. En conséquence, la couverture totale a été réalisée mais les latrines n'étaient pas utilisées parce que les gens détestaient y entrer ou en sortir au vu des passants (Barrow, 1981). En particulier, dans les cultures prescrivant l'isolement des femmes, il leur est impossible d'utiliser des équipements situés dans des endroits publics. Ceci s'applique également aux latrines communales (Racelis, 1979) et aux fosses d'engrais (Dube, 1956). Les latrines scolaires ne sont pas toujours conçues pour recevoir des équipements séparés pour les filles et les garçons (IRC, 1993; Nibakure et Wijk, 1995).

Les différences genre dans la conception et l'emplacement ne sont pas toujours observées. Dans un projet au Pakistan les hommes voulaient situer les latrines à une certaine distance de la maison ou dans la chambre d'amis. Les femmes voulaient une latrine rattachée à la maison et certainement pas dans la chambre d'amis, car alors elles ne pourraient pas l'utiliser. Cependant, leurs demandes n'étaient généralement pas observées pendant le choix de l'emplacement (Korput et Langendijk, 1993). En outre dans les programmes de catastrophes, l'accès par les femmes et l'attention aux demandes en assainissement se sont révélés manquants (Hoque et Sack, 1993).

Un rapport de l'expérience avec les latrines puisards améliorées ventilées (VIP) au Bangladesh illustre comment les diverses demandes techniques, socioculturelles et fonctionnelles en nouveaux équipements peuvent intervenir dans le conflit. Ce cas montre que les consommateurs, hommes et femmes, doivent être suffisamment informés au sujet de la technologie et être consultés sur la conception de la dépendance pour combiner les demandes en construction à faible coût avec les demandes de conception appropriée à l'usage des hommes, des femmes, et des enfants.

'La conduite du tuyau d'évacuation des odeurs des latrines VIP devrait se terminer en plein air et en hauteur de sorte que l'odeur du puits puisse s'évaporer sans désagrément. Pourtant elles sont parfois complètement entourées d'une dépendance pleine. Ceci signifie que le tuyau ne fonctionne pas comme conçu et de plus les enfants ont peur d'employer un endroit obscur et nauséabond. D'un autre côté, les femmes apprécient l'intimité offerte par ces latrines. Les dépendances construites en matériel ouvert, tel que les tiges de jute, avec un rideau qui ferme mal pour la porte, sont moins appréciées par les femmes mais plus facilement accessibles aux pauvres, plus aisément accessibles et moins effrayantes pour les enfants ' (Gibbs, 1984).

Les mères ont rejeté l'utilisation des latrines par leurs enfants, non seulement en raison d'une absence de compréhension de la nocivité des excréta d'enfants, mais également en

raison du risque d'effondrement, la présence de serpents ou l'éloignement de la maison alors que les enfants craignaient souvent d'y tomber ou encore à cause de l'obscurité du trou (Adeniyi, 1973; Fernando, 1982; Jaeger et Mattson, 1989; Langedijk, 1984; Letlhaku, 1964; Mbere, 1983). Certaines conceptions sont trop larges pour que les enfants en bas âge puissent s'y s'accroupir (Chauhan et Gopalakrishnan, 1983; Shafiuddin et Bachman, 1983).

La facilité de fonctionnement et d'entretien des équipements est importante. Le travail accru dans la collecte de l'eau pour le rinçage et le nettoyage a fait baisser la demande en latrines puisard à moins que l'eau soit aisément disponible à proximité (Bhai, 1994; CARE, 1994; Shafiuddin et Bachman, 1983). Les latrines deviennent des sources d'infection, et ne sont pas employées régulièrement quand il devient difficile de les garder propres en raison du matériau de construction utilisé, comme le béton très grossier (Blackmore et al., 1978), une conception inadéquate (Mbere, 1981) ou en raison de l'utilisation excessive et du manque d'entretien (Foster et Crossley, 1981). Puisque les femmes et les enfants nettoient habituellement les latrines (Gosling, 1975; Green, 1982; Langedijk, 1984), ils sont les plus affectés par ces insuffisances.

La convenance de la conception, comprenant les aspects genre, a une grande importance dans les écoles. Une étude sur l'assainissement scolaire dans sept pays latino-américains a montré une grande variation dans les directives et les normes de conception d'équipements de toilette. En réalité, il pouvait y avoir une latrine pour 13 à 180 étudiants. Souvent les étudiants ne pouvaient employer les latrines que pendant les pauses (IRC, 1993).

Les programmes ont fait des ajustements dans les conceptions des équipements de l'assainissement en consultant les hommes et les femmes sur ces aspects qui entrent dans leurs domaines de responsabilité et d'expertise (CARE, 1994; Fernando, 1991). L'évacuation de déchets solides dans la ville de Rada au Yémen incombe aux femmes et aux enfants, plutôt qu'aux hommes. Seuls 8 % des hommes y avaient contribué depuis. L'évaluation avec les femmes, à des entrevues séparées, a révélé que les récipients étaient trop hauts pour les enfants et également pour les femmes de petite taille (Crawford, 1990). A Baldia, au Pakistan les ajustements dans la conception des latrines ont été réalisés à travers la présence d'une équipe mixte comportant un organisateur communautaire, un ingénieur sanitaire et un assistant social. Ensemble ils ont suivi la construction et l'exécution de latrines à doubles fosses et ont consulté les consommateurs masculins et féminins sur la modification de conception de la latrine puisard. Grâce à la modification répétée, le prix de revient unitaire a été réduit de 200 dollars US à 80 (Bakhteari et Wegelin, 1992). L'examen des modèles et des photographies de petite taille a également suggéré des ouvrages de conception (Kwaule, 1994; PRG, 1980). Les femmes ont été impliquées dans l'approbation esthétique et culturelle des nouveaux équipements. Elles ont influencé par exemple la conception ainsi que la couleur des latrines ménagères dans les communautés du Mexique et de Colombie (Elmendorf, 1980), et au Botswana (Mbere, 1981), et la conception des équipements communaux de toilette

dans un quartier urbain à faible revenu du Népal, où les cabines fermées initiales n'étaient pas conformes aux habitudes traditionnelles de communication (Saubolle, 1980). A EL Hormigero en Colombie, les hommes et femmes chefs de familles ont choisi ensemble les conceptions les plus appropriées pour leurs unités sanitaires dans le cadre d'un projet de système d'égouts à gestion communautaire. Les facteurs examinés comprennent la convenance, le coût, le statut, la possibilité de recyclage des composants existants, et la ventilation. Les composants de petite taille, grâce auxquels les chefs de ménage peuvent fixer et déterminer les coûts de leur (s) modèle(s) préférés, facilitent la prise de décision (IRC/UNDP-WB, 1994).

Bien que l'information genre détaillée soit absente, il est plausible que les femmes, aient contribué en particulier à la conception et au choix de l'emplacement appropriés des latrines pour enfants élaborées au Sri Lanka (Fernando, 1982), en Ouganda (Letlhaku, 1964) et en Inde (Clinard, 1966; Oswal, non daté). Ailleurs, elles ont décidé de maintenir les latrines traditionnelles pour les enfants en bas âge parce que les nouveaux types étaient peu convenables (Elmendorf, 1980; Wijk, 1982).

Répartitions Genre et Impacts sur l'installation

Les normes culturelles de répartition du travail et de responsabilité ont un impact sur le type de travaux de construction exécutés au mieux par les femmes et celui exécuté par les hommes. Au Mexique, les hommes effectuaient tout le travail de construction (Miller et Cone, 1984). Mais en Afrique de l'Est et de l'Ouest, la construction de latrine et les ouvrages de cuisine exigent l'implication à la fois des femmes et des hommes. Certaines tâches, telles que le creusage, et la toiture qui est importante pour éviter l'effondrement et la non utilisation dans les zones à longue saison pluvieuse, sont les tâches des hommes. Les autres tâches, telles que le plâtrage, sont effectuées par les femmes. Les femmes elles-mêmes ont fait remarquer cela lors d'une discussion de foyer lorsqu'elles faisaient leurs observations sur une image qui présentait une seule femme impliquée dans la construction d'une latrine (Wijk, 1985: 94).

Cela ne signifie pas que les femmes n'ont aucune tâche technique dans la supervision de la qualité de construction et de la construction des équipements ménagers elles-mêmes. Là où les femmes sont au foyer pendant la journée et reçoivent l'information technique nécessaire, elles sont fortement motivées pour veiller à que la construction soit correcte et les équipements durables et proprement finis. A Baldia, à Karachi au Pakistan, presque la moitié du travail de construction de latrines puisards a été supervisés par les femmes (Bakhteari et Wegelin, 1992). On rapporte la même situation dans des projets d'assainissement du Sri Lanka et d'autres parties du Pakistan (Hoque et al., 1994; UNICEF, 1983). Dans un projet en Indonésie, la branche locale de l'organisation nationale des femmes tient les femmes informées sur le prix des matériaux de sorte que les entrepreneurs ne puissent pas les surfacturer dans la construction des latrines. Elles veillent aussi à ce qu'un technicien de projet vienne vérifier la qualité technique avant le paiement (Soepardjo, 1987). Les femmes du Bangladesh partagent ou entreprennent

entièrement la construction des latrines ménagères (Clarke, 1983; Rukh, 1984; Hoque, 1991; UNICEF, 1993).

La santé a offert un point d'entrée aux femmes pour leur formation technique en assainissement. Quand le projet de Viasayas aux Philippines a commencé à former 'des représentants d'unité ménagères' en hygiène et assainissement, 70 % des participants étaient des femmes contre 30 % d'hommes. Leur rôle socialement approuvé en tant que pourvoyeurs de soins de santé primaire a permis aux à ces femmes de franchir la ligne de délimitation entre ce qui est vu comme travail de femmes et travail d'hommes (Ybañez, non daté). En utilisant un raisonnement semblable, l'UNICEF développe un programme de construction de latrines par des groupes de jeunes femmes qualifiés du Sri Lanka (UNICEF, 1993).

Les artisanes du secteur privé rémunérées

L'abondance de cas où les maçonnes prennent leur place parmi les hommes confirme l'hypothèse selon laquelle ce changement n'est pas accidentel. En particulier, dans le rôle grandissant de la petite entreprise du secteur privé, la dynamique dans les développements genre devient évidente. Les constructeurs privés de latrine sont à ce jour quelque chose de courant au Lesotho. Eux, leurs clients et l'unité qui jusqu'en 1989 avait formé 900 constructeurs en accroissement de la demande, qualifications de construction et d'administration, avaient réalisé ensemble la construction de 12.000 latrines VIP (Blackett, 1994; Evans, 1987; Evans et Pollard, 1988). Un constructeur sur quatre est femme. Les maçons se qualifient et obtiennent un certificat quand ils ont construit six latrines selon les spécifications (Kinley, 1991a). Bon nombre d'entre eux ont également suivi une formation de personnel sanitaire de village. Les caractéristiques qui distinguent les constructrices des constructeurs sont leurs efforts plus grands pour accroître les demandes, la faible préoccupation pour le profit, et la préférence pour le travail en partenariat (PNUD-Banque Mondiale, 1990).

Beaucoup de femmes pauvres en Inde et au Sri Lanka ont des emplois saisonniers en tant que travailleurs non qualifiés dans l'industrie du bâtiment. Les programmes des zones périurbaines et urbaines de ces deux pays ont formé ces femmes en assainissement environnemental et ouvrage de bas quartier. A Kampur, une ville du nord de l'Inde, trente femmes sont devenues maçonnes de latrines qualifiées. Puisqu'elles ne pouvaient pas trouver des emplois individuellement, elles se sont associées à une coopérative. Cela a augmenté leur pouvoir de négociation avec la municipalité, et toutes ont maintenant des contrats de construction (Haskoning, 1988).

Les maçonnes de Kerala en Inde, ont également formé des coopératives de constructeurs. Ensemble elles produisent des blocs de construction de latrines et obtiennent des contrats de la part des autorités locales pour la construction de latrines domestiques dans le cadre des programmes d'assainissement par les autorités locales. Les ménages privés leur donnent aussi des contrats de construction de latrines. En 1994, la coopérative a produit plus de 25.000 blocs de construction et construit plus de 1.000 latrines. Pendant leur

formation, une grande attention est accordée au développement de la confiance et du groupe, de même qu'aux qualifications techniques. Les femmes évoquent des revenus plus élevés et plus fiables, de meilleures conditions de travail, une plus grande confiance en soi et de nouvelles qualifications, et plus de respect de la part de leurs clients, leurs parents et la communauté dans son ensemble. Ce travail offre en particulier de nouvelles chances aux veuves et femmes abandonnées qui ont une position très difficile dans la culture indienne (Kurup et al., 1996 et schéma 18).

Les expériences d'emploi au Zimbabwe ressemblent à celles de l'Inde. Dans un district, 116 femmes ont été formées comme constructrices de latrine. Près de la moitié travaillent comme telles souvent en groupes. Les obstacles allaient du manque de vêtement approprié au manque de motivation en abordant les rôles à domination masculine.



Schéma 18. Confection de blocs par des maçonnes (photo: SEUF, Kerala en Inde)

Comme au Lesotho, les maçonnes facturent également moins, afin d'obtenir du travail (Olsson et al., 1990).

Kirillapone est une zone de squatter de Colombo au Sri Lanka. Save the Children a commencé un projet d'ouvrage de logement dans cette zone. Les femmes ont été formées à côté des hommes parce qu'elles cherchaient des emplois dans leur propre région. Aucune femme n'avait réagi à l'annonce publique offrant la possibilité de formation. Quand une inscription spéciale a été organisée pour les femmes, 58 femmes ont sollicité une formation. Beaucoup d'autres femmes se sont engagées comme main-d'œuvre non qualifiée et ont acquis de nouvelles qualifications au travail. Très vite les femmes formaient la majorité de la main d'œuvre et certaines d'entre elles sont devenues des chefs d'équipe. Le travail a offert un revenu et amélioré leur position sociale. Il a également apporté une plus grande solidarité dans une zone de squatter où les femmes jusqu'ici n'agissaient pas

en tant que groupe, parce qu'appartenant à différentes sections socio-économiques (Muller, 1991).

Au Mozambique et au Tonga, les dalles de latrine sont fabriquées et vendues par les coopératives de femmes (Cairncross, communication personnelle; IWTC, 1982). Au Botswana, en Thaïlande et à Rajasthan en Inde, les projets ont également formé les hommes et les femmes autochtones à la construction de latrines (Basaako et al., 1983; Karlin, 1984; Wakeman et al., 1996). Entre 1991 et 1993, 270 femmes pauvres du Bhutan ont été formées comme constructrices de fours non polluants; 69 % d'entre elles ont été formées également comme maçonnes de latrines qualifiées (EU et al., 1995). Au Tonga, les constructrices en assainissement environnemental travaillent aussi dans le secteur public. Les ouvrières communautaires du Tonga ont été formées depuis 1984 à la construction de réservoirs de stockage d'eaux pluviales et de latrines VIP. Pour faire face aux hauts niveaux de nappe phréatique, les latrines sont d'un type élevé. La formation inclut les techniques de construction pratique et d'entretien; les aspects sanitaires et d'assainissement ; et le financement; y compris la fixation de prix et la planification de budget, la tenue de livres et la comptabilité. La formation dure six semaines et implique une construction réelle (Fleming, 1986, 1987).

Les études de cas de l'Inde, du Sri Lanka, de la Jamaïque et du Nicaragua montrent qu'une fois formées et outillées les femmes sont bien acceptées dans ces métiers (Stenvang et al., 1990). L'acceptation est plus difficile pour les femmes en position d'aïnesse ou lorsque les autorités du programme ne sont pas d'un grand soutien (Borba, 1997; EU et al., 1995).

L'équité de paiement pour les ouvrières de l'assainissement diffère d'un cas à l'autre. Dans le cas de Kirillapone, à Colombo au Sri Lanka, les femmes recevaient les mêmes salaires que les hommes. Dans le projet de Mirzapur au Bangladesh, le désencroûtement des latrines n'avait pas été prévu au budget du projet. Par conséquent des femmes autochtones ont été employées à 20 % du coût des éboueurs pour vider les puits (Hoque, 1991). L'absence d'égalité de paiement se rencontre aussi au Zimbabwe (Olsson et al., 1990). Au Népal, les femmes sont formées à la construction simple de latrines, mais elles reçoivent une formation de cinq jours seulement et travaillent ensuite en volontaires (Morgan, 1992).

La formation en travail de maçonnerie capitalise les tâches et les techniques traditionnelles des femmes dans le plâtrage. Ceci, et le fait que la construction d'équipements domestiques pour l'assainissement se passe dans des lieux privés, peuvent bien expliquer pourquoi les maçonnes sont acceptables sur le plan socioculturel. Jusque-là, on n'a pas effectué de recherche spécifique au genre et autres facteurs sous-tendant ces développements et impacts.

Perte de ressources

Le seul aspect qui a été recherché était l'impact de l'assainissement amélioré sur l'emploi et les ressources des pauvres. Connues comme collectrices de terre de nuit, femmes éboueurs ou par euphémisme, balayeuses, les vidangeuses de latrines au seau travaillent tant dans le secteur public que le secteur privé informel. On estime entre 500.000 et 950.000 le nombre de collecteurs de terre de nuit employés dans certaines régions de l'Inde par les seules municipalités. Bien qu'aucun chiffre spécifique ne puisse être trouvé quant au nombre de femmes employées, elles sont bien représentées (Wijk, 1985: 24). Les femmes travaillent également comme balayeuses privées dans les ménages riches parce que les hautes castes préfèrent que leurs femmes n'entrent pas en contact avec les balayeurs (Chatterjee, 1981). Ce travail est effectué en plus du travail avec la municipalité ou sous les anciennes relations de patron à client dans lesquelles les femmes sont payées la plupart du temps en nourriture et en frusques (Mishra, 1981; Trivedi, 1977). Parfois, comme dans les villes de Varanasi en Inde et Karachi au Pakistan, les femmes obtenaient des emplois sûrs et relativement bien payés en tant que partenaires égales et respectées de leurs maris (Chatterjee, 1981; Clarke, 1983).

L'emploi dans le secteur privé informel rend ces femmes plus vulnérables aux ouvrages de l'assainissement. Les balayeuses municipales ont un travail formel et leur position est évidente. Les programmes qui remplacent le système de latrines en seau par un système de latrines à égouts ou puisards à double fosse, offrent aux hommes des qualifications et une formation commercialisables. On ne rapporte pas si ceci était également offert aux femmes (TAG, 1984). Les femmes qui ont des ouvrages privés perdent leurs emplois ou sont simplement invitées à retirer le bouchon du drain à la main lorsque les drains se bouchent par suite de manque d'eau pour chasser (Mitra, 1992).

Les systèmes de collecte des ordures et d'excréta à forte intensité de main d'œuvre sont très courants dans les villes à croissance rapide. On rapporte aussi des cas dans les villes d'Afghanistan (Etherton, 1980), d'Égypte (Haynes et EL Hakim, 1979; Maan, 1995), de Colombie (Etherton, 1980) et du Mexique (Schmink, 1984). L'exploitation se produit et est accentuée par les intermédiaires qui vendent des droits de nettoyage aux ménages particuliers. Néanmoins, ces systèmes, dans lesquels les femmes et les enfants jouent souvent un rôle économique important, fournissent des moyens d'existence à beaucoup de ménages pauvres qui n'ont aucune autre alternative. L'amélioration de ces systèmes, plutôt que leur remplacement s'est révélé une meilleure solution pour les municipalités et pour les familles impliquées (Arrais, 1994; Furedy, 1991; Maan, 1995).

5.3.3 Financement et partage des coûts

Les femmes peuvent être plus motivées pour l'assainissement amélioré, et dans certaines zones peuvent gérer le budget familial, mais les décisions concernant les investissements sont habituellement prises par le mari ou avec le mari. Une approche genre s'est donc avérée nécessaire dans les décisions d'installation des ouvrages domestiques pour

l'assainissement (Grady et al., 1991; Kishwar et Barq, 1990; Meyer, 1993; Tunyavanich et al., 1987; Wijk, 1994).

Les femmes qui disposent de leurs propres moyens dépensent une partie de leur revenu à l'amélioration des équipements domestiques (Evans et Appleton, 1993). Les femmes de Chiuchin au Pérou, désireuses d'améliorer l'assainissement, avaient plus tard mis leurs ressources en commun et avaient gagné en une saison assez d'argent pour payer la plomberie d'une toilette publique (Bourque et Warren, 1981). L'autonomie et la prise de décision financières sont des acquis prisés. Pourtant, pour les femmes mariées, la question de l'équité est que la valeur nette de ces gains est souvent bien moindre que le revenu gagné par leurs maris, et de ce fait la charge financière totale ne devrait pas de ce fait reposer donc sur les femmes seules.

Bien que l'offre d'une plus grande gamme d'options rende un certain degré de l'amélioration accessible à un plus grand groupe de personnes, tous ne peuvent pas avoir les moyens d'investissement exigés (Watson, 1993; Meyer, 1993). D'ailleurs, il peut y avoir des coûts cachés, tels que le déplacement jusqu'aux bureaux et les longues heures d'attente, les formulaires complexes, les acomptes trop élevés. Le rassemblement de matériaux locaux et l'exécution d'une partie des travaux de construction comme travail en efforts personnels constituent une manière de réduire les coûts. Les femmes qui ont une forte demande et peu d'accès à l'argent comptant pour les équipements font aussi la construction elles-mêmes. On a trouvé ceci aussi dans les cultures isolées, pourvu que le travail puisse être mené à bien dans les environnements privés (Clarke, 1983; Hoque, 1991; Rukh, 1984).

Les ménages dirigés par des personnes âgées ou des femmes ne peuvent pas toujours construire ou peuvent manquer des qualifications de construction exigées; une raison pour laquelle la propriété de latrine dans ces populations est faible (Green, 1982; Kirimbai et Wijk, 1983; Kreysler, 1970; Nordberg et Winblad, 1990). Là où le transport est requis pour rassembler le bois de construction et le sable, les ménages pauvres sont également exclus. L'absence de potentiels financiers et de ressources de main d'œuvre n'est pas toujours le seul problème; dans les quartiers pauvres à forte densité de peuplement, l'espace est souvent la ressource absente.

Crédit, assistance en main d'œuvre et latrines communales

Plusieurs stratégies ont été utilisées par les programmes pour surmonter ces contraintes. En effet, offrir l'accès au crédit s'est révélé efficace dans les zones périurbaines boliviennes, car cela a permis aux ménages plus pauvres de se raccorder au système d'égouts et de construire des salles de bains ménagères (Murphy et Perez, 1994). Les ménages de Kumasi au Ghana pouvaient contracter un prêt de deux ans qui est géré à travers le comité local de l'assainissement (Kinley, 1992). Dans la ville de Surakarta en Indonésie, le programme a mis en place un fonds renouvelable pour l'assainissement. Les ménages contractent des prêts à un intérêt mensuel de 1,36 %, qu'ils utilisent pour construire la latrine en employant un entrepreneur privé. Le programme supervise la

qualité technique (Soepardjo, 1987). Les clubs de jeunes de Midnapore en Inde ont aidé à obtenir des prêts à partir de l'unité du groupe du programme pour les ménages ruraux pauvres. Les clubs sont responsables du remboursement des prêts par les ménages (Chakraborty, 1993). Au Bangladesh, la Banque Grameen octroie des prêts aux ménages qui veulent acheter leurs latrines sur les marchés commerciaux naissants de l'assainissement (Nigam et Ghosh, 1995). Presque 90 % de ceux qui contractent un prêt sont des femmes (Stenvang et al., 1990). Certains marchés de l'assainissement donnent également un crédit d'une manière limitée (Ikin, 1994).

Au Togo, les sociétés de développement des hommes et des femmes réservent une partie de leurs bénéfices pour des projets de développement tels que l'assainissement. Les sociétés de femmes doivent déposer un tiers de leur revenu à partir des projets économiques sur des fonds de développement. On ne rapporte pas à combien les sociétés d'hommes contribuent (Boucher, 1987).

Les ménages de treize villes du Lesotho ont déjà l'expérience des arrangements de crédit. Pour leur permettre de prendre un prêt pour une latrine, le programme d'assainissement a négocié un arrangement de prêt avec la banque paraétatique du Lesotho. L'unité chargée de l'assainissement, une organisation gouvernementale, conseille et assiste, mais ne fait pas délibérément de prêts elle-même. Par le passé, les arrangements d'emprunt public ont connu une mauvaise expérience de remboursement, attribuée en partie à la conscience des emprunteurs de l'inefficacité du gouvernement à recouvrer les dettes et à poursuivre les défaillants. La banque a depuis lors élargi son service de prêt à des arrangements de logement à faible coût et de développement de l'infrastructure urbaine. Les remboursements sont faits en 20 traites sur 2 ans. Aucun remboursement n'est exigé en décembre et en janvier en raison du coût de la saison et des paiements des frais scolaires de la nouvelle année (Blackett, 1994).

Dans les arrangements de crédit, les questions genre ont dû être abordées. 40 % de femmes célibataires et 32 % de ceux qui ont sollicité un prêt dans un programme au Panama n'ont pas reçu un avis favorable car leurs revenus étaient trop bas. Seuls 15 % pouvaient payer le premier versement initial. Quand le revenu des parents pouvait être inclus, et tous les biens comptés à leur pleine valeur, la proportion qui pouvait effectuer le premier versement initial est montée à presque 70 %. Un premier versement initial faible et un faible niveau de conception augmentaient davantage l'accès, mais 30 % de chefs de ménage célibataires et 20 % de couples ne pouvaient toujours pas payer (Buvinic, 1983). Par conséquent, le CHF (1993) fournit des prêts à travers les organisations de femmes et les combine avec des projets économiques. L'information est disséminée par les livres comiques et du matériel de lecture primaire dans les familles des groupes cibles. A Cochabamba, en Bolivie, le CERES emploie des règles flexibles de remboursement de prêt. Tandis que 80 % doivent rembourser le prêt en une année, 20 % obtiennent plus de temps (McLeod et Mitlin, 1993). L'absence des contraintes pratiques communes genre (l'information donnée seulement aux hommes, les coûts collatéraux et de transaction

élevés, de gros prêts, de courtes échéances de remboursement) à San Salvador a abouti à 80 % de participation par les femmes (Buvinic et Nievos, 1982).

La branche locale du mouvement national des femmes indonésiennes de Surakarta a reçu une formation au projet et contacte les femmes pour stimuler leurs familles à adhérer à la formule de crédit. Elle supervise aussi l'exécution, par exemple en empêchant les entrepreneurs de surfacturer les matériaux, et motive les remboursements de prêt ainsi que l'entretien de latrine à travers le système de ses ' dix groupes de famille' (Soepardjo, 1987).

Au Lesotho, les femmes mariées ont le statut de mineurs. On ne leur permet pas de signer des documents juridiques, sauf avec la permission de leurs maris. Par conséquent une femme ne pouvait signer un accord de prêt pour une latrine que si elle était célibataire ou avait une lettre d'accord de son mari. Cela posait vraiment problème, et souvent menait à de longs retards, puisque certains maris travaillaient en Afrique du Sud comme mineurs. Le programme a dû donc diriger spécifiquement sa promotion aux hommes (Blackett, 1993).

Il n'existe pas encore de facilité de crédit pour l'assainissement au Vietnam, mais Schaik et al. (1995) ont fait remarquer qu'au Vietnam le rôle de l'union des femmes n'a pas besoin de se limiter à la mobilisation volontaire et à l'éducation des autres femmes. L'expertise des syndicats comprend la gestion des fonds et la construction. A travers son expérience avec les diverses formes d'arrangements de crédit, elle est également en mesure d'atteindre les femmes plus pauvres dont les familles n'avaient pas encore profité du projet. Certains systèmes de crédit et d'épargne de l'union sont particulièrement appropriés pour les familles les plus pauvres, car ces systèmes ont des traites de remboursement flexibles. L'union est impliquée maintenant dans des programmes d'assainissement et d'hygiène.

Dian Desa, une ONG de l'eau et l'assainissement en Indonésie, insiste également sur la flexibilité. Vingt villages de Java ont accepté l'autofinancement après une discussion ouverte. Tous les villages ont déjà une expérience du prêt et des fonds d'épargne, en particulier, dans les coopératives agricoles et les organisations de femmes. Cependant, il a fallu faire des adaptations de taille et de durée des prêts, des calendriers de remboursement et des types de garantie, et ajouter des programmes d'apprentissage dynamiques (Dian Desa, ca. 1990). Pour financer l'assainissement et les autres infrastructures communautaires, les villages du Togo ont créé des fonds de développement locaux. Les fonds viennent des projets économiques, tels que l'agriculture collective, dont les femmes gèrent la moitié. Chaque projet économique doit épargner un tiers de son bénéfice dans la trésorerie du village et un tiers dans le fonds de développement. Le reste peut être réinvesti (Boucher, 1987; Graham, 1990).

Les subventions ciblées constituaient la stratégie choisie pour aider les ménages pauvres à financer des latrines à Karachi au Pakistan et à Kerala en Inde. Les autres ménages

payent eux-mêmes tous les coûts d'investissement. A Kerala la subvention vient en partie du conseil local et en partie des groupes volontaires. Dans les deux cas, le comité local choisit les ménages éligibles. Les comités de Kerala montrent la liste de bénéficiaires choisis publiquement, pour une plus grande imputabilité (Bakhteari et Wegelin, 1992; Kurup et al., 1996).

Pour surmonter les contraintes de main d'œuvre et de transport des ménages pauvres et à parents seuls, les programmes ont pris des dispositions spéciales. Dans le projet urbain d'ouvrage de latrine des bas quartiers à Karachi, Pakistan, le groupe de jeunes installant les latrines a donné un travail autonome aux veuves et aux familles indigentes (Bakhteari et Wegelin, 1992). La formation des femmes pour la construction autonome a été entreprise aussi. Dans un projet de logement au Panama, les femmes ont été formées pour mener à bien leur propres travaux de maçonnerie, menuiserie et plomberie (Girling, 1983).

Là où le manque d'espace pose problème, des équipements communaux comportant des toilettes, des douches et des bassins de lessive ont été installés. Parfois les ménages les construisaient eux-mêmes comme en Indonésie. Même les ménages qui n'avaient pas besoin du service contribuaient par solidarité (Soepardjo, 1987). Les gestionnaires de ces équipements sont une association de consommateurs, comptant des membres de ménages payant régulièrement des frais pour l'entretien et l'usage ou une ONG locale qui gère le service et les consommateurs payent chaque fois qu'ils utilisent le service. Les frais sont essentiels pour garder ce service propre et le pérenniser (Kurup et al., 1996; Soepardjo 1987; Saubolle, 1980; Vijayendra, 1981).

Là où les blocs d'assainissement sont gérés en entreprise commerciale, on en sait peu sur l'équilibre dans l'utilisation entre femmes et hommes. Les indications sont que dans les équipements à usage mixte, la plupart des consommateurs sont des hommes salariés qui travaillent dans le secteur privé informel (Vijayendra, 1981). Certaines agences se spécialisent donc dans des équipements exclusivement pour femmes (Kurup et al., 1996; Bhai, 1994; Saubolle, 1980). Il faudra mener plus de recherche sur l'efficacité et la rentabilité de ces équipements.

5.3.4 Gestion, suivi, entretien et utilisation

Jusqu'ici, les programmes de l'assainissement se sont concentrés plus sur la création d'équipements que sur le renforcement de capacités des communautés pour que celles-ci puissent gérer leurs propres programmes et services. Là où les communautés elles-mêmes gèrent les programmes, une organisation communautaire formée à cette fin est habituellement en charge. Parfois le conseil local est également impliqué (Kurup et al., 1996; Bakhteari et Wegelin, 1992; Khan, 1992; Soepardjo, 1987). Ces communautés étudient la demande, allouent l'appui, organisent et supervisent la construction puis gèrent et assurent le suivi des résultats physiques ainsi que des progrès financiers du programme. Elles peuvent également gérer le service (Schmink, 1984; Soepardjo, 1987).

Les aspects genre de la participation des organisations, la formation et les décisions de gestion sont semblables à ceux de la gestion des approvisionnements en eau locaux. Le suivi de l'opération et l'entretien des équipements d'assainissement nouvellement installés sont très pertinents. Les équipements fonctionnant mal ou non entretenus constituent un danger pour la santé et pour l'environnement plutôt qu'un avantage.

L'intensité de l'utilisation est également importante. Lorsqu'une petite minorité seule a et utilise un bon assainissement, aucun impact sur la santé publique n'est possible. Il y a des preuves que la frontière critique est de 75 % (Esrey, 1994). Une théorie de seuil, testée au Bangladesh et au Lesotho, déclare qu'il y a un certain niveau minimum d'investissements en approvisionnement en eau et assainissement en dessous desquels très peu d'amélioration de santé discernable suivra. De la même manière, il y a également un point de rupture au-dessus duquel les investissements additionnels feront un peu plus de différence (Shuval et al., 1981 in Nordberg et Winblad, 1990). Par conséquent le mot d'ordre à la clôture de la Journée Internationale de la Décennie de l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement a été : 'Certains pour tout plutôt que Tous pour certains'. Malheureusement, les programmes d'assainissement suivent encore une approche dispersée de couverture et ne se concentrent pas sur la couverture de seuil dans les zones de forte demande à haut risques (Murphy et Perez, 1994).

Qui supervise la couverture, le fonctionnement, l'entretien et l'utilisation? Dans le mouvement vers l'assainissement à gestion communautaire, le suivi fait de plus en plus partie de la gestion environnementale locale. Dans le programme d'assainissement de Dosso au Niger, l'état des lieux du village sert d'outil de suivi et de gestion. Des visites de suivi sur l'entretien et l'utilisation sont projetées. (Nibakure et Wijk, 1995). Le programme d'assainissement et d'hygiène à Uttar Pradesh en Inde, utilise des formulaires de suivi à images pour en suivre l'installation et l'utilisation de latrine, entre autres. Les incitatives engagées temporairement par le programme pour mobiliser la demande en latrine font aussi des visites de suivi après l'installation et remplissent des formulaires de suivi à images (Ministère des Affaires étrangères de Hollande, 1995).

Le suivi à Kerala en Inde, fait partie du travail des comités volontaires de l'eau de quartier. Chaque comité se compose de plusieurs femmes et hommes. Les membres rendent visite aux nouveaux propriétaires de latrine à domicile et notent conjointement la latrine sur des indicateurs observables de propreté et d'utilisation (schéma 19). Soins est pris pour que les indicateurs soient objectifs, comme 'aucun excréta ou souillures d'excréta dans les cuvettes' plutôt que 'cuvette propre' que différentes personnes peuvent interpréter différemment, par exemple, étant donné l'eau décolorée due à une forte teneur en fer comme sale. Dans les zones où l'utilisation et le nettoyage sont insatisfaisants, le comité peut organiser une session pour discuter santé (Kurup et al., 1996). Le travail de visite est volontaire et s'ajoute en particulier, à la charge des femmes, car elles ont moins de temps libre que les hommes. Le programme sait cela et a cherché des moyens de réduire cette contrainte. Fondamentalement, et comme les expériences du Honduras (Whitaker, non daté), les femmes qui font le suivi voient cela comme un service communautaire important

et y trouvent du temps en organisant leurs travaux domestiques d'une manière différente (Abdulla, communication personnelle).

Le fonctionnement et l'entretien appropriés des latrines et autres équipements d'assainissement est non seulement lié en un certain sens aux valeurs de propriété et d'hygiène, mais aussi à la facilité d'utilisation et de nettoyage ainsi qu'à la compréhension des caractéristiques techniques du service. Les latrines sont devenues des sources d'infection et n'ont pas été utilisées régulièrement parce que la surface grossière de la dalle l'a rendu difficile à maintenir propre (Blackmore et al., 1978; Feliciano et Flavier, 1967), la conception a rendu le nettoyage difficile (Jaeger et Mattson, 1989; Mbere, 1981) ou le nombre de consommateurs était trop élevé (Foster et Crossley, 1981). Puisque la majeure partie du travail d'entretien régulier est effectué par les mères et leurs enfants (Gosling, 1975; Green, 1982; Langedijk, 1984), il est essentiel qu'ils puissent réviser les conceptions sur la facilité du nettoyage et qu'ils comprennent la technologie. Ceci évite que, par exemple, les bouchons d'eau se cassent et que les boîtes de jonction ne soient pas changées comme requis, parce que leur fonction n'est pas comprise ou dans le cas des joints, parce qu'il n'y a pas d'eau pour la chasse à portée de main (Arrais, 1994; Kurup et al., 1996; Kanungo, 1957; Shafiuddin et Bachman, 1983; Wilson, 1981).

Qui utilise les latrines dans le ménage? Les rapports indiquent que cette utilisation est plus grande et plus stable chez les femmes (Wijk, 1994). Aussi, faut-il faire la promotion de l'utilisation par les hommes et les enfants en bas âge, de même que l'évacuation sanitaire des fèces des bébés (voir le chapitre 6). Pour une évacuation sûre des fèces de bébés, la notion largement répandue parmi les mères que les fèces de bébés sont inoffensives constitue une contrainte qui doit et peut être surmontée (Curtis et al., 1993). On pourra trouver plus de détails au sujet de l'éducation à l'assainissement, de changement de comportement et ses aspects genre dans le prochain chapitre.



Schéma 19: Les femmes d'un Comité de l'eau et l'assainissement de quartier font le suivi, l'utilisation, l'entretien et le fonctionnement des nouvelles latrines à chasse d'eau. (photo: SEUF, Kerala en Inde)

6. Travailler à une Meilleure hygiène – Partager les Tâches

L'éducation à la santé dans les programmes de l'eau et d'assainissement ou comme programme autonome tend à être dirigé vers les femmes. Les pratiques favorisées dans ces programmes augmentent la charge de travail des femmes, un fardeau qui est déjà éreintant. La facilitation du travail, les responsabilités des hommes et la redistribution du travail ne sont pas souvent traitées. Ce chapitre examine les aspects genre des pratiques qui affectent la santé. Il décrit comment les femmes et les hommes sont impliqués dans les ouvrages de l'assainissement et insiste puis donne des exemples de programmes plus sensibles genre.

6.1 Education à la santé et changement de comportement

Il était courant que les agences développent unilatéralement des ouvrages d'eau et assainissement. Quand elles constataient que les équipements n'étaient pas acceptés, elles réclamaient à l'éducation à la santé de faire la promotion de ces pratiques préconçues (Wijk, 1985: 85).

L' éducation à la santé est souvent devenue le bouc émissaire pour toutes sortes d'échecs de programme. Il est facile de blâmer les personnes pour les échecs de programme. Les planificateurs et les administrateurs voudraient changer le comportement du public cible pour convenir aux exigences, à la technologie et aux procédures de programme L'éducation à la santé peut donc devenir un outil de contrainte ' (Kochar, 1981: 8).

Quand les équipements ne répondent pas aux exigences des consommateurs, l'éducation à la santé seule ne peut pas changer leur comportement. En plus l'éducation à la santé, l'amélioration des équipements ajustés aux besoins des consommateurs est essentielle pour réaliser des impacts sanitaires.

6.1.2 Impact Potentiel sur la Santé

La recherche épidémiologique confirme la valeur de la combinaison des ouvrages d'assainissement, d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour la santé publique. Dans sa revue d'environ 200 études d'impact de santé et de cinq revues récapitulatives, McJunkin a conclu que,

' un corps significatif d'évidence soutient la relation positive entre l'approvisionnement en eau, l'évacuation sanitaires des excréta et les améliorations à long terme de la condition sanitaire. Cette relation est appuyée par des observations empiriques à long terme dans les pays développés et moins développés (McJunkin, 1983: 94).

Une étude effectuée par Esrey et Habicht en 1986 a constaté que, sur 26 études sur l'assainissement, 33 sur l'approvisionnement en eau et huit sur les deux interventions, 20, 16 et 6 rapportent respectivement un impact positif sur la santé. En 1990, Esrey et d'autres ont passé en revue 144 études d'impacts de l'approvisionnement en eau amélioré, de l'assainissement, de l'hygiène ou toute autre combinaison de ces derniers, sur six maladies courantes. Ils ont trouvé un grand impact dans les cas de réduction prévue. Dans les études méthodologiquement meilleures, l'impact sur la mortalité infantile allait de 20 à 82 %, avec une moyenne de presque 60 % (tableau 5).

Une réunion des experts épidémiologistes et autres spécialistes de santé organisée par WHO/SEARO en 1993 soutient ces conclusions. La réunion a évoqué l'évacuation sûre des excréta, en particulier, par les personnes et enfants malades et plus d'eau pour la toilette intime, le lavage des mains et la protection de la qualité de l'eau en particulier, dans l'ordre, comme les facteurs les plus influents sur la réduction de la morbidité et la mortalité des maladies diarrhéiques.

Tableau 5. Impacts de l'approvisionnement amélioré en eau, assainissement, et l'hygiène sur la morbidité et la mortalité des six maladies communes: résultats de 144 études

| Réduction de la morbidité et de la mortalité attendue de l'approvisionnement et de l'assainissement en eau améliorés | | | | | | |
|---|---------------|--------------------------|--------------|---|----------------|--------------|
| | | <i>Toutes les études</i> | | <i>Etudes méthodologiquement meilleures</i> | | |
| | <i>Nombre</i> | <i>Moyenne</i> | <i>Gamme</i> | <i>Nombre</i> | <i>Moyenne</i> | <i>Gamme</i> |
| Des maladies diarrhéiques | 49 | 22% | 0-100% | 19 | 26% | 0-68% |
| • Morbidité | 3 | 65% | 43-79% | - | - | - |
| • Mortalité | 11 | 28% | 0-83% | 4 | 29% | 15-83% |
| Ascaride | 7 | 76% | 3-98% | 2 | 78% | 75-81% |
| Ver de Guinée | 9 | 4% | 0-100% | - | - | - |
| Ankylostome | 4 | 73% | 59-87% | 3 | 77% | 59-87% |
| Schistosomiase | 13 | 50% | 0-91% | 7 | 27% | 0-79% |
| Impact global sur la mortalité infantile | 9 | 60% | 0-82% | 6 | 58% | 20-82% |

Source: Esrey, 1990

L'ajout de la promotion d'un assainissement est effectif et efficace dans la réduction de la morbidité et de la mortalité des diarrhées infantiles. Dans leur récente étude, Murray et Lopez (1996) avancent le coût de 21 dollars US par année de vie d'invalidité ajustée économisée (une combinaison des réductions de morbidité et de mortalité), contre des coûts de 24 dollars US pour la thérapie orale de réhydratation et 15-35 dollars US pour la vaccination élargie.

6.1.2 Les Aspects genre du comportement essentiel à l'assainissement

Genre et Evacuation sans danger des excréta

Puisque l'introduction de l'assainissement amélioré est beaucoup plus lente que celle de l'approvisionnement en eau amélioré, on ne pouvait trouver que moins d'études sur l'utilisation, et en particulier par rapport au genre, l'âge et l'utilisation spécifique à la classe/au groupe des équipements d'assainissement que de l'approvisionnement en eau. Ces études que l'on pouvait trouver portaient, en particulier, sur les latrines. Environ 14 études rapportées par Wijk (1985) indiquaient une utilisation plus forte des équipements de latrine par les femmes et les membres âgés de la famille que par les enfants et les hommes, des résultats rapportés également par Jaeger et Mattson en 1989 et IMRB en 1994. Les raisons principales à la décharge permanente des excréta en plein air par les hommes et les enfants semblent être la plus grande mobilité de ces derniers et l'acceptabilité socioculturelle d'une telle pratique. Puisque les latrines ne contribuent à la santé que si elles sont employées hygiéniquement par une proportion significative des consommateurs (Esrey, 1994 mentionne 75 %), les hommes et les enfants doivent plus clairement être visés dans la promotion et l'évaluation de l'utilisation de latrines.

Pour l'évacuation sûre des excréta de petits bébés, des enfants en bas âge et des bambins, leurs mères et les frères et sœurs plus âgés sont les principaux partenaires. Une contrainte à ce niveau est la croyance répandue rapportée dans dix études différentes qui fait croire que les excréta d'enfants sont inoffensifs.

(Wijk, 1985). Les études réalisées par Almedom et Chatterjee (1995), Curtis et autres (1996) et Zeitlyn et d'Islam (1991) montrent que la croyance persiste. Le niveau d'éducation des mères est aussi important que la présence et l'utilisation d'une latrine. Ceci est démontré par Esrey et Habicht (1988). Là où les mères sont instruites, la présence ou l'absence d'une toilette a à peine un quelconque impact sur la mortalité infantile. Les chercheurs attribuent ceci aux habitudes de ces mères à se débarrasser des excréta infantiles de manière hygiénique. Dans les familles ayant une mère illettrée, la présence d'une latrine fait une grande différence. La mortalité infantile dans ces familles est de moitié celle des ménages semblables sans latrine.

Genre et toilette intime

Le second comportement le plus important pour une meilleure santé est la toilette intime. Le lavage des mains en particulier, après défécation et avant la préparation du repas et la façon dont il se fait revêtent une importance considérable. Le lavage des mains après défécation est important pour tous les groupes de consommateurs. Le lavage des mains après utilisation de latrine n'est pas universel et souvent seule l'eau est utilisée (IMRB, 1994; Wijk, 1985; Wilson et Chandler, 1993; Zeitlyn et Islam, 1991). En outre, les pratiques rapportées peuvent être idéales plutôt qu'un comportement réel. Kirimbai et Wijk, (1983) et Therkildsen et Laubjerg (1982) ont trouvé, par exemple, que les chefs de ménage disaient qu'ils se lavaient les mains avec du savon mais qu'il n'y avait aucun savon en réalité dans ces ménages.

Le lavage des mains au savon s'est révélé efficace pour empêcher la transmission fécale orale de la maladie chez les enfants de moins de cinq ans. Dans une expérience témoin au Bangladesh, le projet a donné du savon et des cruches en terre pour le stockage de l'eau à un groupe de ménages ayant des cas confirmés de shigellose. Les agents de la santé ont éduqué les familles sur la nécessité du lavage des mains, et suivi les pratiques en matière d'hygiène. La propagation de l'infection était sensiblement inférieure (10,1 %) dans les ménages de l'étude que dans le groupe témoin (32,4 %). La plus grande différence (plus de 40 % de réduction) a été trouvée dans le groupe d'enfants de moins de cinq ans, probablement parce que les mères les alimentent et de ce fait propageant inconsciemment l'infection lorsqu'ils ne se lavaient pas les mains à l'avance (Uddin, 1982). Le lavage des mains à l'eau seule n'a fait aucune différence.

Wilson et Chandler (1993) rapportent des résultats semblables en Indonésie. Ils ont fourni à 65 mères d'enfants de moins de 11 ans du savon et une boîte à savon, en les encourageant à se laver les mains et à guider les enfants dans le lavage des mains. Les chercheurs ont enregistré une baisse de 89 % dans la prévalence de diarrhée par rapport à la période avant l'intervention et une différence de 57 % par rapport à une communauté voisine sans promotion de lavage des mains. Malheureusement, aucune des deux études n'a recherché les solutions de rechange que les femmes utilisent quand le savon est trop cher ou pas disponible, *comme la cendre, le sable* [qui devrait être propre], les feuilles et les plantes séchées.

Le lavage des mains par rapport à la préparation du repas concerne les femmes en particulier. Les risques rapportés dans la manipulation des aliments concernent des situations et des pratiques de cuisine peu hygiéniques (Badran, 1981; Kjaer, 1980). Une étude en Thaïlande a montré que l'eau utilisée pour rincer les plats contenait des niveaux élevés de bactéries fécales (Pinfold, 1990b). Le lavage des mains avant les repas semble être plus commun qu'avant la préparation du repas et après l'utilisation de latrine, mais aussi à ce niveau souvent seule l'eau est employée (Adeniyi, 1973; Green, 1982; Karunadasa, 1984; Kirimbi et Wijk, 1983). Les mères qui préparent le repas du ménage et prennent soins des enfants peuvent devenir sans le savoir un maillon de la chaîne de transmission fécale orale de la maladie. Une étude sur *les tortillas* préparés par 56 femmes au foyer dans un village guatémaltèque a indiqué un niveau de contamination fécale élevé à partir de l'utilisation de l'eau contaminée et probablement aussi à partir des mains de ces femmes elles-mêmes (Capparelli et Mata, 1975).

Zeitlyn et Islam (1991) montrent comment l'efficacité des habitudes de lavage des mains peut être liée aux concepts de religion et de santé. Dans l'investigation des habitudes, le lavage des mains dans les communautés hindoues et musulmanes urbaines et rurales au Bangladesh, ils remarquent que le savon est peu usité, parce qu'il est cher et considéré comme produit de beauté plutôt qu'un agent pour supprimer les micro-organismes. Le frottement des mains, qui aurait été une solution de rechange, est évité, parce que la main droite et la main gauche doivent rester séparées. On n'encourage pas du tout les enfants à

se laver les mains, parce que l'eau et le savon ont un effet de refroidissement, qui, dans la classification chaud-froid de la santé n'est poursuivi qu'en cas de fièvre. Curtis et autres (1996) et Buil (1994) trouvent également des liens entre les pratiques en matière d'hygiène, l'assainissement et les croyances religieuses.

Le risque de transmission de maladies dues à l'absence d'assainissement est en particulier, grand dans les écoles. Souvent les garçons et les filles ne peuvent pas ou n'utilisent pas les toilettes hygiéniquement et ne peuvent pas se laver des mains au savon ou avec tout autre produit de remplacement du savon tel que la cendre, le sable propre, ou se frotter fermement les mains en utilisant une eau abondante. Ils ne doivent pas non plus utiliser tous la même eau. La réduction des risques de transmission à travers de meilleures pratiques en matière d'hygiène implique la recherche de tous les points de transmission de toutes les maladies hydriques ou liées à l'hygiène. Un programme dans une île de Micronésie a fait la promotion de meilleures habitudes de lavage des mains parmi les écoliers. Cependant il a également augmenté la diffusion du trachome parce que les mouchoirs et les serviettes sont devenus les canaux de transmission de cette maladie. Dans un autre cas, l'eau du puits de l'école a été contaminée parce que, afin de se laver les mains, les enfants ramassaient le seau et la corde juste après défécation (Marshall, 1972; Saunders et Warford, 1976).

Genre et préservation de la qualité de l'eau

La préservation de la bonne qualité de l'eau de la source à la tasse, constitue le troisième facteur comportemental important à la réduction de maladie. Le chapitre 2 a montré que la contamination de la source d'eau est influencée par des pratiques d'utilisations de la terre et de l'eau spécifiques au genre. La contamination peut aussi résulter d'une insuffisance d'exploitation, d'entretien et d'utilisation du système d'approvisionnement en eau. Lorsque les systèmes courants ne sont pas sous pression constante, l'eau sale peut s'y infiltrer. Les eaux souterraines sont également contaminées par les eaux sales de surface (Attia, 1996). Dans le transport de l'eau autant que dans le stockage et le puisage de l'eau à domicile, les femmes et les enfants sont les acteurs principaux dont le comportement peut souiller l'eau propre (Young, 1989). La (re) contamination est également monnaie courante dans les cas où l'eau est vendue par des fournisseurs privés (Zaroff et Okun, 1984). Les observations transculturelles prouvent que le risque de contamination de l'eau potable saine persiste souvent après l'introduction d'un système d'approvisionnement en eau amélioré. Par exemple, à la source, les femmes emploient parfois l'eau sale pour amorcer la pompe manuelle (Germany et UNICEF, 1983). Les récipients tels que les pots ouverts, les bassines, et les seaux, au lieu de jarres à goulot étroit utilisées en Ethiopie et dans beaucoup d'autres endroits, augmentent la probabilité de contamination de l'eau potable quand les femmes ou les enfants touchent l'eau avec des mains sales pendant le transport. Dans beaucoup de cas, en même temps que de bonnes habitudes, on a observé des pratiques adverses. Wijk (1985) se réfère à treize études qui rapportent que l'eau potable n'est pas stockée ou gardée toujours séparément dans des récipients de stockage couverts, alors que la nouvelle eau est recueillie et ajoutée sans nettoyage régulier des récipients de stockage. La présence d'un gobelet communal sur le canari

d'eau potable, que tous utilisent pour puiser l'eau potable, est également monnaie courante, comme toucher l'eau avec les mains sales dans le puisage et le transport (EL Katsha et White, 1989; et dix études in Wijk, 1985).

Les tests de bactéries coliformes de l'eau potable à la source et dans les récipients de collecte et de stockage ont confirmé une contamination en raison de ces pratiques (Pinfeld, 1990b; Simpson, 1993; neuf études en Wijk, 1985). Des ovaires helminthiques ont été également trouvés dans l'eau potable stockée (Khairy et al., 1982).

La contamination de l'eau potable est liée à la pauvreté. Les ménages ayant un robinet privé à domicile n'ont pas besoin de stocker l'eau à moins que l'approvisionnement en eau soit irrégulier. Dans ce cas les ménages plus riches peuvent installer un réservoir de stockage dont l'eau coule automatiquement ou un réservoir qui a un robinet pour le puisage de l'eau. Pour les pots de stockage simples, les tests ont montré que l'eau gardée dans les pots de terre est d'une plus mauvaise qualité que l'eau stockée dans les pots de laiton et de cuivre dont disposent les ménages plus riches en Asie du sud. Tel était le cas même si l'eau n'avait pas été touchée à la main (Desai et al., 1977). Les pots de terre ont non seulement un mauvais effet sur la qualité, mais à la différence des pots de cuivre, ils ne peuvent pas être récurés trop souvent avec du sable parce que ceci bouche les pores qui aident à garder l'eau fraîche par l'évaporation (Chauhan et Gopalakrishnan, 1983). Les ménages plus riches tendent également à avoir plus de récipients et ainsi beaucoup plus de capacité de stockage séparé et un temps d'entreposage plus prolongé. Le temps de l'entreposage prolongé réduit le compte bactériologique (Elmendorf, 1987).

6.2 Réduction de l'isolement des femmes et des filles

Etant donné les rôles essentiels des femmes dans la gestion de l'eau et des déchets, il n'est pas très étonnant de voir que beaucoup de programmes d'assainissement et d'études utilisées dans la préparation de ces programmes, ont pour seuls groupes cibles les femmes (Alam et al., 1989; Aziz, 1995; CINDE et CVC, 1989; Damen, 1993; Groote, 1990; IDRC, 1986; INSTRAW et UNICEF, 1988; Lockery, 1996; Morgan, 1994; Nordberg et Winblad, 1990; Schuurmans, 1994; Tunyavanich et al., 1987; Wilson et Chandler, 1993; Young, 1989; et dix études en Wijk, 1985).

Parfois la promotion de l'assainissement est le seul aspect des programmes d'eau et assainissement dans lesquels des femmes sont directement impliquées. La limitation de la participation des femmes à l'éducation à la santé augmente le risque que les changements nécessaires à la conception de projet à travers leur participation à la phase de planification ne soient pas faits. En se concentrant seulement sur les femmes dans les programmes d'éducation, les rapports genre prévalents garantissent que les femmes rencontrent souvent des limitations sérieuses à leur participation à ces programmes. L'absence d'une approche genre fait aussi que les questions telles que la répartition du travail et la gestion des ouvrages de l'assainissement demeurent non traitées.

6.2.1 La Position dans le ménage

Le sexe, l'âge et la place dans le ménage influencent tous la possibilité de participation à l'éducation à l'hygiène. Pour les épouses, l'attitude du mari est décisive. Par ailleurs, les maris dans les sociétés fermées et non fermées se sont opposés à la participation de leurs épouses dans les programmes éducatifs de femmes (Albihn et al., 1982; Berger et al., 1975; Boesveld, 1994; Clark et Gakuru, 1977; Groverman, 1983; Hale, 1977; Russell, 1979). On rapporte également des cas où les programmes d'éducation à l'assainissement sur les questions féminines ont atteint principalement les hommes, par exemple, au Ghana (Harkness, 1983; Jackson et Palmer, 1983), au Bangladesh (Hochet, 1980) et en Tanzanie (Andersson et Hannan, 1984). Dans une expérience pour associer l'éducation à l'hygiène avec un projet d'eau, un projet en Tanzanie a utilisé la structure hiérarchique existante. On a constaté que les hommes ont été les personnes principalement touchées, et que l'éducation n'a pas été élargie à d'autres hommes ou femmes (Tanzania, 1983). La même chose s'est produite en Bolivie (Karp et al., 1990).

Dans les familles élargies, la belle-mère peut avoir une grande influence sur les possibilités de ses belles-filles à participer et à pratiquer un nouveau comportement. Cela a été le cas par exemple en Inde (Clinard, 1966; Sørensen, 1992) et au Yémen (Crawford, 1990). Dans les villages plus conservateurs Pashtun en Inde, seules les vieilles et les jeunes femmes sont mobiles et peuvent assister aux réunions (WSC, ca. 1994). En même temps les femmes plus âgées elles-mêmes sont moins ouvertes à l'éducation à l'hygiène (Karp et al., 1990). Les sœurs et les frères plus âgés prennent soin de leurs plus jeunes frères de mêmes parents (Morley, 1979; WHO, 1992) de même que d'autres parentes. Parfois celles-ci sont impliquées dans la promotion de l'assainissement (Alam et al., 1989), mais les jeunes filles ne peuvent pas toujours facilement pratiquer de nouveaux comportements. En Tanzanie, les jeunes filles ont été frustrées par l'éducation à la santé scolaire, parce que leurs parents et plus tard leurs maris n'acceptaient pas ce qu'elles avaient appris à l'école et ne soutenaient pas non plus leurs tentatives pour introduire de nouvelles pratiques à domicile (Jellicoe, 1978). Comme on le voit ci-dessous, cette situation genre persiste aujourd'hui dans beaucoup de cas.

6.2.2 Religion et classe

En plus, la position, la religion et la classe du ménage ne sont pas neutres. Dans les religions qui prônent l'isolement des femmes, les femmes plus riches sont généralement plus limitées dans leur liberté de circulation que les femmes plus pauvres, car ces dernières doivent travailler pour gagner leur vie. Mais la mobilité dépend aussi du degré de fondamentalisme des parties au pouvoir, du niveau d'éducation et de l'ouverture à d'autres styles de vie. Schuurmans (1994), par exemple, a trouvé à Quetta au Pakistan, que les Hazaras mieux nantis qui économiquement avaient un style de vie plus urbain respectaient moins les Purdah stricts que le Pachtous. Ces derniers sont bien mieux nantis socio-économiquement, mais vivaient pendant un temps plus court à la ville. Et tant en Indonésie qu'en Inde, il s'est révélé plus facile que l'on ne l'avait supposé au départ pour

les jeunes femmes musulmanes de jouer un rôle dans l'éducation à l'hygiène avec les femmes (Narayan, 1988; Nanavatti, communication personnelle).

Le fait que des femmes plus pauvres aient plus de liberté de mouvement ne signifie pas toujours qu'elles peuvent facilement participer à l'éducation à la santé et l'hygiène; souvent elles ne peuvent pas se permettre d'employer leur plus grande mobilité à des activités autres que leur travail. Une analyse en Inde du Nord a montré que les femmes de familles plus riches et de statut plus élevé participaient principalement à des clubs de femmes plus conventionnels.

'Elles enseignent beaucoup de détails de nutrition et de préparation de la nourriture, d'hygiène ménagères, y compris comment fabriquer du savon, les soins au bébé, des cours de couture, et la promotion des jardins potagers. Il est ironique que les femmes qui dominent ces réunions soient, en tant que classe, les moins susceptibles d'entreprendre autant de ces corvées elles-mêmes. Les classes inférieures de femmes travailleurs et d'ouvrières qui doivent faire régulièrement toutes ces corvées elles-mêmes, ne sont pas touchées par les clubs (Hale, 1977: 413).

Les programmes de Côte d'Ivoire et ailleurs en Afrique de l'Ouest, au Botswana, au Kenya, en Corée du Sud et en Indonésie ont aussi touché principalement les femmes de statut plus élevé, qui en ont le temps et s'intéressent à l'apprentissage de techniques domestiques prestigieuses (Wijk, 1985).

6.2.3 Les ressources des femmes pour le changement

Le temps pour l'éducation. Participer à l'éducation à la santé et pratiquer un comportement amélioré nécessite l'accès aux ressources. La disponibilité du temps constitue cette première ressource. Fréquemment, les femmes manquent de temps pour participer aux activités d'éducation à l'hygiène, en particulier, quand les heures ou les lieux ne sont pas ajustés à leurs besoins ou quand les nouvelles pratiques exigent trop de temps et d'énergie supplémentaires.

En Jamaïque, le personnel de santé de l'Etat fonctionnait seulement pendant la journée quand les femmes étaient occupées à leur propre travail. Dans la soirée, quand les femmes pouvaient assister aux réunions plus facilement, le personnel de santé était rentré à la maison (Rojas et al., 1982). Les réunions organisées par les hommes en Bolivie avaient lieu également à des heures incommodes (Karp et al., 1990). On rapporte aussi comme inconvénients, la distance et le manque de temps pour assister aux réunions d'éducation à la santé dans des programmes du : Bénin, Burkina Faso, Guinée Bissau, Nigeria, Sénégal, Zaïre, Inde, Malaisie, Sri Lanka et Corée du Sud (Wijk, 1985). Une étude d'évaluation dans la région Nord du Ghana a constaté que seulement 16,7 % des personnes touchées par un programme d'éducation à la santé sur l'utilisation de l'eau et l'hygiène étaient des femmes (Harkness, 1983), quoique leur participation comme gestionnaires et participantes étaient une des recommandations originales dans

l'élaboration du projet (Hall et Merriman, 1977). En présentant ses observations sur un projet à Rajasthan en Inde, CDS (1994) écrit: 'le projet a prêté beaucoup d'attention aux femmes, mais *principalement comme un moyen d'atteindre ses objectifs* (l'emphase de cet auteur). Il a reconnu la quantité de temps limitée dont disposent les femmes pour participer aux contacts de conduite du village. Pourtant il place une demande croissante en temps pour les femmes en leur demandant à présent de constituer des groupes de femmes et d'assister aux réunions sur l'utilisation de l'eau et l'hygiène et non sur la pauvreté et le revenu, les premières priorités des femmes'.

Liberté de mouvement. Dans les cultures qui exigent l'isolement des femmes, l'accès à l'éducation à la santé est plus dur encore. Les réunions aux centres de santé ne sont pas appropriées parce qu'indépendamment des exigences en temps et parfois en transport, celles-ci exigent l'entrée sur la scène publique (Wijk, 1985). Les mêmes restrictions culturelles s'appliquent quand le personnel sanitaire de village est composé d'hommes, comme on en a fait l'expérience par exemple en Afghanistan (Malyai, 1980).

Accès et gestion des ressources Pour pratiquer une meilleure hygiène, les femmes ont besoin de plus d'eau, de temps et des fonds, et la permission d'utiliser ces ressources. Celles-ci ne sont pas toujours disponibles et leur utilisation n'est pas toujours autorisée. Les femmes en Ethiopie disent qu'elles n'avaient ni le temps ni l'eau pour se laver excepté pendant la menstruation et que le savon était trop coûteux à utiliser (Aziz, 1995; Morgan, 1996). Pendant la saison des pluies, les femmes somalis lavent les bébés quotidiennement, préparent deux repas par jour et lavent les ustensiles et les vêtements régulièrement. Sous la pression du travail de collecte de l'eau, les coutumes et l'organisation sociales, elles ramènent la consommation d'eau pendant la saison sèche à 10 litres par personne par jour et même moins. Vers la fin de la saison sèche, les mères réduisaient tout le lavage et le bain et faisaient cuire un seul repas par jour (Roark, 1984). Au Yémen, les règles sociales donnent aux hommes membres du ménage et aux invités en premier, le droit à l'eau la plus propre. Quand les sources tarissent, les femmes et les enfants limitent leur prise d'eau (Ansell, 1980). Les populations de Gogo vivent dans une zone aride (Dodoma) en Tanzanie. Toute eau disponible est donc utilisée pour la boisson, la préparation de la nourriture et la brasserie de la bière. La vente de la bière est une des quelques manières pour les femmes de se faire de l'argent. Le lavage du visage des enfants est une faible priorité et les femmes n'aiment pas y dépenser du temps et de l'eau, au risque d'être critiquées par leurs voisins et leurs maris de gaspiller une ressource aussi précieuse à un usage inutile (McCauley et al., 1990).

L'association de l'éducation à la santé à un système d'approvisionnement en eau amélioré ne signifie pas nécessairement qu'une meilleure hygiène peut en effet être pratiquée. Au chapitre 4, on a rapporté des cas où certains groupes de consommateurs avaient un plus faible accès à cet approvisionnement en eau que d'autres ou étaient même exclus. Le système doit aussi bien fonctionner. En Sierra Leone, la collecte de l'eau aux nouveaux points d'eau plus proches prenait plus de temps en raison de l'inadéquation des moyens

de desserte, provoquant de longues files d'attente. En conséquence l'utilisation de l'eau par les femmes par exemple pour l'hygiène n'a pas augmenté (Bah, 1988).

Les programmes d'assainissement sont également connus pour faire la promotion de pratiques qui ne sont pas réalistes dans certaines circonstances données. L'ébullition de l'eau, par exemple, que les éducateurs de la santé conseillent encore, doit être faite pendant dix minutes pour être efficace. Il faut du bois de chauffe supplémentaire, du temps (y compris le temps pour refroidir) et un récipient supplémentaire pour le stockage. En tant que pratique, elle peut aller à l'encontre de la culture dans les zones où les gens classent les maladies en 'chaud' et 'froid', et elle donne à l'eau un goût plat détesté. En outre, le risque de recontamination est grand et l'impact sur la santé limité lorsque d'autres voies de transmission des maladies fécales orales persistent (Lindenbaum, 1968; Wijk et Murre, 1995).

Accès différentiel aux ressources. Les femmes pauvres non seulement manquent d'occasions pour participer aux activités éducatives mais elles manquent aussi de temps, de moyens financiers et d'accès au crédit pour apporter des ouvrages sanitaires et d'assainissement. Les femmes pauvres du Mexique et de l'Égypte ont évoqué le manque de temps, dû aux longues heures d'attente aux bornes fontaines, et à la charge de travail dans la collecte de l'eau de même que leurs conditions de logement précaires, comme contraintes à la pratique d'une hygiène améliorée. Les femmes égyptiennes des ménages à faible revenu se rendaient également moins dans les cliniques où se tenaient des sessions d'éducation à la santé (Chant, 1984; EL Katsha et Watts, 1993). Les ménages dirigés par des femmes constituent un groupe particulier (Kudat et Weidemann, 1991).

Les moyens physiques pour maintenir l'hygiène sont moins accessibles aux ménages pauvres qu'à ceux qui sont mieux nantis. Au Bangladesh, le savon n'était accessible qu'aux groupes à revenu élevé (Hoque et Briend, 1991). Ailleurs, on a fait la promotion du lavage des mains au savon, bien que le savon soit cher ou à peine disponible (Hannan, 1984; Kirimbai et Wijk, 1983; NICED, 1982; Morgan, 1995; Zeitlyn et Islam, 1991). Les projets au Bangladesh, en Inde et en Indonésie qui offraient gratuitement le savon ont créé un impact positif sur la santé. Deux ans après, le projet n'offrant plus de savon, peu de femmes employaient le savon dans l'étude indonésienne (Wilson et Chandler, 1993).

Les femmes pauvres ont évoqué l'absence de pertinence directe des programmes d'éducation à la santé comme contrainte sérieuse. Elles pensent que le temps passé loin de leur famille devrait contribuer principalement au revenu de cette famille (Acharya et Bennett, 1983b; CDS, 1994; Marum et Kaneez, 1981; Nazareno, 1981). Tant les hommes que les femmes sujets d'une enquête dans trois villages du district de Dhaka au Bangladesh, ont évoqué la pénurie alimentaire comme souci majeur (Laubjerg, 1984).

6.2.4 Les Attitudes et méthodes des éducateurs

Les programmes sermonnant les gens sur ce qu'ils doivent ou ne doivent pas faire ou qui introduisent seulement des connaissances abstraites et générales sur les causes et méthodes de prévention des maladies hydriques ou liées à l'assainissement, sont rarement efficaces (Wijk, 1985; Wijk et Murre, 1995). Il y a de suffisamment de preuves que dans toutes les cultures, les femmes, à travers leur expérience et observation quotidiennes, ont acquis des connaissances de base pratiques de l'assainissement environnemental que les programmes d'éducation à la santé peuvent capitaliser.

En Afrique et en Asie, les discussions avec les femmes ont révélé que l'action de filtrage des puits de lit fluvial et la lente recharge des puits creusés sont reconnues comme salutaires à la qualité de l'eau (Rebers, 1990; Roark, 1984; Tanzania, 1984; White et al., 1972). On rapporte les perceptions sur la contamination des sources d'eau par les animaux, la lessive et le bain ainsi que la sécurité d'un approvisionnement en eau fermé dans les études en Inde, Sri Lanka, Botswana, Libéria et Swaziland (Wijk, 1985). Le même auteur rapporte la pleine conscience de la nocivité des excréta d'adultes dans les études sur les communautés rurales du Nigeria, Inde, Sri Lanka et Nicaragua. On rapporte en général la présence de connaissances de base de l'eau, l'assainissement et la santé également (Nibakure et Wijk, 1995; Pinfold, 1990a; Wijk, 1985: 14 études).

La masse et les différences de connaissances de santé des femmes et des hommes, les lacunes et les malentendus qui existent, deviennent plus manifestes dans les discussions de groupe focalisées et les exercices participatifs que dans les connaissances, les attitudes et les pratiques plus communes des enquêtes. Cette dernière approche n'est utile que si les croyances, les attitudes et le comportement ne sont pas classés en catégorie de ' vrais ' ou ' faux ', à corriger par un enseignement didactique, mais mènent plutôt à des programmes éducatifs qui reflètent la reconnaissance et le respect de la communauté locale que de son cadre même de perception. Les femmes du Pérou ont été offensées par l'éducation à la santé qui '.... se montrait condescendante et sermonneuse et scoliaste des traditions des femmes' (Doucet, 1987). Au Bangladesh, Boot fait remarquer comment les assistantes de santé n'essayaient jamais d'inciter les mères à participer et ne semblaient guère s'inquiéter si elles apprenaient ou non. En conséquence, l'auteur remarque, que ces femmes n'étaient pas intéressées à ce que disait le personnel sanitaire (Boot, 1995). Une description d'un programme au Nicaragua a sous-titré les contributions des femmes d' 'entretien de cuisine ' (Young, 1989).

6.2.5 Influence des hommes

Les ouvrages de santé publique ne sont possibles que quand une proportion substantielle de femmes et d'hommes, de filles et de garçons, exercent des pratiques éprouvées en matière d'hygiène. Quand les femmes ont les moyens et la liberté de le faire, elles peuvent adopter de meilleures pratiques d'hygiène elles-mêmes. Elles peuvent également pratiquer une bonne hygiène avec leurs petits enfants et éduquer ceux-ci à pratiquer une bonne hygiène eux-mêmes (Elmendorf et Isely, 1981). L'influence des pairs est grande. La

section 3.4.1 au chapitre 3 donne beaucoup d'exemples sur la façon dont les femmes transmettent les connaissances de santé et influencent les pratiques à travers les systèmes locaux d'apprentissage. Dans une étude d'un secteur de frange urbaine à Durban en Afrique du Sud, la discussion dans les groupes d'amicales locaux a touché plus de femmes et abouti à de plus grandes améliorations de l'hygiène environnementale que le programme plus usuel des mass media et de la formation des chefs formels (Steuart et al., 1962).

Tandis que les femmes peuvent et influencent les enfants et leurs camarades femmes, dans beaucoup de cultures elles dépendent également des décisions des hommes, et ne peuvent pas commenter ou critiquer les comportements d'hygiène des maris, fils plus âgés et autres parents masculins. Dans la majeure partie de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de l'Asie méridionale, les maris contrôlent et prennent les décisions sur toutes les questions majeures, y compris les investissements ménagers (Grady, 1991; Wijk, 1985; WSC, ca. 1994). Dans une étude sur les rôles des femmes dans l'approvisionnement en eau en Egypte, les femmes se sont senties impuissantes à influencer les gouvernements locaux et de leurs propres maris pour instituer de nouvelles pratiques (EL Katsha et White, 1989; El Katsha et al., 1989). Boot (1995) rapporte comment les femmes du Bangladesh, qui avaient construit des latrines elles-mêmes, ne pouvaient pas obliger leurs maris à les employer. Le manque d'attention sur les questions genre de la part des programmes d'assainissement est évident à travers la critique des femmes sur les pères qui n'offrent pas de bons modèles de rôle aux enfants et ne jouent pas un rôle actif dans leur formation en l'hygiène. Une étude au Swaziland a montré que le profil d'une personne ayant le plus grand besoin d'éducation à l'hygiène et l'assainissement serait l'homme chef d'une petite ferme dans la région méridionale. Ceux qui ont besoin le moins d'éducation à la santé seraient de plus jeunes femmes instruites dans de plus grandes fermes du Sud (Green, 1982). Espejo et Pôle (1994) insistent sur la nécessité d'une approche genre dans l'éducation à l'hygiène en Amérique latine pour s'assurer que tous les membres de famille changent de comportement et partagent les responsabilités.

Une trop grande insistance sur les femmes provoquait en conséquence les réactions des hommes. En Zambie, quand on a choisi des femmes seulement éducatrices de santé, les hommes ont essayé de saboter leur formation en ne permettant pas à leurs épouses et filles de participer (Boesveld, 1994). L'aide en particulier, aux femmes a contrarié les jeunes hommes de Haryana en Inde et provoqué l'opposition catégorique des maris (Kumar, 1993)

Là où les femmes ont leurs propres parcelles ou entreprises, elles peuvent dans une certaine mesure prendre leurs propres décisions sur de plus petits investissements, mais les maris décident des questions majeures et les femmes dépendent d'eux pour de plus gros investissements à l'hygiène (Wijk, 1985). La migration de la main d'œuvre masculine a abouti à un plus grand pouvoir de parole pour les femmes dans les ménages (Gray, 1982; Naveed, 1981) mais là encore l'autorité des femmes ne s'étend pas jusqu'au comportement des hommes et les décisions financières (Blackett, 1994). Dans ces

conditions il n'est pas réaliste d'impliquer uniquement les femmes et les filles en éducation l'hygiène et de croire qu'elles vont convaincre les maris et les pères pour qu'ils investissent dans des pratiques d'hygiène et changent leurs pratiques peu hygiéniques des hommes (Schéma 20).

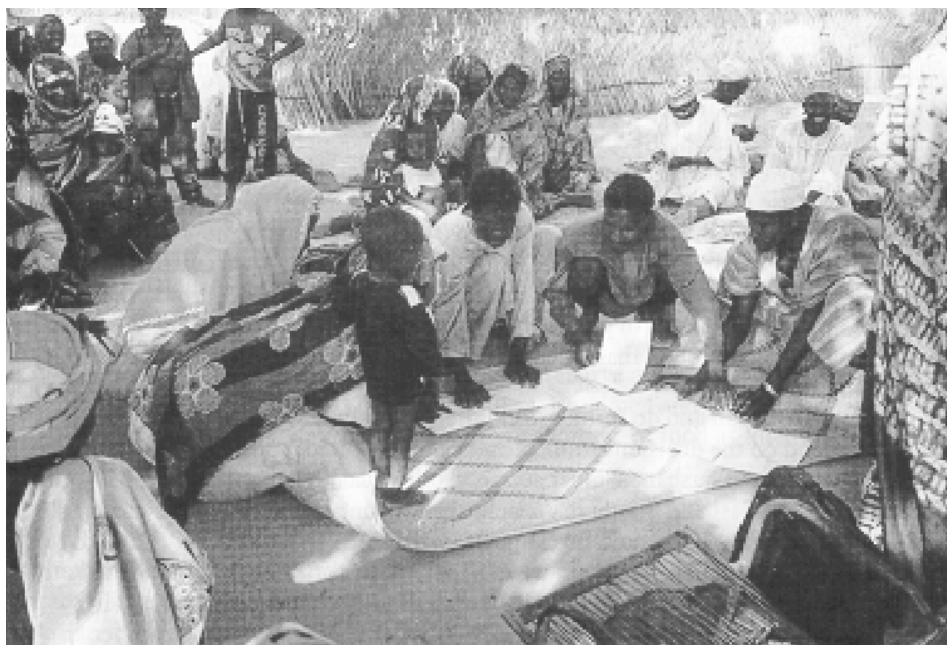


Schéma 20. Avec une approche genre les femmes et les hommes participent aux sessions d'éducation à l'hygiène et déterminent comment le travail, les responsabilités et les ressources sont partagés (photo: C. van Wijk, IRC)

Éducation à la santé et Équité

Dans le ménage, les hommes et les femmes ont chacun leurs propres domaines de travail, responsabilité et d'autorité. L'éducation à la santé avec les femmes uniquement ne reconnaît que les fonctions importantes des femmes dans la gestion de l'eau, des déchets et de l'assainissement et l'éducation des enfants en bas âge. Parfois, elle stimule les femmes à entreprendre des projets économiques ou une formule d'épargne afin d'investir les fonds dans des ouvrages d'hygiène pour le ménage. A cet égard on connaît bien les activités des groupes de femmes au Kenya, qui se sont louées comme main d'œuvre agricole pour gagner des fonds pour leurs réservoirs de collecte des eaux pluviales (Cumberlege, 1993; Gitau, 1992; Mbugua, 1994; Wacker, 1990). Ailleurs, les groupes de femmes ont également entrepris la création de systèmes de revenus ou d'épargne, par exemple, pour améliorer l'état des cuisines (Wijk, 1985). Ces activités ont augmenté l'autonomie, l'amour-propre, la coopération et les qualifications techniques et financières des femmes. Cependant, les programmes orientés uniquement sur les femmes laissent les questions traitant des responsabilités du financement, des soins et de l'éducation, ainsi que le comportement à l'hygiène, propre à leurs partenaires masculins, non traitées. Les programmes ne font rien non plus pour y remédier alors que déjà dans de nombreuses

cultures cette situation se manifeste dans la répartition erronée du travail entre les femmes et les hommes. Plutôt, on invite les femmes à s'appropriier plus de tâches pour la préservation de l'hygiène et de la santé (Morgan; 1994; Wijk, 1994). En ciblant 'les mères uniquement' l'intervention place des responsabilités additionnelles sur les femmes plutôt que sur la communauté dans son ensemble, augmentant de ce fait leur fardeau et renforçant les stéréotypes. Une emphase sur les femmes ne devrait pas impliquer que toutes ces activités soient effectuées par les femmes uniquement. Au lieu de cela, elle devrait renforcer la nécessité à la fois pour les hommes et les femmes d'aborder toutes ces questions. L'eau, l'hygiène et l'assainissement sont des responsabilités communautaire et aucun nouveau travail impliqué ne doit se transformer simplement en un fardeau pour les femmes (Morgan, 1994).

L'éducation à la santé avec les hommes chefs de familles reflète leur responsabilité pour les investissements, entre d'autres, dans les conditions de logement. Elle reconnaît également que les hommes, aussi, doivent changer de comportement. Les activités avec les pères vont neutraliser les impressions créées par certains programmes dans l'éducation à la santé et la protection infantile et maternelle qui semblent prôner que les responsabilités et le travail pour le plaisir des enfants dépendent seulement de leurs mères (Albihn et al., 1982; Nash, 1977; Sumbung, 1984). Une enquête de ménage au Zimbabwe pendant laquelle 575 hommes et 1029 femmes ont été interviewés, a indiqué que 49 % des hommes exprimaient un besoin d'éducation à l'hygiène (Chinemana, 1986). Les femmes ont également mentionné le besoin d'une implication plus équitable des hommes (Burgers et al., 1988).

6.3 Un Programme qui reconnaît et réduit les limitations des femmes

6.3.1 *Vaincre la résistance à la participation des femmes*

Les programmes qui reconnaissent l'opposition faite aux femmes dans certaines zones pour leur participation à l'éducation à la santé et à l'hygiène ont pris des mesures pour surmonter ces contraintes. Ils ont obtenu, par exemple, l'appui des chefs masculins (EL Katsha et Watts, 1993b; INSTRAW et UNICEF, 1988; Pillsbury et al., 1988; Wijk, 1985; WSC, 1994) et impliqué les maris à certaines des activités, par exemple dans des projets du Ghana, de l'Inde et du Pakistan (BLG RD, 1994; Sai et Nsarkoh, 1980; Sørensen, 1992).

Ailleurs, les femmes ont trouvé leurs propres solutions culturellement appropriées à ce problème. Les clubs de mères dans la République de Corée et aux Philippines ont fait préparer un dîner cérémonial aux aînés conseillers officiels les plus réticents à leurs clubs (Kincaid, non daté), ainsi que pour leurs maris et au cours duquel on leur a expliqué le but du programme (Ho et Bong, 1979) ou encore ont fait accompagner par les maris fiers les épouses à une cérémonie formelle de remise de leurs diplômes de fin de cours (Glasgow, 1983).

Un exemple intéressant de traitement des questions genre consiste à voir comment une équipe sanitaire a surmonté la résistance des maris et des femmes elles-mêmes à l'augmentation du lavage des visages des enfants chez les Gogo dans la zone aride de Dodoma.

' Pour démontrer de façon participative quelle quantité réelle d'eau et de temps il fallait pour laver le visages des enfants les chercheurs ont organisé une démonstration avec des femmes et des hommes. La femme avec trois enfants en moyenne estimait qu'elle avait besoin de trois litres d'eau chaque fois qu'elle lavait le visage de ces enfants. Les chercheurs ont organisé une réunion avec les hommes et les femmes en deux groupes séparés. Ils ont d'abord soulevé un bidon d'eau d'un litre avec une prise au fond et ont demandé à chaque groupe combien de visages il pensait pouvoir laver avec cette eau. Les femmes ont avancé le chiffre de cinq à six, les hommes un à deux. Les chercheurs ont alors invité les volontaires des deux groupes à mettre leur supposition à l'essai. Les hommes sont parvenus à laver 12 visages, les femmes plus de 30. Ceci démontrait clairement que laver le visage des enfants signifiait gaspiller moins d'eau et de temps que l'on le pense et offrait une base plus potentielle de réduction de l'incidence du trachome grâce à l'amélioration de l'hygiène ' (McCauley et al., 1990).

6.3.2 La Prise en compte de l'accès aux ressources

Temps et Lieu Les dispositifs qui économisent le temps des femmes, tel que les approvisionnements en eau et les moulins à grain fiables ont créé de l'espace pour d'autres activités, telles que l'éducation (McSweeney et Freedman, 1980; Poluha, 1990). Là où cela n'était pas possible, les programmes ont réussi à mieux atteindre les femmes à leurs lieux de travail et de réunion (Pillsbury et al., 1988; Visscher, 1982). Le choix du lieu dépendait des circonstances socioculturelles locales. Au Nigeria, où les femmes font la majeure partie du commerce, un programme d'éducation à la santé a été temporairement transféré d'un centre de santé à une boutique de marché hebdomadaire (Ade, 1980). En Indonésie, on a accédé aux paysannes des îles dispersées à travers un programme radio populaire. La programmation et les thèmes des émissions ont été ajustés aux besoins des femmes. On évite les termes difficiles et les émissions prennent la forme de réunions entre femmes. Pour préparer ces émissions, on visite et on interviewe les familles paysannes. Une concours de réponses des auditeurs sert à évaluer les résultats (Aini, 1991). Ailleurs, on a combiné la radio à d'autres méthodes pour un meilleur impact.

Au Guatemala dans les communautés rurales, les femmes tendent à se réunir pendant des heures au *pila local* ou endroit communal de lessive. Après énumération de leurs problèmes de santé, un projet local de santé a préparé une série d'enregistrements sonores en utilisant plusieurs techniques de transfert de connaissances et de changement de comportement. On a engagé ainsi une fille de la place pour faire fonctionner le magnétophone. Les éléments utilisés pour la bande comprenaient la dramatisation (événements dans une famille locale), déclarations autorisées du personnel de santé local

respecté, le renforcement (rappels des messages précédents), la localisation (entrevues) et le divertissement (musique, histoires). La conception du contenu et des heures de fonctionnement ont été adaptées pour convenir aux temps de visites des lieux de lessive (Colle, 1977). Une évaluation a prouvé que les femmes appréciaient les informations sanitaires, en particulier. Les points marqués sur une échelle de connaissances sanitaires variaient de 92 % pour les auditeurs quotidiens à 35 % pour ceux qui n'avaient jamais écouté, contre 27 % pour un groupe témoin qui n'avait pas reçu les bandes et ne pouvait pas en connaître le contenu auprès des autres femmes non plus. La mesure des impacts comportementaux s'est limitée à l'application rapportée d'une recette d'un nouveau plat nutritif. Sur les 70 % de femmes qui se sont rappelées la recette, 58 % l'avaient essayée au moment de la deuxième étude (Colle et Fernandez, 1978).

Un projet d'éducation à la santé au Yémen a fait une utilisation semblable de sessions de groupe pour écouter et discuter les enregistrements sonores. Là, les femmes ne pouvaient pas se rencontrer à l'extérieur et les bandes étaient jouées au domicile d'une femme respectée, habituellement une femme chef de leur clan (Ansell, 1980). Ailleurs, les lieux de collecte de l'eau se sont avérés appropriés pour les petites discussions de groupe sur l'utilisation de l'eau et l'assainissement. Dans un projet tanzanien, on a organisé des discussions de groupe aux lieux de collecte de l'eau et des rassemblements informels, en utilisant des affiches de discussion produites localement. En outre, les membres des comités villageois de l'eau organisaient des visites de domicile pour discuter la manière d'améliorer l'assainissement (Tanzania, 1984). Dans les communautés isolées, on a organisé des discussions de santé lors des réunions familiales et informelles au domicile des femmes (Wijk, 1985). Les programmes ont formé des ouvrières, qui par la suite rendent visite aux femmes à domicile (MoFA, 1995; WSC, 1994; Carlaw, 1980). En Egypte, les infirmières étaient les plus efficaces à toucher les femmes qui se rendaient dans les cliniques, mais les volontaires étaient les plus efficaces à toucher et influencer les femmes illettrées à domicile. La forte rotation posait un problème chez les volontaires : une situation que l'on rapporte également au Pakistan (EL Katsha et Watts, 1993).

La participation des femmes à l'éducation à la santé et aux autres activités de développement relatives à la santé a été également facilitée par la fourniture d'équipements de protection infantile. Dans une communauté rurale du Sri Lanka, l'inspecteur de santé publique et les volontaires de santé communautaire n'ont pas réussi à susciter l'intérêt dans le suivi d'une auto enquête communautaire sur des problèmes de santé jusqu'à ce que les besoins ressentis des mères (qui comprenaient un centre de soins de jour) aient été satisfaits (Gunatilaka, 1980). Au Vietnam, la mise à disposition de crèches a permis aux femmes non seulement de participer au travail économique à l'extérieur de leurs ménages, mais aussi de participer aux petites discussions de groupe sur l'assainissement et la planification familiale, et en outre d'appuyer les centres ruraux de santé. Leur participation a été essentielle au mouvement de la santé dans l'ensemble, et là où elles n'étaient pas mobilisées, les résultats étaient mauvais (McMichael, 1978).

Un certain nombre d'études ont constaté que les femmes à domicile étaient bien touchées par la radio ou la télévision (Aini, 1991; Kurup et al., 1996; Seidel, 1993; Tunyavanich et al., 1987; Wijk, 1985; Zimicki, 1993). Parfois, cependant, les femmes n'avaient pas le contrôle de ces biens ou le temps ou les contenus et le style des émissions n'étaient pas ajustés à leurs intérêts et possibilités.

Dans un cas en Inde, on a trouvé que les femmes n'avaient pas un accès aisé aux émissions parce que leurs maris gardaient les radios avec eux toute la journée (Etherton, 1980). Au Yémen, les femmes ne suivaient pas l'éducation à la santé à orientation féminine à la télévision, parce que les émissions étaient programmées à une heure incommode, employaient un vocabulaire peu familier, manquaient d'intérêt humain et présentaient des messages qui ne pouvaient pas être appliqués (Holstein et Huraibi, 1979). D'autres programmes de mass media employaient des calendriers, des styles et des méthodes qui étaient beaucoup plus attrayants pour les femmes et avaient ainsi un plus grand impact. Certains d'entre eux impliquaient également les hommes. Ceci est discuté plus loin dans les chapitres sur la méthode et la participation mixte.

Biens. Pour améliorer l'hygiène, l'accès facile à une eau suffisante et d'autres matériaux pour la pratique de l'hygiène est essentiel. A Dosso au Niger, où le savon pour le lavage des mains est à peine disponible et accessible, le programme d'assainissement et d'hygiène comprenait un cours de fabrication traditionnelle de savon à l'intention des femmes. On a alors observé du savon dans plusieurs des latrines installées ainsi que dans certains lieux de bain, et les femmes vendaient aussi du savon localement et aux commerçants du Nigeria voisin (Madougou, 1995; Sy Koutou et Wijk, 1996; Nibakure et Wijk, 1996). Les femmes elles-mêmes utilisaient des cendres, du sable ou des feuilles et de fruits ou des plantes séchés comme savon. L'étude de Hoque et Briend (1991) sur l'efficacité de ces derniers substituts a montré qu'ils étaient tout autant bon produit de nettoyage que le savon. De plus, le savon lui-même peut devenir un agent de transmission de bactéries. Les chercheurs de l'université d'Etat du Michigan ont trouvé un film d'eau relatif aux bactéries sur le savon en utilisation et ont prouvé que les bactéries avaient été transmises pendant le lavage (McCormack, 1984).

Transport, hygiène et santé de l'eau. Un approvisionnement plus proche et plus abondant en eau a, aussi sans une éducation à la santé, permis aux femmes de recueillir plus d'eau. Plusieurs études ont indiqué que l'on utilise plus d'eau quand un système d'approvisionnement en eau amélioré est installé (Wijk, 1985; Versteyleen, 1991). L'eau supplémentaire est employée à des fins de production, par exemple, en Indonésie (Narayan, 1989) et au Burkina Faso (Hoffman, 1990), et/ou pour une meilleure hygiène et pour préparer plus de repas (Cairncross et Cliff, 1987; CARE, 1994). Les mères de Mueda au Mozambique, qui avaient un approvisionnement en eau courante tout proche utilisaient 11 litres d'eau par personne par jour, contre quatre à huit litres pour les mères qui n'avaient pas un tel service. 70 % de l'eau supplémentaire allaient à plus de bain et de lessive. En conséquence, l'incidence du trachome, une maladie des yeux liée au lavage insuffisant du visage, était de 38 % inférieur dans les villages ayant un approvisionnement

en eau amélioré contre ceux qui n'en avaient pas (Cairncross et Cliff, 1987). En Malaisie, l'accès à l'eau courante a réduit de moitié la mortalité infantile dans les familles comptant des mères instruites et la réduisait de plus de deux tiers dans les familles ayant des mères illettrées (Esrey et Habicht, 1988).

Les familles qui doivent marcher de plus longues distances pour recueillir l'eau ou qui doivent attendre de longues heures au point d'eau, n'ont pas augmenté leur consommation d'eau (Bah, 1988; Tanzania, 1987; Simpson, 1993; Wijk, 1985). Ceci a un impact sur la diarrhée infantile. Ainsi au Nicaragua les enfants des maisons ayant des approvisionnements en eau à plus de 500 mètres de la maison avaient des taux d'incidence qui étaient 34 % plus élevés que ceux des enfants dans les ménages ayant leur propre approvisionnement en eau (Gorter et al., 1991).

Autres moyens de transport Les cas ci-dessus concernent tous les ménages ayant un point d'eau tout proche. On fait très peu d'études sur les relations entre l'hygiène et la consommation d'eau ainsi que la présence et l'utilisation d'autres moyens de transport. Curtis (1986) a décrit un éventail de ces moyens de transport. Une étude dans un village en Tanzanie du nord a montré que ces solutions peuvent être tout à fait rentables. Les femmes et les enfants de ce village portaient au total plus de 32.000 gallons d'eau par an sur une distance de presque un mile, à un coût d'opportunité de main d'œuvre de 25 cent par gallon. L'acquisition d'une charrette à traction bovine pour porter un tonnelet de 40 gallons ramènerait ce coût à 10 cent par gallon, couvrant le capital et les frais d'exploitation et, résulterait en une quantité d'eau légèrement supérieure disponible pour l'usage domestique (McPherson et Jackson, 1975).

La littérature sur le transport de l'eau et la santé fait mention de l'effet d'autres équipements de transport de l'eau sur l'utilisation de l'eau. Dans une enquête de ménage à Kibwezi, une zone aride du Kenya, Absalon (non daté) a trouvé qu'avec le transport, les ménages utilisaient 2 à 5 litres de plus d'eau par personne par jour. Les hommes étaient ceux qui utilisaient le moyen de transport la plupart du temps. Sur l'échantillon total trois quarts de ceux qui recueillent l'eau étaient des femmes, et 90 % d'entre elles n'avaient aucun moyen de transport par lequel elles pourraient accroître l'utilisation de l'eau.

Les hommes tendaient à aider à la collecte de l'eau quand les sources s'éloignaient et à utiliser leur propre moyen de transport pour ces fins (Wijk, 1985). On a également recherché si l'éducation à l'hygiène les incite à ce même comportement quand les sources se rapprochent. Il n'est pas clair non plus si les femmes étaient autorisées à employer ces moyens de transport pour la collecte de l'eau. Dans son étude sur le transport Carr (1983) a trouvé que dans le ménage, les hommes possèdent et contrôlent le moyen de transport et l'utilisent pour leurs travaux d'hommes, laissant aux femmes le convoyage. Elle a également constaté que les femmes avaient des problèmes pour faire fonctionner les moyens de transport qui n'ont pas été conçus pour leur usage, par exemple, du fait que depuis l'enfance elles avaient développé des muscles pour porter au lieu de pousser.

Chloration. Parfois l'eau est disponible tellement à proximité qu'il n'y a aucun besoin d'améliorer le transport de l'eau pendant la majeure partie ou toute l'année. C'est le cas, par exemple, à Kerala, où en raison du niveau élevé de la nappe phréatique, presque chaque famille a son propre puits. Puisque les femmes tendaient à ne pas employer les robinets communaux à une certaine distance, quand elles avaient assez d'eau à leur porte, la Fondation d'unités socio-économiques (SEUF) a entrepris un programme pour chlorer ces puits. Une organisation locale de femmes reconditionne la poudre de chlore dans des sachets prêts à l'emploi pour la chloration de puits et les vend aux ménages des communautés environnantes. Si on le désire, les promoteurs effectuent également la chloration (Commission de Lutte contre la pollution de l'Etat de Kerala, 1991; SEUF, 1992). On rapporte également des programmes de chloration de l'eau potable au Bengale occidental (Institut de santé infantile, non daté) et en Colombie (Rodriguez, 1978). Les femmes actionnaient les pots chloreurs et suivaient le temps des opérations par leur période menstruelle.

Mesure de l'utilisation de l'eau Contrairement aux études indiquant plus d'utilisation de l'eau et une meilleure hygiène, il y a également des études qui rapportent l'absence ou de faibles augmentations de l'utilisation de l'eau après l'introduction d'un nouvel approvisionnement en eau. Beaucoup n'ont trouvé aussi aucun rapport entre la grande utilisation de l'eau et la réduction de distance ou de temps de collecte. Wijk (1985) explique ces contradictions apparentes en partie en se référant aux problèmes méthodologiques de collecte des informations sur l'utilisation de l'eau. Les témoignages oraux sur la quantité d'eau introduite dans le ménage ne peuvent pas toujours être fiables, car l'utilisation de l'eau change considérablement au quotidien. De même, les petites quantités recueillies par les enfants tendent à être négligées. En outre, l'eau utilisée directement à la source, par exemple pour la lessive, n'est pas toujours prise en compte. Les études basées sur les mesures ou l'observation sont plus fiables, mais pourraient refléter des circonstances particulières. Les facteurs rapportés comme augmentant la quantité de l'eau recueillie comprennent, par exemple, l'utilisation saisonnière des eaux de pluie, le statut socio-économique élevé du ménage et les interruptions prévues à l'approvisionnement. En outre, l'utilisation continue des sources traditionnelles à des fins particulières, telles que la lessive et le bain, affectera la quantité de l'eau utilisée des nouveaux systèmes.

Là où il n'y a aucun raccordement de maison ou de concession, il est ainsi difficile de généraliser si un approvisionnement amélioré mène à une plus grande utilisation de l'eau pour la toilette intime et domestique. Les habitudes économes et l'absence d'aide ou de moyens pour transporter et stocker l'eau pourraient également expliquer pourquoi certaines femmes n'emploient pas plus d'eau quand l'approvisionnement est amélioré. Anne White indiquait dans une étude sur les modèles d'utilisation de l'eau: 'Il n'y a aucune explication entièrement satisfaisante de la raison pour laquelle une femme luttera à domicile avec 40 kilogrammes d'eau sur la tête, alors qu'une autre se contente de beaucoup moins (White, 1977: 108). Mais dans tous les cas il est clair que les bonnes habitudes d'hygiène deviennent plus faciles quand il y a assez d'eau tout près.

Finances. De temps à autre, les programmes d'éducation à la santé répondaient aux demandes des femmes en moyens financiers. Par exemple, à Kerala en Inde, le département de la santé a changé son approche après des réunions d'évaluation avec les femmes et a entrepris des activités génératrices de revenu jusqu'à ce que les femmes elles-mêmes s'intéressent à l'éducation à la santé (Srinivasan, 1981). De même, on rapporte une attention sur les besoins pratiques des femmes (génération de revenus, matériel annexe, tel que les bassines, le savon et les filtres à eau localement produits) à partir ou dans le cadre de programmes précédents d'éducation à la santé dans les projets du Bangladesh (Hoque et Briend, 1991), de l'Indonésie (Wilson et Chandler, 1993), la Thaïlande (Pinfold, 1990a) et le Burkina Faso, Cuba, Guatemala en Inde et Pakistan (Wijk, 1985). Les questions de pérennisation de la fourniture de matériaux et d'équité genre dans le financement ne sont pas traitées dans ces programmes.

6.3.3 Utilisation de méthodes d'éducation habilitantes et répondantes

Les évaluations ont démontré l'efficacité de la participation active des groupes de consommateurs dans les discussions sur les situations et le comportement relatifs à la santé. Par contre, les programmes qui emploient le transfert de l'information à sens unique (conférences, films) dirigé vers des individus se sont avérés très inefficaces à réaliser un changement comportemental. Les programmes qui utilisent une approche participative ou ajustée sur le consommateur (marketing social) ont de meilleurs résultats (Pillsbury et al., 1988; Wijk, 1985; Wijk et Murre, 1995).

Dans le marketing social ou les programmes de communication de santé publique, la recherche sert à découvrir les intérêts, la demande et les voies de transmission des différentes catégories de personnes dont traitera le programme. Le programme est alors conçu en fonction des intérêts et du potentiel des différents groupes. La recherche se fait davantage pour ajuster le programme autant que de besoin (Burgers et al., 1988; McKee, 1992; WHO, 1993).

Encadré 6. Communication de santé publique pour un changement de comportement choisi

Dans la lutte pour une meilleure survie de l'enfance, le Honduras et l'Equateur ont mis en place des programmes nationaux qui entreprennent une éducation à la santé publique à grande échelle. Les programmes emploient une combinaison de mass media, de contacts personnels et de discussion de groupe pour associer un large travail d'information à un changement de comportement efficace. En Equateur, on a stimulé les mères à écouter les émissions en groupes en utilisant un livret et à faire suivre la session par des discussions. Chacune des 36 émissions se compose d'une brève introduction, d'un feuilleton, des messages sommaires, des exercices de groupe et une action communautaire éventuelle. Les promoteurs locaux de santé animaient les sessions. Les mères qui participaient à toutes les sessions recevaient un diplôme, un autocollant de porte et un ensemble de sachets contenant un mélange de réhydrations orale (Seidel, 1993). Au Honduras, le programme s'est concentré sur le changement mesurable de quatre pratiques en matière d'hygiène : une latrine hygiénique et couverte; le paiement pour entretenir l'approvisionnement en eau communautaire; les récipients de stockage couverts pour l'eau potable et une louche pour puiser l'eau du récipient. Les émissions se composaient de 60 épisodes de quinze-minute d'une série comique mettant en vedette des hommes et des femmes de la communauté analysant les conditions de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. En outre, 120 messages radio d'une minute étaient diffusés vingt fois par jour, six jours par semaine. Les émissions étaient suivies de réunions de discussion de groupe, organisées par les promoteurs locaux de santé et d'une représentation sur des tableaux de conférence et dans des romans photos. Elles étaient également liées à un programme de promotion de l'hygiène dans les écoles. Chaque enseignant avait un guide et un ensemble de modules de formation et chaque étudiant un livre comique. Les sujets des émissions, du programme scolaire et des réunions de groupe étaient étroitement liés aux acquis du renforcement mutuel. Une enquête au Honduras a prouvé qu'à la fin du cours 75 % des groupes cibles appliquaient deux pratiques ou plus sur les quatre promues (Vigano, 1985)

Chercher à savoir puis respecter les concepts d'hygiène des hommes et des femmes dans les communautés a permis aux programmes de s'ajuster par rapport aux concepts locaux de santé et d'hygiène. Les programmes du Bangladesh et du Guatemala ont appris, par exemple, que le savon pour les familles n'était pas lié à la santé, mais à la beauté (WHO, 1992; Zeitlyn et Islam, 1991).

Dans les programmes participatifs avec les communautés et les groupes locaux, les méthodes, techniques et outils d'apprentissage créateurs sont de plus en plus utilisés. Ceux-ci permettent aux participants d'analyser les conditions locales et les pratiques en capitalisant tant leurs propres connaissances que celles des éducateurs; pour collecter les informations, sensibiliser et comprendre comment l'accès et le contrôle des ressources se basent sur le genre et la classe; pour projeter et organiser la résolution des problèmes de manière créatrice, en utilisant en premier lieu les ressources propres aux groupes; et enfin suivre afin d'évaluer le progrès et les résultats (Almedom et Chatterjee, 1995; Narayan et Srinivasan, 1994; Srinivasan, 1992; Vigoda, 1995; Wijk, 1985; WSC, non daté).

6.3.4 Cibler les hommes

Les programmes d'éducation à l'hygiène qui visent aussi les hommes sont toujours minoritaires mais existent. A Haïti, les promoteurs de santé organisent des discussions de groupe avec les femmes et les hommes, mais il n'y a aucun lien avec les situations, les demandes et les potentiels locaux des femmes et des hommes dans les différentes strates socio-économiques, en outre l'accent porte sur la connaissance plutôt que les états et le comportement (Yacoob, 1989). Les projets de Kerala en Inde, en Ethiopie et en Afghanistan utilisaient des techniques participatives dans le groupe de discussion focalisée pour découvrir quelles tâches incombaient aux hommes, aux femmes ou aux deux à la fois (Almedom et al., 1997; Kumary et al., 1996). Les travailleurs de terrain et les femmes qui participent au travail de promotion de l'hygiène du Service volontaire des femmes de Madras en Inde reconnaissent à quel point il est essentiel que leurs maris participent aussi au programme (Sörensen, 1992).

A Balûchistân, les maris reçoivent une éducation à la santé séparée car les épouses ne peuvent pas directement influencer le comportement de leurs maris. L'éducation à l'hygiène est employée en particulier pour motiver les hommes à construire et employer les latrines car ils n'ont aucun problème d'intimité eux-mêmes, ils sont cependant timides pour se rendre à des latrines sous les yeux des femmes (WSC, non daté). La recherche sur les risques d'hygiène au Bangladesh a révélé comme priorités d'action des mères, le lavage des mains avant de préparer le repas, des habitudes plus sûres de défécation des enfants en bas âge et l'évacuation plus sûre des ordures et des fèces. Cette dernière pratique réduirait le risque que les enfants en bas âge portent les déchets à leur bouches. À partir de ces résultats, des programmes d'action comprenant les mères, les enfants et les pères ont été développés. Plus tard, les taux de diarrhée chez les enfants de moins de six ans étaient de 26 % inférieurs aux taux de la zone témoin (Clemens et Stanton, 1987).

Burgers et autres (1988) mentionnent quatre programmes qui visent également les hommes: un précédent projet d'approvisionnement en eau avec éducation à la santé pour les hommes à Uttar Pradesh en Inde (Misra, 1975); un programme d'éducation à la santé en Tanzanie qui s'est à l'origine concentré uniquement sur les femmes (Healey, 1975); un programme participatif d'éducation à l'hygiène au Guatemala (Tonon, 1980); et un programme de santé publique dans une zone à faible revenu au Japon (Miyasaka, 1971). Ce programme au Japon est passé d'un programme de masse à un programme communautaire avec des autoévaluations environnementales et des classes spéciales en santé environnementale pour les mères, les pères et les grands-mères. Ceci a eu pour conséquence une augmentation de 29 % des connaissances en santé, une croissance de 12 % des ouvrages de cuisine et 90 % de baisse de l'incidence de parasites intestinaux. Le programme en Tanzanie a changé son approche après qu'une étude ait révélé le besoin d'une approche genre :

'La recherche locale dans le District de Maswa indique un fait très intéressant. Si les femmes seules suivent le cours, elles reviennent à leurs maisons avec de

nouvelles idées et méthodes juste pour se heurter à l'opposition et à la résistance de leurs maris à mentalité traditionnelle. Ainsi on encourage les maris à suivre le cours de cinq jours ou à venir au moins de temps en temps au cours de la journée pour voir ce que leurs épouses apprennent. Une brochure portant sur les Avantages des cliniques a été préparée particulièrement à l'intention des pères' (Healey, 1975: 99).

On rapporte des expériences semblables en Bolivie, où certains maris étaient peu disposés à permettre à leurs épouses de participer à l'éducation à l'hygiène. Ils voyaient cela comme un gaspillage de temps ou une interférence avec les fonctions de leurs épouses à domicile. On a alors entrepris la présentation des informations de santé aux hommes pour augmenter leur compréhension et approbation des activités de santé, favoriser la participation des femmes et encourager dans une certaine mesure l'implication directe des hommes dans la santé communautaire (Karp et al., 1990). Les éducateurs de santé au Togo ont introduit le genre quand ils ont adopté une approche d'apprentissage.

'Cherchant à éviter de parler aux villageois d'adopter "de bonnes manières" de faire les choses, le personnel du projet a encouragé les villageois à identifier les problèmes locaux et ensuite à trouver les solutions eux-mêmes aux problèmes qu'ils avaient identifiés. Que les informations fournies soient conçues en fonction des groupes cibles spécifiques selon la fonction et le genre (emphasis CvW) était un avantage supplémentaire de cette approche ' (Pillsbury et al., 1988: 33).

Les programmes à Madras en Inde, Jogjakarta en Indonésie et Balûchistân au Pakistan se sont également adressés aux maris. A Balûchistân, le contenu des programmes d'hygiène pour les femmes diffère de celui des hommes (BLG/RDD, 1994). À Madras, la moitié des maris venait quand on tenait des réunions conjointes. Le programme a trouvé que la participation des maris était nécessaire puisque les tâches et l'autorité sur les questions relatives à l'environnement sont réparties selon des lignes genre et les hommes co-décident souvent dans les décisions domestiques (Sørensen, 1992). Un autre programme indien a employé une évaluation rurale participative pour identifier le genre et les différences ethniques dans les perceptions et les pratiques en matière d'hygiène, avant de commencer un programme de promotion de l'hygiène (Bhai, 1994). Une expérience à Jogjakarta en Indonésie a organisé des sessions d'hygiène avec les femmes dans leurs clubs et a touché les hommes à travers les chefs masculins et des démonstrations au microscope par des hygiénistes. Ceci a eu comme conséquence des réalisations dans l'installation, l'utilisation et l'hygiène des latrines qui ont été sensiblement plus fortes, et les pourcentages d'infestation de ver qui étaient sensiblement inférieurs par rapport à la communauté témoin (Soeripto, 1989).

PIACT, un programme de santé au Mexique, a trouvé que la percée des stéréotypes genre était plus facile que l'on ne le pense et a été bien accueillie par les hommes et les femmes dans les villages du programme. En concevant ses matériaux pour la promotion de l'assainissement et la réhydrations orale, l'organisation a suivi les étapes habituelles. Les

chercheurs du programme se sont rendus aux domiciles et ont appris sur les habitudes de soins de santé. Ils ont ensuite consulté des sociologues et autres experts à propos de coutumes. Enfin, ils ont testé les matériaux d'éducation et fait des ajustements. Le produit final fut une brochure illustrée qui dépeignait seulement des femmes, car chacun trouvait naturel que les femmes uniquement accomplissent ces devoirs. Certains chercheurs s'interrogeaient encore et ont demandé à 60 mères et à 30 pères d'enfants en bas âge si les pères y aidaient. Soixante-trois % des mères et 70 % des pères ont répondu par l'affirmative. Ainsi le PIACT a produit une deuxième brochure avec les pères et les mères impliqués (schéma 21) et testé les deux versions. Tous ont bien compris les deux brochures également. Aucun ne trouvait inédit ou idiot de voir des hommes aider. Deux tiers des hommes et des femmes préféraient la deuxième version. Beaucoup expliquaient que la présence des deux parents rendaient les images plus complètes. Certains indiquaient que les hommes veilleront à ce que les femmes ne prennent pas soin des enfants seules. A partir de ce développement, la deuxième brochure a été choisie et employée (PIACT, 1982).

'Mtu ni afya' ou 'l'homme c'est la santé' est une campagne d'éducation à la santé publique bien connue, qui employait des groupes d'écoute de radio et se produisait en Tanzanie dans les années 70. Pendant trois mois un programme à double émission hebdomadaire était retransmis à l'intention des groupes d'écoute.



1ère version: une mère nettoie son enfant

2eme version: un père nettoie son enfant

Schéma 21. La première et la deuxième version du matériel de promotion de l'hygiène: après essai avec les femmes et hommes des images de pères ont été ajoutés au matériel

Sous la gouverne des animateurs de groupe qualifiés, le thème particulier a été discuté par le groupe après l'émission et une action de suivi a été projetée et mise en oeuvre.

Dans le meilleur des cas, chaque groupe choisissait son animateur. Les animateurs étaient formés pour éviter de développer une relation de professeur à élèves dans leurs groupes. Les groupes avaient un bon équilibre genre dans leur composition: 49 % étaient des femmes. Cependant, la participation des femmes était inférieure à celle des hommes: 38 % contre 62 %. Ceci reflète probablement tant les contraintes pratiques que

stratégiques genre. Les pré tests et les post-tests ont montré une augmentation des connaissances de 11 % et une amélioration des pratiques hygiéniques de 3 à 4,5 en moyenne, avec la construction de latrine comme acquis majeur (Hall et Dodds, 1974; Hall, 1978). On rapporte également des campagnes semblables au Botswana (Enge, 1983), au Honduras (Vigano, 1985) et en Equateur (Seidel, 1993) mais sans une quelconque information sur les caractéristiques genre.

Pour toucher les femmes et les hommes avec l'éducation à l'hygiène, plusieurs programmes employaient le théâtre de développement. Certains de ces programmes passaient uniquement des informations standard et étaient désobligeants envers les femmes ce qui a provoqué des réactions du public féminin (Levert, 1995). D'autres donnaient la possibilité pour une approche genre à plusieurs égards. Ils évoquaient les préoccupations genre et passaient des messages genre qu'ils n'auraient pas pu donner lors des réunions publiques et défiaient les rôles stéréotypés des femmes et des hommes (Wijk, 1997a).

Toucher les hommes seulement n'est cependant, pas assez. Une campagne nationale de promotion de l'hygiène en Inde est parvenue à toucher les hommes à travers cinq médias sur six: radio, film, télévision, enseignants et personnel sanitaire. Seuls les enseignants de maternelles ont pu légèrement mieux toucher les femmes (32 %) que les hommes (30 %). Le meilleur moyen, la radio, a touché 73 % des hommes et 54 % des femmes. Pourtant en dépit de leur faible niveau d'accès à presque tous les médias, 12 à 16 % de femmes se rappelaient les messages mieux que les hommes (Mukherjee, 1990). Ceci montre la nécessité de concevoir, non seulement d'adapter les médias mais aussi les contenus des activités de promotion de l'hygiène aux différences genre en ce qui concerne l'accès et les responsabilités.

6.3.5 Programmes traitant de l'iniquité genre

Jusqu'ici, ils sont rares les programmes qui traitent des inégalités genre dans la santé et l'hygiène, les responsabilités et les ressources et qui fonctionnent. On a produit quelques matériaux qui aident les femmes ainsi que les hommes à examiner la répartition du travail, des ressources et de la prise de décision basée sur le genre afin d'arriver à leurs propres conclusions et points d'action. Un tel ensemble de dessins intitulé 'Pourquoi Mama est fatiguée' est utilisé dans l'éducation participative à l'hygiène par le projet de WASHE en Zambie. Les dessins montrent les nombreuses tâches des femmes relatives à la santé et à l'hygiène. L'examen de ces dessins et leur classement suivant un ordre logique forment la base d'une discussion sur le temps et l'énergie supplémentaires que les femmes doivent investir encore en plus des corvées d'eau et de l'hygiène (Harmeyer, communication personnelle). D'autres matériaux consistent à trier des cartes d'images élaborées par le projet pour la promotion du rôle des femmes dans le système d'approvisionnement en eau et l'assainissement environnemental (Wakeman, 1995). En utilisant une série de cartes dépeignant un homme, une femme et un couple, les participants peuvent placer de petites cartes avec des images de divers types de travail autour de l'homme, de la femme ou des

couples, pour indiquer qui fait quoi et comment le travail est divisé. De la même manière ils peuvent distribuer les cartes avec les images des ressources et des capitaux, pour indiquer qui a accès à quelles ressources et qui gère quels capitaux.

Les exercices de tri des cartes et l'état des lieux aident les participants à diviser l'accès selon les ménages riches, moyens et pauvres. Assortir les cartes avec le travail des femmes permet aux femmes de présenter leurs observations sur ce travail et d'évaluer leurs besoins et occasions d'amélioration. Les cartes dépeignant les biens et les sessions de prise de décision publique aident à classifier la prise de décision à travers le genre dans les divers secteurs. Les matériaux d'évaluation participative sont également employés pour faire l'état des lieux des réalités et des tâches masculines et féminines et pour y introduire un aspect classe (schéma 22). Cependant, autant que l'on le sait, l'utilisation de ces outils n'a pas encore abouti à une redistribution sous les visions genre et classe du travail et des ressources pour la santé et pour l'homme.

Le cas d'un programme de réinstallation en Tanzanie montre que l'analyse genre peut redistribuer le travail et les ressources. Un des avantages utilisés dans la promotion du programme était que dans des villages concentrés toutes les personnes pourraient avoir un approvisionnement en eau courante comme d'autres services de base, tels que les écoles et les postes de santé à une courte distance de marche. Cependant, dans la réinstallation les femmes perdaient leurs droits initiaux à la terre, leur droit de se choisir un chef masculin pour leur sous clan, leur indépendance économique et leur droit d'exprimer leurs opinions. Quand le chercheur masculin a discuté ces impacts avec les hommes du village, ces derniers ont reconnu cette injustice et presque 90 % ont voté pour un règlement statutaire de sorte à redresser la situation. La majorité a alors voté pour donner aux femmes 10 % du revenu de la famille pour compenser leur perte de ressources. Les femmes ont aussi obtenu le droit de se prononcer sur toutes les décisions du village et une part égale dans le bénéfice des entreprises conjointes. Les heures de travail dans l'agriculture ont été redistribuées pour tenir compte du travail domestique des femmes, y compris la collecte de l'eau et l'hygiène. Les horaires furent réaménagés : les femmes passaient étaient dans les champs de 8-12 heures le matin et les hommes de 7 heures le matin à 15 ou 16 h.. Cet arrangement a duré trois années et a impliqué onze villages. Les responsables du gouvernement le considérant subversif ont alors démantelé le système (Brain, 1976).

En général, cependant, la plupart des programmes d'amélioration de l'hygiène n'emploie pas encore une approche genre pour des résultats plus efficaces afin d'éviter des impacts négatifs sur les femmes. Cela est un domaine tout à fait important pour le développement dans de futurs programmes d'amélioration de l'hygiène

**Contrôle de la source d'eau en termes de propriété
et de distribution sensible au genre**

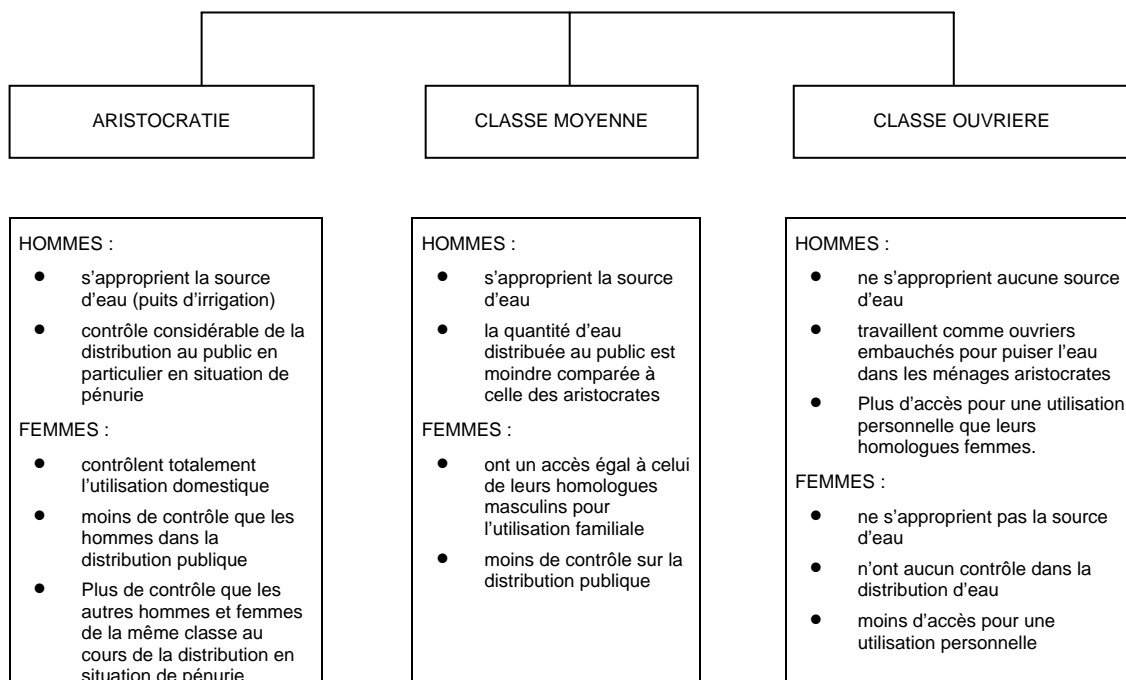


Schéma 22. L'évaluation rurale participative a été utilisée à Karnataka pour identifier et analyser les répartitions genre et classe dans la quantité d'eau recueillie (source: PSU., Bangalore, rapport non publié)

7. Agences d'Habilitation

Jusqu'ici ce livre a rendu compte des données concernant les relations genre dans les programmes d'approvisionnement en eau, assainissement et hygiène. Il a passé en revue les nouvelles politiques de gestion des ressources en eau et a exposé le côté genre de ses principes. On rapporte des expériences d'application de ces principes dans le sous-secteur de l'approvisionnement en eau. Le présent chapitre examine le contexte organisationnel qui permet de nouvelles approches. Il décrit comment les organisations changent les programmes à gestion centralisée, techniquement orientés et neutres au genre en programmes guidés par la demande et plus décentralisés. Ces derniers combinent hardware et software et identifient les réalités genre, classe et différences ethniques. La combinaison décisive de facteurs qui habilitent doit encore être identifiée.

7.1 De la mise en œuvre à l'habilitation des agences

L'histoire récente a connu un changement dans le service, principalement dans celui des ménages mieux nantis de la part des services de gestion centralisée. Les objectifs actuels sont d'atteindre également les groupes à faible et très faible revenu par des équipements qui améliorent leur approvisionnement en eau, hygiène et conditions d'assainissement qu'ils peuvent s'offrir (Grant, 1994). Par conséquent, la plupart des agences d'approvisionnements en eau et assainissement fonctionnent maintenant avec plusieurs technologies et niveaux de service. À côté des approvisionnements en eau courante pompée servant de grandes populations, ils aident aussi les communautés à mettre en place des ouvrages multiples simples ou de petite taille avec des raccordements publics, de groupe, de concession ou de domicile, avec ou sans systèmes de traitement de l'eau; puits à pompe manuelle et parfois aussi les systèmes de collecte des eaux pluviales et des puits protégés.

Un plus grand nombre de systèmes d'approvisionnement en eau, y compris beaucoup de petites technologies relativement simples, aboutissent aussi à une plus grande gamme de systèmes de gestion et de financement. Il y a des équipements sur place que les différents ménages possèdent, gèrent et financent ou cofinancent. Il y a également des équipements sur place et de petits systèmes qu'un groupe de ménages, une communauté ou un groupe de communautés partagent. Ils gèrent le service et financent les coûts récurrents. Souvent ils contribuent aux investissements. En conclusion, il y a des systèmes polyvalents à complexité variable pour les nombreuses communautés et ménages, qu'une société gère au nom des contribuables ou dont la société et les communautés de consommateurs partagent la gestion. Certains sont des ouvrages polyvalents (habituellement par gravité) que les communautés de consommateurs elles-mêmes gèrent et financent directement du point de vue fonctionnement ou par une sorte de conseil de l'eau.

Les systèmes d'assainissement peuvent également être des équipements individuels de ménage; des équipements partagés et gérés par le groupe tels qu'un bloc

d'assainissement ; ou une combinaison de gestion par la communauté et la société, par lequel le système primaire est administré par la communauté ou le secteur privé local et le système secondaire par la société ou l'organisation gouvernementale.

Cette grande diversité de systèmes et les différents degrés de décentralisation et de délégation signifie que le rôle des agences de l'eau et de l'assainissement changent rigoureusement. Elles gèrent directement certains systèmes, mais dans d'autres cas elles aident les communautés et les groupes locaux à choisir, planifier, construire et gérer leurs propres systèmes avec un maximum de ressources et de qualifications locales (Evans et Appleton, 1993; Grant, 1994). Ceci signifie un changement radical dans la manière de faire les choses, y compris, comme les chapitres précédents le montrent, travailler étroitement avec les hommes et les femmes de différents milieux socio-économiques et culturels. L'assortiment des plans et des conceptions aux conditions locales, et le renforcement des compétences avec lesquelles les hommes et les femmes planifient et gèrent leur service, deviennent cruciaux (Evans et Appleton, 1993).

La mise en place de services à gestion communautaire exige non seulement des conditions préalables pour la gestion communautaire (McCommon et al., 1990) mais également pour les questions genre et classe (tableau 6).

Tableaux 6. Conditions préalables spécifiques genre et classe pour la gestion communautaire

| Conditions préalables à la gestion communautaire | Ajustements genre et classe |
|--|--|
| Il doit y avoir une demande communautaire d'un système amélioré. | La demande des hommes et des femmes des strates économiques inférieures, moyennes et supérieures a été vérifiée. |
| L'information exigée pour la prise de décisions avisées doit être à la disposition de la communauté. | Les femmes et les hommes de différents niveaux socio-économiques ont accès à l'information, qui reflète leurs genre et intérêts économiques. |
| Les technologies et les niveaux du service doivent être proportionnés aux besoins et à la capacité de financement, de gestion et d'entretien de la communauté. | Le programme offre des choix de niveaux de technologie et de service, le financement et l'entretien et des systèmes de gestion, qui permettent aux hommes et aux femmes de toutes les sections de participer sans avantages disproportionnés ou exclusion. |
| La communauté doit comprendre ses options et être disposée à prendre la responsabilité du système. | Les hommes et les femmes des diverses strates sont consultés au sujet des options et des choix généralement soutenus sont faits. |
| La communauté doit être disposée à investir en coûts de capitaux récurrents. | Le système du co-financement s'assure que les contributions en espèces et en nature sont distribuées suffisamment entre les différentes classes et entre les hommes et les femmes de ces classes. |
| La communauté devrait avoir la capacité institutionnelle de gérer le développement et le fonctionnement du système. | Le programme a évalué la bonne volonté et la capacité des hommes et de femmes et renforce les capacités de gestion des deux groupes. |
| La communauté devrait avoir les ressources humaines pour diriger ces institutions. | Le programme forme les femmes et les hommes dans les anciens, mais aussi les nouveaux rôles, et les femmes et les hommes partagent les emplois rémunérés et non rémunérés. |

| | |
|--|---|
| Il devrait y avoir un cadre politique pour permettre et appuyer la gestion de la communauté. | Le cadre politique comprend des buts, des objectifs et des indicateurs d'accès pour tous et le genre. |
| Des services d'appui externes efficaces doivent être offerts par les gouvernements, les donateurs et le secteur privé. | Les services d'appui soutiennent ' quelques-uns pour tous ' plutôt que ' tous pour quelques-uns ' et emploient une stratégie genre pour la mise en œuvre. |

Une approche genre sensible à la classe s'assure que le contrôle, les produits et les avantages ne se limitent pas à une petite élite, mais se partagent largement. Ceci a non seulement les avantages fonctionnels d'un appui, d'une utilisation et une meilleure performance plus générale, mais donne également aux femmes une position plus égale, puisqu'elles participent aux décisions, aux fonctions et à la formation (Evans et Appleton, 1993). Une approche genre dépasse le fait de compter un nombre égal de femmes et d'hommes qualifiés dans un comité. C'est la répartition du travail, des salaires et de l'influence qui révèle le degré de sensibilité genre et non la quantité.

Les nouveaux systèmes de gestion plus diversifiés ; certains conventionnels, d'autres conçus avec et gérés par les femmes et les hommes locaux ou Cogérés entre les communautés et l'agence, demandent un plus grand mélange d'expertise, de connaissance et de qualifications dans les organisations de l'eau et l'assainissement. Ils exigent également des ajustements dans la gestion du personnel car le travail va au-delà de la conception et la construction techniques.

'Pour devenir moins bureaucratique et habiliter plus, une agence doit examiner chaque aspect de son travail.... Le personnel d'une agence a-t-il une raison de s'inquiéter si un service est efficace, et si oui, est-il apprécié par les gens? Les approches participatives dans l'évaluation, l'analyse, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation ont-elles comme conséquence le choix de projets, de programmes et de processus viables? Les structures internes et les systèmes de gestion soutiennent-ils une résolution efficace des problèmes? Les procédures budgétaires existantes permettent-elles une adaptation et une flexibilité locales dans les investissements et le déboursement? Ces points et d'autres conditions devront être examinés en même temps que les efforts pour introduire une nouvelle approche participative ' (Thompson, 1994: 57).

7.2 Expertise pour une participation équilibrée

7.2.1 *Le génie et l'éducation scolaire*

L'expertise requise pour permettre aux communautés de planifier et gérer leurs systèmes locaux d'une manière qui, équitablement favorise et responsabilise les hommes et les femmes de différents milieux n'est pas présente traditionnellement dans les agences de l'eau et de l'assainissement. La plupart des ingénieurs chargés de mettre en valeur les systèmes d'eau et assainissement sont instruits et formés sur les aspects techniques, et

beaucoup moins ou pas du tout, en aspects de gestion et de socio organisation (Wijk, 1985).

Le secteur de l'ingénierie est principalement le domaine de l'homme (Arboleda, 1994). La construction de la notion de propriété commence à un jeune âge. Les normes socioculturelles admettent que les parents permettent aux garçons d'aller à l'école, alors que les filles restent à la maison pour aider la mère. Ceci est renforcé par la pauvreté et une demande croissante en contributions auprès des parents pour l'éducation des enfants. Quand tous les enfants ne peuvent pas étudier, ce sont les fils qui obtiennent la chance, et non les filles (Jongepier et Appel, 1995), bien que les études de la Banque Mondiale aient prouvé que les investissements dans l'éducation des filles ont des avantages économiques (King et Hills, 1993; Summers, 1992 in Fong et al., 1996). Au moins en Afrique, il semble que ce sont les pères qui font obstacle en particulier à l'éducation des filles. Les enquêtes dans cinq pays africains ont indiqué que dans les ménages dirigés par des femmes les fils et les filles sont susceptibles d'être mieux instruits que dans les ménages dirigés par des hommes (Goutier, 1995).

À l'école également le déséquilibre genre est stimulé (Chitsike, 1995). Dans certains pays des mesures sont prises pour réparer cette situation. En Tanzanie, l'ASDI a aidé à la formation d'un groupe national de référence pour évaluer le matériel didactique à partir d'une perspective genre. Ce groupe a constaté que les femmes étaient dépeintes seulement dans leurs rôles domestiques et que les textes tendaient à rabaisser les femmes. Le Ministère de l'éducation a assigné à un groupe le rôle de réévaluation du matériel didactique et des programmes scolaires. Un groupe national de référence en Ethiopie fait la même chose dans ce pays (Stenvang et al., 1990). Un programme scolaire du Botswana initie à la fois les garçons et les filles au secteur de l'eau et l'assainissement et encourage les filles à poursuivre une carrière dans ce secteur (Botswana, 1994a). Les enseignants reçoivent un guide contenant des formulaires pour évaluer les attitudes des parents envers l'éducation et les carrières des garçons *et des* filles. Ce guide contient aussi des activités qui stimulent l'intérêt des filles pour les questions telles que le test de la qualité de l'eau et la réutilisation des eaux usées et des déchets solides (Botswana, 1994b). Bien que le personnel ingénieur féminin n'ait pas nécessairement une approche genre, il facilite la communication avec les femmes, et fournit également des modèles de rôle pour d'autres femmes (Chitsike, 1995). Pour assurer une expertise plus sociale et accroître le nombre de femmes dans les projets et les programmes, divers modèles de recrutement de personnel ont été adoptés. Ceux-ci sont discutés dans le chapitre suivant.

7.2.2 L'expertise multidisciplinaire, les modèles de recrutement de personnel et le genre

Les pays adoptent divers modèles pour introduire l'expertise sociale et de santé dans les projets et programmes d'approvisionnement en eau et assainissement. On peut distinguer cinq de ces modèles:

1. L'agence technique donne un rôle social supplémentaire à son personnel ingénieur de terrain. Ils sont aussi chargés de réaliser la participation communautaire et de veiller à ce que des organisations locales soient constituées et formées pour entretenir le service établi et financer son fonctionnement, et souvent une partie de ses investissements et coûts. Pour les aspects sanitaires ils communiquent avec le service de santé local. Au niveau de l'agence, il peut y avoir un expert ou une unité sociale ayant de l'expertise sociale pour élaborer et tester les stratégies, former le personnel et apporter des services d'arrière garde. On trouve des exemples de cette stratégie au Guatemala, en Colombie et au Malawi (IRC, 1988, 1997).
2. Les départements techniques, sociaux et de santé coopèrent à la mise en œuvre d'une approche intégrée, dans laquelle l'amélioration du système d'approvisionnement en eau a lieu ainsi que l'amélioration de l'assainissement et des conditions et comportement d'hygiène. C'est l'approche adoptée par exemple en Tanzanie (IRC, 1993).
3. Là où il y a du manque de personnel de terrain dans le département de service social, le personnel d'autres départements, tels que l'agriculture, l'éducation et la sylviculture peut également participer. Un exemple est offert par la Guinée-Bissau. Le raisonnement est qu'avec des ressources limitées il vaut mieux se concentrer sur une seule priorité d'abord. L'approche participative et les compétences du personnel d'extension d'autres secteurs sur la maîtrise d'autres projets de l'eau profiteront plus tard aux programmes et projets de leurs propres secteurs (IRC et UNICEF, 1995).
4. Tandis que le personnel technique de l'agence effectue le travail technique, les ONG s'approprient le processus d'organisation communautaire et initient les membres de la communauté à la prise de décision. Elles jouent également un rôle dans la préparation des membres de la communauté à l'entretien et la gestion locaux et veille à ce que les sections plus faibles obtiennent un accès équitable aux services. On trouve des exemples de cette stratégie en Inde et au Sri Lanka (Ministère des Affaires étrangères, 1990; Fernando et al., 1997).
5. L'agence technique engage aussi le personnel social. Dans ce cas, ils peuvent faire partie de l'agence globale en tant que promoteurs pour les programmes d'approvisionnement en eau en milieu rural dans les pays Andins ou se baser dans une aile sociale spéciale. Le Servicio Autónomo Nacional de Acueductos y Alcantarillados (SANAA), le service national autonome d'approvisionnement en eau et des égouts du Honduras en est un exemple. Pour développer l'expertise spécifique pour les projets couvrant des quartiers urbains à faible revenu, le service a mis en place une aile séparée, Unidad Ejecutora de Barrios Marginales (UEBM) dans son organisation. Cette aile compte à la fois des spécialistes techniques et sociaux (Espejo et al., 1993).

Un certain nombre d'auteurs ont relevé les limites de l'un ou l'autre modèle. Le personnel technique n'a pas nécessairement l'expertise sociale requise, même lorsqu'il est recruté et employé à cet effet pour son engagement personnel. La coopération entre les départements a mené à des conflits de coordination, de compétence et de leadership quand il n'y a aucun département dirigeant qui peut combiner les intérêts techniques et

sociaux qui semblent acceptables à tous (IRC, 1993b). Certaines ONG ne sont que des façades pour faire la promotion d'intérêts de factions ou elles ont une perspective d'assistance sociale dépassée (Hecht, 1995; Murthy, 1993). Les ONG n'ont pas toujours la capacité et intérêt à travailler à grande échelle non plus. Les différences de points de vue de développement et d'approches des différentes ONG impliquées dans le même programme de l'eau et de l'assainissement posent des problèmes particuliers de gestion (Ministère Hollandais des Affaires étrangères, 1990). Faire exécuter des activités sociales et de santé par d'autres organisations a aussi donné au personnel technique une excuse pour ne pas ajuster leurs propres méthodes de travail (Wijk, 1994). Jusqu'ici, toutefois on n'a pas établi systématiquement quels sont les avantages et les inconvénients de chaque modèle et quel modèle fonctionne mieux et dans quelles circonstances.

L'Équilibre Genre dans le Recrutement du personnel

La reconnaissance du besoin de cadres et de relations multidisciplinaires entre le personnel socio organisationnel, technique et de santé ont généré un plus grand équilibre dans les rapports entre personnel masculin et personnel féminin (schéma 23). Plus de personnel féminin de projet aide certainement les femmes autochtones à participer aux projets. Plus de femmes employées cependant, ne garantit pas que le programme utilisera une approche genre. Porter les charges ensemble et partager les profits nécessitent une conscience et des stratégies genre à la fois de la part du personnel masculin et du personnel féminin. Les prochains chapitres passeront en revue la manière dont les institutions développent les attitudes, les qualifications et les stratégies et comment elles facilitent leur application au travail.



Schéma 23. Formation des travailleurs de l'assainissement du village d'Orissa en Inde: en impliquant les hommes et les femmes, le projet reconnaît et capitalise les responsabilités, demandes et influences spécifiques au genre, combinant de ce fait les avantages directs du projet avec une plus grande équité genre (photo: UNICEF)

7.2.3 Sensibilisation, connaissances et compétences genre

Le Changement de l'intérieur

La conscience et les compétences genre n'arrivent pas automatiquement. Les cas du développement participatif sensible au genre ont leurs sources dans les personnes et les méthodes (Guijt, 1994). Dans plusieurs agences d'ingénierie, le personnel féminin *et* masculin engagé, a réussi à introduire une approche genre plus avertie, qui a profité à l'agence de même qu'aux communautés et aux femmes. À JAL Nigam, le conseil de l'approvisionnement en eau et assainissement étatique d'Uttar Pradesh en Inde, un ingénieur contrôleur, Mme Hira Sharma, a entrepris de former et employer une mécanicienne de pompe manuelle pour le village au lieu d'un mécanicien du secteur. Ceci a abouti à de meilleurs entretien et hygiène environnementale à un coût inférieur d'agence, puisque les coûts de transport ont été considérablement réduits. L'agence a maintenant élargi cette approche à tous les districts où les conditions géophysiques permettent l'entretien et la réparation des pompes manuelle au niveau du village. Les femmes, en prenant cependant une double charge de travail, ont amélioré leur revenu et leur statut.

Parlant d'un programme urbain d'assainissement à faible coût au Lesotho et de son approche guidée par la demande spécifique au genre, Blackett (1994: 31) rapporte:

'Plusieurs des meilleurs membres du personnel de l'USIT [équipes d'amélioration de l'assainissement urbain] sont des femmes, et l'USIT reçoit très peu de plaintes et mieux des compliments pour le travail communautaire de formation de constructeur ou d'administration. La plupart des clients qui viennent au bureau pour une assistance sont des femmes, puisque beaucoup d'hommes travaillent dans les mines de l'Afrique du Sud ou sont occupés à autres choses pendant les heures de travail. Les techniciennes et les officiers communautaires ont l'avantage particulier de pouvoir comprendre, insister et mieux travailler avec les clientes. La majeure partie du travail de communication et d'éducation de personne à personne est effectuée avec les enfants dans les écoles, les enseignants et les femmes dans les cliniques, les clubs et à leurs domiciles. Les travailleurs communautaires féminins ont toujours été les convoyeurs les plus appropriés pour les messages de promotion et d'éducation. Dans les jours précédents de l'USIT, jusqu' autour des années 1988, les hommes occupaient la plupart des positions moyennes et supérieures dans l'équipe. Ceci a changé depuis lors puisque la plupart d'entre eux ont accepté d'autres emplois, et les employées au niveau inférieur et intermédiaire ont pu être promues. En 1989, un seul cadre était masculin. Depuis lors les proportions de personnel masculin et de personnel féminin ont changé, en fonction de qui était disponible et plus compétent pour le travail. Les femmes tiennent toujours la majorité des positions supérieures et la coordonnatrice de l'USIT est une femme'.

Au Malawi, un sociologue, M. Fabiano Kwaule, a analysé pourquoi les ménages urbains à faible revenu cessaient de payer les raccordements de groupe gérés par le quartier. Un des facteurs était que les hommes prenaient le contrôle et non le travail. Un changement vers une gestion féminine a entraîné une meilleure gestion, mais imposé également des charges principalement aux femmes, de sorte qu'actuellement les programmes essaient d'obtenir une approche équilibrée (Kwaule, 1994). On rapporte également une stratégie consciente genre incluant le recrutement du personnel, dans le programme d'approvisionnement en eau et assainissement de la communauté appuyée par l'AID au Sri Lanka. Une récente analyse a montré que, à la surprise de la direction, les résultats étaient meilleurs pour le personnel technique que pour le personnel social. Les raisons à ce déséquilibre ont été planifiées pour étude lors d'un atelier en novembre 1997 (CWSSP, 1997).

Formation genre

La formation genre a été développée pour informer la direction et le personnel sur ce qu'est le genre, pourquoi il est important pour les programmes et les personnes et comment l'appliquer. Les ONG internationales, telles que OXFAM au Royaume Uni et SNV (organisation de développement des Pays Bas) en Hollande, qui interviennent aussi dans le secteur de l'eau et de la santé/hygiène, ont élaboré des cours de formation et des guides genre pour former leur personnel (SNV, 1995; Williams et al., 1994). Tout le personnel de SNV se rendant sur le terrain suit automatiquement la formation genre. Dans le cadre de la formation ils appliquent une perspective genre à leur mandat et se familiarisent avec les développements genre dans leur secteur de travail.

En Asie du sud, les ONG sont à l'avant dans la conception et la mise en oeuvre des composantes sociales et de santé des programmes d'approvisionnement en eau et assainissement. L'ONG du Service de la Décennie de l'eau au Sri Lanka a entrepris des ateliers de formation genre avec des ONG et des membres de la communauté au niveau national et de terrain. Au niveau de la communauté, les jeunes et les vieux (retraités) participent presque à rapport égal avec les femmes. Une question soulevée dans la formation a été de savoir 'si un programme d'eau et assainissement communautaire avec un mandat limité traite également de changement social?'. La réponse a été que la mise en oeuvre d'un projet de l'eau et assainissement apporte le changement social de toute façon. Les projets ont un impact profond sur la répartition du travail et sur les décisions de gestion. Le processus de changement social ferait donc mieux d'avoir une conscience genre et classe, de sorte que les déséquilibres soient réduits et non accrus (Fernando et al., 1997).

En Inde, une ONG intervenant sur le genre, Initiatives des Femmes dans le Développement (IWID) et d'autres ONG de formation genre, met en oeuvre plus de 75 cours de formation genre chaque année. Bien qu'essentielle, ceci est loin d'être suffisant pour le grand nombre d'ONG impliquées dans le travail de développement, et pour la possibilité et la variété de programmes de développement. En s'inspirant de ses expériences de formation, Ranjani Murthy (1993) classe les ONG en quatre types

concernant le genre. Les ONG d'assistance sociale se concentrent sur les tâches de reproduction des femmes, par exemple dans la santé, la nutrition, la gestion domestique et la protection infantile. Elles pensent que le problème du faible développement des femmes est associé aux femmes elles-mêmes. Les ONG se concentrant sur les revenus générés par les femmes reconnaissent et renforcent les rôles de production des femmes, mais généralement elles ne défient pas la répartition actuelle du travail et le contrôle des ressources et du revenu. Les ONG qui oeuvrent à la transformation des classes et des castes ont organisé les femmes et les hommes autour de questions spécifiques, telles que la détérioration de l'environnement et la perte des ressources. Dans ce processus également le genre et les relations genre deviennent évidents et sont renégoiés dans une certaine mesure. Les ONG se concentrant sur l'action sociale ont mobilisé les femmes autour des questions genre telles que l'autonomie et le contrôle. Murthy voit une grande nécessité d'introduire le genre dans les perspectives et les programmes de toutes les ONG et également dans leur organisation interne. Cependant, former des 'intransigeants' est un gaspillage de temps et de fonds.

Murthy rejette la formation qui considère uniquement le genre à partir de la perspective de l'efficacité du projet et ne prend pas en compte la répartition du travail, l'accès aux ressources, les relations de pouvoir, l'environnement et l'autonomie des femmes. L'association de la formation et du développement organisationnel et humain est assurément la meilleure approche, mais ne se fait pas encore à grande échelle. Pour le moment, IWID et Jagori, une autre ONG de formation, se concentrent plus sur la formation des formateurs pour faire face aux nombreux besoins de formation genre. La nouvelle formation genre devrait également former des formateurs masculins et employer des méthodes participatives. Dans les cours, les participants masculins contestent souvent l'existence des inégalités genre. Murthy donne une liste d'arguments généralement utilisés et y ajoute les questions subsidiaires qui font que les adversaires pensent et arrivent à une conclusion différente.

Aux Philippines, la Commission nationale sur le rôle des femmes philippines a demandé à PETA, l'organisation philippine d'éducation par le théâtre, de développer un programme de formation de personnel en genre. Les conseillères agricoles et les formatrices de vulgarisation sont visées. La formation utilise diverses formes de théâtre pour aider les participantes à analyser les situations genre. Elles identifient ensuite comment aider les femmes à surmonter les contraintes genre au sein des programmes et dans leurs vies personnelles (Magtoto et Cloma, 1992). Une autre ONG philippine vise les hommes et non les femmes. Maria de Bruyn (1995) cite le rapport de Constantino (1994) sur les ateliers genre de HASIK à l'intention des hommes. L'atelier emploie un théâtre populaire similaire pour éprouver et analyser les relations genre et préparer des plans d'action pour le changement. Ainsi les participants arrivent à éprouver les soucis des femmes et apprennent à voir, comprendre et changer de rôles genre.

Plusieurs projets et programmes liés à l'eau ont organisé des cours sur le genre ou inclus le genre dans leur formation. A Sulawesi en Indonésie, le Projet de Développement Intégré

de la Région de Pompengan a organisé une formation genre pour le personnel masculin et féminin de vulgarisation intervenant dans le développement rural, les cultures vivrières, l'irrigation, le bien-être familial, la planification foncière et l'agriculture. Les participants se sont rendus compte que les activités de leurs projets affectaient les hommes et les femmes différemment. Ils ont appris à faire des approches d'analyse genre et ont développé des manières de pratiquer le genre dans leur travail (Bogaarts, 1991). En Tanzanie, la Santé à travers le Projet d'eau et assainissement (HESAWA) a développé la formation et introduit un dossier de formation, de même qu'une stratégie genre (Binamungu, 1994).

A Dosso au Niger, la question du genre a été soulevée la première fois par l'agence extérieure d'appui. Cependant, le directeur du programme de participation communautaire a remarqué que le programme lui-même avait également constaté la surcharge des femmes dans les villages. Pour le programme d'approvisionnement en eau, assainissement et hygiène, il s'agissait aussi d'une question de bon sens de faire participer davantage les femmes à la gestion de l'eau et d'obtenir plus d'appui masculin sur les sujets de santé et d'hygiène. Mais comment changer le comportement d'un bout à l'autre: les hommes et les femmes dans les villages, aussi bien que le personnel? Pour commencer, les tâches et l'autorité déterminées par le genre ont-elles été étudiées pour les vieux et les jeunes, les femmes et les hommes, les garçons et les filles dans les cinq villages de la zone du programme: trois *Hausa* et deux *Peuhl*. Cela offrait la base des discussions à mener sur les répartitions du travail et de l'influence genre avec le personnel du projet dans le village et dans le programme. Les ateliers ont conduit à une plus grande conscience genre du personnel et également à quelques changements dans leurs propres pratiques: éducation à baigner et faire la toilette de leurs enfants, construction d'enclos animaliers, achat de légumes supplémentaires. L'acceptation et la poursuite des actions genre dans le programme – organisation de réunions séparées avec les femmes; comités partagés; conscientisation des hommes sur les responsabilités dans les paiements de l'eau – se sont intensifiées. Ce dernier a été réalisé en général, contrairement à la prise de décision partagée. Par ailleurs attribuer le manque de prise de décision partagée à la religion musulmane est une excuse inventée par les hommes qui utilisent leur religion pour défendre leurs intérêts personnels (Madougou, 1995).

On trouve une politique sur le genre dans la plupart des organisations bilatérales et multilatérales coopérant au développement (Wakeman et al., 1996). Une enquête de questionnaire parmi 20 agences extérieures d'appui pour en savoir davantage sur leur formation genre a eu comme conséquence des réponses positives de la part de sept organisations: Banque Asiatique de Développement (BAD); la Direction Générale de la Coopération Internationale Hollandaise; l'Agence Allemande pour la coopération technique; le ministère allemand de la coopération et du développement économiques; l'agence norvégienne pour le développement (NORAD); l'Agence Suédoise de Coopération en Développement Internationale (ASDI) et l'UNICEF. Chacune des sept organisations organise la formation genre en général. La BAD, NORAD et l'ASDI disent avoir également une formation genre dans le secteur de l'eau. A ces ateliers de formation

genre de l'ASDI et l'UNICEF, des conseillers, du personnel de terrain et des contreparties gouvernementales et non gouvernementales participent également. En général, les méthodes de formation utilisées consistent en présentations, discussions et études de cas. Seuls quelques-uns utilisent des méthodes analytiques se rattachant directement au travail et aux expériences des participants ('étude empirique').

L'ASDI a commencé la formation genre en 1989. Au début la formation s'est concentrée sur la conscientisation et la pratique de l'analyse genre. De ce fait, les attitudes ont changé mais les techniques apprises ont été insuffisamment liées à la planification, la mise en œuvre et les processus de suivi actuels dans l'organisation. Ainsi entre 1993 et 1995 la formation s'est rapprochée étroitement des processus internes. Dans les pays partenaires, on rapporte d'autres aspects tels que les politiques et stratégies genre. Le genre a été introduit dans les interventions et dans les programmes bilatéraux et multilatéraux combinés grâce à des conseillers. Au cours de ces années cinq types de formation personnalisée ont été élaborés. Ceux-ci comprennent des modules de formation spéciale sur le genre et le système d'approvisionnement en eau domestique, et sur les ressources en eau et le genre. L'ASDI s'est rendu compte davantage que les pays partenaires ne participent pas à la formation. Une tentative de cours commun genre dans un pays (Namibie) a été très positive. Plus de formation au niveau du pays est en cours de développement. Une petite base de ressources de formateurs a été construite en Suède et une autre est en construction à l'étranger. On encouragera également les formateurs masculins genre (Hannan, 1995).

La formation dans les autres organisations porte principalement sur une orientation générale ou spécifique au secteur sur les questions genre. À la Banque Mondiale, l'unité d'analyse politique et de genre organise la formation du personnel interne. La formation comprend à la fois des cours genre généraux et spécifiques au secteur. La formation sert d'études de cas impliquant des questions genre dans les projets de l'eau. L'institut international de recherches et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW) organise des conférences internationales pour les décideurs et les gestionnaires au niveau pays. Le jeu de formation révisé, comprenant cinq modules sur transparents à projeter (INSTRAW et al., 1994) est complété par des présentations et des études de cas locaux. Entre 1986 et 1994, INSTRAW, en collaboration avec les agences de l'ONU a organisé dix séminaires nationaux et interrégionaux de formation, en Equateur, en Ethiopie, en Gambie, en Guyane, au Kenya, en Namibie, au Nigeria, en Somalie, au Soudan et en Thaïlande. Le cours porte sur la participation des femmes à la planification, la formation, la gestion et l'évaluation du service du secteur plutôt que sur le genre.

L'agence japonaise de coopération internationale du Japon a initié un cours de formation des formateurs en genre en 1990. Les formateurs sont inscrits en tant que femmes parmi les spécialistes en développement et sont invitées à la formulation et à la révision des projets (JICA, 1994).

Après avoir passé en revue la formation genre dans les agences externes, Wakeman et autres (1996) concluent que la formation est plus courante pour le personnel interne des agences bilatérales et multilatérales de développement. L'eau et l'assainissement sont habituellement reconnus comme un secteur dans lequel une approche genre est impérative. Seule l'ASDI semble employer cette étude empirique en association avec son propre travail et les expériences des participants. Pour les exécutants de projet, la formation genre est rare et non formelle. Cela constitue manifestement un secteur à améliorer. L'organisation et les effets de la formation ne sont pas souvent évalués. Les auteurs recommandent l'évaluation de la méthodologie (la formation reflète-t-elle les idées actuelles de l'apprentissage des adultes?), des effets immédiats (la formation mène-t-elle à de meilleures attitudes, connaissances, qualifications genre?) et l'utilité (la formation est-elle pertinente et applicable au travail des participants?).

7.3 Appui Organisationnel

La formation, bien qu'utile ne suffit pas en ce sens que 'L'isolement d'un événement de formation de deux à quatre jours ne mène pas à des changements radicaux... les stagiaires retournent à leur vieille habitude ' (Murthy, 1993). Carolyn Hannan-Andersson, rapportant les expériences de l'ASDI déclare que: 'le personnel enseignant et technique étaient très réceptifs par rapport à la formation, mais la question qui était constamment posée demandait 'comment allons nous employer la prise de conscience et les connaissances acquises?' (Hannan, non daté, p.2). Ils concluent avec Wakeman et autres (1996) que des mesures plus complètes sont exigées pour permettre au personnel d'appliquer la formation genre dans leur travail quotidien.

7.3.1 *Politique Genre*

Au niveau national, plusieurs pays ont formulé des politiques et des programmes pour rehausser la participation des femmes dans les projets d'eau et assainissement, sans considération des implications sur le travail et le contrôle. Les rapports des pays à la fin de la Décennie Internationale de l'Approvisionnement en eau et assainissement ont prouvé que 48 % des 69 pays disaient avoir une politique, au moins pour les femmes, si ce n'était pas sur le genre (WHO, 1992). Une large politique genre, légalement adoptée et basée sur l'analyse d'expérience et aboutissant à un plan d'action a été publiée récemment par l'ASDI (1997). Dans les organisations relatives au secteur, on trouve principalement ces politiques dans les agences d'appui et les ONG extérieures, par exemple, WaterAid (1995). Wakeman et autres (1996) présentent une vue d'ensemble sur les politiques de seize organisations de ce type sur le genre en général et le genre lié à l'eau et au développement. Les autres témoignages décrivent les politiques genre adoptées par la coopération canadienne, hollandaise, finlandaise, allemande et suisse pour le développement et appliquées par la BAD, le PNUD, l'UNICEF et la Banque Mondiale (ADB, non daté; DGIS, 1989; le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique, 1988; FINNIDA, 1994; Härdtl, 1994; Murphy, 1995; SDC, 1994; Syme, 1992; PNUD, 1987; Banque mondiale, 1995; Woroniuk, 1994).

Au niveau de la mise en oeuvre, on a trouvé des politiques genre formulées principalement dans les projets appuyés de l'extérieur et les études de pays (Buringa et Lham, 1992; DANIDA, 1992; DWA/RWHP, 1993; NORAD, 1991; MoFA/RNE (ministère hollandais des affaires étrangères), 1989; Soroses et Iken, 1991; Banque mondiale, 1989, 1990; WSC, non daté, ca. 1994). Les témoignages de politiques et stratégies genre établies par les sociétés et les départements jusqu'ici, sont encore plus rares et pourraient être retrouvés seulement au Sri Lanka (Bysouth et al., 1994) et au Honduras (Whitaker, non daté).

7.3.2 Règles et outils

Pour évaluer la mise en œuvre politique, Wakeman et autres (1996) emploient comme indicateurs la présence des trois R (règles, répondants et récompenses) et les dispositions budgétaires pour le genre. Une règle que l'on trouve généralement en ce qui concerne le genre est que les femmes doivent être membres des organisations locales de planification et de gestion qui traitent de l'eau et l'assainissement. Cette règle a en effet amené beaucoup de femmes à ces organisations. Cependant, comme on l'a vu plus tôt, elle ne changeait pas les relations genre, quand les femmes n'étaient que des membres sur papier, accomplissant uniquement les tâches physiques ou constatant que les vraies décisions sont prises à un autre niveau. Une analyse de l'application des politiques genre dans les projets de Tanzanie a prouvé qu'il y avait une représentation satisfaisante des femmes dans les activités où la politique du projet nécessite un nombre égal d'hommes et de femmes. En même temps, les femmes étaient toujours impliquées principalement dans leurs rôles traditionnels, qui exigent principalement de la main d'œuvre (Binamungu, 1994; Chachage et al., 1990; Hauli et al., 1993; Mbughuni, 1993). Apparemment le lien entre les règles, la compréhension des buts fondamentaux, la stratégie et l'ajustement de ces règles à la culture locale n'a pas encore été entièrement réalisé. Binamungu (1994) et Smet et autres (1993) soulignent la nécessité d'une meilleure relation de la politique et du programme de formation du programme avec la pensée locale sur le genre et la manière dont cette pensée change. On essaye actuellement d'associer les règles genre aux discussions locales avec les chefs politiques traditionnels masculins et les clubs des femmes portant sur le genre dans le projet d'eau pour la santé en milieu rural en Zambie (DWA/RWHP, 1993). En Guinée Bissau l'approche genre est devenue acceptable à travers les relations avec le rôle culturellement acceptable des 'mulheres grandes' et le renforcement des compétences des conseillères agricoles en dialogue avec leurs homologues masculins (Visscher, 1983 et schéma 24).



Schéma 24. Les promotrices de la Guinée Bissau ont été efficaces à travailler avec les femmes et les chefs de femmes, mais avaient besoin d'une formation spéciale pour communiquer avec les autorités masculines du village

Les règles et les règlements ne sont pas évidemment des prescriptions isolées pouvant être appliquées automatiquement. Ils doivent faire partie d'une stratégie générale formulée et admise pour la participation et la gestion communautaires spécifiques au genre et à un personnel imputable. On trouve peu de témoignage documenté de ces stratégies et imputabilité. La plupart des stratégies actuelles pour la participation et la gestion communautaires au plus mentionnent une plus grande participation des femmes à la planification, la gestion et à la formation. La répartition équitable du travail, du pouvoir, des ressources et des avantages entre femmes et hommes dans les diverses étapes et activités du projet est rarement traitée. Whitaker (non daté) a analysé le genre dans les projets participatifs de l'eau, qu'une aile de la société nationale des eaux du Honduras entreprend dans les zones urbaines à faible revenu. Elle a constaté que dans ces projets une stratégie genre s'était développée sur le terrain. Les initiatives locales ont donné aux femmes plus de travail, mais également plus de contrôle et de reconnaissance. La stratégie opérationnelle a généralement profité au projet de même qu'aux femmes et à leurs familles. La recherche participative sur la performance des services de l'eau et l'économie sur les paiements de l'eau a confirmé ces observations (Espejo et al., 1993). La société signale que ces idées de terrain relatives à sa politique et stratégie ont été institutionnalisées (UEBM, non daté). On rapporte un développement semblable dans la société urbaine de l'eau du Malawi (Kwaule, 1993, 1994).

Les outils et les lignes directrices sont un mécanisme populaire pour rehausser la participation communautaire, la participation des femmes et l'application d'une approche genre. Certains outils tels que le SARAR et le PRA, portent spécifiquement sur les techniques participatives. L'utilisation de ces techniques plutôt que des réunions

conventionnelles facilite la participation et font que les femmes prennent part activement aux décisions. Une condition essentielle à la participation des femmes aux sessions, malgré leur charge de travail, l'âge, le niveau de revenu et la religion est la présence d'une approche genre. De nouveaux outils SARAR continuent à être développés et ceux existants à être raffinés et adaptés. On peut trouver certains qui se concentrent spécifiquement sur le genre dans Wakeman, 1995. Il existe des idées pour développer davantage cette perspective genre dans le cadre du travail du réseau des questions genre du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Les agences de développement emploient de plus en plus des techniques PRA pour permettre aux membres de la communauté d'exprimer leurs connaissances et opinions, analyser les situations, rechercher les éventuels arrangements et planifier, suivre et évaluer les interventions. L'institut international pour l'environnement et le développement a élaboré un ensemble de lignes directrices et plus de 100 jeux et exercices pour pratiquer l'évaluation rurale participative avec une perspective genre (IIED, 1994).

Plusieurs autres organisations ont développé des outils genre. Le projet d'écologie, organisation communautaire et genre (ECOGEN), un projet de recherche de l'Université de Clark et l'Institut Polytechnique de Virginie ainsi que l'Université d'Etat et les institutions du Kenya, du Honduras, de la République dominicaine, des Philippines et du Népal, ont documenté les outils qui offrent une modification genre dans les méthodes et techniques généralement utilisées telles que le classement de richesse, les entrevues détaillées de ménage, la discussion focalisée de groupe, l'observation de participant et l'état des lieux des ressources. Les outils sont classés selon leur utilisation dans l'identification de problème, la conception et la mise en oeuvre du projet et la gestion de projet (Thomas et al., 1993).

En 1994 des groupes de gestionnaires femmes et hommes de niveau moyen dans des projets fonciers et d'approvisionnement en eau et assainissement participatifs, ont documenté leurs approches genre à des ateliers interrégionaux. Le groupe de l'Asie a documenté les outils qu'ils emploient pour traiter un large éventail de contraintes genre identifiées (Bolt, 1994). Les participants du Népal ont présenté plus tard certains des outils au Forum des ONG de la Conférence Internationale des femmes à Beijing (Ale, 1995). Le groupe de gestionnaires africains a noté leurs expériences dans le traitement du genre à travers le cycle genre (Boesveld, 1994). Les gestionnaires latino-américains ont décrit leurs expériences du genre et de l'approche genre dans les principaux processus d'approvisionnements en eau domestiques, agricoles et l'assainissement: le genre dans les études de diagnostic et l'organisation communautaire; la gestion des systèmes techniques et de l'environnement, ainsi que le suivi et l'évaluation du projet (Espejo et Pôle, 1994).

En plus des outils, des listes de contrôle et des lignes directrices ont été également préparées (CIDA, 1997a, b; DGIS, 1989 et à paraître; FAO, 1982; FINNIDA, 1994; Jahan, 1995; Matrix, 1993; NCRFW/NEDA, 1993; OCDE /DAC, 1992; ASDI, ca. 1997 non daté;

Wijk, 1995; Williams et al., 1994). Certaines agences d'appui extérieures ont introduit des évaluations d'impact genre dans le cadre de l'évaluation du projet (Lingen, 1994; FINNIDA, 1991). Les lignes directrices peuvent concerner le genre seul ou être combinées avec la pauvreté et l'analyse environnementale. Les listes de contrôle et les lignes directrices avaient fait un effet sur les pratiques réelles, lorsqu'elles étaient employées en combinaison avec d'autres stratégies et supports tels que les politiques, la recherche, les stratégies de développement des ressources humaines et les outils analytiques (Woodford, 1982; Jahan, 1995 en Wakeman et al., 1996; Sida, 1997).

7.3.3 Les Répondants, les spécialistes en genre et les unités genre

Les experts en matière genre qui connaissent le secteur de l'eau et de l'assainissement et qui peuvent guider les acteurs d'une équipe sont importants à tous les niveaux. À l'ASDI, la formation genre a eu un impact sur les connaissances et attitudes, mais il est apparu clairement que l'application des techniques nécessite plus de gouvernance sur le tas. Les sessions de suivi pour chaque répartition, qui portent sur le genre dans les projets actuels et le suivi de la mise en œuvre, se poursuivent (Hannan, non daté). D'ailleurs un examen approfondi des expériences sur l'égalité genre a été effectué, avec pour résultat une politique et un plan d'action spécifiques. Les chefs de départements de l'ASDI sont chargés de la mise en œuvre et le directeur général et la Direction du groupe font le suivi d'avancement (ASDI, 1997). Sur le terrain, la présence d'une personne ayant un engagement fort pour les questions genre a pu garantir qu'une agence de l'eau ou de l'assainissement agit sur ces préoccupations (Voir Wakeman et al., 1996; Mathew en Kurup et al., 1996, Kwaule, 1994; Sharma, 1989).

Pourtant la participation des spécialistes en genre dans l'identification et la préparation de projet n'est efficace que s'ils s'intègrent dans l'équipe globale et que l'expertise genre est également présente pendant la mise en œuvre (Wijk, 1985). Les études ne mènent pas nécessairement à une implication plus équilibrée des femmes et des hommes dans l'exécution suivante non plus. Bien que certaines études, par exemple, en Guinée-Bissau (Ploeg, 1979), Maroc (Davis et al., 1993), Tanzanie (Tanzanie, 1982) et Éthiopie (Poluha, 1980) aient abouti à des projets plus participatifs et plus conscients genre, il existe de nombreux exemples de projets qui excluent complètement ou en grande partie les femmes. Par conséquent, on recommande 'une approche totale', intégrant à la fois les femmes et les hommes dans le processus entier de projet, (Wijk, 1985).

Dans les dispositions institutionnelles pour les femmes, et plus tard pour le genre, la tendance a été d'établir des unités, des bureaux ou des points focaux séparés (Wijk, 1985). Ceux-ci ont souvent été marginalisés de l'action principale de leurs agences et ont trop de tâches, de faibles budgets et aucune responsabilité exécutive (Hannan, 1995; Wakeman et al., 1996). Jahan (1995) a constaté que les structures seules ont fait peu de différence. 'les facteurs critiques semblent ne pas être la structure, mais la définition des missions, des ressources, l'engagement et les mesures d'imputabilité pour assurer la conformité de l'agence' (Jahan, en Wakeman et al., 1996: 41-42). Murthy (1993)

mentionne l'émergence en Inde de réseaux, ateliers inter agences genre et, à moindre échelle, le développement organisationnel et humain global. L'expertise genre est valide, mais seulement lorsqu'elle s'investit dans un nombre suffisant de personnes qualifiées, stratégiquement placées, avec un mandat et une reconnaissance clairs et enfin capables d'influencer les décisions opérationnelles.

7.3.4 Projets d'apprentissage, suivi et évaluation

Les projets, les expériences, la recherche active ainsi que l'identification et l'analyse pilotes des 'meilleures pratiques' ont été précieux dans l'élaboration de stratégies pour les systèmes d'approvisionnement en eau, assainissement, et hygiène à gestion communautaire sensibles au genre (Bakhteari et Wegelin, 1992; Goss et Thomas, 1996; Kurup et al., 1996; Kwaule, 1985, 1994; Mauluka, 1981; Narayan, 1989; Sharma, 1989; ASDI, 1997; Sumbung, 1990; Tanzania, 1983). Au Malawi, la recherche active a abouti à l'établissement d'une gestion communautaire de la demande avec une focalisation genre manifeste (Encadré 7). Après avoir élaboré des stratégies efficaces genre, le défi consiste à les modéliser. Les projets pilotes sont habituellement marqués par une forte concentration de personnel spécialisé national et international fortement qualifié. Ils sont susceptibles d'avoir une organisation institutionnelle séparée et des budgets généreux et autonomes (Narayan, 1990). Ainsi ils ne représentent pas la situation de fonctionnement normal (Galvis et al., 1996). A l'étape de démonstration, l'échelle de la mise en oeuvre augmente. Le personnel permanent a les rôles principaux, et le financement et l'administration font partie du grand système national. Après la démonstration, la mise en oeuvre complète suit idéalement.

Encadré 7. Action d'apprentissage sur le genre et l'approvisionnement en eau au Malawi

Dans le programme communal de point d'eau du Malawi, les quartiers urbains à faible revenu gèrent la demande en eau dans leurs zones. Le programme a commencé par une phase d'apprentissage pratique à l'œuvre. Cette phase a révélé que les comités à domination masculine ne géraient pas bien les systèmes administrés et financés par les quartiers. En effet, les hommes membres du comité avaient beaucoup d'autres intérêts et une forte mobilité, ainsi ils se réunissaient rarement et ne consultaient presque pas les membres du groupe de consommateurs de l'eau. Ceci s'est reflété négativement aussi sur les heures d'exploitation et la gestion financière. Pour réduire l'eau non mesurée au compteur, les bornes fontaines étaient verrouillées pendant les heures de non affluence, et les hommes membres du comité n'étaient pas toujours présents pour ouvrir les robinets. Le recouvrement des coûts n'était pas régulier et les mouvements de fonds n'étaient pas correctement justifiés. Plusieurs interventions ont abouti à une composition plus équilibrée des organisations de gestion. Ceci a eu comme conséquence en assainissement environnemental et une gestion opérationnelle et financière bien meilleurs. Mais il a aussi élevé le charge de travail des femmes. Elles effectuaient le travail mais ne prenaient pas toujours les décisions. Le retrait des hommes a également réduit la pérennité. Par conséquent le projet a élaboré de la gouverne pour assurer la participation des hommes (Kwaule, 1994). Comme la société a trouvé que cette approche avait des résultats positifs pour la gestion de la demande, elle a élargi le programme de la capitale aux autres villes du pays.

Cependant, dans la modélisation l'approche d'apprentissage ne s'arrête pas. Dans le processus vers la modélisation, de nouveaux problèmes surgissent à un niveau politique et institutionnel plus élevé. Galvis et autres (1996) recommandent des projets holistiques d'apprentissage comme le meilleur moyen pour les professionnels du secteur des différents institutions (ONG, universités, gouvernement) de résoudre les nouveaux problèmes et de renforcer de nouvelles capacités dans le cadre de programmes réguliers avec un personnel permanent. Dans leur description des projets d'apprentissage, cependant ils ne vont pas en dessous du niveau communautaire et ne distinguent pas les facteurs genre et classe.

Le suivi et les évaluations internes peuvent indiquer des déséquilibres genre et apporter une contre action pourvu que ces aspects soient inclus dans la conception (Hannan, 1990). Au Togo, le personnel de terrain masculin et féminin, à travers les réunions de suivi et de planification trimestrielles, a découvert que les femmes étaient sous-représentées dans la prise de décision (Pillsbury et al., 1988). En Indonésie, l'évaluation participative de la participation et du genre dans la prise de décision s'est faite au moyen de vote indirect. Les questions évaluées concernaient la prise de décision sur sept aspects d'un projet de l'eau: prise de décision dans les groupes de consommateurs de l'eau : choix des chefs de groupe, emplacement des équipements, décisions sur le travail de groupe, décisions sur les paiements, besoin de sanctions et de décisions sur les réparations (Narayan, 1989).

Les points marqués montrent que les villageois prenaient les décisions dans 76 % des cas, mais que le personnel de terrain décidait presque toujours dans un quart des cas. On ne rapporte pas s'il s'agissait d'une attitude paternaliste ou de protection des intérêts des couches les plus faibles. Le commun des hommes et des femmes décidait à peine (6 % et 9 % respectivement), mais les chefs masculins et féminins avaient une influence égale (21 % chacun) et presque autant de décisions (19 %) étaient prises par consensus des membres masculins et féminins du groupe.

7.3.5 Les récompenses

En supposant que les politiques, règles, procédures, formation et les outils soient tous en place, le travail participatif et sensible au genre fera-t-il une différence dans la reconnaissance et la carrière d'une personne? Tschannerl a déjà écrit dans les années 70 que, aussi longtemps que les ingénieurs verront leurs réalisations en termes d'efficacité et non à produire un effet frappant, la motivation à travailler de manière différente avec les gens se limitera à quelques-uns qui sont engagés à réaliser les objectifs globaux de développement.

Travailler différemment avec les hommes et les femmes dans les communautés pour des services mieux soutenus et utilisés ainsi que pour une autonomie rehaussée dans le développement exige aussi un changement organisationnel. Le personnel exécutif ne peut pas changer quand la direction au niveau supérieur n'approuve pas ces nouvelles approches et sanctionne les nouvelles stratégies. Travailler d'une manière différente avec

les gens nécessite non seulement de la formation et des lignes directrices. Il faut également des descriptions du travail et de tâche ajustées de manière à refléter le travail d'équipe interdisciplinaire, la participation et le genre. L'ajustement devient plus facile quand le climat et les organisations de travail sont stimulants et que le personnel qui utilise efficacement les équipements de performance et les méthodes participatives et sensibles au genre est reconnu et récompensé. Une ou deux mesures peuvent réaliser peu de changement; l'effet vient d'une combinaison d'une variété de mesures dans le développement humain et organisationnel (Groupe de Travail Inter agence, 1983; Murthy, 1993; Narayan, 1990; OCDE /DAC, non daté).

7.3.6 Le défi: *changement humain et organisationnel*

La différenciation genre dans l'opérationnalisation des principes de gestion de l'eau et la promotion de la santé et l'hygiène est une condition pour des résultats fonctionnels et de développement. Le défi consiste à identifier l'ensemble de facteurs de développement humain et organisationnel qui rehaussent la compréhension d'une stratégie genre comme part normale et indissoluble de toutes les interventions.

Epilogue

Le prédécesseur de ce livre, *Participation des femmes dans l'approvisionnement en eau et assainissement : rôles et réalités* a été publié en 1985. Que s'est-il passé dans les années qui ont suivi ? Peut-être le développement le plus apparent est que la participation active des femmes dans les projets d'approvisionnement en eau et assainissement n'est plus une situation exceptionnelle. Dans presque tous les pays en voie de développement, les femmes sont de plus en plus impliquées dans la planification, l'entretien et la gestion des services locaux d'approvisionnement en eau et participent à l'amélioration de l'assainissement et l'hygiène au niveau local. Leur participation est aussi physique, en tant que main d'œuvre volontaire dans la construction, l'entretien et la préservation de l'assainissement. De plus en plus, on met un accent particulier sur leur participation à la planification et la prise de décision ainsi qu'à l'entretien et la gestion professionnels des équipements et du service. Les femmes ont de plus en plus accès au renforcement des capacités pour ces tâches, aux côtés des hommes.

Jusqu'ici, la participation des femmes et des hommes à la prise de décision s'est passée principalement sur de plus petits aspects localisés: la conception et l'emplacement des équipements; le choix des opérateurs et des membres des organisations de gestion. Jusqu'ici, très peu de projets et programmes donnent aux consommateurs aussi bien les hommes que les femmes, un choix avisé dans les grandes décisions, telles que le type de technologies et de niveaux de service ainsi que les systèmes locaux de financement, d'entretien et de gestion. Pourtant ce sont les femmes et les hommes qui, par leurs contributions en espèces, en nature et main d'œuvre maintiendront ces services opérationnels. Ainsi, à ce niveau une prise de décision plus avisée pourrait être prévue à l'avenir.

A travers les expériences et les études sur la participation des femmes on a appris beaucoup sur les contraintes à cette participation et comment celles-ci peuvent être traitées. On sait maintenant que, avec de bonnes attitudes, qualifications et techniques, les contraintes pratiques à la participation des femmes peuvent être surmontées, même lorsque aucun fonds, temps et main d'œuvre supplémentaires ne peuvent être disponibles. Les projets et les programmes qui déclarent toujours que, dans une culture donnée, les femmes ne peuvent pas participer à la planification et à la gestion des équipements d'approvisionnement en eau et assainissement, agissent ainsi contre une grande évidence contradictoire, et utilisent ces déclarations comme une excuse pour un manque d'appréciation, de volonté et de créativité.

Les raisons pour lesquelles les projets et les programmes poursuivent de plus en plus la participation active des consommateurs masculins et féminins à la planification et la gestion des systèmes sont : les avantages directs d'une participation de grande qualité une performance plus fiable du service, une utilisation générale et hygiénique des équipements, un meilleur appui financier et autre. L'approvisionnement en eau,

l'assainissement et les améliorations d'hygiène qui s'ensuivent satisfont aussi les intérêts pratiques des hommes, et en particulier, des femmes dans les communautés, et ainsi constituent un bon pas en avant. Les projets et programmes montrent beaucoup moins d'intérêt pour les avantages stratégiques de leurs investissements, tels que les capacités que les hommes et les femmes développent pour gérer leur propre développement et renforcer leurs positions économiques et sociales. A partir de l'évidence empirique nous savons que les projets et les programmes peuvent aussi produire de plus grands avantages de développement. Par exemple, les hommes et les femmes, les garçons et les filles peuvent améliorer leur éducation et leur formation à travers des programmes, et avoir plus de temps et d'eau, de plus le travail lié au service génère de nouvelles occasions de développement économique pour les femmes et les hommes.

Mais il y a également beaucoup de situations où ces avantages sociaux et économiques sont menacés, par exemple, lorsque la charge de maintenir les équipements opérationnels et en bonne condition hygiénique repose davantage sur les femmes que sur les hommes ou lorsqu'un petit groupe contrôle les avantages des services et les utilise pour ses propres intérêts. De telles situations mettent en péril la pérennité à plus long terme des systèmes et du plus large développement socio-économique auxquels ils contribuent.

Les différences genre et classe dans les intérêts et le pouvoir sont à la base de beaucoup de déséquilibres dans le travail, le contrôle et les avantages. Si les services d'approvisionnement en eau et assainissement doivent rester durables, équitables et contribuer à un plus large développement, les projets et les programmes doivent prêter attention à de telles différences. Cependant, tandis que l'attention à la participation des femmes est devenue tout à fait ordinaire, l'attention à leur participation par rapport à celle des hommes ne l'est pas. Ce qui est encore moins ordinaire dans cette analyse genre, c'est d'accorder une attention aux femmes et aux hommes pauvres tout autant que riches, aux différentes positions des femmes dans leurs familles. Là où on note la présence d'une analyse genre, l'attention a été dirigée en particulier vers la situation des femmes et beaucoup moins sur celle des hommes. Une plus grande attention sur les différences de positions et de classes sociales, et un plus grand accent sur les hommes aussi, renforceront l'analyse globale genre dans le secteur de l'eau.

Dans ce secteur, on trouve l'analyse et les approches genre le plus fréquemment en rapport avec les projets et programmes d'approvisionnement en eau potable. Ces dernières années ont vu la disponibilité des données sur qui accomplit certaines tâches physiques et de gestion et avec quels effets pour les services, la communauté, les ménages et les participants. Il est une évidence considérable que la gestion efficace nécessite des contributions à la fois des femmes et des hommes. Dans cette répartition, les femmes exécutent bien en particulier, l'entretien, les réparations et la gestion financière des équipements qu'elles utilisent et dont elles profitent plus. Il y a, cependant, un risque considérable que, simplement parce que les femmes en profitent, qu'elles soient prêtes à travailler volontairement quand elles ne peuvent pas vraiment se le permettre. Ceci a des impacts négatifs pour elles-mêmes, leurs familles et, à la longue, la communauté, la

société et le service. Il faut aussi regarder de plus près la façon dont le financement du service et ses avantages directs et indirects sont répartis dans les ménages. Il y a des indications que ces répartitions ne reflètent pas toujours les différentes capacités de paiement dans les ménages et ainsi entravent le développement socio-économique optimal.

Tandis qu'une analyse et des approches genre émergent dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable, on les trouve à peine dans les programmes d'assainissement environnemental et d'hygiène. Presque partout, les conditions d'assainissement environnemental sont à la traîne loin derrière les progrès de l'approvisionnement en eau domestique. Une raison à cela peut bien être la différence de la demande pour une meilleure hygiène entre les femmes et les hommes. Tandis que les femmes sont considérablement indisposées par les équipements d'assainissement insuffisants, et ainsi fortement motivées pour entreprendre ces ouvrages, le paiement doit venir généralement des hommes. Dans les prochaines années, l'un des plus grands défis sera de rattraper le retard dans l'assainissement. L'augmentation des ménages à faible revenu dans les villes, les capacités insuffisantes de paiement et la forte demande ainsi que les gros risques de pollution environnementale et de santé publique, exigent aussi de nouvelles approches. Une approche genre sera d'un grand apport, comme le démontrent un certain nombre de programmes pionniers. On a trouvé particulièrement efficace d'accroître et de répondre aux différences de demande socioculturelle et économique en assainissement amélioré. En outre, l'emploi de maçonnes a contribué à installer des équipements dans les domiciles et les concessions où les ouvriers sont culturellement moins acceptables. Une approche genre s'est révélée également instrumentale pour assurer un entretien adéquat et une utilisation hygiénique des équipements. Elle a stimulé le partage des responsabilités dans la préservation de l'hygiène et dans l'éducation des enfants en bas âge en matière d'assainissement, dans lesquelles non seulement les mères, mais également les frères, les sœurs et les pères ont été impliqués.

Etant donné que par le passé les femmes tendaient à être exclues des programmes d'approvisionnement en eau et assainissement améliorés, les hommes participaient rarement à l'éducation à la santé et à l'hygiène. La grande majorité de ces programmes portaient exclusivement sur les femmes et les filles. Ainsi le travail des femmes tend à augmenter, alors que les rôles et les responsabilités des hommes sont omis. Il faut impérativement examiner plus profondément les responsabilités, le travail et les attitudes des hommes en ce qui concerne l'hygiène et les ouvrages d'hygiène, ainsi que dans les ménages, et élaborer des programmes d'hygiène avec un meilleur équilibre de rôles entre femmes et hommes.

Un développement significatif au fil des ans depuis 1985 concerne le contexte environnemental du secteur de l'approvisionnement en eau et assainissement. Les services d'approvisionnement en eau potable et assainissement ne fonctionnent pas tout seuls, mais sont influencés et influencent les conditions d'utilisation globale de la terre et de l'eau dans lesquelles ils fonctionnent. De plus en plus, ces conditions se trouvent sous

pression. La même terre et eau doit être employée à diverses fins, chacune avec ses propres parties prenantes et les intérêts de parties prenantes. Comme ce fut le cas à l'origine, la participation des femmes, puis le genre, dans le secteur de l'eau domestique, les aspects genre de ce développement sont la préoccupation d'un groupe qui est encore petit de taille, et le nombre d'études et de projets sur le terrain est modeste. Cependant, avec la demande croissante, et les impacts sur une et même ressource, et sa nature confinée et vulnérable, on peut s'attendre à ce que cette expertise se développe rapidement en taille et travail en réseau. En outre, la quantité de données sur la gestion des ressources en eau dans tous ses aspects, y compris le genre, augmentera.

Dans les années à venir, l'expertise spécifique genre restera nécessaire à la fois dans le secteur de l'approvisionnement en eau et assainissement et dans le secteur global des ressources en eau, pour la recherche, la documentation et l'information et aussi pour le développement des capacités humaines et organisationnelles. En même temps, l'analyse et les approches genre devront graduellement devenir une partie institutionnalisée de tous les projets et programmes, comme ce fut le cas au commencement avec la participation communautaire et ensuite la participation des femmes. On peut considérer que cette étape se rapproche quand tout le personnel du projet et du programme dans leurs transactions avec l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène prendra automatiquement en compte les questions suivantes, tout en considérant également la classe, l'âge et le groupe ethnique ou religieux:

- Qui a *l'information* : les hommes, les femmes ou tous les deux?
- Qui effectue *le travail* : les hommes, les femmes ou tous les deux ?
- Qui prend *les décisions*: les hommes ou les femmes ou tous les deux ?
- Qui recueille *les avantages* - l'eau, la formation, les emplois - les hommes, les femmes ou tous les deux?
- Qui contrôle *les avantages* – le service, le revenu, la formation - les hommes, les femmes ou tous les deux?

Publications de l'IRC

La Série de Documents Techniques de l'IRC couvre une diversité de sujets. La série intègre des questions techniques et non techniques telles que l'exploitation, l'entretien et la gestion communautaire des services d'approvisionnement en eau et assainissement. Préparée conjointement par le personnel IRC et des consultants, ces livres ont été écrits pour ceux qui travaillent dans le secteur de l'approvisionnement en eau et assainissement communautaires.

Le travail en cours à l'IRC et dans les organisations associées est présenté dans la Série de Documents d'Appoint. Les Documents de Projet et de Programme comprennent des études, des rapports de terrain, des évaluations et autres documents émanant des projets ou des programmes dans lesquels l'IRC ou ses partenaires ont été impliqués. Les deux séries contiennent des informations utiles d'intérêt pour un auditoire ciblé et restreint. La Série Formation offre des informations et des connaissances pratiques à utiliser dans la formation des différents groupes cibles. La Série de Références comprend des répertoires, des inventaires, un thésaurus, des glossaires, et d'autres outils d'informations en appui de l'échange d'informations techniques pour l'approvisionnement en eau et assainissement communautaire. Ces publications sont conçues pour assister à la fois les documentalistes et le personnel technique en matière de collecte, de stockage, de récupération, et d'utilisation d'informations.

Les titres de publications associées et d'intérêt de l'IRC comprennent:

- Gender in Community Water Supply, Sanitation and Water Resources Protection: a guide to methods and techniques. Prepared by Christine van Wijk
(OP 23-E) 52 pages 1995
- Together for Water and Sanitation: tools to apply a gender approach. The Asian experience. Edité par Eveline Bolt
(OP 24-E) 107 pages 1994
- Working with Women and Men on Water et Sanitation : an African field guide
(OP 25-E) 98 pages 1993
- The Community-Managed Sanitation Programme in Kerala : learning from experience. Prepared by Balachandra Kurup
(PP 4-E) 90 pages 1996

